



Peace and Crises Management Foundation

Fondation pour la Paix et la Gestion des Crises

Boris Vukobrat



**LETTERS
DU PRÉSIDENT**

BORIS VUKOBRAT

Lettres du Président

Belgrade, 2012

LETTRES DU PRÉSIDENT

AUTEUR

Boris Vukobrat

CHRONIQUEURS

Philippe Douste-Blazy

DESIGN ET IMPRESSION

Marko Zakovski

Belgrade 2012

Fondation pour la Paix et la Gestion des Crises

www.fondmir.com

PRÉFACE

Depuis septembre 1992, les Lettres du Président, dont la vocation fondamentale était d'informer un certain nombre de personnes sur les positions de la Fondation pour la paix et la gestion des crises, paraissaient d'abord une fois par mois, puis un peu moins souvent. Celles-ci reflétaient les vues sur la crise yougoslave, mais aussi sur les problèmes globaux des pays de l'ancien est européen. Il n'y eut d'événement d'une certaine importance auquel nous n'aurions réagi en proposant, dans un esprit de conséquence, une solution pacifique et l'intégration de l'ensemble des territoires de l'ex-Yougoslavie dans les courants européens et mondiaux. Nos idées rencontraient l'approbation de tous ceux qui tendaient à une solution constructive de la situation de guerre et de celle de l'après-Dayton, donnant souvent lieu aux discussions et à l'élaboration de divers projets.

Aussi me parut-il logique de faire paraître à présent ces lettres dans leur intégralité, pour permettre ainsi aux lecteurs de se faire une idée d'ensemble des activités de la Fondation pour la paix et la gestion des crises. Aux moments d'épreuves où un grand nombre d'acteurs du conflit yougoslave balançaient souvent entre deux extrêmes, la Fondation s'évertuait à garder sa clairvoyance et à encourager, par ses propositions et initiatives, ceux précisément qui se trouvaient écartés par la force en marge des événements. Si le désespoir est connu pratiquement dans ses moindres détails, l'espoir ne s'est vu accorder que très peu de place. C'est sur ce fait que notre oeuvre est assise et je crois que cela est bien visible dans le présent volume. En même temps, ce nouveau rappel des dates et des événements cruciaux trouve son sens profond dans le fait qu'il s'agit là des idées qui avaient pour allié la raison, et pour objectif le développement économique et des formes de coopération nouvelles. Voilà ce qui en perpétue l'actualité, tandis que le temps ne cesse, de jour en jour, de confirmer le bien-fondé de nos idées fondamentales.

Paris, Septembre 2012
Boris Vukobrat

PROJET DE PRÉFACE PAR PHILIPPE DOUSTE-BLAZY

Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies, ancien ministre des Affaires étrangères, de la Culture et de la Santé, Président de UNITAID*

Après être rentré à Sarajevo en août 1992, par la route de Pale, j'ai découvert, pour la première fois de ma vie, ce que représentait pour moi le mot « horreur ».

Médecin, appartenant à la première génération n'ayant jamais connu de guerre, j'étais confronté à l'horreur de la guerre civile et à la folie de la purification ethnique, à... 2 heures de Paris en avion. Ce fut un moment fondateur, celui qui m'a expliqué que rien n'est jamais acquis, que les valeurs Européennes consistant à voir dans la même rue une mosquée, un temple et une église, étaient remis en cause.

Dans ses lettres du Président écrites de 1992 à 1998 Boris Vukobrat avait une vision quasi prophétique de tout ce qui allait advenir. En relisant cet ouvrage en 2012, on constate que tout ce qui était redouté par l'auteur s'est malheureusement réalisé.

Qu'il s'agisse de la tentation de la force, de la guerre voie sans issue, de la protection des minorités, de la problématique du Kosovo, du cas de la Macédoine, du dialogue interreligieux, les propositions de Boris Vukobrat et de sa Fondation pour la Paix et la Gestion des Crises restent d'une brûlante actualité. Il écrivait en mars 93 : « le Pire est devant nous. »

Le spectacle qui est sous nos yeux aujourd'hui nous contraint à une ardente obligation.

Jean Mattéoli, Président du Conseil Economique et Social le paraphrasant écrivait dans le Monde cette année-là : « Imaginer un partage de l'ancienne Yougoslavie selon des critères ethniques n'est pas seulement criminel mais absurde ».

La Paix par la solidarité et bâtir l'avenir étaient déjà les mots d'ordre de sa Fondation. Qui n'y souscrirait ? Il ajoutait « Préparer la Paix et ne pas accepter l'inacceptable ».

Toutes les pistes qu'il recommandait aux responsables des puissances amies et alliées de l'ex-Yougoslavie : le temps de la réflexion, la mise en garde contre les ravages de la partition, le réapprentissage des régions, le risque de la contagion des violences, la lutte contre l'injustice, la menace d'une 4ème guerre des Balkans sont des signes que nous devons conserver plus que jamais à l'esprit.

* L'Organisation des Nations Unies, dont il est le vice-aider Jimmy Carter, Bill Clinton, Bill Gates et Da Lula.

J'aime quand, au nom du refus de la guerre et des vertus de l'utopie, il cite le Cardinal Jean-Marie Lustiger et aussi quand il souligne le rôle que peut et doit jouer la France.

Il nous enseigne à être lucides sur l'égoïsme des grandes puissances.

Dès 1994, il avait perçu que la partition de la Bosnie était une erreur et un crime.

Il nous mettait en garde contre les mythes dangereux, il préconisait déjà un pacte de stabilité en Europe qui permette de « retrouver la Paix » et d'éviter de nouveaux drames, ce qu'il nomme en 98 « la destruction de l'intérieur ».

Pour privilégier la coopération aux conflits il nous montre la voie.

LETTRE N° 1
1. Septembre 1992

Madame, Monsieur,

*S*il eut été logique que l'effondrement du communisme dans les pays de l'Est et l'implosion de l'URSS qui en est résultée consolident la paix sur le Vieux Continent. Mais deux ans après la chute du mur de Berlin et le renversement des régimes marxistes de Roumanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Hongrie, un an après le coup d'Etat manqué du Kremlin et l'explosion de la Yougoslavie, la guerre sévit au coeur de l'Europe.

Cette guerre, ces guerres, personne ne les a vu venir, personne n'a été capable de les conjurer. Alors que les vieilles nations d'Europe vivaient depuis un demi-siècle en bonne intelligence, sous des régimes politiques opposés, certes, mais dans la paix, des conflits que l'on croyait oubliés ont ressurgi. Plus durs et plus inexpiables que jamais. En Yougoslavie, en Moldavie, dans le Caucase, le réveil des nationalités, favorisé par des gouvernements en mal de légitimité, a provoqué des guerres atroces, inhumaines, qui menacent maintenant de s'étendre à l'ensemble du continent.

La tentation de la force

Les grandes puissances, prises de court par l'incendie, ne savent que faire pour combattre le feu. Incapables de sortir des scénarios de la guerre froide, elles hésitent entre l'abstention et l'intervention, prennent des décisions hâtives qui aggravent les crises au lieu de les calmer, bref sont dépassées par les événements au point de ne pouvoir faire entendre leur voix dans le concert discordant des nationalismes qui mettent en péril la paix du monde.

Pour ramener l'ordre au coeur de l'Europe, la tentation est grande aujourd'hui de recourir à la force; la force, c'est-à-dire la coercition par les armes. Utilisée avec le succès que l'on sait contre l'Irak lors de la guerre du Golfe, la méthode semble aujourd'hui à beaucoup la seule qui puisse mettre fin aux affrontements qui se multiplient d'un bout à l'autre de l'Europe, affrontements dont la cause n'est pas

ethnique mais qui pourraient devenir de véritables conflits entre les peuples si rien n'est fait pour conjurer le péril. Il est cependant permis de douter qu'elle soit efficace de façon durable tant les conflits auxquels elle prétend répondre sont enkystés dans la chair même de notre continent.

Il est sans aucun doute possible de détruire par des frappes chirurgicales les batteries qui bombardent jour et nuit Sarajevo; mais il est probablement plus difficile de réduire au silence les milices serbes, croates et musulmanes qui s'affrontent sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine; et il est impossible de réconcilier par la force les gouvernements totalitaires qui, à Zagreb et à Belgrade, pratiquent la stratégie du pire, car celle-ci est la condition de leur survie.

Pour dire les choses crûment et en appliquant ce raisonnement à une autre région de l'Europe, on imagine mal comment une intervention extérieure pourrait ramener la paix en Moldavie; et l'on voit encore plus mal comment une expédition militaire parviendrait à séparer les Azéris et les Arméniens, les Ossètes et les Géorgiens, voire les Russes et les Ukrainiens si, par malheur, la Crimée devient un champ de bataille.

La paix par la gestion des crises

Trop riches ou trop endormies pour regarder la vérité en face, les démocraties occidentales ne voient pas que la guerre qui sévit à leur porte peut demain en franchir le seuil. Délivrées, après quarante-cinq ans, de l'adversaire qui les menaçait, elles ne perçoivent pas cette vérité éclatante que l'Europe, en 1992, n'est pas plus à l'abri d'un conflit qu'elle ne l'était en 1914 ou en 1939. Elles s'illusionnent quelque peu sur leur propre cohérence et sous-estiment le danger que représentent les conflits qui se développent dans les pays de l'Est.

L'impuissance dont elles font preuve malgré les moyens considérables dont elles disposent pour faire sentir leur influence n'est pas un hasard. Elle traduit sans fard cette réalité que la force ne peut en aucun cas régler les conflits qui se développent en Europe centrale sur les décombres du collectivisme.

Il faut donc trouver une autre voie que celle de la guerre pour combattre la guerre. Et cette voie, nous pensons qu'elle réside dans un processus très souple de prévention et de gestion des crises dont il faut aujourd'hui inventer les méthodes, tracer le cadre, définir les limites, mais qui pourrait, sans recourir à la guerre, résoudre les conflits en cours ou à venir en Europe, et probablement partout dans le monde où des peuples s'affrontent.

La démarche, précisons-le, n'a rien d'utopique. Elle consiste, d'abord, à cerner de façon précise les causes des affrontements et, pour cela, à comprendre sans condamner a priori. Elle consiste, ensuite, à imaginer les solutions pratiques territoriales, institutionnelles, économiques, culturelles qui peuvent apaiser les antagonismes politiques, ethniques ou religieux formant la trame des conflits actuels. Elle consiste, enfin, à définir les moyens juridiques ou diplomatiques qui permettraient l'application sur le terrain de ces solutions et aussi les garanties internationales qui les accompagneraient.

Sauf à se résigner à voir l'Europe se construire au prix de nouvelles guerres dont on sait qu'elles seraient plus atroces encore que les précédentes, il faut résolument s'engager sur la voie qui mène à la paix par la gestion des crises.

Le rôle de la Fondation

Ni les gouvernements, ni les organisations internationales, est-il besoin de le préciser, n'ont aujourd'hui la liberté et la capacité de conduire une telle réflexion. Figés dans leurs structures et leurs comportements, les uns comme les autres ne peuvent évoluer que lentement, au fur et à mesure que se crée le nouvel environnement international. Attendre d'eux l'effort de réflexion et d'imagination qui est indispensable pour mettre fin au drame que traverse une bonne partie de l'Europe, c'est se résigner à laisser l'Histoire s'accomplir sans tenter d'en infléchir le cours.

C'est pourquoi nous avons créé la Fondation pour la Paix et la Gestion des Grises. Institution privée de droit suisse, indépendante de tous les pouvoirs, cette Fondation s'est fixée comme objectif de proposer des solutions permettant de régler pacifiquement les conflits qui déchirent l'Europe en général et menacent d'opposer les peuples du sud-est et de l'est de l'Europe en particulier. Elle est donc un lieu de rencontres et de débats, une sorte de laboratoire d'idées dans lequel les responsables politiques, les diplomates, les experts peuvent puiser librement.

La lettre que je vous adresse aujourd'hui sera désormais publiée tous les quinze jours. Elle nous permettra, si vous en êtes d'accord, de vous tenir informé des travaux que nous menons et des rencontres que nous organisons. J'espère vivement qu'elle retiendra votre attention.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 2
15. Septembre 1992

Madame, Monsieur,

Genève est devenue pour plusieurs mois le lieu géométrique, le coeur, des négociations destinées à mettre fin au drame yougoslave. Placé sous la responsabilité conjointe des Nations Unies et de la Communauté européenne, un comité de dix-sept membres y poursuit sans désespérer les discussions engagées à Londres à la fin du mois d'août et s'efforce de convaincre les frères ennemis de se réconcilier pour permettre le retour à la paix.

La tâche s'annonce si difficile que le coprésident américain de ce comité international, M. Cyrus R. Vance, a pris soin de souligner d'entrée de jeu l'impossibilité d'obtenir rapidement un arrêt des combats en Bosnie-Herzégovine. Et pourtant, je ne peux m'empêcher de penser que la solution de la crise n'est pas aussi inaccessible que le laissent penser l'âpreté des combats et l'acharnement des adversaires.

La guerre, une voie sans issue

A l'origine de ce sentiment que je sais partagé par beaucoup se trouve cette constatation que ni la partition de la Yougoslavie en Républiques indépendantes, ni la guerre à outrance menée par ces mêmes Républiques a résolu le problème. Et ceci pour la simple et bonne raison que les peuples yougoslaves vivent en symbiose depuis des siècles, que leur imbrication est trop étroite pour permettre le découpage du pays selon des critères ethniques et que ni la persuasion ni la contrainte ne changeront ces données fondamentales. Carrefour et lieu de passage obligé, les Balkans sont par nature le point de rencontre des civilisations du nord et du sud de l'Europe; on ne peut y tracer de séparations arbitraires entre les populations qui y vivent sans courir le risque de provoquer des conflits sans fin.

Après un an de guerre, de destructions, de massacres, il est clair pour tous ceux qui conduisent la guerre sans se soucier de leurs peuples que la voie de la violence est une voie sans issue. Parce qu'il existe partout des minorités et que ces minorités, légitimement, veulent vivre libres, la force ne peut pas mettre fin aux hostilités.

Il faut donc trouver une autre voie. Et, pour cela, partir de cette donnée historique, niée par les belligérants mais indiscutable, que la Yougoslavie est et demeure en dépit du conflit une communauté de peuples que le temps a soudés et que l'on ne peut donc pas séparer artificiellement; dès lors que les villes, les villages, les familles même sont multiethniques il est indispensable de trouver une solution qui respecte la complexité d'une société qui s'est forgée dans le même creuset au fil des siècles.

Or, par delà les Républiques, qui sont de création récente, il est une entité naturelle qui, depuis la nuit des temps, sert de cadre à la fois géographique et politique aux peuples yougoslaves: ce sont les régions.

Les régions, c'est-à-dire ces espaces homogènes qui composent la Yougoslavie, dont la délimitation remonte le plus souvent à l'Antiquité et qui, telles la Dalmatie, l'Istrie, la Krajina, ont traversé l'Histoire intactes; là ont vécu en bonne intelligence jusqu'à aujourd'hui des peuples très divers qui pratiquaient librement leur religion orthodoxe, catholique ou musulmane -, parlaient la même langue, avaient la même culture et aussi un fort sentiment d'appartenance à la même communauté. Là vivent toujours des hommes, des femmes et des enfants qui, n'ayant pas voulu cette guerre, montrent chaque jour dans l'épreuve leur solidarité profonde.

Les régions yougoslaves, il faut le savoir, n'ont pas été détruites par la guerre. Elles ne pouvaient pas l'être car elles plongent leurs racines dans l'Histoire et demeurent par conséquent le lieu où s'organise la vie des peuples. Il suffirait, à mon sens, de leur donner les moyens d'exister à nouveau sur le plan politique et économique pour que les conditions du retour à la paix soient de nouveau réunies. Sans doute une telle organisation de la communauté yougoslave serait-elle difficile à mettre en oeuvre dans l'immédiat étant donné les crimes dont se rendent coupables les extrémistes de chaque camp, mais il ne fait pour moi aucun doute que son instauration progressive, mesurée, permettrait dans un délai raisonnable de rendre les peuples maîtres de leur destin et, par conséquent, de leur redonner la paix.

Un projet en gestation

L'idée de construire la paix sur la renaissance des régions n'est pas valable seulement pour les Balkans. Si elle se concrétise, elle servira à coup sûr de précédent à tous les pays d'Europe où la résurgence des nationalismes sur les ruines du communisme menace de provoquer des conflits ouverts. Sans mettre en question l'intégrité des Etats et des frontières, qui sont indispensables au maintien de la paix sur le Vieux Continent, elle donnera naissance à des systèmes politiques

décentralisés qui garantiront aux peuples la liberté à laquelle ils aspirent depuis si longtemps. Après un demi-siècle de domination par des Etats tout puissants, eux-mêmes asservis à des partis uniques, elle fera surgir des régimes démocratiques semblables à ceux qui régissent aujourd'hui avec tant de bonheur les pays d'Europe occidentale.

C'est la raison pour laquelle la Fondation pour la Paix et la Gestion des Crises a lancé dans les derniers mois un programme de recherches visant à explorer de façon méthodique la voie de la régionalisation. Prenant la Yougoslavie comme premier sujet d'étude, nous nous efforçons de mettre au point un modèle permettant de résoudre les conflits ethniques par la combinaison du libéralisme économique et de la décentralisation politique.

Les premiers résultats de cette étude, qui est menée par une équipe de spécialistes universitaires de haut niveau, font apparaître qu'il serait possible d'instituer à la place de la fédération yougoslave d'antan une communauté de régions, organisées elles-mêmes à l'intérieur des Républiques existantes, qui garantirait les droits fondamentaux des minorités ethniques ou religieuses. Cette communauté présenterait la caractéristique d'être fondée, comme la Suisse, sur des entités autonomes qui jouiraient d'une grande liberté et s'administreraient elles-mêmes.

Dans la situation d'extrême détresse qui est celle des peuples yougoslaves, mais aussi de nombreux autres peuples de la vieille Europe, il est vain d'espérer que les méthodes classiques restaurent la paix. Seule l'imagination et la novation, fondées elles-mêmes sur les enseignements de l'Histoire, permettront de trouver une solution concrète à des affrontements qui menacent désormais très directement la paix de notre continent.

Je suis convaincu, pour ma part, que loin d'être utopique, une telle démarche est la seule qui puisse mettre fin au plus atroce des conflits et prévenir une réaction en chaîne qui mettrait le feu aux Balkans puis à l'Europe toute entière.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 3

1. Octobre 1992

Madame, Monsieur,

S’est tentant pour les Européens de croire que ce qui se passe actuellement en Yougoslavie est exceptionnel et ne peut pas se produire ailleurs que dans les Balkans. Mais, les mêmes causes produisant les mêmes effets, il est à prévoir malheureusement que l’effondrement du communisme, en provoquant partout de violents sursauts nationalistes, multipliera à l’avenir les conflits au coeur même du vieux continent.

Tandis que le monde entier a les yeux braqués sur la Bosnie-Herzégovine, des conflits tout aussi redoutables s’amorcent, en effet, un peu partout qui finiront par mettre notre continent à feu et à sang si rien n’est fait pour leur trouver une solution.

- En Tchécoslovaquie, où la partition semble pourtant s’opérer de façon pacifique, les minorités hongroise, allemande, polonaise, ukrainienne commencent à s’agiter et la Slovaquie pourrait bien se trouver confrontée, à son tour, à des revendications ethniques sitôt son indépendance acquise.
- En Roumanie, chacun sait que la minorité hongroise, concentrée dans les régions situées à l’ouest du pays, revendique avec force son rattachement à la mère patrie; chacun sait aussi les profondes inquiétudes que nourrissent les Hongrois de Voïvodine en Yougoslavie.
- En Pologne, les populations de souche allemande qui vivent en Haute-Silésie ne sont pas très éloignées d’exiger leur intégration dans l’Allemagne réunifiée.
- Dans les pays Baltes, les minorités russes 28 % de la population de l’Estonie, 33 % de la population de la Lettonie -, exclues de la vie politique, font valoir leur droit à la différence et demandent avec force le respect de leurs droits.
- La même situation prévaut en Moldavie et en Ukraine où l’implosion de l’URSS a isolé de fortes minorités russes et provoqué la résurgence de tensions ethniques très anciennes.

Bref, sans même parler de ce qui se passe dans le Caucase ou au sein des Républiques musulmanes de la CEI, la fièvre ethnique ne cesse de s'étendre en Europe, menaçant la stabilité intérieure des Etats, mettant en question les frontières tracées depuis le début de ce siècle et nourrissant, du nord au sud et de l'est à l'ouest, une incertitude dangereuse sur l'évolution des relations intra-européennes.

L'Europe occidentale aussi...

Les grandes nations d'Europe occidentale croient, apparemment, que leur prospérité présente les met à l'abri du danger nationaliste. Mais deux faits au moins devraient les inciter à la plus extrême prudence.

Le premier est le précédent fâcheux que constituent pour leurs propres peuples les troubles ethniques qui se produisent à l'Est. En Belgique, par exemple, la querelle linguistique pourrait déboucher rapidement sur l'éclatement du pays; en France même il suffirait de très peu pour que le problème corse se transforme en crise ouverte; et l'on a pu mesurer avec l'Irlande sur quels excès peuvent déboucher les affrontements des minorités. Or, ayant constaté que les nations européennes n'hésitaient pas à ériger en Etats souverains des pays comme la Slovénie, la Croatie ou la Bosnie-Herzégovine, ces minorités seront tôt ou tard tentées d'exiger le même traitement; et l'on voit mal au nom de quelle logique on leur refusera le droit à l'indépendance qui a été reconnu à d'autres.

Le second fait est la montée brutale du nationalisme dans des pays comme l'Allemagne que l'on croyait délivrés à jamais de ce vieux démon. Les agressions dont sont victimes depuis plusieurs semaines les minorités dans l'ex-RDA prouvent que nul n'est à l'abri aujourd'hui de la fièvre xénophobe. Celle-ci gagne tous les jours du terrain et risque de dégénérer rapidement si les gouvernants ne parviennent pas à y mettre fin.

La combinaison de l'agitation des minorités et de la montée de la xénophobie peut, n'en doutons pas, créer les conditions d'une explosion incontrôlable au sein même de cette Communauté européenne qui est fière à juste titre de ses progrès économiques et sociaux. Il faut donc s'en préoccuper, tant qu'il en est temps: s'en préoccuper c'est-à-dire trouver des solutions institutionnelles, juridiques et politiques qui permettront de concilier dans le futur la nécessaire unité des Etats avec l'indispensable protection des minorités et qui garantira à chacun les libertés fondamentales sans pour autant porter atteinte à l'intégrité des nations.

De la régionalisation

J'ai dit, dans un courrier précédent, ma conviction que la seule manière de ramener la paix dans les Balkans est de constituer, à la place de la Fédération yougoslave, une Communauté composée de Régions s'administrant librement. Je voudrais dire aujourd'hui mon sentiment qu'une telle solution pourrait fort bien être étendue à tous les pays d'Europe où coexistent, souvent mal, des peuples différents.

Sauf à admettre que l'on redessine le tracé des frontières à l'intérieur de l'Europe, ce qui déclencherait une série de conflits sans fin, il faut régler les problèmes ethniques dans le cadre des Etats existants, en se gardant de toucher à leurs limites actuelles mais en redessinant leur espace intérieur pour le rendre conforme à la réalité historique et culturelle. L'exemple remarquable de la Suisse, avec ses cantons et ses communes où vivent depuis des siècles, en bonne intelligence, des peuples de races et de religions très diverses, est là pour démontrer qu'une telle solution est viable.

La régionalisation, c'est-à-dire l'organisation d'un pays moderne sur des bases très décentralisées, est non seulement possible mais souhaitable partout où les caprices de l'Histoire, des migrations, de la géographie ont imbriqué les peuples les uns dans les autres. S'il ne s'agit pas d'une recette miracle, la formule est sans aucun doute la plus efficace pour permettre aux nations composites de vivre en paix.

Les travaux que notre Fondation conduisent sur ce sujet progressant à grands pas, je donnerai dans quelques jours à ce propos un contenu précis. Mais, en attendant, j'invite tous ceux qui ont des idées sur la question à nous en faire part au plus vite. Trop de périls nous guettent aujourd'hui dans cette Europe enfin débarrassée du communisme pour que nous ne sollicitons pas l'aide de chacun dans la quête difficile d'une forme de démocratie adaptée à la complexité des situations nationales.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 4
15. Octobre 1992

Madame, Monsieur,

L'hiver qui approche sera terrible pour les populations qui subissent la guerre dans les Balkans. Si les combats ne s'arrêtent pas très vite en Bosnie-Herzégovine, les victimes et les réfugiés ne se compteront plus en milliers mais en centaines de milliers non seulement dans cette région mais aussi en Serbie, en Croatie et partout ailleurs dans l'ex-Yougoslavie. L'Europe verra ainsi se produire sur son sol, à proximité immédiate des cités les plus riches du monde, l'un des drames les plus épouvantables de sa très longue Histoire.

Une telle perspective justifie que le monde entier se mobilise pour tenter de trouver une solution au problème yougoslave tant qu'il est encore temps, c'est-à-dire avant que l'âpreté de la nature achève ce que la folie des hommes a commencé.

Alors, puisque personne, à ce jour, n'a été capable de mettre un terme aux violences, puisque ni la persuasion, ni la contrainte n'ont désarmé les belligérants, il faut en venir à la seule voie qui reste ouverte: la voie politique.

Trois facteurs

Les données de l'équation à résoudre, en Bosnie-Herzégovine comme partout ailleurs dans ce qui fut la Yougoslavie, sont maintenant connues. Je voudrais les rappeler ici d'un mot:

1. Les Etats nés de l'implosion yougoslave ont été reconnus par la communauté internationale; ils sont une réalité incontournable.
2. Les frontières de ces Etats, dessinées après la seconde guerre mondiale par le régime communiste, ont été confirmées par la Communauté internationale; elles ne devraient pas être rectifiées par la force.
3. L'imbrication des peuples au sein de ces Etats est si grande qu'elle interdit toute solution qui serait fondée sur des critères ethniques.

Si l'accession des nouveaux Etats à l'indépendance a eu pour résultat de plonger le pays dans la guerre, c'est que leurs dirigeants, plus préoccupés d'asseoir

leur pouvoir personnel que d'assurer le bien être de leurs peuples, ont refusé de considérer cette triple réalité. Ils ont imposé des règles et des institutions qui ne pouvaient que provoquer la guerre, faute d'admettre le caractère multiethnique de leur nation.

Le résultat de cette erreur volontaire a été le massacre de populations innocentes qui, dans leur grande majorité, ne demandaient qu'à vivre ensemble, côte à côte, comme elles avaient toujours vécu malgré les soubresauts de l'Histoire. Et la seule façon d'en corriger les effets dramatiques est de revenir à la logique qui a façonné pendant des siècles l'espace balkanique sous différents empires: celle des régions dessinées par l'Histoire où coexistaient harmonieusement des peuples d'origine, de culture, de religion différentes.

Je l'ai écrit ici-même à plusieurs reprises, on ne ramènera la paix dans les Balkans que si l'on reconnaît le caractère intangible de cet acquit historique et si, au lieu de chercher à séparer ce que Dieu a uni, l'on crée les institutions propres à assurer à chaque communauté, dans le respect des autres, la liberté à laquelle elle aspire.

Y parvenir n'est pas tout à fait simple à cause des blessures infligées par la guerre mais elle est possible dès lors que l'on veut bien accepter les leçons du passé.

Un projet pour la Bosnie-Herzégovine

Dans le cadre des travaux qui se déroulent à Genève sous la présidence de M.Cyrus Vance et de Lord Owen, la Fondation pour la Paix et la Gestion des Crises a proposé un projet de règlement politique pour la Bosnie-Herzégovine. Elle a remis, à la fin de la semaine dernière, un document de synthèse qui résume les travaux effectués au cours des six derniers mois par une équipe de spécialistes yougoslaves, suisses, français, autrichiens et dont je voudrais rappeler les points essentiels.

Partant de l'idée que l'imbrication des peuples, des races et des religions en Bosnie-Herzégovine est une réalité incontournable, nous proposons que l'organisation politique, économique et sociale du pays soit, à l'avenir, basée sur les régions dessinées par la nature et par l'Histoire. Ces régions sont principalement la Bosnie (Sarajevo), l'Herzégovine (Mostar), la Bosanska Krajina (Banja Luka) et la région de Tuzla (Tuzla); on pourrait, si cela apparaissait nécessaire, les porter au nombre de six en rajoutant aux quatre premières l'Herzégovine de l'Est et le Cazinska-Krajina.

Chacune de ces régions serait érigée, au sein de l'Etat de Bosnie Herzégovine, en entité autonome, ayant ses propres institutions parlementaires et exécutives, disposant de son espace géographique et économique, édictant sa propre législation

sociale et fiscale, bref, jouissant d'une très grande liberté par rapport au centre. Comme les cantons suisses, qui constituent à bien des égards un modèle, les régions délégueraient à ce centre les tâches d'intérêt commun qu'elles ne peuvent assumer: sécurité extérieure, monnaie, diplomatie, justice. Et, comme les cantons suisses, elles seraient multiethniques. Chacun de leurs citoyens bénéficierait donc de la double protection de sa Région et de l'Etat; ses droits, qu'ils soient individuels ou collectifs, seraient garantis par une série de textes fondamentaux qui protégeraient notamment les minorités contre toute atteinte.

Le cadre démocratique

La mise en place d'un tel système, contrairement aux apparences, est malgré tout possible. Elle suppose, tout d'abord, la définition d'un projet institutionnel détaillé qui peut fort bien être réalisé dans le cadre de la conférence de Genève; elle passe, ensuite, par une consultation populaire au suffrage universel et direct, sous le contrôle de l'Onu et de la CEE; elle exige, enfin, la désignation, toujours au suffrage universel et toujours sous le contrôle des autorités internationales, des hommes et des femmes qui dirigeraient les Régions.

Sans doute objectera-t-on que le retour de la paix est un préalable indispensable à toute solution de ce type. Mais je répondrai que l'arrêce d'un tel projet déclencherait une dynamique irrésistible à laquelle les belligérants - qui ne représentent pas la majorité des peuples - ne pourraient s'opposer. Et j'ajouterai, pour les sceptiques, qu'après de si terribles épreuves, les peuples eux-mêmes, qui n'ont pas pris part à la guerre, se chargeraient d'imposer un schéma en tous points conforme à leurs désirs.

La combinaison de la démocratie et de la régionalisation représente certainement aujourd'hui la dernière chance qui nous reste de rendre leur foyer aux hommes, aux femmes et aux enfants qui ont été chassés par la guerre des terres où ils vivaient jusqu'ici dans la paix. Il faut la tenter tout de suite, sans attendre que la neige, le froid et les privations aient fait de la Bosnie-Herzégovine un immense cimetière.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 5
31. Octobre 1992

Madame, Monsieur,

Lorsque la crise yougoslave éclata, il y a deux ans, tout le monde crut qu'elle avait des origines spécifiques, propres à la Yougoslavie, et qu'elle demeurerait isolée. Mais, avec le recul du temps, il apparaît que les mêmes causes qui ont provoqué la guerre dans les Balkans sont à l'oeuvre partout en Europe et menacent d'y produire les mêmes effets. La guerre qui ravage la Yougoslavie n'est peut être que le prélude à un drame plus vaste, de la même façon que la guerre d'Espagne dans les années Trente précéda et annonça la seconde guerre mondiale.

Il importe donc de ne pas sous-estimer le danger que présente ce conflit et, surtout, de ne pas commettre l'erreur de le considérer comme un phénomène atypique, un accident de l'Histoire dû à la combinaison de facteurs que l'on ne retrouve nulle part ailleurs sur le Vieux Continent.

La crise yougoslave, en réalité, est terriblement banale dans sa férocité. Les faits qui l'ont générée n'ont rien d'exceptionnels; ils sont, on le sait, la conséquence d'un triple mouvement:

- d'une part, l'effondrement du communisme en Europe centrale et son corollaire, la faillite économique des systèmes collectivistes;
- d'autre part, la vague nationaliste née de l'injustice, de l'humiliation, de la misère, de l'asservissement engendrés par le communisme et qui est maintenant exploitée par des dirigeants sans scrupules;
- enfin, l'aveuglement des démocraties d'Europe occidentale qui a permis la remise en cause de l'équilibre politique délicat des Balkans en acceptant la partition de la Yougoslavie.

L'expérience aidant, il est permis d'espérer que les Européens ne commettront pas à l'avenir, vis-à-vis d'autres pays d'Europe centrale, l'erreur fatale qu'ils ont commise à l'égard de la Yougoslavie. Mais les deux causes principales du drame restent présentes dans la plupart des anciens pays de l'Est et la menace qu'elles font peser sur la paix du monde est terriblement réelle.

C'est pourquoi il faut se garder aujourd'hui de chercher une solution au seul cas yougoslave mais, bien au contraire, imaginer des formules permettant de régler harmonieusement les problèmes qui se posent en termes identiques à tous les peuples récemment affranchis du joug communiste.

La protection des minorités

J'ai dit dans mes lettres précédentes que la reconnaissance d'une autonomie véritable aux régions dessinées par l'Histoire est certainement la voie la plus prometteuse; et j'ai dessiné à grands traits ce que pourrait donner l'application de ce principe à la Bosnie-Herzégovine. Je voudrais maintenant insister sur l'un des points essentiels de ce schéma qui est la protection des minorités.

Toutes les formules proposées par les experts pour garantir aux minorités ethniques ou religieuses que leurs droits individuels et collectifs seront respectés tournent autour de l'idée selon laquelle cette protection ne peut venir que de la Loi ou de la Constitution. Or il est démontré de façon irréfutable que l'insertion de telles dispositions dans les lois fondamentales d'un pays ne résout aucun problème; comme on le constate tous les jours dans les Etats nés de l'implosion de la Yougoslavie, il n'est rien de plus facile que de porter atteinte aux droits des minorités en détournant les textes de leur objet initial.

Que l'on me comprenne bien: je ne veux pas dire par là qu'il ne sert à rien d'inscrire dans un texte adopté solennellement des dispositions garantissant les minorités contre l'oppression éventuelle du plus grand nombre, mais seulement que ces dispositions ne suffisent pas pour asseoir la démocratie sur des bases solides.

La liberté, en vérité, est le fruit d'une alchimie subtile qui repose sur le droit et les institutions, mais aussi la culture, l'économie et, de façon générale, l'organisation libérale de la société. Croire qu'il suffira de doter les pays de l'ancien bloc communiste d'un corps de lois et d'institutions calqué sur le modèle occidental pour qu'ils deviennent des démocraties à part entière est une illusion dangereuse.

La démocratie ne s'instaurera véritablement sur les décombres du communisme que si l'ensemble du corps politique et social admet ce principe simple que la liberté de l'un finit là où commence celle de l'autre. Ceci veut dire que, parallèlement aux efforts accomplis pour doter les nouvelles démocraties d'institutions adaptées à leurs aspirations, il faut agir de telle façon que se crée un environnement économique et social favorable à la liberté. C'est très précisément la raison pour laquelle il est indispensable d'organiser la démocratie économique dans le cadre le plus proche possible des citoyens.

Les vieilles nations démocratiques d'Europe ont su, au fil des siècles, concilier organisation démocratique et centralisation du pouvoir; elles combinent ainsi les avantages d'un grand degré de liberté et d'un pouvoir fort. Mais elles ne constituent pas des modèles immédiatement transposables pour des nations qui sortent épuisées d'un demi-siècle de communisme. Et leurs dirigeants doivent comprendre que la démocratie se développe plus vite et plus aisément dans un cadre local ou régional que dans le cadre national.

Faire oeuvre d'imagination

Les Suisses, qui ont porté à un niveau élevé le goût de l'indépendance individuelle et collective, ont imaginé pour leur propre compte un système politique dont le fondement est la démocratie économique locale. Toutes proportions gardées et en tenant compte du caractère spécifique de chacune des nouvelles Républiques d'Europe centrale, c'est exactement le même principe qu'il convient d'appliquer à ces dernières. L'imbrication des peuples y est telle, en effet, que seuls des schémas organisant une forte décentralisation politique, économique et sociale permettra de résoudre les inévitables problèmes de coexistence ethnique et religieuse.

Ceci est tellement vrai que, partout où le communisme a imposé sa loi d'airain, gommant autoritairement les différences nées de l'Histoire, des troubles profonds sont apparus. En Yougoslavie, ils ont provoqué la guerre parce que le pays se trouvait au point de convergence d'antagonismes insurmontables dans un Etat centralisé; mais, partout ailleurs, ils suscitent des tensions qui peuvent dégénérer à tout instant en conflits meurtriers. Il est donc nécessaire, indispensable, de rapprocher le pouvoir des peuples et de laisser ces derniers organiser leur cohabitation comme ils l'ont fait tout au long des siècles passés.

Les gouvernements d'Europe occidentale ne sont guère favorables à l'instauration d'un semblable système parce que celui-ci est à l'opposé de leur propre évolution et qu'ils redoutent, inconsciemment, l'effet "boomerang" d'une réorganisation des Etats d'Europe centrale sur ces bases. Mais ils ont le choix entre favoriser l'émergence à l'Est de démocraties très décentralisées et la généralisation du chaos que ne manquera pas de provoquer un jour le choc des nationalismes dans des espaces clos où la liberté n'existe pas réellement.

Le doute, me semble-t-il, n'est pas possible.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 6
15. Novembre 1992

Madame, Monsieur,

*P*our résoudre les problèmes que pose en Europe centrale l'affrontement d'ethnies, de langues, de cultures, et de religions différentes il faut, au préalable, comprendre pourquoi, subitement, la coexistence naturelle de ces peuples se mue en luttes armées.

Il n'est pas vrai, en effet, que la guerre civile soit une fatalité dans cette région du monde. Pendant des siècles les peuples y ont vécu en bonne intelligence, étroitement imbriqués les uns dans les autres; et s'il arrivait parfois que des heurts se produisent, la paix l'emportait vite sur la guerre. Il a fallu attendre la fin du dix-neuvième siècle pour que les Balkans, pris dans les querelles des grandes puissances européennes, deviennent le théâtre de conflits ethniques sanglants, de luttes politiques sans fin.

Ce qui se passe actuellement en Yougoslavie illustre à bien des égards ce propos. Car, si certains pays de la Communauté européenne n'avaient pas fait pression sur leurs partenaires pour provoquer l'implosion du pays, la guerre n'aurait jamais pris la tournure qu'elle a prise. Tout le monde, y compris ceux qui avaient prôné cette option dangereuse, sont aujourd'hui convaincus que la reconnaissance hâtive des républiques yougoslaves a constitué une erreur grave dont les populations civiles font aujourd'hui les frais.

Le cas exemplaire de l'Albanie et du Kosovo

S'il est difficile, sinon impossible, de revenir en arrière on peut néanmoins tenter d'éviter à l'avenir de refaire les mêmes erreurs, au Kosovo notamment, d'où sourdent depuis plusieurs semaines des bruits inquiétants.

Les chancelleries occidentales savent que l'Albanie est travaillée en profondeur par des forces nationalistes qui menacent l'autorité des dirigeants élus de façon démocratique il y a quelques mois. Les difficultés économiques aidant, des agitateurs qui ne sont pas autre chose que d'anciens communistes, rompus par conséquent aux

techniques de la manipulation des foules, répandent l'idée selon laquelle l'Albanie doit intervenir au Kosovo pour défendre ses frères de race; dénonçant avec virulence la modération des gouvernants albanais, ils prônent l'action violente comme la meilleure des politiques.

Un tel comportement fait, bien évidemment, le jeu de ceux, qui à Belgrade, rêvent d'étendre la guerre au Kosovo, voire à la Macédoine, pour se maintenir au pouvoir et qui usent des mêmes arguments nationalistes pour convaincre leurs peuples de les suivre. L'Histoire récente nous a appris, avec les affrontements entre la Croatie et la Serbie, sur quoi débouchent fatalement de tels comportements.

La situation est donc ceaire: si les dirigeants de l'Albanie ne reçoivent pas l'appui diplomatique et politique qui leur est nécessaire pour se protéger des attaques dont ils sont l'objet et si rien n'est fait pour stabiliser la situation du Kosovo, un nouveau bain de sang se produira dans la région. Mais, cette fois, les morts se compteront par centaines de milliers.

Régionaliser le Kosovo

Notre Fondation a présenté, on le sait, au début du mois d'octobre un plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine. Ce plan, qui fait partie d'un ensemble de propositions destinées à régler les problèmes de l'ex-Yougoslavie, repose sur l'organisation du pays en régions autonomes, disposant de pouvoirs étendus dans les domaines les plus divers. A en juger d'après l'accueil qui lui a été réservé à Genève, il est à la fois réaliste et raisonnable.

Avant la fin de l'année nous présenterons une série de textes qui préciseront le contenu de ce programme et qui sont en cours d'élaboration par une équipe de spécialistes.

Sans donner maintenant le détail des dispositions contenues dans ce document, je voudrais dire ici que notre projet de régionalisation s'appliquerait parfaitement au Kosovo et apaiserait certainement les tensions qui se développent dans cette région, y compris avec l'Albanie. Il existe, en effet, au Kosovo deux régions historiques, Metohija et Kosovo, qui pourraient être érigées en entités régionales autonomes, multiethniques, et qui, dotées des institutions adéquates, pourraient entretenir avec l'Albanie des relations étroites, tout en faisant partie de la Serbie et de la nouvelle Communauté.

Rien ne s'oppose à une organisation de ce type, rien, sinon la volonté de quelques-uns d'étendre la guerre au Kosovo pour détourner l'attention de leurs peuples et

préserver un pouvoir qui vacille. Je pense donc que les autorités internationales qui se préoccupent de trouver une solution pacifique au conflit qui déchire la Yougoslavie pourraient s'inspirer de ce modèle, de la même façon qu'elles ont retenu l'idée de la régionalisation pour mettre fin à la guerre en Bosnie-Herzégovine. En devant les événements qui se préparent, elles parviendraient sans doute à changer le cours de l'Histoire.

J'ajoute que les Serbes, ceux du moins qui cherchent à restaurer la paix, et ils sont nombreux, approuvent le projet de régionalisation. Réunis, à Belgrade, il y a quelques semaines, des universitaires, des politologues, des économistes, des journalistes éminents se sont prononcés sans ambiguïté pour une telle formule, jugeant celle-ci la plus apte à permettre le développement économique du pays et à instaurer une véritable démocratie.

La régionalisation du Kosovo, comme celle de la Bosnie, n'est pas une utopie ou un rêve. Elle correspond à une réalité naturelle incontournable et peut, sans aucun doute, constituer la base du règlement du conflit yougoslave. Mais les Yougoslaves eux-mêmes sont trop impliqués dans leurs luttes fratricides pour qu'ils puissent résoudre, seuls, leurs différends.

Si les grandes puissances européennes cessent de projeter leurs propres querelles sur les Balkans et pèsent de tout leur poids pour que la régionalisation devienne la base de l'organisation politique, économique et sociale des nouveaux Etats yougoslaves, la paix ne manquera pas de sortir très vite de la Conférence de Genève.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 7
1. Décembre 1992

Madame, Monsieur,

Comme la Bosnie-Herzégovine et comme la Serbie, la Croatie résoudrait probablement les problèmes qui se posent à elle si elle adoptait la structure régionale que nous proposons comme base d'un règlement général de la question yougoslave. Plus encore que les autres Etats des Balkans elle est, en effet, constituée d'entités distinctes, originales, qui ont acquis au fil des siècles une identité propre et qui réclament la reconnaissance de leur spécificité.

La Croatie n'est pas, et ne peut pas être, l'entité nationale centralisée que ses dirigeants revendiquent. L'existence sur son territoire de fortes minorités, de groupes religieux très divers, de cultures et de traditions multiples fait que seul un système politique décentralisé, permettant aux citoyens croates de gérer directement, sans intermédiaire, leurs affaires peut instaurer dans le pays une véritable démocratie. Si, d'une manière ou d'une autre, le droit de s'administrer librement n'est pas reconnu aux régions qui la composent, les troubles qui ensanglantent la Bosnie-Herzégovine finiront par s'étendre à elle et la guerre reprendra, plus implacable encore qu'auparavant.

La Dalmatie, l'Istrie..

Les hasards de l'Histoire ont fait que les régions qui composent la Croatie d'aujourd'hui présentent des caractéristiques aussi tranchées que partout dans l'ex-Yougoslavie. Aussi loin que l'on remonte dans le passé on retrouve ces régions, parfois autonomes, parfois englobées dans des ensembles plus vastes, mais le plus souvent conscientes de leur originalité.

Qu'il s'agisse de la Dalmatie, de l'Istrie, de la région de Dubrovnik ou de celle de Rijeka, cette conscience de l'identité régionale existe d'une manière ou d'une autre. Elle fait partie du patrimoine de chaque région au point que certains se déclarent

citoyens de leur région avant-même de s'affirmer Croates. Et, phénomène significatif, cette attitude se retrouve dans tous les groupes ethniques, qu'ils soient majoritaires ou minoritaires.

La guerre qui se poursuit dans certaines parties de la Croatie aurait plus de chances de cesser si les autorités de Zagreb décidaient de soumettre aux suffrages de leur peuple un projet politique simple, compréhensible par tout le monde, reposant sur l'organisation du pays en entités multi-ethniques. Alors que ces autorités ont aujourd'hui le plus grand mal à maintenir assemblées les pièces du puzzle qu'elles ont constitué, la régionalisation redonnerait à leur pays la cohésion qu'il a perdue en se centralisant.

Que l'on me comprenne bien cependant: je ne suggère pas ici que l'on fasse disparaître la Croatie en tant qu'Etat souverain. Reconnue par la communauté internationale, membre des Nations-Unies, la Croatie est aujourd'hui une réalité incontournable; son existence est une donnée qui ne saurait être remise en question. Mais il existe de nombreux pays, de par le monde, où l'existence d'un Etat unitaire s'accommode fort bien de la diversité des régions ou des cantons. Des Etats-Unis à l'Italie, en passant par l'Allemagne et la Suisse, la liste est longue des Etats à structure politique fortement décentralisée où les peuples vivent en bonne intelligence depuis des siècles.

Je crois, pour ma part, que la Croatie présente aujourd'hui toutes les caractéristiques nécessaires pour entrer à son tour dans ce groupe de démocraties. Sa population est composée de plusieurs ethnies qui ont des traditions propres et pratiquent des religions différentes; son territoire est composé de régions naturelles qui ont une physionomie particulière et dont l'Histoire ne se confond pas avec celle des autres; ses habitants ont toujours vécu en bonne intelligence alors même que tout, si l'on s'en tient aux apparences, devrait les séparer. Bref, la Croatie apparaît comme le prototype du pays auquel seule une démocratie fondée sur des institutions régionales peut apporter la paix et le bien-être.

Une structure à quatre niveaux

Il ne suffit pas d'énoncer de tels principes, me dira-t-on, pour ramener la paix dans le pays et effacer les ravages causés par la guerre.

Sans doute! Mais il s'agit, ici comme partout ailleurs dans cette malheureuse Europe de l'Est où le nationalisme a pris la succession du communisme pour le plus grand malheur des peuples, de montrer qu'il est possible de faire vivre en harmonie des hommes et des femmes de religions, d'ethnies et de cultures différentes.

Que l'un des nouveaux Etats nés de l'implosion de la Yougoslavie prenne avec détermination l'initiative et la paix reviendrait vite dans les Balkans.

Dans quelques jours nous rendrons publics les travaux qu'une équipe de juristes et d'économistes européens réputés a menés dans les six derniers mois pour le compte de notre Fondation. On verra alors qu'il est possible de concilier, dans une structure politique à quatre niveaux -communes, régions, Etats, Communauté-, les aspirations de chacun; et cela sans porter atteinte aux droits des nouveaux Etats balkaniques. On verra aussi que la Croatie est l'un des pays où une telle structure pourrait le plus naturellement trouver sa place.

Pour sortir les Etats yougoslaves de l'ornière où de mauvais conducteurs les ont conduits, il faut méditer les leçons que nous donne l'Histoire. Les peuples sont naturellement disposés à coexister; leurs dirigeants, malheureusement, le sont beaucoup moins. Il faut donc convaincre ces derniers d'écouter enfin leurs peuples.

Ce n'est pas le nationalisme exacerbé, fondé sur des critères ethniques sans racine humaine ni historique, qui permettra à la Croatie, à la Serbie, à la Slovénie, au Kosovo ou à la Macédoine de vivre en paix avec eux-mêmes, mais au contraire la reconnaissance par le pouvoir central de la spécificité de chacune des régions composant le pays. La preuve en est faite aujourd'hui de façon indiscutable. Il est temps de le reconnaître afin d'en tirer les leçons qui s'imposent.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 8
15. Décembre 1992

Madame, Monsieur,

Devant le trouble extrême qui saisit de nombreux peuples d'Europe centrale il ne suffit pas de gérer les crises, fut-ce de façon pacifique. Il faut aussi et surtout apprendre à les prévenir; et, pour cela, analyser, comprendre, imaginer comment il est possible dans le monde moderne de devancer les événements afin d'éviter qu'ils ne deviennent tragédie.

La Macédoine, en cette fin d'année 1992 qui vit se dérouler tant de drames sanglants au coeur des Balkans, mérite à ce titre une grande attention: non seulement parce qu'elle est touchée de plein fouet par la tragédie qui déchire la Yougoslavie, non seulement parce qu'elle peut devenir demain le théâtre d'une nouvelle guerre intestine, mais encore parce qu'elle offre aux puissances occidentales l'occasion de racheter les fautes qu'elles ont commises au cours des deux dernières années.

Un cas exemplaire: la Macédoine

Je reviens de ce pays qui a eu le courage de rejeter le nationalisme comme ciment politique et qui, en dépit des pressions dont il était l'objet, a refusé de se replier sur lui-même. Parlant avec le Président Kiro Gligorov, j'ai été frappé de voir à quel point la Macédoine est soucieuse aujourd'hui d'éviter les erreurs qui ont précipité dans la guerre les autres Républiques yougoslaves.

Là comme ailleurs vivent depuis des siècles des peuples -macédonien, serbe, albanais, bulgare -, qui ont une culture et des traditions propres, pratiquent des religions différentes -orthodoxe, catholique, musulmane-. Là comme ailleurs les frontières des Etats ne coïncident pas avec la position géographique des peuples qui se trouvent, du fait des caprices de l'Histoire, disséminés sur le territoire de plusieurs Etats -la Macédoine bien sûr, mais aussi l'Albanie et la Bulgarie. Là comme ailleurs la folie de quelques uns, qui mettent autant d'ardeur à servir l'ultra-nationalisme qu'ils en ont mis dans le passé à servir le communisme, menace la paix de ces populations éprises de liberté et de justice.

Il n'est pas difficile aujourd'hui d'imaginer d'où peut naître la crise qui embrasera la région, menaçant cette fois de dégénérer en guerre balkanique, la troisième en moins d'un siècle. Les états-majors de toutes les grandes puissances en ont déjà écrit les scénarios et la presse elle-même joue au jeu dangereux de la politique fiction.

Plutôt que d'imaginer le pire comme le font tous ceux qui se résignent par avance, je crois qu'il faut chercher tant qu'il en est temps les solutions économiques, politiques et diplomatiques qui permettront de prévenir le conflit.

Ces solutions existent. Elles sont dictées par l'Histoire, la géographie, la raison. Qu'il me soit permis ici de les rappeler brièvement, dans l'ordre où notre Fondation les a classées:

1. Il faut tout d'abord reconnaître la République de Macédoine comme un Etat indépendant, souverain, doté des mêmes pouvoirs que les autres Républiques issues de l'ancienne Yougoslavie. Il le faut pour éviter que se pose un jour le problème insoluble de la réunion des peuples par dessus les frontières, mais aussi pour permettre au pays d'accéder aux institutions financières européennes et internationales sans l'aide desquelles il a peu de chance de passer les mois à venir. Faut-il rappeler à ce propos que ce pays était le seul dont la Commission Badinter avait recommandé la reconnaissance eu égard au caractère démocratique de sa constitution et de ses institutions?
2. Il est indispensable dans le même temps de garantir les frontières du nouvel Etat afin que celui-ci ne soit pas pris dans la tourmente qui balaie le nord des Balkans. Cette protection ne peut être assurée uniquement par une poignée de "casques bleus" dont l'objectif serait de faire respecter la souveraineté de la Macédoine; elle doit être organisée par la communauté internationale de façon telle que personne ne se risque à attenter à l'indépendance du nouvel Etat.
3. La Macédoine elle-même doit se donner le "corpus" législatif qui garantira à chacun de ses citoyens la liberté de pensée, de culte, de parole à laquelle il a droit. La protection des droits des minorités et la reconnaissance de l'identité culturelle de chacun sont des préalables indispensables qui doivent être réaffirmés de façon solennelle par les plus hautes autorités du pays et présentés comme le fondement même de la démocratie macédonienne.
4. La coopération économique régionale doit être le ciment qui unit les peuples. Il existe entre la haute-vallée du Vardar -la Macédoine du nord et la basse vallée -la Macédoine du sud-, entre les régions est de la Macédoine et les régions ouest de la Bulgarie, entre le Kosovo et la Macédoine, entre l'Albanie et la Macé-

doine, des liens multi-séculaires qui peuvent et doivent être renforcés. La mise en valeur, par exemple, des richesses hydrauliques macédoniennes peut apporter de grands bienfaits à la Grèce du nord, de même que le port de Salonique est le débouché naturel des produits macédoniens. Nous savons bien que là où circulent les hommes, les biens, l'argent nul ne songe à faire la guerre.

5. Il faut enfin, mais ceci vaut pour tous les Etats, anciens ou nouveaux, qui composent les Balkans, organiser la démocratie sur la base des Régions naturelles, historiques. La cohabitation harmonieuse des hommes ne peut se réaliser que si la vie politique et administrative est suffisamment proche de chacun pour que les préoccupations ethniques ne l'emportent pas sur l'intérêt général. Les Macédoniens, qui ont plus que d'autres le sens de la mesure, ont des prédispositions naturelles à cette forme de gouvernement qui est appelée à s'imposer partout dans le monde développé.

Le rôle clé de la Grèce

La Macédoine est, avec la Slovénie, le seul Etat issu de l'ancienne Yougoslavie qui soit une vraie République démocratique; son Président est le seul homme d'Etat qui ait choisi la voie difficile entre toutes de la modération et de l'humanisme. Mais, paradoxalement, la Macédoine est le seul pays au monde auquel, pour des raisons obscures, la communauté internationale refuse sa reconnaissance. Il y a là une injustice qu'il est temps de réparer.

La Grèce, qui fait de toutes ses forces obstacle à cette reconnaissance parce qu'elle craint, semble-t-il, de voir surgir un jour sur ses marches du nord une grande Bulgarie, devrait comprendre que la protection de ses intérêts vitaux passe par la reconnaissance de la Macédoine. Puissance majeure de la région, elle jouerait, en effet, naturellement un rôle important dans l'organisation de ce vaste espace économique que seule l'étroitesse de vue des responsables politiques empêche de se développer. Et surtout elle conjurerait définitivement, en stabilisant les frontières, la menace permanente que fait peser sur l'ensemble des Balkans l'imbrication inextricable des peuples, des religions et des cultures.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 9

1. Janvier 1993

Madame, Monsieur,

*F*aut-il tenter de mettre fin à la guerre qui ravage la Bosnie-Herzégovine en employant la force, ou faut-il s'abstenir de toute action militaire et continuer à chercher une solution politique au conflit en espérant que la raison finira par l'emporter? Des hommes d'Etat responsables, profondément désireux de mettre un terme à cette tragédie, professent à ce sujet des idées opposées; c'est la preuve, s'il en fallait une, qu'il n'existe pas de recette miracle pour arrêter les combats et faire cesser les exactions.

Dans ce débat difficile, qui est matériel autant que moral, la véritable question n'est pas de savoir s'il faut recourir à la guerre pour combattre la guerre, mais sur quelles bases il convient de bâtir la paix. Comment, les hostilités ayant cessé, les Républiques nées de l'ancienne Yougoslavie deviendront-elles de véritables démocraties, capables de garantir à leurs peuples la liberté? Comment réapprendront-elles à vivre ensemble? Comment pénétreront-elles dans l'univers de l'économie de marché? Comment, finalement, s'intégreront-elles à la Communauté européenne?

Dans la fureur de ce début d'année, où le monde entier a les yeux tournés vers Sarajevo et où les état-majors occidentaux se préparent pour une intervention, il me semble que des voix doivent s'élever pour proposer ce qui devrait être le futur de la Yougoslavie.

D'aucuns diront que c'est folie d'imaginer la paix alors que la guerre s'aggrave, qu'il n'est plus temps de rêver alors que des dizaines de milliers d'hommes, de femmes, d'enfants sont menacés de mort. Je leur répondrai simplement que c'est toujours au coeur des crises que s'esquissent les paix les plus solides; et je leur citerai l'exemple de Jean Monnet qui, au plus fort des combats de la seconde guerre mondiale, alors que l'Europe était à feu et à sang, jetait les bases de ce qui devait devenir, quinze ans plus tard, le Marché commun puis la Communauté européenne. Qui aurait dit alors que les Allemands, les Anglais, les Français, les Italiens, constitueraient un jour, tous ensemble, la deuxième puissance du monde? Et pourquoi ce qui fut possible dans des circonstances encore plus dramatiques, ne le serait-il pas aujourd'hui? Ce qui distingue l'homme de l'animal n'est-il pas que le premier est capable de se projeter dans l'avenir, c'est-à-dire d'espérer?

Des propositions pour la Yougoslavie

La Fondation pour la Paix et la Gestion des Crises, que j'ai l'honneur de présider, juge pour sa part le moment venu de formuler des propositions qui concilient ce qui semble aujourd'hui inconciliable: l'aspiration des peuples yougoslaves à la liberté et leur cohabitation harmonieuse dans un ensemble organisé capable de garantir les droits de chacun.

Ce projet n'est pas né tout armé du cerveau de quelque rêveur impénitent. Il est le fruit du travail méthodique accompli par un groupe d'experts internationaux à partir d'une série de «Propositions» que nous leur avons soumises. Il s'efforce de répondre de façon pratique aux trois grandes questions qui conditionnent le retour de la paix dans les Balkans et, de façon plus large, partout en Europe où le heurt des nationalités engendre ou peut engendrer la peur et la haine: en premier lieu la question des droits dont chaque citoyen yougoslave, à quelque République qu'il appartienne, doit bénéficier; en deuxième lieu la question de l'organisation politique et administrative des Républiques nées de la dislocation de la Yougoslavie et devenues des Etats indépendants; en troisième lieu, la question du cadre institutionnel dans lequel pourraient s'organiser les relations entre les Républiques afin qu'elles vivent libres tout en mettant en commun ce qui leur est indispensable pour exister au plan international.

Il nous semble que l'organisation future de l'espace yougoslave devrait reposer sur trois grandes structures: les Régions, les Républiques, la Communauté.

- Les Régions tout d'abord. Partant de l'idée qu'elles existent dans les Balkans depuis la nuit des temps, nous pensons que chacune des Républiques you-

goslaves devrait faire des régions la base de son organisation interne. Ceci suppose que les Régions se voient reconnaître par voie constitutionnelle une grande autonomie et que chacune d'elles crée le cadre juridique et législatif permettant à ses citoyens, sans distinction de race ni de religion, de vivre libre. Nous ne nous prononçons, bien évidemment, ni sur le nombre, ni sur la délimitation géographique de ces entités, considérant qu'il revient aux citoyens de se prononcer sur ces questions essentielles; mais nous suggérons que les Régions aient les pouvoirs les plus larges pour s'administrer et se développer.

- Les Républiques, quant à elles, tout en gardant leur liberté, devraient s'engager à laisser les Régions gérer leur espace économique et social comme elles l'entendent. Sans renoncer en rien à la souveraineté qui leur a été reconnue par la communauté internationale, elles s'engageraient à respecter le particularisme de ces entités qui existaient bien avant elles et qui ont toujours servi de cadre de vie aux peuples yougoslaves.
- Les relations que les Républiques entretiendraient les unes avec les autres pourraient, enfin, s'organiser au sein d'une Communauté aux structures très souples qui prendrait en charge les tâches d'intérêt général que les Républiques ne peuvent assumer faute de moyens ou de dimension suffisantes. Toutes proportions gardées, la Yougoslavie de demain serait assez semblable à ce qu'est aujourd'hui la C.E.E. Et c'est précisément l'organisation de la démocratie dans l'espace yougoslave autour de ces trois structures qui permettrait à la Communauté des Républiques issues de l'ancienne Yougoslavie de s'agréger à la Communauté européenne.

Un acte de foi

Le document que nous allons rendre public dans les jours à venir ne prétend pas régler tous les problèmes, ni faire surgir miraculeusement la paix du chaos présent. Il est seulement le fruit de l'expérience accumulée par les Européens au cours du dernier demi-siècle; et, surtout, il est un acte de foi dans l'avenir.

Point de rencontre des peuples, des cultures et des religions les plus divers, mon pays n'est pas voué, comme on le dit trop souvent, à la guerre éternelle. Sa richesse provenant de la diversité des peuples qui le composent, il faut l'aider à mettre en place les structures démocratiques qui lui donneront la paix et la stabilité. S'il se déchire aujourd'hui, c'est, en effet, parce que les hommes chargés de conduire ses pas ont trahi son attente et choisi la voie de la violence pour asseoir leur pouvoir.

La guerre, nous le savons bien, n'aura qu'un temps. Tôt ou tard -et j'espère du fond du coeur, que ce moment est proche-, la paix reprendra ses droits dans l'espace yougoslave, et les hommes redécouvriront leur solidarité profonde. Ce jour là, il faudra bien qu'ils aient à leur disposition un projet qui traduise en termes politiques leurs espoirs. Et c'est pourquoi, alors que la guerre s'aggrave, nous allons publier nos «Propositions».

Sans doute la solution que nous présentons n'est-elle pas la seule que l'on puisse envisager. Mais, du moins, elle existe et peut servir de base au dialogue qui, j'en suis convaincu, ne tardera plus à s'engager.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 10

15. Janvier 1993

Madame, Monsieur,

L'Europe, assurément, n'est pas responsable du drame yougoslave, même si elle a pêché par ignorance en reconnaissant trop vite la Slovénie, la Croatie et la Bosnie-Herzégovine, encourageant ainsi les extrémistes de tout bord à se lancer dans la guerre. Mais elle tient, sans le savoir, entre ses mains les clés de la paix et peut, à condition d'agir sans attendre, résoudre le conflit des Balkans avant qu'il se transforme en guerre européenne.

Il lui suffit pour cela d'accueillir en son sein les Républiques qui sont nées de l'implosion de la Yougoslavie et qui sont devenues des Etats souverains. Sans modifier en quoi que ce soit ses structures politiques internes, cela lui est possible dès lors qu'elle accepte de faire bénéficier ces nouveaux Etats des règles de l'union économique et douanière et leur confère le statut d'Etats associés comme elle l'a fait pour la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie.

Une fois de plus, l'idée semblera folle à beaucoup. Mais, de même que nos Propositions concernant l'organisation de la Bosnie-Herzégovine en Régions (cf. notre Lettre du 1 octobre 1992) servent aujourd'hui de base au projet des Nations Unies, de même la suggestion de rendre la paix obligatoire en associant étroitement les Républiques yougoslaves à la Communauté européenne va bientôt s'imposer comme une évidence.

De multiples avantages

Tout, à la vérité, milite en faveur d'une telle solution.

1. Intégrer les Républiques yougoslaves, y compris la Macédoine, dans la Communauté européenne est pour l'Europe des Douze la plus sûre méthode pour garantir l'intangibilité des frontières sur le Vieux Continent. Les responsables

européens ont compris qu'en reconnaissant hâtivement les Républiques de l'ancienne Yougoslavie, ils ont soulevé le couvercle d'une boîte de Pandore par laquelle se sont échappés les nationalismes; ils ont compris aussi que ceux-ci menacent maintenant la paix du continent tout entier. Admettre parmi eux les nouveaux Etats yougoslaves aurait donc pour résultat immédiat de beoquer les initiatives qui visent à redécouper l'Europe et constituent un danger mortel pour elle.

2. Intégrer les Républiques yougoslaves dans la Communauté européenne imposerait à leurs gouvernements le respect des mêmes règles démocratiques que celles qui régissent les autres Etats européens. Non seulement ces dirigeants se trouveraient contraints de se conformer strictement aux textes qui protègent les citoyens et les groupes ethniques, mais il leur faudrait également consulter leurs peuples sur les décisions qui engagent leur avenir et cela sans chercher à les tromper comme ils l'ont fait jusqu'à présent. Le processus institutionnel que notre Fondation propose pour reconstruire la paix dans les Balkans en serait grandement facilité.
3. Intégrer les Républiques yougoslaves dans la Communauté européenne aurait pour conséquence d'étendre aux Balkans la zone de sécurité européenne. Il en résulterait que la démilitarisation de la région deviendrait possible, les institutions existantes comme la CSCE, la CEI, l'UEO, et même l'OTAN, apportant aux nouveaux Etats une garantie solide contre les agressions. Ceci ne réglerait sans doute pas les problèmes liés à la sécurité intérieure des Républiques, mais les démocraties occidentales ont acquis une maîtrise suffisante de ces techniques pour servir de modèles aux nouveaux Etats.
4. Intégrer les Républiques yougoslaves dans la Communauté européenne ferait disparaître enfin, sur le plan géographique et donc également sur le plan économique, le fossé qui sépare la Grèce du reste de l'Europe. L'espace yougoslave est, en effet, le trait d'union naturel qui unit l'Europe occidentale et l'Europe du sud-est; le rattacher à la Communauté des Douze permettrait d'achever, en le complétant, l'espace européen et donnerait à la Communauté européenne une continuité qu'elle n'a pas aujourd'hui.

Le principal bénéficiaire de cette opération serait certainement la Yougoslavie elle-même, dont le redressement serait alors très rapide; mais les Européens en tireraient eux aussi un grand profit car, contrairement à une opinion largement répandue, la Yougoslavie n'est pas un pays pauvre: ses richesses naturelles sont nombreuses; sa population est habile et ardente au travail; son dynamisme est grand.

Un choix très limité

A tous ceux qui ne seraient pas convaincus par ces arguments je dirai aussi que le prix à payer pour l'intégration des Républiques yougoslaves dans la Communauté européenne est infiniment plus faible que celui d'une guerre éventuelle dans les Balkans. Les spécialistes savent que le coût d'une intervention militaire, même limitée, dans l'ancienne Yougoslavie atteindrait au moins le coût de la guerre du Golfe; ils savent aussi que, même à ce prix là, la paix ne serait pas garantie et que le risque d'un conflit généralisé dans l'Europe du sud serait grand; avec toutes les conséquences que l'on imagine.

La Communauté européenne, me semble-t-il, n'a en vérité qu'une possibilité de choix limitée: si elle laisse s'accomplir l'irréparable dans les Balkans elle se trouvera un jour ou l'autre contrainte d'intervenir militairement et l'escalade qui en résultera constituera pour elle une charge insupportable; si, en revanche, elle choisit la voie de l'ouverture et accueille les Républiques yougoslaves en son sein elle mettra fin à un conflit qui menace désormais très directement ses intérêts vitaux. J'ajouterai qu'un tel acte marquerait avec éclat aux yeux du monde le fait que la Communauté européenne est désormais une véritable puissance politique, capable d'agir de façon décisive en faveur de la paix. Confrontée à la tragédie la plus terrible qui se soit produite sur son continent depuis la seconde guerre mondiale, elle prouverait qu'elle a pris conscience de ses responsabilités et, plus encore, du fait que sa prospérité économique ne lui assure pas automatiquement la sécurité dont rêvent ses peuples. Si, effectivement, elle se montre capable de résoudre la crise yougoslave sans pour cela recourir à la guerre elle apportera au monde la preuve qu'elle est bien devenue une puissance majeure.

Qu'il me soit permis pour conclure d'écrire que l'intégration des Républiques yougoslaves dans la Communauté européenne ne soulève pas de problème insoluble. Les Etats concernés ne sont pas de grands Etats: leur dimension ne dépasse pas celle de la Belgique, des Pays-Bas ou du Portugal; toutes ensemble leurs populations représentent moins de la moitié de la population française. Autant dire que rien ne s'oppose véritablement à l'opération que je suggère ici.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 11

1. Février 1993

Madame, Monsieur,

A maintes reprises nous avons dit que le pire, dans l'affaire yougoslave, était à venir et que la guerre irait s'aggravant jusqu'à menacer directement la paix de l'Europe. Eh bien nous y voilà! La politique de l'ultra-nationalisme suivie par les dirigeants de Zagreb après ceux de Belgrade a fait franchir un nouveau degré dans la violence destructrice. Et le monde commence enfin à comprendre que les Balkans tout entiers peuvent exploser comme au début de ce siècle.

La guerre n'est en aucun cas le moyen d'obtenir la paix. Pour pouvoir mettre en oeuvre des solutions politiques il faut très vite maintenant, et avant toute autre chose, mettre fin à cette guerre qui s'apparente, par la sauvagerie, aux plus atroces que ce siècle ait connu.

Un plan en trois points

Il me semble que trois initiatives pourraient être prises immédiatement.

1. Avant que le terrorisme pratiqué par les régimes nationalistes qui se disputent l'espace yougoslave ne provoque une guerre totale dans les Balkans et au-delà nous proposons que MM. Bill Clinton ou Boris Eltsine organisent une rencontre à laquelle participeront MM. Helmut Kohl, François Mitterrand, John Major, Turkul Ozal (en sa qualité de Président de la Conférence de l'Organisation Islamique COI) et Boutros Boutros-Ghali (Secrétaire général de l'ONU). Y serait décidée la seule mesure qui puisse, sans intervention militaire, arrêter la guerre: je veux parler de la décision qu'il conviendrait de prendre pour rendre l'embargo efficace en isolant du reste du monde les Républiques yougoslaves impliquées dans la guerre et en empêchant leurs dirigeants de s'approvisionner en armes et en munitions; cet embargo ne frapperait pas, comme aujourd'hui, les populations civiles, mais il mettrait fin aux trafics qui enrichissent quelques uns en ruinant le plus grand nombre. Coupées de leurs approvisionnements, les armées et les milices qui ravagent le pays seraient enfin contraintes de renon-

cer à la violence et à la terreur; leur affaiblissement donnerait certainement aux populations civiles le courage de faire enfin entendre leur voix. Bien entendu, il serait indispensable que les hommes d'Etat ainsi réunis se mettent d'accord sur une proposition dans ce sens au Conseil de sécurité des Nations-Unies.

2. La deuxième initiative concerne la tenue d'une conférence des autorités religieuses dont l'accord serait un puissant facteur de paix. Notre Fondation a pris il y a deux mois une initiative dans ce sens qui n'a malheureusement pas été suivie d'effet; elle réitère sa proposition d'organiser une rencontre entre le patriarche de l'Eglise orthodoxe de Belgrade, le Cardinal-Archevêque de Zagreb, le Reis El Ulema de Sarajevo. Sans doute les responsables religieux n'ont-ils pas la capacité d'empêcher les combats, mais un engagement formel, pris solennellement à la face du monde, d'unir leurs efforts pour ramener la paix dans l'espace yougoslave aurait assurément une influence déterminante sur le cours des événements. Pourquoi la "trêve de Dieu" ne réussirait-elle pas là où les efforts des diplomates ont échoué? En cette fin de siècle où le matérialisme a prouvé son impuissance à donner aux hommes le bonheur qu'ils attendent, la religion pourrait s'avérer une force essentielle, la seule peut être qui soit capable de faire taire les armes.
3. La troisième initiative concerne l'association des Républiques yougoslaves à la Communauté européenne. J'ai déjà dit (cf. Lettre n° 10) ma conviction qu'une telle association contraindrait toutes les Républiques de l'ancienne Yougoslavie à adopter les règles démocratiques qui gouvernent les peuples d'Europe occidentale; je voudrais ajouter qu'en étendant cette association à l'Albanie, la Communauté européenne désamorcerait les conflits à venir. Elle donnerait du même coup aux peuples d'Europe Centrale, qui ont vécu près d'un demi-siècle sous le joug communiste et ne voient pas aujourd'hui quand prendra fin leur calvaire, l'espoir que leurs épreuves présentes ne dureront pas toujours.

Un rôle nouveau pour l'ONU

Ces trois initiatives créeraient les conditions d'un retour à la paix sur le terrain. Mais, bien entendu, elles ne résoudraient pas le problème de la démocratisation des Républiques yougoslaves et des rapports que celles-ci devraient entretenir à l'avenir les unes avec les autres. Cette tâche, seule l'ONU, en liaison étroite avec la Communauté européenne, est à même de la mener à bien car il s'agit d'un processus long et complexe.

Je ne reviendrai pas sur les propositions que nous formulons dans ce sens car les lecteurs de cette Lettre recevront dans les jours à venir le projet détaillé que notre Fondation a mis au point pour les Républiques de l'ancienne Yougoslavie. Mais je voudrais ajouter ici que, parallèlement à la conduite des négociations de paix, l'ONU pourrait jouer un rôle déterminant dans la cessation des hostilités: en portant, tout d'abord, ses forces à un niveau compatible avec les nécessités du maintien de l'ordre; en donnant, ensuite, à ces mêmes forces une mission plus précise qui ne serait plus de "garder" la paix mais de la "faire" en désarmant les adversaires et en protégeant les populations civiles lorsque celles-ci sont menacées. Ceci ne pourrait se faire qu'en application d'une autre résolution des Nations-Unies modifiant le mandat de ces forces. Ce rôle nouveau de l'ONU est indispensable pour le règlement du conflit yougoslave, mais aussi pour la résolution des conflits à venir dans le monde. Car rien ne serait plus dangereux pour la paix du monde que la démonstration, dans l'ancienne-Yougoslavie, de l'impuissance des Nations Unies. Pour n'avoir pas su se faire respecter, la Société des Nations (SDN) se déconsidéra à jamais et ne fut pas en mesure d'empêcher la seconde guerre mondiale.

Mieux vaudrait ne pas oublier ce précédent.

Et se souvenir que le problème yougoslave n'est pas, comme on le dit depuis le début, un problème de coexistence entre des ethnies différentes mais de surenchère nationaliste entre des régimes extrémistes. Croates, Serbes et Musulmans, qui parlent tous la même langue, appartiennent à un même peuple, les Slaves du sud. Et c'est pourquoi il n'y aura pas de solution à cette crise tant que l'on prétendra séparer ce que Dieu a uni.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 12
15. Février 1993

Madame, Monsieur,

Arrêter la guerre dans l'ancienne Yougoslavie est devenu un impératif catégorique tant le danger est grand de voir le conflit s'étendre à l'ensemble des Balkans et, de là, embraser toute l'Europe. S'il est vrai, en effet, que la volonté des Etats-Unis et de la Russie d'oeuvrer conjointement pour trouver une issue politique constitue un pas dans la bonne direction il ne faut pas sous-estimer pour autant le danger d'affrontement entre les deux puissances qui pourrait surgir d'un échec diplomatique dans le règlement de la crise yougoslave.

Nous savons bien que les systèmes politiques bosniaque, croate et serbe qui sont à l'origine de la guerre ne peuvent survivre que par la guerre et que, par conséquent, seule la surenchère politique et l'escalade militaire peuvent les sauver momentanément de la sanction que tôt ou tard leurs peuples leur infligeront. Et nous savons bien aussi que les préoccupations internes des deux grandes puissances pourraient fort bien jouer contre la paix si le conflit se plonge ou s'aggrave.

Il faut donc arrêter la guerre. Tout de suite. Par tous les moyens.

Un sommet et trois mesures

Nous avons suggéré (cf. ma lettre précédente) que les Etats-Unis et la Russie prennent les choses en main en étroite liaison avec l'Europe; c'est aujourd'hui chose faite puisque Russes et Américains sont d'accord pour agir ensemble. Nous suggérons donc maintenant que pour hâter la fin du conflit le Président des Etats-Unis et le Président de la Russie se rencontrent n'importe où, et pourquoi pas dans la ville symbole où tant d'accords de paix ont été négociés et signés dans le passé; je veux parler de Paris.

Ce sommet, le premier qui soit organisé entre M. Bill Clinton et M. Boris Eltsine, ne porterait que sur la Yougoslavie. Il serait donc entièrement consacré à la mise au point des voies et moyens nécessaires pour imposer la paix aux gouvernements qui vivent de la guerre en détruisant leurs peuples. Il marquerait la volonté des deux "Grands" de mettre fin au conflit et constituerait un avertissement solennel pour tous ceux qui se maintiennent au pouvoir par les armes, la haine, la violence. Pour les peuples qui subissent depuis tant de mois la loi du plus fort il serait le premier signe tangible que la paix est désormais à portée de main.

Ce sommet devrait, me semble-t-il, prendre trois mesures dont l'application se ferait sous le contrôle des Nations-Unies.

1. L'extension de l'embargo à tous les belligérants de façon à tarir enfin le flot d'armes, de munitions et d'argent qui permet aux gouvernements de poursuivre impunément leur oeuvre de mort contre les populations civiles. Cet embargo ne toucherait pas aux produits qui sont indispensables pour la survie des hommes, des femmes et des enfants tels que les produits alimentaires, les médicaments etc. Mais il élèverait entre les belligérants et leurs fournisseurs un mur infranchissable que les trafiquants ne pourraient percer.
2. La prise en main par les Russes et les Américains de la conduite des négociations entre la Bosnie-Herzégovine, la Croatie et la Serbie afin que nul, à Sarajevo, à Zagreb ou à Belgrade, ne soit tenté de jouer sur les rivalités, réelles ou supposées, des deux "Grands". La formation d'un tel "front" diplomatique ferait plus pour la cause de la paix que les discussions internationales malheureusement stériles qui permettent actuellement aux acteurs de la guerre de manœuvrer sur le terrain tout en se prêtant au jeu de la négociation.
3. L'envoi en Yougoslavie, dans le cadre des Nations-Unies, d'une force internationale de 45.000 à 50.000 hommes pour faire cesser les combats et protéger les peuples de la folie de leurs dirigeants. Cette force serait composée à égalité de soldats russes, américains et européens; elle serait commandée par un Européen pour bien marquer le fait que la solution de la crise yougoslave est essentielle pour la paix à venir de l'Europe.

Ces trois mesures ne ramèneraient peut-être pas instantanément la paix dans les Balkans mais elles créeraient un climat nouveau et, surtout, elles montreraient aux dirigeants des Républiques yougoslaves que les grandes puissances sont fermement décidées à mettre fin au conflit.

Le rôle de l'Europe

Mais l'Europe, dira-t-on, devrait-elle se contenter d'un rôle second dans la conduite des négociations de paix? Ne serait-elle là que pour gérer la manœuvre militaire sur le terrain dans des conditions extrêmement périlleuses?

Evidemment non!

Assurée enfin que les armes ne tarderont pas à se taire, l'Europe pourrait alors faire le geste qui enclencherait véritablement la dynamique de la paix. Elle proposerait aux Républiques yougoslaves de s'associer immédiatement à elle, la seule condition mise à cette association étant le respect par les gouvernements des règles démocratiques en vigueur chez elle. Sans doute exigerait-elle que l'ouverture des frontières ne se traduise pas par des transferts de main d'oeuvre qui aggraveraient encore le chômage dont elle souffre, mais la libre circulation des biens et des personnes, la suppression des barrières douanières, la disparition des frontières mettraient fin à l'isolement des Balkans qui est l'une des causes du drame yougoslave.

Il n'appartient pas aux Européens de mettre fin à la guerre qui déchire la Yougoslavie, on ne l'a que trop constaté au cours des derniers mois. Mais il est tout à fait de leur compétence d'organiser la paix sur les bases très concrètes de l'économie et du commerce. Eux qui ont bénéficié au lendemain de la seconde guerre mondiale de l'aide des Etats-Unis pour se relever de leurs ruines et réapprendre à vivre en bonne intelligence sont mieux placés que quiconque pour apporter aux peuples yougoslaves l'appui qui leur est indispensable.

Il ne fait aucun doute que le fait d'ouvrir la Communauté européenne aux Républiques de l'ancienne Yougoslavie, de la Slovénie à la Macédoine en passant par la Serbie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine et le Monténégro, provoquerait dans les Balkans l'électrochoc nécessaire à la paix. Et l'Europe doit bien cela à des peuples qui lui sont aussi proches par la géographie et par l'Histoire.

Pour avoir reconnu trop vite les Républiques alors que les dirigeants de ces dernières n'avaient pas pris les mesures indispensables à l'éclosion de la démocratie, ni négocié leur avenir, les Européens ont contribué à l'implosion de la Yougoslavie et, par là même, au déclenchement de la guerre. Si, maintenant, ils font le geste d'accueillir parmi eux ces mêmes Républiques et font en sorte que se crée un véritable courant d'échanges ils contribueront de façon décisive au règlement du conflit.

La paix, j'en suis convaincu, ne peut revenir dans les Balkans que si des mesures énergiques sont prises sur le plan militaire et si, dans le même temps, un cadre économique favorable est créé au coeur de l'Europe. Les deux "Grands" ont assurément les clés du premier processus; les Européens détiennent la clé du second.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 13

1. Mars 1993

Madame, Monsieur,

Afin de parler de l'avenir et pour la première fois depuis que la guerre a éclaté en Yougoslavie des intellectuels laïques et religieux, venus de toutes les Républiques yougoslaves, se sont rencontrés pour parler de l'avenir. L'événement, considérable si l'on tient compte du fossé qui sépare ces hommes dans la vie de tous les jours, s'est produit le 23 février dans l'un de ces lieux très rares où se côtoient les races et les peuples pour débattre de leurs problèmes communs; je veux parler de l'Unesco à Paris. Organisée par le Directeur Général de l'organisation, Federico Mayor, cette rencontre a permis, fait plus étonnant encore, de mettre au point une déclaration commune qui est un appel à la paix et à l'entente.

J'y étais invité, j'y ai participé et je dois dire que j'en ai retiré un grand espoir.

Les intellectuels, objectera-t-on, ne détiennent pas le pouvoir et n'ont guère la possibilité de changer le cours des événements. Sans doute! Mais leur apparition sur la scène, ne fut-ce que pour une seule journée et dans un lieu clos, a une signification profonde; elle témoigne, en effet, de la prise de conscience par des écrivains, des artistes, des universitaires, des journalistes que la guerre ne peut résoudre aucun problème et que le moment approche où les idées vont devoir prendre le pas sur la force brute. En ce sens elle constitue un pas en avant dans le règlement du conflit qui ravage la Yougoslavie car elle permet d'entendre enfin une autre voix que celle des soudards et des démagogues.

Pour nous qui n'avons cessé de répéter que la guerre prendra fin le jour où l'on aura trouvé le moyen de renouer le dialogue entre les frères ennemis, ce qui s'est passé la semaine dernière à l'Unesco est le premier signe tangible que le rêve va peut-être devenir réalité.

A la vérité il était temps car, sur le terrain, en dépit de la reprise des négociations de NewYork et des parachutages américains sur les régions isolées de Bosnie, la situation continue de se dégrader.

Une guerre totale

Menée par des dirigeants politiques sans scrupules qui ne peuvent trouver leur salut que dans l'escalade du nationalisme et de la violence, subie par des populations que la faim, la peur, le froid, les privations rendent disponibles pour tous les excès, la guerre semble malheureusement devoir s'intensifier. Avec cette circonstance aggravante que les grandes puissances elles-mêmes ne savent plus comment s'y prendre pour conjurer le pire, les Etats-Unis recourant aux interventions humanitaires pour acheter du temps tout en préparant leur opinion à des actions plus directes, la Russie durcissant ses positions car elle redoute pour elle-même la contagion du virus yougoslave et l'Europe ne parvenant pas à se mettre d'accord sur la politique à suivre.

Admettons-le même si cela nous fait peur: tous les ingrédients d'une crise balkanique semblable à celle du début de ce siècle sont réunies. Et seules des mesures immédiates et énergiques peuvent empêcher le drame de se reproduire à l'identique.

Je ne reviendrai pas ici sur les propositions que nous avons faites pour créer un climat favorable au retour de la paix, notamment celles qui consistent à rebâtir l'espace yougoslave sur trois niveaux politiques: les Régions, les Républiques et la Communauté. Mais je voudrais souligner deux points essentiels qui sont apparus en filigrane tout au long de la table-ronde de l'Unesco:

1. Le premier de ces points est la place que prennent nécessairement les idées lorsque la violence débouche sur l'absurde et lorsque la guerre transforme un pays en désert. Même s'ils n'en ont pas conscience les intellectuels yougoslaves peuvent jouer un rôle essentiel dans le processus de paix. Parce qu'ils savent exprimer des idées générales et traduire des émotions ou des sentiments en termes intelligibles par le plus grand nombre, parce qu'ils ont aussi le don de communiquer ils sont aujourd'hui les seuls à pouvoir dire tout haut ce que les victimes de cette guerre atroce ressentent: à savoir que la guerre a trop duré et que les hommes aspirent à vivre en bonne intelligence les uns avec les autres. Que les sceptiques se souviennent des précédents illustres que furent Thomas Mann, Einstein, Vercors, Benes, Camus, Brandt, Malaparte, Gramsci, Malraux, Popovic, Nazor, pendant la seconde guerre mondiale ou, plus près de nous, Soljenytsine et Sakharov en Union soviétique. Le temps vient toujours, dans un conflit, où des écrivains et des savants mobilisent les énergies autour d'eux par la seule force de leur pensée. Je crois, pour ma part, que ce moment est venu pour les intellectuels yougoslaves.

2. Le second point est le rôle que jouent dans le drame yougoslave l'information et les médias. Tout le monde sait que l'embargo imposé par l'ONU sur les livraisons d'armes n'est respecté par aucun des adversaires et que les 'seigneurs de la guerre' peuvent se procurer comme ils le veulent les instruments de mort dont ils ont besoin pour atteindre leurs buts; mais tout le monde sait aussi que la guerre médiatique est l'une des causes principales du drame que vit l'ancienne Yougoslavie et que jamais les hostilités n'auraient pris le tour qu'elles ont pris si l'information et les idées circulaient librement dans l'espace yougoslave. La première des urgences, si l'on veut que la paix revienne dans les Balkans, est donc de restaurer la communication entre les hommes, de permettre aux peuples de connaître la vérité. Et cela ne peut se faire que par la libre circulation des journaux et des livres, par la libre diffusion des sons et des images.

Tout en renforçant l'embargo sur les armes et en levant l'embargo sur les eivres et les médicaments il est donc indispensable de supprimer aussi l'embargo qui pèse sur l'information et la culture. Il ne suffit pas de soutenir politiquement les médias indépendants qui subsistent encore dans l'ex-Yougoslavie; il faut aussi débloquent les médias officiels en appliquant les décisions de la CSCE sur la liberté de l'information. L'Unesco, qui a inscrit dans sa Charte le principe du libre accès à l'information, devrait résolument s'engager dans ce combat essentiel pour la paix.

Pour une radio libre

Sachant combien est fragile leur pouvoir, les dirigeants de la Croatie, de la Serbie et de la Bosnie-Herzégovine ont purement et simplement confisqué les médias. Non seulement ils imposent à leurs peuples une information dirigée qui fausse la perception des citoyens et entretient une atmosphère empoisonné, mais encore ils agissent avec une habileté consommée sur les médias étrangers auxquels ils délivrent des messages tronqués, déformés qui font ensuite le tour du monde. Avec ce résultat que la voix de ceux qui parlent, comme nous, de concorde, de paix, de réconciliation est couverte par la voix de ceux qui font la guerre et prêchent la violence.

C'est pourquoi j'ai proposé à l'Unesco de créer à Paris une radio libre qui diffuserait sur l'espace yougoslave mais aussi sur l'Europe toute entière une information et des commentaires objectifs. La répression politique et la guerre ayant chassé de Zagreb, de Belgrade, de Sarajevo et de bien d'autres villes yougoslaves des dizaines de journalistes de grands talent il serait aisé de constituer une équipe de professionnels de l'information capables de dire sur les ondes la vérité telle qu'elle est.

Les gouvernements occidentaux ont sous la main tout ce qui est nécessaire pour la création d'un tel moyen d'information. Et nous qui avons étudié en détail cette question nous savons bien qu'il est possible, dans un délai très bref, de lancer une radio sur le modèle des grandes radios libres européennes. Dès lors que les hommes sont disponibles pour une telle aventure il n'est pas d'obstacle technique qui ne puisse être surmonté.

Jamais les armes ne feront taire les armes dans ce qui fut la Yougoslavie. Mais si les peuples, victimes de la guerre, perçoivent enfin la vérité ils se chargeront eux-mêmes de chasser les maîtres indignes qui les conduisent à leur perte.

Boris Vukobrat
Président

Madame, Monsieur,

Le Forum du Futur, que préside M. Jacques Baumel, député français, ancien ministre et Président de l'Académie diplomatique internationale, a organisé le 15 mars à Paris un colloque sur "Les dangers d'une guerre balkanique" qui a eu un grand retentissement. Parlant devant près de deux cents personnes diplomates, militaires, journalistes, industriels et universitaires cinq spécialistes français des problèmes d'Europe centrale ont l'un après l'autre présenté leurs vues concernant l'évolution du conflit qui déchire l'ex-Yougoslavie. Il l'ont fait avec une lucidité et un sens de la mesure qui méritent d'être salués.

Le pire est devant nous

Je voudrais résumer ici d'un mot ces interventions car elles traduisent une prise de conscience de la gravité du conflit qui ne laisse pas d'être impressionnante.

- M. Jacques Baumel, tout d'abord, a cerné les enjeux du conflit. Renvoyant dos à dos les belligérants il s'est dit convaincu que seule une intervention conjointe des Russes, des Américains et des Européens pouvait mettre fin au carnage. Si cette conjonction ne se produit pas et si la guerre déborde les frontières de la Bosnie-Herzégovine pour s'étendre au Kosovo le risque d'une nouvelle guerre balkanique deviendra très réelle; mais nul ne sait alors ce qui se passera et la communauté internationale se trouvera face à des inconnues redoutables.
- Le Général Le Borgne, pour sa part, a exprimé des doutes quant au risque d'extension du conflit. Mais cela ne l'a pas empêché de souligner le rôle absurde que l'on fait jouer aux soldats de l'ONU en Bosnie-Herzégovine. Il est dangereux, a-t-il souligné, d'obliger des militaires à faire un travail qui n'est pas le leur et à subir humiliation sur humiliation; ceci est d'autant plus vrai que l'on ne parviendra pas à mettre fin à la guerre en alignant quelques milliers de soldats dans un pays à la géographie aussi tourmentée que l'ex-Yougoslavie.

- M. Jacques Rupnik, qui est chercheur au Centre d'Études et de Recherches Internationales, s'est montré beaucoup plus pessimiste encore. Analysant, d'une part, la situation au Kosovo et en Macédoine, d'autre part, la montée de la tension dans la communauté hongroise de Voïvodine il a fait remarquer que, de proche en proche, c'est toute l'Europe centrale qui se trouve progressivement déstabilisée; ce qui pourrait avoir comme conséquence de provoquer un affrontement général en plein coeur de l'Europe.
- M. Pierre Hassner, Professeur à la Fondation des Sciences Politiques, n'a guère été plus optimiste quant aux perspectives du conflit. La guerre de Yougoslavie, a-t-il dit, est peut-être, comme la guerre d'Espagne, un test pour des conflits infiniment plus menaçants tels que ceux qui pourraient déchirer l'ancienne URSS. "Il me semble, s'est-il exclamé, que nous avons répété dans cette affaire toutes les erreurs des années Trente".
- M. François Géré, qui est chercheur à la Fondation pour les Études de Défense nationale et spécialiste des États-Unis, s'est livré, à une analyse de la position américaine qui faisait ressortir la volonté du Président Bill Clinton de ne pas intervenir sur le plan militaire dans l'ex-Yougoslavie. La Maison-Blanche, comme l'opinion américaine et comme les responsables du Pentagone ou du Département d'État, considèrent l'affaire yougoslave comme une affaire purement européenne que les Européens doivent régler eux-mêmes.

Diagnostic

Exprimées par des spécialistes de renom toutes ces vérités premières sont venues confirmer ce que nous n'avons pas cessé d'écrire ici même: à savoir que le pire n'est pas derrière nous mais devant nous. Et ceci m'a conduit, à la demande de M. Jacques Baumel qui avait souhaité qu'un seul intervenant directement concerné prenne la parole dans ce débat, à présenter un diagnostic du conflit que je voudrais rappeler ici brièvement.

1. La guerre a été voulue par une poignée de responsables politiques qui sont tous d'anciens communistes reconvertis dans l'ultranationalisme et cherchant à se maintenir au pouvoir par tous les moyens. Les peuples n'ont pas voulu le conflit; ils le subissent sans pouvoir agir autrement qu'en se déroband lorsqu'ils en ont la possibilité. La preuve en est les millions de personnes qui ont fui les combats sans y prendre part et, plus encore peut-être, le refus des jeunes générations de s'enrôler dans les armées croate, serbe et bosniaque.
2. Les responsables de la guerre en Croatie, en Serbie et en Bosnie-Herzégovine utilisent les médias comme une arme, agissant en cela comme tous les régimes

totalitaires et appliquant les méthodes classiques de la propagande idéologique. Ils sont aidés, de façon tout à fait involontaire, par les pays occidentaux dont la presse ne cesse de reproduire leurs déclarations tout en étouffant la voix de leurs opposants et dont les responsables politiques font peser un embargo sur les livres et les journaux qui empêche les peuples yougoslaves de prendre conscience des manipulations dont ils sont l'objet.

3. Les peuples yougoslaves existent bel et bien. Ces peuples, majoritairement slaves à 85 %, parlent la même langue, qui est le serbo-croate à 70 %, ont vécu ensemble et avec d'autres peuples pendant des siècles. Ils pratiquent des religions différentes, exactement comme le font les protestants, les juifs et les catholiques en France, en Allemagne ou en Suisse. De surcroît, du fait des ménages mixtes, un très grand nombre de familles yougoslaves sont à la fois serbes, croates et musulmanes, si bien qu'une répartition du territoire en fonction de critères dits ethniques aurait pour conséquence de couper la plupart des familles en deux.
4. Le terme "minoritaire ethnique" est d'un usage dangereux. La guerre actuelle en est la conséquence directe. Les peuples sont inextricablement mêlés sur le terrain; si bien qu'un groupe ethnique majoritaire dans une région se trouve minoritaire dans la région voisine. Il faut donc se garder de raisonner en termes de minorités et de majorités car l'on a alors toutes les chances de tomber dans le piège de la "purification ethnique". C'est très précisément pour cette raison que je n'approuve pas l'aspect ethnique de la solution Vance-Owen telle qu'elle est actuellement proposée.
5. La guerre se nourrit essentiellement de l'impossibilité où se trouvent les hommes et les femmes de communiquer. Privés de médias indépendants, empêchés de se déplacer physiquement, isolés par les difficultés économiques, les citoyens sont enfermés dans des citadelles qui les empêchent de vivre normalement comme les autres peuples civilisés d'Europe. Du même coup, ils se trouvent livrés à l'arbitraire de petits groupes qui usent de la violence et de la haine pour imposer leur volonté. C'est ce système là qu'il faut briser si l'on veut mettre fin au conflit.
6. Le conflit qui ravage mon pays est un paravent à l'abri duquel s'accomplissent les trafics les moins avouables: trafics d'armes bien sûr, mais aussi trafics de drogues et d'argent sale qui ont proliféré sur les ruines de la Yougoslavie, évasion massive de capitaux qui sont accueillis complaisamment par les grandes institutions financières occidentales. Des intérêts puissants veulent la poursuite

du conflit parce que celui-ci est l'occasion de réaliser des profits gigantesques: mais il faut savoir que le danger pour l'Europe est immense car la guerre de Yougoslavie nourrit au coeur du Vieux Continent un cancer infiniment dangereux pour la démocratie.

Que conclure de tout ceci sinon, comme l'ont dit les spécialistes tout au long de ce colloque et comme je ne cesse de le répéter ici-même depuis des mois, qu'il faut arrêter la guerre par tous les moyens. Cette question est la plus importante que les nations civilisées aient aujourd'hui à résoudre.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 15

1. Avril 1993

Madame, Monsieur,

*L*entement mais sûrement la situation se dégrade dans ce qui fut la Yougoslavie.

Sur le terrain, en Bosnie-Herzégovine et en Croatie, la violence ne cesse de croître, les exactions de se multiplier. Les forces de l'ONU, en dépit du courage dont font preuve certains de leurs responsables, rencontrent des difficultés immenses dans l'accomplissement de la mission qui leur a été confiée. Et les rumeurs les plus alarmantes se répandent sur une probable extension du conflit au Kosovo et en Macédoine.

A New York, où les diplomates tentent de trouver une issue pacifique, les négociations apparaissent de façon constante dépassées par l'évolution du conflit sur le terrain. La situation militaire empire si rapidement que lorsqu'un accord semble sur le point d'être conclu au terme d'efforts considérables les textes sont déjà rendus caducs par l'aggravation de la guerre.

Le pire, en d'autres termes, est en train de se produire. Le pire, c'est-à-dire l'intensification des combats, le dialogue de sourds, le massacre des populations civiles, la destruction systématique des infrastructures du pays, l'élargissement du conflit à de nouvelles régions. Les puissances européennes l'Allemagne, la France, l'Italie, la Grande-Bretagne -, qui pensaient que le temps épuiserait l'ardeur des combattants et qui espéraient trouver à force de patience une solution pacifique, commencent à comprendre que le conflit yougoslave porte en lui les germes d'une troisième guerre balkanique.

Quant aux dirigeants américains et russes, qui avaient pris grand soin jusqu'ici de se tenir à l'écart du débat, ils finissent par se rendre compte que leur abstention a pour résultat d'encourager les extrémistes de tout bord qui prospèrent sur le drame yougoslave. Malheureusement, les Etats-Unis n'ont pas réussi à clarifier leur attitude à l'égard de la question yougoslave; à Washington, les hésitations de la diplomatie américaine donnent l'impression qu'aucune ligne directrice n'a été déterminée et que les équipes chargées de son application n'ont pas été désignées. A Moscou, la situation interne préoccupe visiblement plus les dirigeants que le problème yougoslave, et cela bien que la politique de la Russie, à l'inverse de celle des Etats-Unis, ait été fixée.

L'intervention nécessaire des grandes puissances

J'ai dit ici même à plusieurs reprises que seule une intervention conjointe des deux grandes puissances permettrait d'interrompre le processus fatal qui conduit l'Europe toute entière vers une réédition des événements tragiques du début de ce siècle. Je voudrais ajouter que cette intervention est maintenant indispensable à brève échéance si l'on veut éviter un drame beaucoup plus grave encore. Laisser le pire s'accomplir ne peut, en effet, avoir pour résultat que de faire exploser la poudrière des Balkans et de mettre le feu au vieux continent.

Cette intervention, me semble-t-il, devrait impérativement se développer sur deux plans:

- Le plan militaire tout d'abord. Il faudra bien un jour intervenir directement sur le terrain pour séparer les combattants et simultanément imposer un embargo strict sur les armes et sur les munitions. Tout le monde sait qu'en dépit des mesures prises par l'ONU un flot ininterrompu de matériels lourds, d'obus, de balles et de grenades permet aux belligérants de poursuivre sans désespérer leur oeuvre de mort. Les services de renseignement des grandes puissances savent parfaitement qui se trouve à la source de ces trafics, par quelles voies ceux-ci passent, quels en sont les bénéficiaires; il est donc possible d'agir efficacement pour tarir le flot en bloquant les accès terrestres, aériens ou maritimes de l'ex-Yougoslavie. Les Etats-Unis, l'Europe et la Russie ont tout ce qui leur est nécessaire pour mener cette double action sans courir le risque de mettre les doigts dans un engrenage infernal.
- Le plan politique ensuite. Il ne sert à rien de chercher à mettre d'accord des acteurs qui ne peuvent survivre que par la guerre. Ceux qui, à Zagreb, à Belgrade, à Sarajevo détiennent le pouvoir sont prêts à le défendre par tous les moyens; ayant choisi délibérément la voie du nationalisme parce qu'elle était

la seule qui leur permettait d'accéder, puis de se cramponner au pouvoir, ils feront tout pour aller au bout de leur logique, même si cette logique condamne leur peuple à la terreur et à la misère. Mais leur pouvoir n'est pas tel qu'ils soient capables de résister longtemps à la volonté des Etats-Unis et de la Russie de mettre fin au conflit si celle-ci se manifeste de façon claire. Ils ne tiennent, en vérité, que grâce à l'ambiguïté des positions prises par Washington et par Moscou; que celle-ci cède la place à la détermination et ils s'effondreront.

Il est certain que les Présidents russe et américain auront bien des soucis en tête lorsqu'ils se rencontreront dans quelques jours, mais la situation devient si dangereuse dans les Balkans qu'ils devraient profiter de ce "sommet" pour arrêter une politique commune et décider de mettre celle-ci en application; l'arrêt de la guerre dans l'ex-Yougoslavie est aujourd'hui une nécessité vitale et de tous les problèmes de l'heure celui de la paix dans les Balkans est le plus important. Faute de prendre cette décision indispensable les "grands" pourraient bien se retrouver dans quelques mois face à des périls encore beaucoup plus redoutables.

Le rôle de la France

La Communauté européenne, quant à elle, peut aussi jouer un rôle dans la prise de conscience collective des risques que la situation de l'ex-Yougoslavie porte en elle. Après avoir commis bien des erreurs d'appréciation elle a pris en effet la mesure exacte d'un conflit qui la concerne désormais très directement et certains de ses membres sont à même de jouer un grand rôle dans le règlement de l'affaire. Tel est le cas, en particulier, de la France dont l'engagement en faveur de la paix n'a pas cessé de croître depuis le début du conflit et qui, de ce fait, exerce une influence certaine dans la région.

Alors, puisqu'elle sort enfin d'une longue période durant laquelle les incertitudes électorales ont freiné son action et puisque de nouveaux responsables accèdent au pouvoir elle a maintenant toute latitude pour aider plus encore à la solution de la crise. S'il est en effet un sujet sur lequel le Président de la République et les responsables de la nouvelle majorité peuvent s'entendre aisément c'est bien celui du sort de la Yougoslavie qui a toujours occupé une place à part dans la diplomatie française.

Plus que jamais mon pays, meurtri et déchiré, a besoin de l'aide de ses amis. Il ne faut pas l'abandonner alors que sa détresse est immense. La France, qui a connu elle-même dans le cours de son Histoire bien des heures sombres et qui a su toujours refaire son unité à force d'intelligence et d'opiniâtreté, peut sans aucun

Boris Vukobrat

doute contribuer à convaincre la Russie et les Etats-Unis qu'il est temps d'imposer la paix dans les Balkans.

Puisse-t-elle réussir tant qu'il en est temps!

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 16

15. Avril 1993

Madame, Monsieur,

Le 30 mars, à Moscou, a été présentée la version russe des "Propositions pour une nouvelle Communauté des Républiques de l'ancienne Yougoslavie" que notre Fondation vient d'éditer. Organisée par l'Institut des relations internationales et économiques de l'Académie des Sciences de Russie, cette manifestation a réuni cent cinquante personnes parmi lesquelles figuraient de nombreux académiciens et personnalités russes. Elle a donné l'occasion à six haut-responsables russes de commenter notre projet en lui apportant publiquement leur soutien: Vitaly V. Zhurkin, Académicien et Directeur de l'Institut des Relations internationales de l'Académie des Sciences, Gavril K. Popov, ex-Maire de Moscou, membre du Conseil Consultatif présidentiel de la Fédération de Russie, Aleksandr N. Yakovlev, Académicien et vice-Président de la Fondation Gorbatchev, Anatoli A. Sobtchak, Maire de Saint Pétersbourg et membre du Conseil Consultatif présidentiel de la Fédération de Russie, Youri M. Loujkov, Maire de Moscou, Grégory A. Yavlinski, économiste et conseiller de l'administration de la région de Nijni-Novgorod, auteur des "Cinq cents jours".¹

Fait plus important encore peut-être, elle a permis à l'une de ces personnalités, Anatoli Sobtchak, d'annoncer la publication prochaine à Paris, à Moscou et à Belgrade d'un livre de Propositions concernant la Communauté des Etats Indépendants (CEI). Publié dans le cadre des travaux que poursuit notre Fondation sur la transformation des pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est cet ouvrage sera co-signé par Gavril Popov, Aleksandr Yakovlev, Anatoli Sobtchak, Grégory Yavlinski et Alexis A. Alexeiev. Il sera édité par les Editions suisses CopArt.

¹ La Fondation pour la Paix et la Gestion de Crises publiera prochainement les discussions de cette conférence. Le document sera distribué aux receveurs de notre Lettre.

Régions et Républiques

Si je mentionne ici ces deux événements c'est que l'idée de construire la démocratie à partir des Régions dans ce qui fut longtemps un monde clos soumis à la dictature du parti unique et à la férule du collectivisme, fait lentement mais sûrement son chemin. A l'origine simple idée de bon sens fondée sur une observation attentive des réalités existant dans les Balkans, notre proposition est ainsi devenue en moins d'une année, grâce aux travaux que nous avons entrepris avec les meilleurs spécialistes mondiaux de la question, un projet politique susceptible non seulement de rebâtir l'espace yougoslave mais encore de servir utilement à l'immense Fédération russe.

Ceci est d'autant plus frappant que les vieilles démocraties occidentales n'ont accordé jusqu'ici à ce concept qu'un intérêt poli, se contentant de prendre acte de nos Propositions sans pour autant chercher à en tirer des solutions pour mettre fin à la crise qui déchire les Balkans. Trop sûres d'elles pour imaginer d'autres schémas politiques que les leurs ou, au contraire, trop timides pour sortir des sentiers battus qu'elles ont parcouru en tous sens au cours de leur Histoire ces nations se sont bien gardées d'approuver ou de condamner nos Propositions.

Leurs dirigeants les soutiennent en privé mais s'abstiennent de les commenter en public comme si de telles idées pouvaient à l'usage se révéler dangereuses; et cette attitude se répercute dans les médias sous la forme d'un silence obstiné, voire même d'une censure peu courtoise.

Si je déplore l'absence de réaction du côté occidental je n'en suis que plus frappé par l'intérêt que suscitent nos Propositions à l'Est. Et j'y vois la preuve qu'en dépit des difficultés presque insolubles auxquelles se heurtent les dirigeants de ces pays l'imagination, la prospective, la capacité à imaginer différemment l'avenir sont des qualités propres à ces peuples jeunes, dont la voix a été étouffée pendant plus d'un demi-siècle mais qui resurgiront sur la scène mondiale avec des forces neuves et une volonté intacte de rattraper le temps perdu sur la voie de la démocratie, de la nouvelle économie de marché, du libre-échange.

Bâtir la démocratie sur les réalités à la fois historiques, géographiques et culturelles que sont les Régions au sein des Républiques modernes n'éveille peut-être aucun écho à l'Ouest; elle suscite en revanche d'immenses espoirs à l'Est.

Un correctif naturel

Et ce n'est pas un hasard parce que si les Etats dans le monde slave ont souvent été dessinés de façon artificielle, par la force et la violence généralement, les Régions, elles, sont toujours demeurées les entités naturelles au sein desquelles s'organisaient la vie des hommes et la cohabitation des peuples. Contraints de se couler dans un moule politique abstrait et d'accepter des frontières arbitraires, les nations ont gardé leur identité dans le cadre régional.

Dans la CEI comme dans les Balkans c'est cette réalité qu'il s'agit maintenant de retrouver car elle est la seule qui permette de concilier le principe de l'intangibilité des frontières, sans laquelle il n'est pas d'ordre international stable, et l'organisation démocratique de la société. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi les Balkans comme terrain privilégié d'investigation.

Que des personnalités russes exerçant de hautes responsabilités nous apportent leur appui dans cette quête et empruntent à leur tour la voie que nous suivons constitue un précieux encouragement à persévérer dans la démarche difficile que nous avons entreprise. La situation est telle, aujourd'hui, à l'Est que seule une nouvelle révolution, fondée sur des réalités et non plus sur des mythes, pourra résoudre les innumérables contradictions nées du passé.

La démocratie, telle qu'elle s'est imposée à l'Ouest au cours des siècles, est un idéal difficile à atteindre. Croire qu'elle s'imposera dans le domaine politique et dans le domaine économique en quelques mois dans les pays qui ne l'ont jamais connu est une illusion dangereuse qu'il faut à tout prix dissiper. La seule façon de progresser dans cette direction est de créer progressivement l'environnement qui permettra son éclosion et, pour cela, d'agir dans un cadre naturel.

Les Régions dessinées par l'Histoire ont ceci d'irremplaçable qu'elles ont toujours existé et que les hommes comme les peuples s'y meuvent aisément. Est-il possible d'imaginer un cadre plus propice?

Boris Vukobrat
Président

Le Monde

Le Monde • Vendredi • 16 avril 1993

EX-YOUGOSLAVIE PROPOSITION

par Jean Mattéoli*

ANS le concert discordant des idées qui sont émises ici et là pour mettre fin à la guerre de Yougoslavie, il «mi est une qui, récemment, m'a frappé. C'est celle qui imprègne un petit livre aussi original que surprenant, dont le titre est à lui seul un programme: *Propositions pour une nouvelle Communauté tins Républiques de l'ancienne Yougoslavie*.

L'auteur, quo je connais bien, est yougoslave; ni serbe, ni croate, ni bosniaque, mais simplement yougoslave et n'ayant pas l'intention d'acquérir une autre nationalité, alors même qu'il pourrait lue, par ton origine, sa famille et son passé, aussi bien serbe que croate ou bosniaque. Le livre, quant à lui, énonce une idée simple et riche de conséquences si on veut bien le considérer avec attention; il rappelle que la Yougoslavie a toujours été composée d'entités géographiques qui ont souvent été indépendantes dans le cours de l'Histoire et au sein desquelles les hommes de toutes origines, de toutes religions, de toutes cultures vivaient harmonieusement. Sans aller jusqu'à dresser une liste de ces régions, qui constituent en quelque sorte la structure naturelle de la Yougoslavie, il donne des exemples qui, en effet, parlent d'eux-mêmes : la Dalmatie, l'Istrie, l'Herzégovine, la région de Dubrovnik, etc.

Imaginer un partage de l'ancienne Yougoslavie selon des critères ethniques, explique Boris I. Vukobrat, n'est pas seulement criminel, mais absurde, pour la simple raison qu'il faudrait alors diviser bon nombre de familles. Ce qu'il faut retrouver, c'est précisément l'ordre qui régna durant treize siècles lorsque chacun vivait en bonne intelligence avec son voisin sans prétendre lui imposer sa loi parce qu'il était différent. Et cet ordre ne peut s'organiser que dans le cadre façonné par l'Histoire.

L'autour de cette suggestion, révolutionnaire dans le climat actuel qui règne dans les Balkans et pourtant parfaitement rationnelle, ne se limite pas à l'énoncé d'un principe, aussi raisonnable soit-il. Il suggère que les régions historiques de l'ancienne Yougoslavie deviennent les cellules de base de chacune des Républiques reconnues par la communauté internationale - la Croatie, la Bosnie, l'Herzégovine, la Serbie, le Monténégro - ou qui ne tarderont sans doute pas à l'être - la Macédoine - et qu'elles soient toutes dotées d'une grande autonomie. Plus le pouvoir politique, administratif et économique sera proche des citoyens, écrit-il en substance, et plus la cohabitation des hommes sera harmonieuse. Le système imaginé est en réalité

très proche de celui qui gouverne la Suisse et les Etats-Unis: il paraît bien adapté à ces Etats multiethniques et multi religieux que sont toutes les Républiques de l'ancienne Yougoslavie.

Et, comme il faut bien que ces dites Républiques réapprennent à vivre ensemble comme l'ont toujours fait leurs devancières dans le passé, Boris I. Vukobrat préconise l'institution d'une communauté aux liens très souples mais capable d'assumer les responsabilités que les Etats ne peuvent assumer. A bien des égards, le schéma qu'il suggère est celui qui a conduit les douze pays du Marché commun à édifier l'Union européenne: la principale différence est qu'il propose de brûler les étapes afin de permettre aux Républiques de se relever rapidement de leurs ruines.

Boris I. Vukobrat est non seulement un bon économiste, mais un chef d'entreprise avisé qui a fait de son groupe de sociétés l'un des premiers de son secteur. Lorsqu'il aborde ces questions, il sait du quoi il parle et sa double expérience de la gestion des affaires dans le monde occidental et dans l'ancien monde communiste lui permet de faire des propositions très concrètes: son discours est empreint d'un solide bon sens qui mérite d'être entendu par tous ceux qui, de bonne foi, cherchent une solution au terrible drame yougoslave.

J'avoue avoir tué avec un grand intérêt ce livre même si je ne partage pas toutes ses conclusions. Mais ce qui m'a le plus frappé dans ces propositions: d'un Yougoslave à l'usage de ses concitoyens, c'est l'extraordinaire optimisme qui s'en dégage. Tout en reconnaissant que l'on peut qualifier ses propos d'utopiques, Boris I. Vukobrat rappelle d'un mot que l'idée de la construction européenne est née dans l'esprit de Coudenhove-Kalergi, de Maurice Druon ou de Jean Monnet avant la seconde guerre mondiale ou tandis qu'elle battait son plein; et pour bien faire partager son optimisme, il écrit: « Puisque les utopies d'hier sont devenues en Europe la réalité d'aujourd'hui, pourquoi les espoirs d'aujourd'hui ne deviendraient-ils pas la réalité yougoslave de demain ? »

Alors que de cette malheureuse Yougoslavie, déchirée et meurtrie, que nous aimions tant ne s'élèvent plus que des bruits de bottes et des cris de haine, je trouve pour ma part réconfortant que se fasse entendre la voix d'un homme qui n'a pas renié son pays et qui parle de paix, de réconciliation, d'espoir. Par les temps qui courent, admettons-le, ce n'est pas si fréquent.

**Jean Mattéoli est président du Conseil économique et social*

LETTRE N° 17

1. Mai 1993

Madame, Monsieur,

L'hésitation de l'Europe et des Etats-Unis à intervenir dans la crise yougoslave peut être imputée à beaucoup de causes, à bien des calculs. Mais elle tient aussi fondamentalement au fait que les Européens et les Américains voient dans ce conflit un simple épisode d'une sorte de guerre tribale dont l'origine remonte à la nuit des temps. Sous-jacente dans toutes les analyses que l'on peut lire sur le sujet, cette idée justifie l'abstention des gouvernements, leur lenteur à réagir lorsque les circonstances l'exigent, leur volonté de ne pas mettre la main dans un engrenage qu'ils jugent fatal.

Exprimée de façon brutale la thèse se résume de la façon suivante: les peuples qui vivent dans les Balkans, tout spécialement ceux qui habitent l'espace yougoslave, n'ont jamais cessé de se battre au cours de leur Histoire. Croates, Serbes, Slovènes, Bosniaques, Monténégrins ont le goût de la violence et de l'exclusion. Incapables de vivre en paix les uns avec les autres ils ne peuvent que se déchirer, s'entretuer, tenter de s'éliminer. Conclusion logique de ces prémices: il faut laisser l'inévitable s'accomplir; lorsque les victimes se compteront par millions et que les combattants auront épuisé leurs forces la paix reviendra d'elle-même. Il suffit donc d'attendre!

Treize siècles d'entente

Il se peut que l'homme de la rue, à Paris, à New York, à Londres, à Bonn ou à Madrid n'ait pas une culture historique telle qu'il soit capable de relever l'erreur tragique et aussi l'injustice profonde à l'origine de ce raisonnement. Mais les hommes politiques, les journalistes, les diplomates, les universitaires qui vont répétant cette antienne et qui contribuent ainsi à entretenir la légende n'ont pas les mêmes excuses. S'ils prenaient la peine, avant de parler de la guerre, de relire leurs livres d'Histoire ils verraient que les Slaves du sud, contrairement à ce qu'ils avancent, ont vécu en bonne intelligence pendant treize siècles, très exactement jusqu'au début du vingtième siècle.

Accoutumés à vivre dans des Etats aux frontières mouvantes qui changeaient au gré des querelles des empires les entourant et les dominant, habitués depuis toujours à pratiquer la tolérance puisque leur pays se situait au point de rencontre de trois grandes religions orthodoxe, catholique, musulmane -, les Slaves du sud n'ont jamais songé à se détruire mutuellement. Certes, ils avaient la réputation d'être des guerriers redoutables et il leur arrivait parfois, comme l'ont fait dans le passé toutes les nations européennes, de se heurter brièvement les armes à la main; mais les affrontements ethniques étaient impensables pour la bonne raison que les peuples eux-mêmes étaient imbriqués les uns dans les autres, la Bosnie-Herzégovine étant le parfait exemple de cette cohabitation harmonieuse et naturelle.

La raison pour laquelle, durant ces treize siècles, la paix a régné dans les Balkans est que la vie s'y était spontanément organisée dans le cadre de régions aux contours bien délimités. Forgées par l'Histoire et dessinées par la géographie ces régions étaient la véritable patrie des hommes, des femmes et des enfants qui y vivaient; elles s'étaient dotées d'institutions et de règles qui garantissaient à chacun le respect de ses croyances et de ses convictions. La Dalmatie, l'Istrie, la région de Dubrovnik, l'Herzégovine et bien d'autres régions encore avaient leurs caractéristiques propres; leur autonomie par rapport au pouvoir central, généralement fort éloigné, était grande; et leurs citoyens ne songeaient nullement à s'entretuer.

C'est ce système politique équilibré, raisonnable, cohérent, bien adapté aux Balkans que les temps modernes ont mis à mal. En voulant imposer leur schéma centralisateur et autoritaire à des peuples qui vivaient jusque là dans de petites entités territoriales où le pouvoir était proche de chacun, les grandes puissances ont déclenché le processus infernal qui a fait de la Yougoslavie ce qu'elle est aujourd'hui: un champ de ruines que les populations civiles fuient, éperdues, afin d'échapper à la folie meurtrière de petits groupes armés. Pendant près d'un demi-siècle le communisme a tenu les pièces du puzzle assemblées par la force; mais, Tito disparu et ses successeurs lancés à corps perdu dans une lutte acharnée pour recueillir sa succession, la haine, attisée par quelques-uns pour asseoir leur pouvoir, a eu raison de la sagesse naturelle des peuples.

On ne le répétera cependant jamais assez: ce phénomène est un phénomène récent car l'intolérance ne fait pas partie de la tradition yougoslave. Elle en est même la négation.

Revenir aux sources

J'ai dit, et je redis ici, que l'on ne mettra pas fin à cette guerre absurde en acceptant l'inacceptable, c'est-à-dire le découpage ethnique de ce qui fut la Yougoslavie. Tout au plus parviendra-t-on, si l'on pousse le processus à son terme comme le veulent les extrémistes, à provoquer au coeur de l'Europe une guerre de cent ans qui dégénérera probablement elle-même en un conflit plus vaste comme cela s'est déjà produit dans le passé.

Pour ramener la paix il faut puiser dans l'Histoire les leçons qu'elle comporte: cesser de croire ou de feindre de croire que les peuples yougoslaves aiment à se déchirer, écarter les responsables politiques qui cherchent à dresser les hommes les uns contre les autres pour se maintenir au pouvoir, refuser toute idée de partage de l'espace yougoslave selon des critères ethniques, retrouver la logique d'antan où la vie des peuples était calquée sur la réalité historique et géographique, refaire enfin des Régions le cadre institutionnel et politique au sein duquel s'organise la société.

L'Europe et les Etats-Unis, qui se donnent bonne conscience en faisant leur la légende de la haine ancestrale que les peuples yougoslaves nourriraient les uns envers les autres, doivent ouvrir les yeux tant qu'il en est temps: la paix dans l'exYougoslavie ne reviendra pas si l'on n'assure pas aux Serbes, aux Croates et aux Bosniaques, aux orthodoxes, aux catholiques et aux musulmans la possibilité de vivre ensemble comme ils l'ont toujours fait dans le passé. Et ceci ne peut se réaliser que par la restauration, au sein des Républiques nées de l'ancienne Yougoslavie, de ces entités incontournables que sont les Régions.

J'ajouterai que ceci n'est pas seulement vrai pour mon pays. Et que bien des conflits déclarés ou latents seront évités à l'avenir en Europe si l'on accepte de prendre en compte les réalités régionales au lieu de s'en tenir au seul cadre étatique.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 18

15. Mai 1993

Madame, Monsieur,

*L*é mercredi 2 juin, dans le grand amphithéâtre du Conseil Economique et Social, à Paris, va se produire l'un de ces événements que l'Histoire aime à retenir parce qu'ils marquent un tournant politique majeur. Cet événement sera la présentation des Propositions pour la Russie et la Communauté des Etats Indépendants (CEI) que cinq personnalités russes ont rédigé et que les éditions CopArt publient en trois versions, l'une russe, l'autre française, la troisième anglaise

Si je consacre la Lettre de notre Fondation à cette manifestation c'est qu'elle présente trois caractéristiques:

La première est que les auteurs de ce livre sont des responsables politiques de très haut niveau:

- Sergueï S. Alexeiev, juriste de renom, a présidé la première Commission constitutionnelle de l'Histoire soviétique; il est membre correspondant de l'Académie des Sciences de la Fédération de Russie.
- Alexandre N. Iakovlev, membre de l'Académie des Sciences, qui fut l'un des plus proches collaborateurs de Mikhaïl Gorbatchev, est actuellement vice-Président de la Fondation créée par ce dernier et le Président de la Fondation russo-américaine à Moscou.
- Gregori A. Iavlinski, grand réformateur et économiste réputé, est l'auteur du programme économique connu sous le titre de "Cinq cents jours"; il est conseiller économique de la région de Nijni-Novgorod.
- Gavril K. Popov, économiste lui aussi et ancien Maire de Moscou, est membre du Conseil Consultatif présidentiel de la Fédération de Russie; il préside l'Université internationale de Moscou.
- Anatoli A. Sobtchak est maire de Saint-Pétersbourg; juriste, il a participé à l'élaboration de l'actuel projet de Constitution russe et fait également partie du Conseil Consultatif présidentiel de la Fédération de Russie.

On ne saurait trouver une équipe plus compétente pour réfléchir à l'avenir de cet immense Communauté de nations qui est née de l'éclatement de l'URSS. Politologues, chercheurs, économistes et juristes, ces cinq hommes ont, de plus, l'expérience du pouvoir sans laquelle aucun programme démocratique ne serait possible en Russie et dans la CEI à l'avenir.

Un hommage à la France

La deuxième caractéristique de la réunion que nous organisons le 2 juin est qu'elle se tient à Paris avec la participation effective de ces cinq auteurs et en présence de deux personnalités de premier plan: M. Jean Mattéoli, Président du Conseil Economique et Social qui est la troisième Assemblée Constitutionnelle de la France, et M. Maurice Druon, Secrétaire Perpétuel de l'Académie française.

Que des responsables politiques russes aient choisi la capitale de la France pour venir présenter la synthèse de leurs travaux et que cette présentation ait lieu au Palais d'Iéna a un caractère hautement symbolique. J'y vois quant à moi la preuve qu'il existe entre la Russie et la France une amitié et une solidarité qui sont plus vivaces que jamais et que les grandes transformations en cours à Moscou ne peuvent qu'approfondir encore.

Ma conviction est que les "Propositions pour la Russie et la Communauté des Etats Indépendants" qui seront présentées à Paris le 2 juin marquent une étape importante dans le processus de démocratisation engagé dans toute l'Europe de l'Est et l'Europe Centrale. Ecrites par des hommes lucides, qui veulent de toute leur âme contribuer à la transformation de leur pays, elles ont une hauteur de vue exceptionnelle qui n'est pas sans rappeler celle des textes écrits il y a deux siècles par les Pères fondateurs des Etats-Unis d'Amérique. Et je considère comme un signe du destin le fait que ce soit en France que sont rendues publiques de telles propositions pour la Russie et pour la Communauté des Etats Indépendants.

Le rôle de notre Fondation

La troisième caractéristique sur laquelle je voudrais insister est le fait que c'est notre Fondation qui est à l'origine de ce livre.

Considérant que nos Propositions pour la Yougoslavie pourraient servir de modèle pour tous les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est les cinq personnalités qui signent l'ouvrage ont décidé de se rassembler pour réfléchir au destin politique de leur pays. Prenant comme base de leurs réflexions l'articulation entre les Régions, les Républiques et la Communauté d'Etats dont nous jetons les fondements, elles

ont décidé de se partager la tâche et d'écrire un projet global pour la Russie et la Communauté des Etats Indépendants. Leur travail est dans le droit fil de nos réflexions concernant le monde slave en général et la Yougoslavie en particulier.

Ceci est important dans la mesure où la Fondation pour la Paix et la Gestion des Crises a été créée précisément pour proposer des solutions pacifiques et raisonnables au passage du communisme à la démocratie et du collectivisme à l'économie de marché. Quels que soient, en effet, les particularismes nationaux, les problèmes que ce double passage pose aux gouvernements sont identiques. Et il importe au premier chef qu'un schéma très souple soit mis au point et proposé aux anciens pays communistes.

Nous aurons rempli notre rôle si nous parvenons par nos travaux et par nos réflexions à aider, si peu que ce soit, à ce passage harmonieux d'un Etat politique à un autre. Et c'est pourquoi la journée du 2 juin revêt pour nous une importance primordiale. Si, comme nous le pensons, elle marque le début d'un grand débat entre l'Est et l'Ouest de l'Europe, nous aurons atteint le but initial que nous nous étions fixé.

Ceci ne nous conduira pas à arrêter notre quête d'un avenir plus heureux et plus pacifique mais, bien au contraire, constituera un encouragement pour la poursuite de notre tâche.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 19

6. Juin 1993

Madame, Monsieur,

*S*ans doute serez vous étonnés de recevoir cette lettre avec quelques jours de retard mais j'ai pensé qu'il était nécessaire de vous rendre compte sans tarder de la réunion exceptionnelle qui s'est tenue à Paris le 2 juin.

Ce jour-là, vous vous en souvenez certainement, cinq personnalités russes de premier plan sont venues présenter à Paris leurs Propositions pour la Russie et les Républiques de la CEI. Ces cinq personnalités étaient Sergueï Alexeïev, Gavrill Popov, Anatoli Sobtchak, Grigori Iavlinski et Alexandre Iakovlev; elles se sont retrouvées sous la coupole du Palais d'Iéna, siège du Conseil Economique et Social de la République française- la troisième assemblée constitutionnelle du pays -, et ont pris tour à tour la parole devant un hémicycle où avaient pris place deux cents personnes.

Si l'autorité personnelle des cinq auteurs de ce livre¹ en imposait, la qualité de l'auditoire n'était pas moins impressionnante. De M. Maurice Druon, Secrétaire perpétuel de l'Académie française à Mme Hélène Carrère d'Encausse en passant par Sir Fitzroy Mc Lean et Mme Anne Lauvergeon, Secrétaire général adjoint de la Présidence de la République, la liste était longue des ambassadeurs, des responsables politiques, des universitaires, des dirigeants de grandes entreprises et des journalistes qui avaient pris place dans la salle.

A la vérité se sont trouvés réunis là quelques-uns des esprits les plus distingués de ce temps en Russie et en France. Et c'est pourquoi j'ai le sentiment que le 2 juin 1993 restera une date marquante dans l'Histoire des deux pays.

¹ "Les propositions pour la Russie et la Communauté des Etats Indépendants" sont publiées en russe, en français et en anglais par le rédacteur en chef de CopArt.

La paix par la solidarité

Ouvrant la séance, M. Jean Mattéoli, Président du Conseil Economique et Social, a tout d'abord souligné le caractère exceptionnel de cette rencontre. Rappelant en quelques mots l'Histoire de la Russie il a présenté le travail remarquable accompli par les cinq auteurs des "Propositions" et souhaité que ce travail permette aux pays de la CEI de trouver les voies d'un accord équilibré et durable. Jugement partagé par M. Maurice Druon qui a rendu alors hommage à l'oeuvre entreprise par notre Fondation sans dissimuler les difficultés extrêmes auxquelles celle-ci se heurte du fait de la situation qui règne dans l'Europe centrale et en Europe de l'Est.

Cette double introduction faite, chacun des auteurs est monté à la tribune pour présenter sa contribution aux "Propositions pour la Russie et pour la Communauté des Etats Indépendants". Je ne donnerai pas ici le détail de leur propos car ce serait le dénaturer que de le résumer en quelques phrases². Je dirai seulement que les cinq orateurs ont insisté sur la nécessité impérieuse de donner rapidement à la CEI un contenu pratique; si nous voulons éviter que des événements semblables à ceux de la Yougoslavie se produisent dans l'ex-URSS, ont-ils dit, il faut mettre au point tout de suite les mécanismes juridiques et institutionnels qui permettent aux peuples de cohabiter dans la paix. Seule en effet la démocratie résoudra les difficultés nées de la désagrégation brutale de l'Union soviétique.

Les lecteurs de cette Lettre savent à quel point notre Fondation est préoccupée par cette question qui est certainement la plus grave que le monde moderne ait à résoudre. Mais ils doivent savoir que nous ne sommes pas seuls à agir pour déterminer les voies et les moyens permettant de franchir cette étape difficile du passage du totalitarisme à la démocratie. Si la réunion du 2 juin a eu un mérite c'est précisément celui de montrer de façon solennelle que des hommes et des femmes venus de tous les horizons et de tous les pays partagent le même souci et font preuve de la même détermination.

Je voudrais souligner ici que l'idée d'asseoir la démocratie, dans les pays qui se sont libérés du joug communiste, sur des structures régionales fortes et autonomes fait lentement mais sûrement son chemin. Valable pour des pays comme l'ancienne Yougoslavie qui y trouveront une issue aux conflits qui les déchirent, elle l'est tout autant sinon plus pour l'immense Russie; et probablement aussi pour les pays de la vieille Europe qui se croient à l'abri de la tourmente nationaliste mais qui vont devoir à leur tour y faire face.

² Les détails sur la conférence seront publiés prochainement sur le site.

Bâtir l'avenir

Je ne crois pas que la rencontre du 2 juin changera à court terme la situation de la Russie et de la CEI. Mais j'ai la conviction qu'elle aura à long terme des effets considérables.

Comme l'a souligné avec force M. Jean Mattéoli, il est remarquable que des personnalités russes d'un rang si élevé aient accepté de publier dans un même ouvrage de façon concertée, leurs idées concernant l'avenir; et il faut remonter très loin dans le temps pour trouver un semblable geste. Si ces cinq hauts responsables, dont deux participent à l'élaboration de la nouvelle Constitution russe, ont choisi de s'asseoir côte à côte dans un lieu symbolique pour dire leur volonté commune de construire en Russie une véritable démocratie, c'est qu'un mouvement de grande ampleur se prépare dans leur propre pays. Et s'ils ont choisi Paris pour délivrer leur message plutôt que Londres, Genève ou Washington, c'est que les relations entre la Russie et la France, malgré les avatars de l'Histoire sont plus fortes que jamais.

Notre Fondation n'a sans doute été dans cette affaire que l'instrument du destin. Mais je voudrais dire pour conclure qu'elle est fière d'avoir préparé et organisé cette rencontre. S'il lui fallait une raison de persévérer dans la mission ingrate qu'elle s'est fixée, elle la puiserait dans le débat de très haute tenue qui s'est déroulé ce 2 juin au Palais d'Iéna. La paix ne s'imposera durablement que si des institutions comme la nôtre, un peu partout dans le monde, permettent à des responsables de se rencontrer pour dialoguer hors des sentiers battus.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 20

15. Juin - 1. Juillet 1993

Madame, Monsieur,

*L*é mois de juin qui vient de s'achever a été riche en événements pour notre Fondation. Aussi ai-je, décidé d'attendre le 1^{er} juillet pour vous en informer.

Tandis que la tension s'accroît dans les Balkans où la politique du partage ethnique par la force s'applique désormais sans rencontrer d'obstacle du fait de l'abstention des grandes puissances, notre Fondation a, en effet, élargi encore son action.

Notre conviction, dans le moment présent, est que la solution imposée en Bosnie-Herzégovine par les gouvernements croate et serbe ne réglera en rien la question yougoslave mais provoquera le chaos, non seulement dans cette région des Balkans mais encore dans toute l'Europe centrale. Injuste parce que fondée sur des clivages artificiels et imposée à des populations civiles terrorisées, cette politique ne peut rien régler de façon durable. Elle ne peut qu'aggraver un peu plus les problèmes.

Faute de vouloir ou de pouvoir faire entendre raison à des dirigeants politiques qui tentent d'assurer leur survie par la guerre nous avons quant à nous décidé de poursuivre sans désespérer sur la voie où nous nous sommes engagés: celle qui conduira tôt ou tard à la création d'une communauté d'Etats composés eux-mêmes de régions multiethniques dotées d'une très large autonomie.

Nous avons donc été associés à des initiatives que je crois utile de porter à votre connaissance.

La conférence de Beaver Creek

La première d'entre elles m'a permis de rencontrer, en marge de la 12^e conférence de l'American Enterprise Institute (AEI) qui se tenait à Beaver Creek, au Colorado, quatre anciens chefs d'Etat ou de gouvernement: le Président Gerald Ford, le Président Valéry Giscard d'Estaing, Lord Callaghan, et le Chancelier Helmut Schmidt.

Cette réunion se déroule chaque année depuis plus d'une décennie à l'initiative du Président Gerald Ford. Les quatre hommes d'Etat, auxquels se joignent des personnalités américaines de premier plan, s'entretiennent des grands problèmes du monde, échangent leurs informations et prennent des positions communes sur les questions d'intérêt général. Il leur arrive de recevoir, pour dialoguer avec eux, des hommes ou des femmes ayant une expérience particulière dans un domaine ou dans un autre.

La rencontre, à laquelle j'ai été convié s'est déroulée dans un lieu privé le 17 juin. Elle m'a permis de présenter de façon détaillée les Propositions de notre Fondation concernant le règlement de la question yougoslave.

Par un souci de discrétion que chacun comprendra je ne peux donner ici le contenu de cet entretien qui a porté sur les conditions du retour à la paix dans l'ex-Yougoslavie et, au-delà de cet objectif prioritaire, sur la constitution d'une nouvelle Communauté des Républiques de l'ancienne Yougoslavie.

Les destinataires de cette Lettre ayant eu connaissance des Propositions de notre Fondation je ne rappellerai pas les dispositions de ce plan qui est désormais reconnu comme étant pragmatique et prudent. Mais je voudrais préciser que les quatre personnalités qui me recevaient à Beaver Creek m'ont demandé de consigner et de mettre par écrit un plan susceptible de mettre fin à la guerre sur le territoire de l'ex-Yougoslavie dont il a été longuement question au cours de cette réunion.

De l'ONU à la Maison Blanche

Etaient également inscrites au programme de ce voyage aux Etats-Unis deux autres rencontres importantes.

La première avec le Secrétaire Général adjoint des Nations Unies chargé des questions politiques, Marrack Goulding; la seconde avec Gennone Walker, assistante spéciale du Président Bill Clinton et directeur au Conseil National de Sécurité (NSC).

S'inscrivant dans le cadre de la campagne d'explications que notre Fondation a engagée depuis le début de l'année et venant après la présentation de nos Propo-

sitions à l'Académie des sciences de Moscou au mois de mars, ces réunions m'ont permis d'insister plus particulièrement sur deux points:

Le premier est qu'il faut arrêter coûte que coûte la guerre qui ravage l'ex-Yougoslavie. Non seulement parce que les populations civiles subissent la plus atroce et la plus injuste des agressions, mais encore parce que le partage ethnique du territoire par la force ne peut qu'aggraver à terme le conflit et l'étendre à l'ensemble des Balkans. En séparant artificiellement des communautés qui ont toujours vécu ensemble les responsables de cette injustice historique créent les conditions d'une explosion beaucoup plus dangereuse encore qui finira tôt ou tard par mettre le feu à toute la région et qui impliquera l'Europe dans une nouvelle guerre balkanique. Loin de se résigner à la loi du plus fort comme elle semble vouloir le faire, la communauté internationale doit donc accentuer ses pressions pour empêcher un partage qui servirait de précédent à tous les extrémistes de la Terre et justifierait toutes les exactions.

Le second point est que la seule solution possible au conflit qui déchire l'ex-Yougoslavie est la constitution d'une communauté de Républiques à structure régionale forte: une sorte de confédération fondée, non sur des entités ethniques, mais sur les régions multiethniques qui ont été dessinées par l'Histoire et qui forment le cadre naturel de la vie politique, économique et sociale dans cette région du monde. On ne mettra pas fin à la guerre en imposant aux populations une solution non conforme à leurs habitudes ancestrales et à leurs aspirations profondes, mais en leur permettant de vivre côte à côte, sans heurt, comme elles l'ont fait tout au long des derniers siècles. Il existe suffisamment d'exemples de ce type de cohabitation harmonieuse dans le monde moderne pour que l'on puisse reconstruire une telle structure dans l'ex-Yougoslavie dans un délai raisonnable et de façon pacifique.

De toutes façons ceux qui ont été chassés de leur foyer n'auront qu'une idée c'est de revenir chez eux et cela peut, soit provoquer des conflits sans fin, soit, si ce retour est géré convenablement, favoriser une paix durable.

L'impression la plus forte que j'ai ressentie lors de mes entretiens sur l'autre rive de l'Atlantique a été celle d'un grand désarroi de mes interlocuteurs face à ce drame politique et humain.

Sans condamner quiconque, mes différents interlocuteurs ont marqué de la façon la plus nette que la solution adoptée par la communauté internationale la reconnaissance hâtive et non préparée de l'indépendance des Républiques you-

goslaves avait été la pire. Et tous se sont dits inquiets de la suite des événements à venir pour la paix du monde.

Je ne sais si les Propositions que je leur ai présentées au nom de la Fondation pour la Paix et la Gestion des Crises les ont convaincus et s'ils feront de ces Propositions la base de leur action, mais j'ai le sentiment que l'idée d'une régionalisation de l'espace yougoslave au sein des Républiques existantes fait peu à peu son chemin. Elle a en tout cas suscité chez eux des réactions très favorables, ce qui prouve à tout le moins qu'elles sont réalistes.

Un colloque à Belgrade

Tous ces thèmes et bien d'autres encore se sont trouvés au coeur du débat qui s'est déroulé à Belgrade même les 16 et 17 juin et qui revêt une grande valeur symbolique.

Organisé par notre Fondation et l'Institut de Politique et d'Economie Internationales de Belgrade, ce débat centré sur nos Propositions concernant l'ex-Yougoslavie et sur le livre des Propositions concernant les pays de la CEI, que nous venons de publier aux Editions CopArt (cf. ma Lettre précédente), a réuni soixante-dix personnalités du monde universitaire, diplomatique, scientifique et médiatique pas seulement de la Serbie. Il a montré à quel point, tandis que la guerre s'étend en Bosnie-Herzégovine, les idées que nous avons émises concernant la création d'une nouvelle communauté des Républiques de l'ancienne Yougoslavie font leur chemin.

Je ne donnerai pas ici le détail des interventions qui ont ponctué ces deux journées de travail car elles seront publiées dans leur intégralité prochainement. Mais je voudrais insister sur le fait que les personnalités yougoslaves présentes se sont prononcées unanimement pour que nos Propositions servent de base à un projet "opérationnel" pouvant servir de fondement au règlement de la crise des Balkans.

Bien que les participants au colloque de Belgrade se soient déclarés conscients de ce que la situation présente empêchera sans doute longtemps encore la mise en oeuvre d'un tel projet, ils lui ont apporté un appui total. Il faut, ont-ils dit notamment, élaborer aujourd'hui des concepts politiques et économiques pour l'avenir, même s'ils paraissent utopiques dans le moment présent car ils finiront un jour ou l'autre par s'imposer à tous.

Cette approche a conduit les intervenants à proposer quatre mesures susceptibles de donner une ampleur plus grande aux Propositions de notre Fondation:

1. Regrouper les experts des Républiques de l'ex-Yougoslavie qui s'intéressent au projet et les associer aux travaux de la Fondation afin qu'ils donnent un tour plus concret aux Propositions. Parmi eux pourraient figurer ceux-là même qui ont présenté des exposés lors du colloque de Belgrade, mais aussi bien évidemment des spécialistes d'autres Républiques. Ils apporteraient dans la discussion leur connaissance du problème yougoslave et contribueraient ainsi à rendre encore plus réaliste le projet final.
2. Rapprocher le projet de l'opinion publique en le rendant accessible aux populations sur tout le territoire de l'ancienne Yougoslavie. Cela pourrait se faire par la diffusion des Propositions en langues serbe et croate dont les éditions Co-pArt viennent également de faire une édition "de poche". Cela pourrait se faire aussi par l'intermédiaire des médias presse écrite, radio, télévision.
3. Organiser un débat sur le Projet auquel participeraient des représentants de toutes les Républiques de l'ancienne Yougoslavie. Ce débat pourrait être mis sur pied avec l'aide d'une ou plusieurs organisations internationales. Il se déroulerait alors dans un pays proche, la Suisse par exemple, en présence d'observateurs internationaux.
4. Chercher le soutien des institutions et des organisations internationales indépendantes. Un tel appui est indispensable si l'on veut que le Projet prenne une dimension telle qu'il soit reconnu par toutes les parties en présence comme une base de discussion valable.

Préparer la paix

Si l'on veut mesurer le chemin parcouru depuis un an il faut se souvenir qu'un premier colloque s'était tenu à Belgrade au mois de septembre 1992 et que, tout en reconnaissant le bien-fondé de nos Propositions ses participants les avaient jugées utopiques.

Il est vrai que, depuis ce premier colloque, nous avons nous-mêmes approfondi notre Projet avec l'aide de nombreux experts internationaux, et que nous y avons notamment intégré l'existence des Républiques indépendantes reconnues par la communauté internationale.

Notre conviction aujourd'hui est que nos Propositions sont l'un des seuls plans, sinon le seul, qui permette de concilier le fait la partition de la Yougoslavie et la nécessité la construction d'une nouvelle communauté de nations dans l'espace yougoslave.

Après en avoir discuté avec des personnalités de premier plan en Europe occidentale, en Europe centrale, en Russie et aux Etats-Unis nous sommes convaincus que le principe des Républiques à structures régionales est le seul qui puisse assurer aux populations civiles une cohabitation harmonieuse dans le même espace géographique.

Il reste à en convaincre tous ceux qui, dans l'ex-Yougoslavie et ailleurs, ont la capacité de jouer un rôle actif dans le rétablissement de la paix. C'est ce à quoi nous allons nous employer maintenant; sans nous faire d'illusion sur la difficulté de la tâche qui reste à accomplir mais en sachant qu'il n'est pas d'obstacle que l'on ne puisse surmonter lorsqu'une cause est juste.

La guerre ne durera pas toujours dans l'ex-Yougoslavie. Et s'il faut tout mettre en oeuvre pour que la paix revienne rapidement il faut aussi tout faire pour que la solution politique qui s'imposera soit la plus réaliste et la plus conforme aux aspirations des populations. Seule compte, en effet, la manière dont ces dernières pourront à nouveau cohabiter lorsque cette guerre absurde et sans fondement, aura pris fin.

Or, s'il est vrai que l'idée même de partage de l'espace yougoslave selon des critères ethniques est monstrueuse il faudra bien que les coupures artificielles créées par le conflit entre les populations disparaissent. Et cela demandera beaucoup de temps, beaucoup d'effort, beaucoup d'intelligence et de compréhension de la part des victimes de cette tragédie.

Boris Vukobrat

Président

LETTRE N° 21

15. Juillet 1993

Madame, Monsieur,

Le sommet du groupe des sept à Tokyo aurait pu être l'occasion pour les puissances qui dominent le monde de refuser le partage ethnique de la Bosnie-Herzégovine. Mais il a entériné une position ne gênant guère ceux qui mènent depuis quinze mois une guerre insensée contre leur propre peuple. Pour un peu on se croirait revenu à l'époque de la Société des Nations lorsque les grandes puissances se neutralisaient mutuellement, favorisant ainsi la montée de l'extrémisme en Europe.

Je sais bien que le problème de la Yougoslavie n'est pas aujourd'hui le seul qui se pose au monde et que la Somalie, le Cambodge, l'Irak, pour ne parler que des cas les plus graves, requièrent eux-aussi l'attention de la Communauté internationale.

Mais comment ne pas s'étonner de la différence de traitement réservée aux agresseurs?

Pour mettre au pas l'Irak qui avait envahi le Koweït les alliés n'ont pas hésité à envoyer 500.000 soldats et une armée aux moyens gigantesques; sans tergiverser un seul instant ils ont choisi de punir l'agresseur par où il avait péché, usant de la force pour réprimer la violence et l'arbitraire. Qu'est-ce donc qui les empêche aujourd'hui d'agir dans l'ex-Yougoslavie avec la même détermination face à des pratiques tout aussi condamnables puisqu'elles visent ni plus ni moins qu'à découper vivant un pays auquel la souveraineté internationale a été reconnue?

Il y a dans tout cela quelque chose que l'on ne peut accepter même si les grandes puissances ont de bonnes raisons de ne pas mettre le doigt dans l'engrenage infernal d'une nouvelle guerre balkanique.

Ne pas accepter l'inacceptable

Je crains pour ma part, et je le dis ici avec toute la conviction qui m'anime, que les mêmes causes produisent les mêmes effets; et que l'abstention des grandes puissances devant le partage ethnique de la Bosnie-Herzégovine provoquera dans l'avenir les mêmes drames que ceux qui ont résulté dans les années trente de la faiblesse de la SDN.

Accepter l'inacceptable ne peut en effet conduire qu'à la répétition sans fin des coups de force, des exactions, des injustices. Si des chefs de guerre, quels qu'ils soient, n'ayant aucune légitimité populaire et ne tirant leur autorité que de leur capacité à faire le mal, sont reconnus par les plus hautes autorités internationales comme des interlocuteurs valables, si leurs conquêtes territoriales sont entérinées par les grandes puissances à l'issue de négociations où les principes les plus élémentaires du droit des gens sont foulés aux pieds, la voie est ouverte à tous les extrémismes. Demain, nul ne pourra s'opposer à la réédition à grande échelle de la politique de la terre brûlée qui a si bien réussi dans l'ex-Yougoslavie.

Je comprends bien que l'absence d'enjeu stratégique ou économique- le gaz, le pétrole, les minéraux rares dissuade les grandes puissances de s'engager dans une aventure dangereuse. Mais il me semble que leur abstention constitue un précédent. Et comme l'Europe centrale est un patchwork de peuples que l'Histoire a entremêlés de façon inextricable, je redoute que les frontières apparemment les plus sûres ne tardent pas à être mises en question sans autre justification que celle de la force.

La Bosnie-Herzégovine, où les crimes les plus atroces sont commis contre un peuple pacifique, est une boîte de Pandore dont peuvent surgir les pires ébranlements. Son dépeçage selon des critères ethniques qui n'ont aucun sens puisque le peuple bosniaque est composé à parts presque égales de croates, de musulmans et de serbes, constitue un encouragement aux démagogues qui rêvent de se tailler des fiefs dans la chair de la vieille Europe en exacerbant les penchants nationalistes des peuples.

Alors que la chute du communisme permettait d'espérer une ère de progrès pacifique sans précédent en Europe centrale, la montée en puissance des nationalismes engendre crise sur crise, affrontement sur affrontement. Ne voit-on pas déjà les Grecs rejeter les Albanais par milliers sous prétexte qu'ils sont autres, les Roumains et les Hongrois se jeter mutuellement l'anathème, les Tchèques et les Slovaques refuser de vivre ensemble? Comment ne pas percevoir là les signes avant-coureurs des drames à venir?

De la démocratie

Le mal qui ronge les démocraties ne s'appelle pas lâcheté mais indifférence et oubli des leçons du passé.

Je voudrais en donner une illustration tirée de l'actualité la plus récente. Il y a plus d'un an, la Fondation pour la Paix et la Gestion des Crises, qui venait tout juste de voir le jour, invitait à Paris les principaux responsables du mouvement démocratique DEPOS; notre objectif était de faire découvrir aux responsables politiques français et aux médias qu'il existait à Belgrade une force d'opposition refusant la politique de violence suivie par le gouvernement. La venue à Paris de cette délégation, qui parlait notamment au nom de Vuk Draskovic, fut délibérément ignorée de la classe politique française: pas un représentant du gouvernement ne daigna recevoir l'un ou l'autre de ses membres; les journaux et les télévisions passèrent l'événement sous silence; et l'on refusa même à ces hommes de prendre la parole lors d'un colloque sur la Yougoslavie qui se tenait à l'Assemblée Nationale. Seuls quelques responsables lucides et courageux, parmi lesquels M. Jean Mattéoli et Mr. Maurice Schumann, reçurent les envoyés de l'opposition yougoslave.

En vérité il a fallu attendre les violences perpétrées contre Vuk Draskovic et son épouse, leur long emprisonnement et leur grève de la faim, pour qu'en Europe et dans le monde on se préoccupe enfin du sort de cette opposition. Et ce sont ceux là même qui, hier, refusaient d'admettre l'existence d'un mouvement démocratique à Belgrade qui, aujourd'hui, crient le plus fort en faveur des opprimés. Tout ceci comporte une leçon et une morale.

La leçon est que le combat pour le droit et pour la justice, contrairement, à ce que l'on peut penser, ne suscite pas automatiquement la sympathie dans les vieilles démocraties; il se heurte souvent aux idées toutes faites, aux jugements hâtifs et aux approximations médiatiques.

La morale est que tôt ou tard la vérité finit par surgir du néant où l'on s'efforce de la tenir enfermée. Refusée il y a neuf mois elle vient de s'imposer au monde, comme une évidence.

S'il fallait une preuve que l'essentiel, dans le moment présent, est de défendre sans relâche les idées qui permettront demain à la Yougoslavie de panser ses plaies, cet événement l'apporte de façon indiscutable.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 22

1. Août 1993

Madame, Monsieur,

Ainsi que je vous en informais dans ma lettre du 1^{er} juillet j'ai adressé aux quatre hommes d'Etat qui m'avaient reçu à Beaver Creek (Colorado) le 3 Juin un plan concernant le rétablissement de la paix dans l'ex-Yougoslavie. Dans ce document, rédigé au nom de notre Fondation et remis comme convenu au Président Gerald Ford, au Président Valéry Giscard d'Estaing, à Lord Callaghan et au Chancelier Helmut Schmidt, je propose les treize mesures suivantes:

1. La réaffirmation de l'intangibilité des frontières entre les Républiques de l'ancienne Yougoslavie, les rectifications éventuelles ne pouvant se réaliser que par la négociation sous contrôle international.
2. La confirmation solennelle des droits des minorités au sein de chacune des Républiques de l'ancienne Yougoslavie, le refus de tout transfert de population et de toute partition fondée sur des critères ethniques.
3. Le renforcement de l'embargo sur les armes et les munitions contre toutes les Républiques de l'ex-Yougoslavie qui prennent part, directement ou indirectement, au conflit. Cet embargo, qui a été décidé par la Résolution 724 du Conseil de Sécurité de l'ONU, n'est pas appliqué. L'ex-Yougoslavie est devenue à la faveur de la guerre le lieu géométrique de tous les trafics d'armes. Ces trafics permettent aux belligérants de s'approvisionner et donc de poursuivre les hostilités. Ils menacent directement la paix de l'Europe. L'objectif de cette mesure est de faire respecter par tous l'embargo sur les armes, y compris la Croatie et la Slovénie.

4. L'isolement de la Bosnie et l'élargissement de la mission assignée à la FOR-PRONU, afin que Croates, Serbes et Bosniaques ne puissent pas imposer par la force aux populations civiles un partage ethnique qui constituerait un danger précédent pour l'Europe toute entière. Ceci suppose le renforcement des troupes de l'ONU sur le terrain ainsi que l'isolement du territoire de la Bosnie de telle façon que la guerre ne puisse pas se poursuivre à partir de bases extérieures en Croatie, en Serbie, et au Monténégro.
5. L'adoption d'une nouvelle résolution de l'ONU prévoyant l'extension des dispositions de la Résolution 836 à la protection des populations civiles, ce qui implique l'autorisation du recours à la force lorsque ces populations sont menacées sur le territoire de la Bosnie et de la Croatie.
6. La transformation de l'attitude passive de l'ONU dans la Krajina en action afin d'accélérer les négociations et d'empêcher que les populations civiles soient victimes de l'arbitraire des gouvernements et de la violence des milices. Assurer par conséquent dans cette région comme partout dans l'ex-Yougoslavie la libre circulation des hommes et des biens.
7. La protection de la Macédoine en garantissant cette dernière contre toute intervention extérieure qui étendrait la guerre à son territoire. Ceia suppose le renforcement des effectifs des troupes internationales envoyées sur place.
8. Une intervention auprès des responsables politiques de la Croatie M.Tudjman -, de la Serbie M. Milosevic - et de la Bosnie pour qu'ils mettent fin aux combats. La France et la Russie devraient agir sur la Serbie, l'Allemagne et le Vatican sur la Croatie, les Etats-Unis, sur la Bosnie, la Grande-Bretagne sur tous les belligérants. Une action concertée des cinq grandes puissances et du Vatican hâterait certainement la fin de la guerre.
9. L'arrêt des négociations avec les dirigeants politiques reconnus coupables de crimes de guerre qui n'ont reçu mandat de personne et qui sont responsables des exactions commises en Bosnie. Cette mesure est essentielle pour restaurer l'autorité des Nations Unies accusées de complaisance envers ces hommes.
10. La garantie de la liberté de la presse dans toutes les Républiques de l'ex-Yougoslavie. Le conflit s'est nourri jusqu'à présent de la guerre médiatique que se livrent les gouvernements serbe, croate et bosniaque. Il convient de donner aux médias indépendants la possibilité d'informer librement et de les protéger contre l'arbitraire du pouvoir. Cela peut se faire par l'octroi d'une aide internationale technique et financière aux médias demeurés libres dans les Républiques de l'ancienne Yougoslavie.

11. La création et le développement d'une station de radio indépendante, située en Europe dans un lieu où sa liberté soit pleinement garantie, qui émettrait en direction des Balkans. Cette radio diffuserait des informations objectives sur la situation dans l'ex-Yougoslavie. Elle serait appuyée par la Communauté européenne et les Nations Unies.
12. L'appui de la communauté internationale pour la création et le développement hors de l'ex-Yougoslavie d'éditions internationales des médias libres destinés aux importantes communautés yougoslaves qui vivent dans les grandes villes européennes.
13. Le soutien de l'initiative du Conseil InterAction consistant à inviter la Communauté européenne, la Russie et les Etats-Unis d'Amérique à convoquer une conférence réunissant tous les Etats de la région pour qu'ils concluent un traité liant toutes les parties sur la sécurité, la garantie des frontières, la protection des minorités et la coopération économique.

Je vous précise que le Conseil InterAction dont font partie les destinataires de ce plan est une institution privée au sein de laquelle se retrouvent de façon régulière quarante anciens chefs d'Etat et de gouvernement. Organe de liaison intercontinental il permet à ces personnalités de se rencontrer pour s'informer mutuellement et débattre des grandes questions politiques et économiques de notre temps.

J'ai tout lieu de penser que le Plan de paix de notre Fondation, tel que je viens de vous l'exposer, rejoint les conclusions auxquelles sont parvenus les quatre hommes d'Etat à qui il est destiné. Et j'ai la conviction qu'avec l'aide de ces derniers, il peut servir de fondement à une opération destinée à imposer la paix dans l'ex-Yougoslavie avant que le conflit national d'aujourd'hui se transforme en conflit international.

On ne mettra fin à cette guerre que lorsque l'on se décidera à faire respecter sur le terrain les droits de l'Homme et les droits des minorités. Même si elle paraît triompher aujourd'hui, la force ne résoudra jamais rien.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 23

15. Août 1993

Madame, Monsieur,

Les 9 et 10 septembre prochains, à Ohrid, en Macédoine, se tiendra une réunion, organisée par notre Fondation, sur laquelle je voudrais attirer dès à présent votre attention.

Consacrée aux problèmes présents et futurs des Républiques de l'ancienne Yougoslavie cette conférence s'inscrit en effet dans la série de rencontres que nous organisons depuis près de deux ans pour faire progresser la cause de la paix dans les Balkans et préparer la reconstruction qui suivra la fin des hostilités. Au coeur de ses travaux figure le plan que nous avons élaboré pour, d'une part, mettre fin à la guerre, et, d'autre part, organiser les relations à venir entre les Etats nés de l'éclatement de la Yougoslavie.

Les lecteurs de cette Lettre ayant été informés semaine après semaine des solutions que nous élaborions, je ne reviendrai pas sur les mesures qui, à notre sens, régleraient le conflit et jetteraient les bases d'une paix durable. Mais je voudrais insister sur le cadre dans lequel prendra place la réunion d'Ohrid.

Un symbole

Situé au sud de Skopje, dans une région magnifique, Ohrid n'a pas été choisi au hasard. C'est une ville calme, bâtie au bord d'un lac qui sert de frontière avec l'Albanie. C'est aussi le point de rencontre de diverses influences dans un pays, la Macédoine, qui subit de plein fouet les conséquences économiques de la guerre alors même qu'elle n'y prend aucune part.

La Macédoine, tout le monde le sait et tout le monde s'en inquiète, peut être demain, si la situation dans l'ex-Yougoslavie continue de se dégrader, la cible d'une agression plus brutale et plus radicale encore que toutes celles dont mon malheureux pays a été victime au cours des derniers mois. Elle s'efforce de garder son équilibre interne et de préserver la cohabitation harmonieuse des communautés ethniques et religieuses qui la composent, cependant que tout autour d'elle la violence et l'arbitraire règnent en maître.

Si nous l'avons choisie pour réunir de nombreux responsables politiques, universitaires et journalistes de toutes les Républiques de l'ancienne Yougoslavie c'est que précisément elle a su raison garder.

Lentement mais sûrement la Macédoine avance sur la voie de la démocratie. Surmontant les obstacles que l'hostilité de certains de ses voisins levaient devant elle, elle a gagné l'estime et le respect des grandes nations au point que celles-ci se sont mobilisées pour la protéger des attaques dont elle pourrait être l'objet.

Choisir Ohrid comme lieu de débat sur les problèmes de la future communauté yougoslave c'est réaffirmer notre engagement en faveur d'une démocratie pluraliste fondée sur le respect strict des droits des groupes ethniques, quelle que soit l'importance numérique de ceux-ci, et sur la protection des Droits de l'Homme. C'est aussi rappeler que la paix est l'affaire des hommes, non du hasard, et que la tolérance, la solidarité sont les conditions indispensables du retour à la paix. C'est souligner, enfin, que ni la violence, ni l'arbitraire ne peuvent régler durablement les différends nationaux.

Il ne fait aucun doute pour moi que des idées nouvelles surgiront de ce lieu magique où les hommes, depuis la plus haute antiquité, se côtoient et vivent en paix sans chercher à s'imposer mutuellement des contraintes insupportables.

Le temps de la réflexion

La conférence d'Ohrid prendra place, je voudrais également le faire remarquer, à un moment où l'espoir d'une paix juste et durable dans l'ex-Yougoslavie, paraîtra au monde entier définitivement enfui. Alors que l'on désespérera de mettre fin au conflit elle montrera que la partition des Républiques selon des critères ethniques et religieux ne peut résoudre aucun problème et que seules des solutions comme celles que nous préconisons permettront un jour aux peuples yougoslaves de cohabiter de nouveau harmonieusement.

Depuis des mois nous disons ici même que ce n'est pas en empêchant les Bosniaques, les Croates et les Serbes de vivre ensemble que l'on mettra fin à la guerre. Il est clair aujourd'hui que nous avons raison de répéter cette évidence même si les événements ont semblé nous donner tort.

Toute solution politique qui imposera la paix en créant une coupure artificielle au sein des populations civiles aura pour résultat de créer les conditions d'affrontements plus durs, plus définitifs encore que ceux auxquels nous assistons depuis des mois. L'histoire, la géographie, la culture, les religions mêmes exigent que l'on instaure dans l'ex-Yougoslavie une forme de démocratie basée sur des structures régionales fortes. Et il faut être très naïf ou très imprudent pour croire que la séparation arbitraire des peuples rendra possible l'instauration d'une paix durable.

Les solutions actuelles fondées sur l'exclusion des communautés ethniques ou religieuses les unes par les autres sans aucun respect de leurs aspirations et de leurs traditions préparent des drames plus terribles encore que ceux auxquels nous assistons, impuissants. C'est pourquoi il est plus indispensable que jamais, alors que la violence dicte sa loi d'airain et que la communauté internationale semble se résigner à la loi du plus fort, de réfléchir à ce qu'il conviendra de faire lorsque ceux qui ont voulu et conduit cette guerre auront été chassés par les peuples dont ils ont fait le malheur.

Les épreuves les plus dures ont toujours une fin. Celle-là, pas plus que les autres, ne sera éternelle. Tôt ou tard l'instinct de vie l'emportera et contraindra les gouvernements à trouver les voies d'une paix juste. Aussi faut-il bâtir sans attendre sur le plan théorique, l'édifice qui permettra de construire la paix avant d'en jeter les fondements réels sur le terrain. Loin d'être utopique, cette tâche est essentielle si l'on veut bâtir sur le roc et non sur le sable.

Tel sera l'objectif de la conférence d'Ohrid qui, venant après les deux réunions de Belgrade, en 1992 et en 1993, tentera de préciser les contours du système politique, économique et institutionnel le plus propre à garantir la paix dans l'espace yougoslave lorsque les armes se seront enfin tues.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 24
1. Septembre 1993

Madame, Monsieur,

*S*il y a un an jour pour jour je vous adressais pour la première fois la lettre de notre Fondation et je vous proposais de la recevoir régulièrement afin de vous tenir informé de nos travaux.

Pour marquer ce premier anniversaire je voudrais rappeler les actions que nous avons entreprises et les positions que nous avons prises pour contribuer à la solution pacifique des conflits qui déchirent les Balkans ou à la recherche de nouvelles voies pour accélérer la mutation des anciennes démocraties populaires.

Les ravages de la partition

La première de ces vérités est que la paix ne reviendra pas dans l'ex-Yougoslavie tant que l'on prétendra la fonder sur des partages ethniques. Ni la violence, ni la négociation ne parviendront à imposer la séparation contre nature que des chefs indignes tentent d'imposer à leurs peuples pour assouvir leurs ambitions personnelles. Et toute solution qui tend à créer des coupures artificielles entre les hommes provoquera inmanquablement de nouveaux drames.

Autant dire que les discussions byzantines qui se déroulent sous l'égide de l'ONU et de grandes puissances sont vouées à l'échec. Peut-être déboucheront-elles sur un accord temporaire, mais les décisions qui en découleront resteront lettre morte. Ainsi le veut l'imbrication inextricable des peuples, des religions, des cultures dans un espace où se rencontrent depuis toujours le nord et le sud, l'est et l'ouest de l'Europe.

Il est possible, il est probable, que les grandes puissances nourrissent quelques temps l'illusion qu'en rassemblant autour de la même table les frères ennemis

elles ont enfin résolu le problème yougoslave; mais elles s'apercevront vite qu'en acceptant la partition de la Bosnie-Herzégovine selon des critères qui portent atteinte aux droits les plus élémentaires de l'Homme elles ont favorisé un cancer dont elles devront coûte que coûte empêcher par la suite la prolifération.

Disons-le nettement: la solution qui semble devoir surgir de la confrontation présente est la pire que l'on pouvait trouver. Non seulement elle ne ramènera pas la paix dans les Balkans, mais encore elle sera à l'origine d'affrontements plus graves encore que ceux d'aujourd'hui.

Je sais bien que dire cela est aller à contre courant de l'opinion générale et courir le risque d'un désaveu général. Mais je connais trop les réalités profondes de ce pays pour me taire. Dussé-je être le seul à l'affirmer je crois nécessaire de répéter que l'on n'arrêtera cette guerre terrible que le jour où l'on aura reconnu et accepté le caractère composite de chacune des Républiques de l'ex-Yougoslavie.

Réapprendre les régions

Cette réflexion me conduit à rappeler une deuxième vérité, tout aussi évidente que la première. Il n'y a pas d'autre voie pour sortir de l'impasse actuelle que de reconstruire chacune des Républiques yougoslaves sur ces entités historiques et incontournables que sont les régions.

Ceci est tellement vrai qu'en dépit des formidables pressions exercées par les gouvernements des Républiques pour tenter d'unifier leur espace, les aspirations à l'autonomie régionale se font chaque jour plus forte. La Slavonie, l'Istrie, la Dalmatie, pour ne citer que cet exemple, ne veulent pas plus se fondre dans l'univers croate que la Croatie ne veut se fondre dans l'univers yougoslave; et si le pouvoir central, à Zagreb, cherche à les contraindre, elles résisteront avec tous les moyens à leur disposition.

Comment pourrait-il en aller autrement alors que depuis les temps immémoriaux leurs habitants ont constitué, par de là leurs différences ethniques ou religieuses, des communautés homogènes, cohérentes, partageant les mêmes valeurs, des mêmes traditions, des mêmes desseins. Il faut être très naïf pour croire qu'un pouvoir politique, fut-il autoritaire, parviendra à effacer de la mémoire collective une telle réalité. Sans doute sera-t-il possible de nier celle-ci pendant quelques mois, pendant quelques années, mais il est évident que l'aspiration à l'autonomie régionale resurgira tôt au tard, puissante, irrésistible, et qu'elle l'emportera sur la centralisation voulue par des régimes politiques sans assise populaire.

L'Histoire ne se laissera pas manipuler éternellement. A un moment ou à un autre elle reprendra son cours normal, dans les Balkans comme ailleurs, et l'on s'apercevra alors que les régions y sont plus vivantes que jamais.

L'erreur des grandes puissances

La troisième vérité que je voudrais rappeler est la suivante: les grandes puissances ont tort de croire qu'elles régleront la question yougoslave en favorisant une solution injuste. Accepter le partage ethnique de la Bosnie-Herzégovine pour mettre fin coûte que coûte à la guerre est une erreur grave. Outre le fait que c'est un précédent dangereux dont s'inspireront à l'avenir tous les régimes extrémistes de la terre c'est une illusion grave: on ne bâtit jamais rien de durable sur le crime, la violence, l'atteinte aux droits fondamentaux de la personne humaine.

Je comprends que la communauté internationale, dans le louable souci d'épargner de nouveaux massacres, fasse pression sur les belligérants en brandissant tour à tour la carotte et le bâton. Mais je ne comprends pas qu'elle accepte une solution contre nature dont elle sait pertinemment que surgiront des malheurs plus terribles encore.

Il n'est pas besoin d'être grand clerc, en effet, pour prévoir la suite des événements si le processus actuel se poursuit. Le droit et la justice étant allègrement foulés aux pieds sans que quiconque, dans les grandes démocraties, ne s'émeuve, ce sont les factions les plus violentes, reconnues comme des interlocuteurs valables, qui se chargeront de déchirer les accords conclus. Et la communauté internationale se trouvera dans l'obligation de mettre enfin un terme à leurs agissements parce que ceux-ci finiront par mettre en péril la paix de l'Europe toute entière.

Pour restaurer la paix dans les Balkans il n'y a qu'une seule voie possible: celle qui passe par le respect des principes essentiels de la démocratie. Et toute entorse faite à ces principes ne fera que prolonger l'épreuve pour ceux qui la subissent.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 25
15. Septembre 1993

Madame, Monsieur,

Tandis que la violence redouble dans l'ex-Yougoslavie vingt et un hommes et femmes¹ de bonne volonté se sont réunis la semaine dernière à Ohrid, en Macédoine, pour tenter de trouver un chemin qui conduise enfin à la paix. Venus de Croatie, du Kosovo, de Macédoine, du Monténégro, de Serbie ils ont confronté deux jours durant leurs points de vue, échangé leurs idées, exposé leurs différences, cherché des points d'accord.

An centre de leur débat se trouvait, comme vous le savez (cf. ma lettre 15 août), les "Propositions pour une nouvelle Communauté des Etats de l'ancienne Yougoslavie" publiées il y a près d'un an par notre Fondation. Prises comme bases de discussion celles-ci ont été analysées, disséquées minutieusement pour être finalement reconnues comme pouvant être à l'origine d'un véritable plan de paix pour les Balkans.

Une déclaration solennelle

Je voudrais donc consacrer l'essentiel de cette Lettre à la retranscription intégrale de ce document qui marque une étape importante dans la longue marche que nous avons entreprise.

"Les participants à la table ronde "Possibilités et voies de coopération dans la région de l'exYougoslavie", organisée par la Fondation pour la Paix et la Gestion des Crises, qui a eu lieu à Ohrid les 9 et 10 septembre 1993, ont constaté à l'unanimité que, malgré le danger croissant d'aggravation de la guerre, une alternative de paix demeure possible.

En évaluant les risques de détérioration de la situation dans les Balkans, ils se déclarent d'accord sur le que le dialogue, qui crée les conditions d'un rapprochement par un compromis entre les différentes parties, constitue la seule possibilité de parvenir à une solution pacifique des problèmes actuels.

¹ Comparer avec la liste des participants ci-jointe.

Les tentatives faites pour mettre en oeuvre des programmes nationaux maximalistes et opposés, y compris ceux qui reposent sur des partitions basées sur le principe ethnique, aboutiront à de nouvelles guerres. La seule solution possible réside donc dans un compromis inter-ethnique tel qu'aucune partie ne soit ni complètement satisfaite ni mécontente. Cela implique l'acceptation de l'option démocratique et non de l'option nationaliste.

Le cadre général du projet soumis à la discussion ("Propositions pour une nouvelle communauté des Républiques de l'ancienne Yougoslavie"), élaboré par le Président de la Fondation pour la Paix et la Gestion des Crises, M. Boris I. VUKOBRAT, peut servir de base dans ce contexte. Neuf principes fondamentaux y sont exposés: la démocratie, l'Etat de droit, la protection des minorités, l'interdiction des discriminations, le principe de décentralisation et de subsidiarité, la liberté individuelle et économique, l'intangibilité des frontières, l'intégration en Europe, l'économie de marché. Les participants à la réunion d'Ohrid considèrent que, vu les spécificités inhérentes aux différentes Républiques et régions, il conviendrait d'apporter certaines modifications dans la mise en oeuvre des solutions proposées, tout en respectant, bien entendu, les principes mentionnés ci-dessus.

Il sont convenus qu'il faut accomplir de nouveaux efforts dans le sens de l'élaboration et de la propagation des idées de coopération dans la région et faire les premiers pas afin de nouer des liens plus étroits entre les groupes et les individus en provenance de toutes les parties de l'exYougoslavie qui sont prêts à s'engager activement dans la promotion de ces idées. Les participants ont constaté également qu'un tel projet a besoin du soutien politique de toutes les forces et structures démocratiques. Il a été proposé d'organiser une conférence à plus grande échelle sur la sécurité et la coopération dans la région, sur la base des principes de la CSCE (Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe).² La nécessité d'assurer la coopération sous des formes différentes est dictée, ont-ils estimé, non seulement par l'impératif de la paix, mais aussi par des intérêts communs économiques, géographiques, culturels et autres. En conséquence, ils ont souligné qu'il faut prendre en considération la possibilité d'intégration économique de cette partie de l'Europe.

La proposition a été formulée d'organiser, avant de progresser sur la voie de l'intégration au niveau politique, des réunions d'intellectuels attachés à la démocratie de toutes les Républiques de l'ancienne Yougoslavie, d'Italie, d'Autriche, de Hongrie, de Roumanie, de Bulgarie, de Grèce et d'Albanie; ainsi que des réunions concernant les

² Cette proposition est déjà incluse comme treizième critère dans le Plan de Paix de Boris Vukobrat que vous avez récemment reçu.

niveaux inférieurs de coopération et de liaison, telles que les discussions d'experts sur une éventuelle union douanière et la mise au point de systèmes énergétiques ou de transport communs.

Les participants à la réunion ont déclaré qu'il convient de donner une attention particulière au problème du Kosovo, la solution pouvant être trouvée sur la base des principes démocratiques et du respect des intérêts nationaux de tous les habitants de cette région.

Réaffirmant qu'il faut faire le maximum pour mettre fin aux horreurs de la guerre en Bosnie-Herzégovine, ainsi que dans les autres régions menacées, les participants ont exprimé leur profonde conviction que la création de nouveaux Etats fondés sur des critères ethniques ne peut pas conduire à une paix durable.

Seuls le dialogue et la négociation, peuvent, donc, rendre possible le dénouement paisible de la crise dans la région".

Un premier pas essentiel

Nema sumnje da muškarci i žene koji su odobrili ovaj tekst nisu izabrani predsans doute les hommes et les femmes qui ont adopté ce texte n'ont-ils pas de mandat électif et ne peuvent-ils pas prétendre représenter les peuples des Balkans. Mais dans la détresse profonde où se trouve leurs pays ils expriment une réalité qui finira par s'imposer. Parce qu'ils rejettent toute partition fondée sur des critères ethniques ils vont dans le sens de l'Histoire; et celle-ci tôt ou tard, leur donnera raison.

Pour cette raison et pour beaucoup d'autres encore j'ai la conviction que la réunion d'Ohrid aura des suites.

Boris Vukobrat
Président

LISTE DE PARTICIPANTS

Ljubo BABIĆ, President, Association des Bosniaques et Hercegoviniens, Belgrade
Danilo BURZAN, journaliste et publicitaire, Belgrade
Tomislav CORKEVSKI, Chacelier, Université de Skoplje
Milan ĐURČINOV, membre de l'Académie des Sciences et des Beaux-Arts de Macédoine, Skoplje
Baton HADŽIJU, journaliste, Pristina
Jokica HADŽIVASILEV, ancien Directeur de l'Institut pour le Mouvement international ouvrier, Belgrade
Srđan KERIM, Copechim, Paris
Risto LAZAROV, journaliste, publicitaire, éditeur et directeur du Forum des Balkans, Skoplje
Slavko MILOSAVLEVSKI, historien et professeur à l'Université, Skoplje
Škeljzen MALIĆI, Vice-Président du Parti Socialiste et Démocratique de Kosovo, Pristina
Drita MERKULI, Institut de la médecine interne, Pristina
Aleksandar NENADOVIĆ, journaliste, Belgrade
Dragoljub NAJMAN, Secrétaire exécutif, Conseil d'Interaction, Paris
Branko PRIBIĆEVIĆ, Faculté des Sciences Politiques, Belgrade
Davor RAJČIĆ, Université de Zagreb
Predrag SIMIĆ, Institut pour la politique et l'économie internationale, Belgrade
Nebojša SPAIĆ, représentant de la Fondation pour la Paix et la Gestion des Crises, Belgrade
Ratomir TANIĆ, Vice-Président, Alliance Civile de Serbie, Belgrade
Mirče TOMOVSKI, journaliste, Skoplje
Azem VLASI, avocat, Pristina
Boris VUKOBRAT, Président, Fondation pour la Paix et la Gestion des Crises, Paris
Miladin ŽIVOTIĆ, le Cercle de Belgrade – Association d'intellectuels indépendants, Belgrade

LETTRE N° 26

1-15. Octobre 1993

Madame, Monsieur,

*P*our quiconque observe avec attention ce qui se passe dans l'ex-Yougoslavie depuis quelque temps il est clair qu'un changement fondamental est en train de s'opérer. Ce changement est la réapparition de l'aspiration à l'autonomie régionale dans les Etats nés de l'implosion de la Fédération yougoslave.

Les Républiques ayant constitué à leur profit une centralisation leur assurant le pouvoir absolu il en est résulté inefficacité, autoritarisme, arbitraire, gaspillage, paralysie économique. L'euphorie de l'indépendance passée Croates, Slovènes, sans parler des Bosniaques, ont donc compris qu'ils avaient déplacé le problème sans le résoudre. Alors que leur situation matérielle se dégradait fortement du fait de la guerre leur liberté ne s'est pas affermie pour autant. A bien des égards même elle s'est réduite.

Une autorité contestée

Mais à la différence de ce qui s'est passé il y a deux ans le sentiment prévaut maintenant un peu partout que ni Ljubljana, ni Zagreb, ni Belgrade, ni même Sarajevo ne sont capables de prendre en compte les intérêts spécifiques de leurs régions. Et c'est pourquoi l'on voit surgir maintenant avec une force irrésistible cette aspiration à l'autonomie interne qui va probablement devenir l'une des données essentielles de la question yougoslave.

Le phénomène était perceptible depuis plusieurs mois en Croatie, où l'Istrie et la Dalmatie se comportent de plus en plus comme des entités autonomes alors que la Krajina se trouve déjà en guerre ouverte pour son autonomie. Mais en Serbie même il commence à se manifester en Voïvodine, au Kosovo, dans la région de Shumadia, au Sandjak, à Belgrade même. Dans les villes et les villages se fait jour le même sentiment concernant l'incapacité des gouvernements à gérer correctement les affaires, à résoudre les problèmes économiques et sociaux, à donner aux citoyens la liberté et la sécurité qui leur sont indispensables. Ainsi d'un bout à l'autre de ce qui fut la Yougoslavie la conviction s'impose peu à peu que seul un système politique décentralisé pourra restaurer la paix et la prospérité.

Comme il fallait s'y attendre et comme nous l'avions annoncé, l'aspiration à l'autonomie régionale ne s'exprime pas dans un cadre artificiel mais s'inscrit dans le cadre naturel dessiné par l'Histoire des Balkans. Venue du fond des âges elle est le résultat d'une alchimie subtile entre le passé, la géographie, la culture, les traditions qui donne à chaque région son identité propre. Elle reflète une réalité millénaire que les vicissitudes du présent ne peuvent en aucun cas détruire et qui resurgira avec d'autant plus de force que l'on a essayé de la nier.

Combien de temps s'écoulera-t-il avant que les Etats orgueilleux qui s'affrontent depuis deux ans directement ou par personne interposées admettent cette évidence? Je ne sais. Mais ce dont je suis sûr c'est que le jour viendra où l'espace yougoslave se reconstituera sur la base de ces entités là.

Un partage inique

Le drame est que l'Etat où cette renaissance apparaît la plus nécessaire dans le moment présent, je veux parler de la Bosnie-Herzégovine, est malheureusement celui où l'on s'efforce le plus de l'empêcher.

La régionalisation que l'on veut imposer à la Bosnie-Herzégovine est en effet fondée sur des critères inverses. Elle repose sur un partage ethnique qui ne correspond à aucune réalité historique ou culturelle. A des entités bien définies, où les communautés ethniques et religieuses étaient étroitement imbriquées les unes dans les autres, elle prétend substituer des espaces géographiques sans consistance où chaque communauté serait isolée des autres. Sur le plan politique c'est une aberration; sur le plan humain c'est un crime.

Dans l'espoir illusoire que la paix surgira de ce monstrueux arrangement les grandes puissances sont prêtes à donner leur aval et s'affirment disposées à en

défendre l'application les armes à la main. Elles ne se rendent pas compte qu'elles arment du même coup une machine infernale au coeur de la vieille Europe.

Jamais la paix ne reviendra dans les Balkans si l'on ne laisse pas les communautés yougoslaves vivre en bonne intelligence comme elles l'ont toujours fait dans le passé. Trop de mélanges se sont produits au cours des siècles entre les ethnies et les religions pour que l'on puisse construire un système politique durable en le fondant sur l'exclusion.

Ceux qui, à Genève et ailleurs, laissent les Chefs de guerre se partager les dépouilles de la Bosnie-Herzégovine sans exiger d'eux qu'ils respectent les droits de l'Homme et fassent la preuve de leur légitimité, commettent une erreur que l'Histoire leur fera payer cher. Non seulement ils admettent une injustice insupportable et acceptent que l'on bafoue ouvertement les principes les plus fondamentaux de la démocratie, mais encore ils créent les conditions d'une explosion générale dans les Balkans. S'ils laissent cette logique là aller jusqu'à son terme ils se rendront responsables de plus grands malheurs encore que ceux d'aujourd'hui.

Ils seront d'autant plus responsables que la Bosnie-Herzégovine est composée de régions qui ne doivent rien à l'arbitraire des hommes mais se sont construites pierre par pierre, jour après jour, au fil des siècles. Point de rencontre des peuples et des religions ces régions avaient su développer une civilisation composite fondée sur la diversité, la tolérance, la solidarité. Ni les critères ethniques ni les critères religieux n'y étaient prétexte à exclusion; et même lorsque certains voulurent imposer ces critères cela n'a jamais duré.

Si l'on veut que la paix revienne dans ce pays déchiré il faut retrouver les racines de la sagesse d'antan, recréer les régions dans lesquelles ont toujours vécu les Bosniaques, réapprendre les leçons de l'Histoire. Je sais bien que cela n'est pas facile alors que la communauté internationale s'est laissée enfermée dans l'impasse du partage ethnique. Mais il vaut mieux reconnaître une erreur que de laisser commettre des geste irréparables.

Le risque de contagion

J'ajouterai que, bien au-delà du cas yougoslave, le choix des grandes puissances de recomposer la Bosnie-Herzégovine sur la base de critères ethniques recèle un danger mortel pour la paix du monde. S'il se confirme il constituera en effet un précédent qui encouragera les extrémistes de tout bord, partout dans le monde, à se tailler des fiefs dans la chair des nations en faisant du nationalisme le plus étroit une arme de guerre contre les peuples.

Imaginons un instant que le fait accompli en Bosnie-Herzégovine soit légitimé par le plan Owen-Stoltenberg et que la communauté internationale accepte le partage du pays selon des critères ethniques. Qui pourrait dès lors empêcher, dans les quatre vingt huit entités que compte l'immense Russie, des aventuriers de se lancer dans la surenchère nationaliste pour se créer des Etats à leur mesure?

Pensons un peu à ce qui se serait passé il y a deux semaines en Russie si certains avaient tenté de profiter du désordre régnant à Moscou pour partager les régions ou les Républiques de la Fédération russe selon des critères ethniques. Dans un environnement économique et social aussi défavorable que celui créé par l'effondrement du collectivisme il n'est pas très difficile de lancer des peuples misérables les uns contre les autres. On aurait donc vu la guerre ethnique se propager d'un bout à l'autre de l'empire comme une traînée de poudre et mettre en danger la paix du monde.

Ceux qui, à Genève ou ailleurs, s'inclinent devant le fait accompli et sont prêts à entériner le partage ethnique de la Bosnie-Herzégovine doivent comprendre avant qu'il soit trop tard qu'ils commettent une double erreur.

- Ils créent les conditions d'une "tribalisation" du continent européen qui finira par provoquer une nouvelle guerre de cent ans.
- Ils confèrent à des aventuriers le statut d'hommes d'Etat et les absouent par avance de leurs crimes.

Deux remarques s'imposent à ce propos. La première est qu'en acceptant de prendre comme interlocuteurs ceux là même qui imposent par les armes le partage de l'exYougoslavie selon des critères ethniques les négociateurs de Genève se sont interdits de trouver une solution conforme aux principes les plus élémentaires du droit international. Ils légitiment les actions les plus extrêmes, les atteintes les plus graves aux droits de l'homme. Ils acceptent par avance toutes les violences qui ont été commises et qui sont chaque jour commises dans les Balkans. Or jamais les peuples victimes d'une telle sauvagerie ne pardonneront à leurs chefs de leur avoir infligé de telles blessures; lorsqu'ils pourront enfin s'exprimer librement ils rejeteront sans appel ces hommes et tous ceux qui auront fait preuve envers eux de complaisance.

La deuxième est que l'exemple yougoslave prouve que la communauté internationale, applique deux poids deux mesures. Sans entrer dans le détail des degrés de culpabilité des uns et des autres, on ne peut pas punir un côté à cause des bombardements de Sarajevo la goutte qui a fait déborder le vase aux yeux de la

communauté internationale, ce qui a entraîné l'imposition des sanctions -, tout en donnant pratiquement la bénédiction aux autres dans leur destruction de Mostar et d'autres villes. Il est difficile de concevoir que la communauté internationale se permette un tel comportement car il s'agit là d'une véritable invitation à ceux qui se sentent protégés de faire ce que bon leur semble.

Après deux ans de guerre ininterrompue il est temps que les grandes puissances comprennent que leur action, faute d'être fondée sur le droit et l'équité, prolongent leurs hostilités en confortant les agresseurs.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 27

1. Novembre 1993

Madame, Monsieur,

Ce 1^{er} novembre 1993 la Communauté Economique Européenne est devenue, comme le voulait le Traité de Maastricht, l'Union européenne. Elle a fait, au moins en principe, un pas décisif sur la voie qui conduit à l'unification politique du Vieux continent. Mais cela, malheureusement, ne l'empêche pas de persister dans une erreur qui pourrait bien se révéler dramatique dans l'avenir et pourrait même ruiner les efforts qu'elle accomplit pour instaurer une paix durable en Europe.

Je veux parler du refus obstiné, incompréhensible, qu'elle oppose à la République de Macédoine de la reconnaître comme un Etat libre et indépendant.

Beaucoup plus qu'une injustice

Nation démocratique ayant revendiqué et obtenu son indépendance de façon pacifique, dotée d'institutions librement élues, admise de surcroît au sein des Nations unies et reconnue déjà par quarante cinq pays la Macédoine n'est toujours pas considérée par l'Union Européenne comme un Etat à part entière. Elle cherche par tous les moyens à nouer des relations diplomatiques normales avec les Douze mais n'y parvient pas parce que l'un des Douze, sa puissante voisine, la Grèce s'oppose à cette reconnaissance.

Si la reconnaissance formelle de la République de Macédoine était un acte diplomatique sans conséquence, une sorte de geste théâtral destiné à marquer aux yeux du monde l'existence du pays le mal ne serait pas très grand et la blessure d'amour-propre qui en résulte serait vite guérie; mais le refus de donner aux Macédoniens le statut qu'ils revendiquent à juste titre est lourd de conséquences économiques et politiques.

Il interdit au pays, qui en a pourtant le plus urgent besoin, de participer pleinement aux institutions Conseil de l'Europe et CSCE notamment autour desquelles s'organise la coopération des Etats sur le Vieux continent... Alors que le pays mériterait d'être soutenu inlassablement dans la lutte courageuse qu'il mène en faveur de la liberté il se voit pénalisé gravement par les sanctions internationales édictées contre la Serbie son produit national brut s'est réduit de près de 50 % en deux ans et se trouve isolé dans un environnement hostile.

Bien au delà de l'injustice que constitue un tel traitement l'Europe commet dans cette affaire une triple erreur:

- Priver la Macédoine de ses droits internationaux au seul prétexte que l'un des Douze s'y oppose, d'ailleurs sans raison véritable, est tout d'abord une mesure arbitraire que rien ne peut justifier. Dès lors qu'un Etat satisfait aux règles qui commandent la reconnaissance internationale celle-ci devrait être automatique et nul ne devrait pouvoir y faire obstacle. La commission présidée par Robert Badinter ayant rendu un verdict indiscutable en faveur de la Macédoine il est choquant, voire même scandaleux, que les gouvernements européens ne s'empressent pas de suivre ses recommandations.
- Refuser de reconnaître la Macédoine ne peut, d'autre part, avoir pour résultat que d'encourager ceux qui, dans les Balkans et ailleurs, privilégient le recours à la force pour régler leurs problèmes. Si une nation qui respecte le droit international et se soumet sans restriction aux règles de la démocratie ne parvient pas à faire entendre sa voix dans le concert des nations européennes c'est que la communauté internationale elle-même n'accorde pas aux règles qu'elle édicte la force qu'elle devraient avoir. Poussée jusqu'à l'extrême cela signifie que l'on a plus de chance d'être écouté et respecté lorsque l'on utilise la violence que lorsque l'on respecte le droit international.
- Ne pas reconnaître la Macédoine c'est, enfin, plonger délibérément un petit pays dans les plus grandes difficultés économiques et financières. La Macédoine est de tous les pays des Balkans - la Bosnie-Herzégovine mise à part - celui qui souffre le plus de la situation créée par la guerre dans l'ex-Yougoslavie. Non seulement elle n'a pas pu procéder aux réformes économiques indispensables mais encore elle subit de plein fouet les conséquences de la fermeture de ses frontières avec ses voisins du nord. Les courants d'échange qui lui permettaient de vivre se sont taris et l'aide internationale ne lui est accordée que très chichement, en particulier par l'Union Européenne. Résultat: son économie est menacée d'asphyxie.

Tout cela est absurde, révoltant.

Vers la quatrième guerre des Balkans?

Tout cela peut aussi conduire, hélas, vers cette quatrième guerre balkanique que tout le monde en Europe redoute.

Que peut-il sortir en effet d'un tel blocage sinon l'extension des hostilités à l'ensemble de la région? Gouvernée par un homme sage, le Président Kiro Gligorov, la République de Macédoine a su préserver jusqu'ici un équilibre interne remarquable. Placée au point de rencontre de plusieurs civilisations et formée de communautés ethniques ou religieuses très diverses elle s'est astreinte à une modération d'autant plus remarquable que tout autour d'elle les passions s'affrontaient en des combats destructeurs. Si bien qu'après deux années de troubles intenses dans l'ex-Yougoslavie elle demeure un havre de paix et de tolérance.

Refuser de la reconnaître c'est la condamner à l'isolement, au repli sur soi. C'est la laisser seule face aux menaces terribles que font peser sur elle les antagonismes existants dans la région. C'est peut-être même la condamner à subir le même sort que la Bosnie-Herzégovine avec cette circonstance aggravante que toute crise éclatant en Macédoine serait aussitôt une crise internationale puisque le pays se trouve au point de rencontre de la Bulgarie, de la Serbie, du Kosovo, de l'Albanie et de la Grèce.

Or comment imaginer que la paix sociale puisse résister longtemps aux pressions politiques qu'engendre inévitablement la misère économique? La sagesse des hommes ne peut s'exercer durablement si les structures politiques qui assuraient au pays une relative prospérité s'effondrent les unes après les autres.

En refusant de prendre la main qui lui est tendue par la Macédoine l'Union Européenne accepte par avance les tragédies qui peuvent naître de la crise qu'elle contribue ainsi à provoquer. Pour satisfaire les exigences peu raisonnables de l'un de ses membres elle favorise de facto une extension du conflit yougoslave dans laquelle elle se trouvera inévitablement impliquée. A force de considérer les événements qui se déroulent dans l'ex-Yougoslavie comme s'ils se produisaient sur un autre continent elle crée les conditions d'une explosion généralisée.

Toute considération géopolitique mise à part, une institution aussi considérable que l'Union Européenne ne peut pas se déconsidérer en foulant aux pieds les principes qu'elle édicte. Si elle accepte de commettre un déni de justice parce que l'un de ses membres l'exige elle ne peut évidemment pas prétendre exercer un magistère moral sur le monde qui l'entoure. Elle se condamne à perdre son crédit et absout par avance les atteintes portées au droit et à la liberté sur le continent qu'elle domine.

Lors du Sommet des Douze à Bruxelles, le 29 octobre, le Président de la République française, François Mitterrand, a mis en garde ses pairs contre le danger d'une guerre généralisée en Europe: « Il y a un risque sérieux de conflit européen au début du siècle prochain », a-t-il dit. Phrase prémonitoire qui mérite d'autant plus d'être relevée que c'est précisément de cette région des Balkans que peut surgir un tel conflit.

Mais qu'attend donc la France pour mettre sa politique en harmonie avec ses convictions? Depuis des mois elle appuie les efforts de la Macédoine pour obtenir la reconnaissance de l'Union Européenne et voilà que le moment venu elle s'incline devant les oukases de la Grèce.

Faudra-t-il que la guerre éclate dans le sud des Balkans et que le conflit politique d'aujourd'hui devienne un conflit religieux, comme certains à Belgrade et à Athènes le souhaitent avec l'espoir secret d'attirer la Russie dans leur camp, pour que les yeux de dessillent enfin?

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 28
15. Novembre 1993

Madame, Monsieur,

Alors qu'un hiver pire que les précédents se prépare pour les populations innocentes de Bosnie-Herzégovine les négociations menées sous l'égide des Nations unies afin de mettre un terme au conflit sont dans l'impasse. A Genève, les médiateurs piétinent désespérément tandis que sur le terrain les affrontements redoublent de violence et que les exactions se multiplient. Loin de s'atténuer avec le temps la guerre s'aggrave.

Fait plus inquiétant encore, si cela est possible, elle tend même à se déplacer vers le sud trouvant ainsi de nouveaux matériaux pour se nourrir. La Macédoine, sur laquelle j'attirais votre attention dans notre lettre du 1^{er} novembre, est à son tour menacée par la coalition disparate mais terriblement efficace de ceux à qui profite la violence.

Les causes de la paralysie

A la paralysie qui gagne peu à peu la communauté internationale face au drame qui déchire l'ex-Yougoslavie je vois deux causes principales:

1. Après avoir tenté en vain de régler le problème posé par la Bosnie-Herzégovine on s'efforce maintenant de trouver une solution "globale" à la guerre; et ceux-là même qui, hier, proposaient de procéder par étapes et par tranches de conflit affirment maintenant qu'il convient d'examiner la question dans son ensemble afin de lui apporter une réponse d'ensemble.

Une telle attitude est sans doute louable. Mais elle est tardive et n'a guère de chance de déboucher avant plusieurs mois sur une véritable négociation alors que le temps presse terriblement. Pour nous qui n'avons pas cessé de dénoncer la politique consistant à mener des négociations séparées avec des hommes dépourvus de toute légitimité démocratique et ne pouvant donc pas prétendre parler au nom des peuples victimes de la guerre il y a là un progrès notable; mais ce progrès ne peut pas déboucher sur une issue pacifique dans

un délai bref. Or l'important, aujourd'hui, n'est pas de mettre au point une solution politique qui convienne à tout le monde et prenne en compte les revendications de chacun; l'essentiel est de mettre fin à la guerre là où elle sévit, c'est à dire d'abord en Bosnie-Herzégovine. C'est aussi d'empêcher que la guerre ne gagne de nouvelles terres et s'étende à tout le sud des Balkans. L'approche globale préconisée par les négociateurs internationaux ne répond évidemment à aucune de ces questions; elle n'est donc pas réaliste même si elle est séduisante par certains côtés.

2. La deuxième cause de la paralysie de la communauté internationale tient à l'erreur fondamentale que commettent les négociateurs lorsqu'ils entérinent le principe de la partition de la Bosnie-Herzégovine selon des critères ethniques. Dussè-je me répéter inlassablement je voudrais dire ici que l'on ne peut pas fonder une solution politique pour la Bosnie sur la séparation autoritaire des communautés; trop de liens unissent celles-ci les unes aux autres pour qu'une telle séparation soit réaliste. Pour qu'il en aille autrement il faudrait diviser les familles elles-mêmes, c'est-à-dire exiger que le père n'habite plus avec la mère, que les parents soient séparés de leurs enfants, que cousins et cousines n'aient plus le droit de se voir et de se parler. Tout cela est absurde, immoral, contre nature. Donc condamné par avance. En donnant l'impression qu'ils acceptaient de tels principes comme base de la paix les négociateurs de Genève ont certainement prolongé la guerre de plusieurs mois et accru les malheurs des populations auxquelles ils voulaient porter aide et assistance. Ils ont encouragé les vrais responsables de la tuerie, ceux-là même qui ont assis leur pouvoir sur la haine et l'exclusion. Or il est clair que la partition ethnique de la Bosnie-Herzégovine ne règlera aucun problème. Seule une organisation politique donnant aux communautés yougoslaves la possibilité de vivre imbriquées les unes dans les autres comme elles l'ont toujours fait dans le passé mettra fin à la guerre.

Il est temps de le comprendre et d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

Arrêter la guerre

Qu'il me soit donc permis de redire ici comment il serait possible selon nous d'agir pour mettre un terme aux souffrances des hommes.

Notre Fondation a présenté il y a deux mois un programme en treize points qui a rencontré dans de nombreux cercles internationaux un écho certain. En tête de ce programme figurait, et figure toujours, la nécessité impérieuse de mettre fin aux affrontements sur le terrain.

Il ne sert en effet à rien d'imaginer des solutions politiques au problème yougoslave si, au préalable, on ne force pas les armes à se taire.

Cela est possible dès lors que l'on prend les moyens pour y parvenir. Dans une intervention récente devant les caméras de la télévision française le Général Morillon, qui dirigea longtemps les forces de l'Onu dans l'ex-Yougoslavie, disait qu'il convenait de renforcer immédiatement les moyens d'intervention de ces forces.

Nous pensons quant à nous que celles-ci pourraient effectivement ramener la paix en Bosnie si le nombre des "casques bleus" était augmenté et si les armes dont ils disposent étaient suffisamment puissantes pour imposer le respect aux agresseurs. Le manque de résolution et les flottements perceptibles au plus haut niveau des responsables de la communauté internationale sont autant de signes interprétés par les auteurs de guerre comme la preuve que leur impunité est assurée en toutes circonstances.

Je ne rappellerai pas ici les treize points du programme mis au point par notre Fondation, mais j'ai le sentiment qu'en appliquant de façon résolue ceux qui ont pour but de tarir les sources où s'approvisionnent les belligérents on obtiendrait vite des résultats spectaculaires. Pour faire la guerre il faut en effet des armes, des munitions, du pétrole, de l'argent; que l'on se préoccupe enfin de réduire, voire d'interrompre ces échanges en veillant à ce que le traitement soit égal pour tous et la guerre diminuera aussitôt d'intensité. Renforcées comme elles doivent l'être les forces des Nations unies peuvent bientôt imposer la paix.

Il n'y a là rien d'impossible à organiser si la communauté internationale veut effectivement mettre fin à cette guerre d'un autre âge. Mais il est temps d'agir; car l'hiver qui s'approche verra mourir des dizaines, peut-être même des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants si quelques mesures simples ne sont pas prises rapidement.

Avant de songer à bâtir la paix il faut arrêter la guerre.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 29

1. Décembre 1993

Madame, Monsieur,

Une date: le 23 Novembre 1993.

Un lieu: le stade Pierre de Coubertin à Paris.

Un événement: le match amical que se sont livré l'équipe de France de hand-ball et une équipe constituée de joueurs des Républiques de l'ex-Yougoslavie.

Un public: des Français parmi lesquels se trouvaient des personnalités de premier plan - Jean Mattéoli, Président du Conseil économique et social, Guy Brana vice-Président du Conseil national du patronat français, Nelson Paillou, Président du Comité olympique français, Jean-Pierre Lacoux, Président de la Fédération française de hand-ball... -, des Bosniaques, des Macédoniens, des Monténégrins, des Serbes, des Slovènes.

*T*andis que la guerre fait rage dans les Balkans, la preuve est ainsi apportée qu'elle ne détruit en rien la volonté des hommes d'agir ensemble, au coude à coude, sans renier pour autant leur spécificité. La démonstration était nécessaire; elle a été faite avec panache par des sportifs qui savent bien qu'un jour les armes se tairont et que les peuples devront réapprendre à vivre ensemble.

Peu importe, à la vérité, que les joueurs croates, seuls, n'aient pu se joindre à l'équipe de l'ex-Yougoslavie. Nous savons bien que les pressions exercées sur eux étaient trop fortes pour qu'ils passent outre à l'interdit qui les frappait; et même si nous déplorons la violence extrême des positions prises contre ce match de la paix par les responsables croates, nous savons que les sportifs étaient présents par le coeur à Pierre de Coubertin. Les mots de haine et les imprécations ne pourront pas couvrir longtemps la voix de ceux qui oeuvrent en faveur de la paix...

Un geste symbolique

Notre Fondation a joué un rôle moteur dans l'organisation de la rencontre. Associée à la Fédération française de hand-ball, que son Président, Jean-Pierre Lacoux, avait engagée dans l'opération parce qu'elle répondait parfaitement à l'idéal pacifique et fraternel du sport, elle a oeuvré pour que cette rencontre soit un succès indiscutable.

Le but du match n'était pas seulement de réunir un public nombreux et d'affecter la recette à l'aide humanitaire pour soulager la misère des populations civiles victimes de la guerre et de l'hiver. Il visait aussi à montrer que la violence aveugle des factions qui s'affrontent dans les Balkans n'a diminué en rien la solidarité profonde qui unit les peuples.

Je sais bien, nous savons bien, que la Yougoslavie, telle qu'elle a vécu pendant plus d'un demi-siècle, ne renaîtra pas de ses cendres. Mais je sais bien aussi que lorsque la paix sera revenue, Bosniaques, Croates, Macédoniens, Serbes, Monténégrins et Slovènes reprendront des relations normales. Sans renier leur appartenance à des Etats libres et indépendants ils devront de nouveau parler, commercer et entreprendre, reconstruire les infrastructures détruites afin de pouvoir communiquer comme ils l'ont toujours fait depuis des siècles.

Bien au-delà même des échanges indispensables à la vie ils devront se fixer des buts communs, bâtir des institutions économiques et financières de la même façon que dès la fin de la seconde guerre mondiale l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas ont jeté les bases de leur association future.

Ainsi l'exige la vie qui ne s'accommode jamais longtemps de la haine et de l'exclusion.

Un jour, lorsque l'épreuve terrible que traversent les peuples yougoslaves aura pris fin, lorsque la raison enfin aura pris le dessus, les hommes se souviendront de ce 23 novembre 1993 où des sportifs de haut niveau démontrèrent au monde, sur le parquet ciré d'une salle de sport illustre entre toutes, que les hommes, pris individuellement, restaient capables d'oublier leurs différends pour ne penser qu'à leur solidarité naturelle.

L'approbation des médias

La presse internationale ne s'y est pas trompée. Elle a salué la rencontre en soulignant son caractère exemplaire. Des médias aussi importants que L'Equipe et Libération en France en ont rapporté les péripéties. Mais ils n'ont pas été les seuls

et je voudrais remarquer ici que partout dans l'ex-Yougoslavie les commentaires ont été favorables. Sans doute, ici et là, a-t-on perçu les notes discordantes de ceux qui prospèrent grâce à la guerre et qui espèrent encore imposer l'exclusion pour préserver leur fragile pouvoir; mais de toutes les Républiques de l'ex-Yougoslavie s'est élevé un murmure d'espoir.

L'événement est d'autant plus considérable que les médias n'ont pas toujours été exemplaires depuis le début de la guerre et que nombre d'entre eux ont servi de relais aux positions les plus extrêmes. Si ceux-là mêmes qui ont approuvé le recours à la violence et légitimité les critères de partage ethnique jugent favorablement le match du 23 novembre, c'est que quelque chose change dans les mentalités.

Je vois pour ma part dans tout cela le premier signe tangible que l'espoir renaît. Si je ne crois pas que la fin de la guerre soit pour demain je suis convaincu que, cette fois, un élan irréversible a été donné et que, par delà les négociations internationales de Genève, un mouvement de solidarité s'esquisse qui ne fera désormais que prendre de l'ampleur.

Que les musiciens, les écrivains, les poètes, les peintres, les sculpteurs, les acteurs de cinéma et de théâtre s'inspirent donc de l'exemple que les sportifs viennent de donner. S'ils décident d'aller au-delà de leurs querelles de clocher pour parler de la paix d'une même voix ils contraindront vite les responsables politiques, enfermés par la guerre dans des voies sans issue, à engager le dialogue.

La Fondation pour la Paix et la Gestion des Crises est là, en tout état de cause, pour accueillir ceux qui croient à l'avenir pacifique des Balkans. Elle appuiera de toutes ses forces les initiatives prises pour préparer l'avenir.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 30
15. Décembre 1993

Madame, Monsieur,

Depuis plusieurs semaines circule à Belgrade la rumeur selon laquelle je serais pressenti comme Premier ministre de la Serbie, voire même de la nouvelle Yougoslavie. Des organes de presse aussi sérieux que Borba, Politika et Vesti s'en sont fait l'écho et de partout fusent les questions sur le bien-fondé de cette information.

Devant la vérité à ceux qui me font l'amitié de lire cette lettre je crois indispensable de préciser que personne à ce jour ne m'a proposé officiellement de prendre en mains les destinées de la Serbie ou de l'ex-Yougoslavie. Certes j'ai perçu la rumeur qui m'entoure mais celle-ci, aussi insistante soit-elle, n'est jamais qu'une rumeur, un murmure indistinct, un bruit qui court. J'en prends acte sans en tirer aucune conclusion.

Un signe des temps

A la vérité il ne me viendrait pas à l'esprit de commenter un pareil non-événement, fut-il annoncé par des journalistes réputés pour leur sérieux, s'il ne me paraissait significatif d'une évolution radicale des mentalités.

Tout le monde connaît en effet mes positions concernant le problème yougoslave. Non seulement elles ont été développées publiquement dans de nombreuses enceintes publiques et privées, mais encore elles ont été publiées en serbo-croate, en macédonien, en anglais, en français et en russe. Le simple fait que l'on cite mon nom pour un poste de haute responsabilité à Belgrade signifie donc que le programme politique mis au point par notre Fondation n'est pas une utopie; rejeté hier sous le prétexte fallacieux qu'il ne collait pas avec la réalité créée par la guerre il est devenu acceptable pour beaucoup. Certains même, et non des moindres, considèrent aujourd'hui qu'il est le seul capable de sortir l'ex-Yougoslavie de l'impasse où elle s'est enfermée.

Je ne suis pas surpris de ce revirement qui devait tôt ou tard se produire. Mon seul regret est qu'il se produise aussi tard alors que la guerre fait son oeuvre de mort et de destruction, alors que la misère règne partout et que les hommes vivent la plus terrible des épreuves. Si les responsables politiques avaient été moins présomptueux, plus respectueux de la justice et du droit, il n'aurait pas fallu attendre aussi longtemps pour que la sagesse l'emporte sur la passion.

N'étant candidat à rien et ne cherchant qu'à aider mon pays à devenir une nation moderne et démocratique je voudrais malgré tout profiter de l'occasion que me donnent les articles parus dans la presse yougoslave pour rappeler d'un mot les conditions de notre participation éventuelle à sa reconstruction.

Ces conditions sont au nombre de cinq:

1. L'arrêt immédiat et inconditionnel des hostilités et le début d'une conférence sur la paix qui serait chargée de traduire en termes pratiques les quatre points qui suivent.
2. La reconnaissance du principe selon lequel les frontières des Républiques issues de la Yougoslavie ne peuvent être modifiées par la force. Ceci vaut pour tous les Etats, à commencer par la Bosnie-Herzégovine, et suppose la renonciation à la violence comme mode d'action politique.
3. L'abandon des projets de partition fondés sur des critères ethniques. Ceux-ci sont contraires aux traditions des Balkans et aux réalités historiques; ils sont, de plus, immoraux et anti-démocratiques. Construire la paix sur eux c'est créer les conditions d'une suite de conflits sans fin qui finiront par mettre l'Europe à feu et à sang.
4. L'appui de la communauté internationale, c'est-à-dire des Nations-Unies, mais aussi des grandes puissances qui, d'une manière ou d'une autre, ont leur mot à dire dans le règlement de la question yougoslave: Etats-Unis, Russie, France, Grande Bretagne, Allemagne et Italie. Pour panser les plaies ouvertes par la guerre la solidarité de tous sera indispensable, de la même façon que l'Europe dû son salut au plan Marshall au lendemain de la seconde guerre mondiale.
5. La levée de l'embargo qui pèse sur la Serbie et la nouvelle Yougoslavie. Les sanctions internationales ne diminuent en effet en rien l'ardeur de ceux qui usent de la violence pour se maintenir au pouvoir; elles frappent seulement les populations civiles exacerbant les sentiments nationalistes. Elles vont par conséquent à l'encontre du but recherché qui est le retour de la paix.

Servir pour sauver

Pour ce qui me concerne je n'ai aucune ambition politique; mais il est clair que si l'on me demande un jour de participer au redressement de mon pays je ne me déroberai pas. Ainsi le veut l'engagement personnel que j'ai pris lorsque la guerre a éclaté et que j'ai vu la Yougoslavie s'enfoncer dans le plus terrible des drames.

Nul ne doit cependant ignorer que dans le cas où l'on ferait appel à moi j'appliquerais de façon rigoureuse le double programme établi par notre Fondation: d'une part, les treize points du Plan de paix¹ présenté l'été dernier à d'anciens Chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats-Unis, de France, d'Allemagne et de Grande-Bretagne - Gérald Ford, Valéry Giscard d'Estaing, Helmut Schmidt, Lord Callaghan d'autre part, les Propositions pour une nouvelle communauté des Républiques de l'ancienne Yougoslavie² que nous avons publiés il y a un an.

Pour la première fois de sa très longue Histoire la Serbie se trouve placée sur le banc des accusés au tribunal de l'humanité. Il n'est pas de tâche plus urgente que de lui rendre sa place dans le concert des nations européennes. Si, d'une manière ou d'une autre, je peux contribuer à cette grande action j'y mettrai toute mon ardeur, toute ma foi.

L'Histoire ne s'arrêtera pas aux tristes péripéties du moment présent. Elle donnera raison à ceux qui font confiance à la démocratie pour résoudre les différends entre les hommes. Puisse-t-elle ne pas attendre trop longtemps pour leur donner raison.

Boris Vukobrat
Président

¹ Comparaison avec ma lettre du 1 août 1993.

² Comparaison avec les «Propositions pour une nouvelle communauté des Républiques de l'ancienne Yougoslavie».

LETTRE N° 31

1. Janvier 1994

Madame, Monsieur,

*L*é 10 janvier, à Bruxelles, se tiendra une réunion des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OTAN qui revêtra une importance exceptionnelle. Destiné initialement à ouvrir l'Alliance atlantique aux nouvelles démocraties d'Europe orientale et d'Europe centrale, ce sommet sera consacré, vous le savez, aux renforcement de la coopération politique et militaire entre les pays membres de l'Alliance; il confirmera notamment l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) dans son rôle de pilier européen de l'Alliance atlantique.

Mais, fait symbolique qui montre à quel point les problèmes des Balkans sont désormais au coeur des préoccupations internationales, il traitera aussi de la guerre dans l'ex-Yougoslavie. Inscrite en bonne place sur l'ordre du jour, la question sera assurément l'une des plus importantes que les dirigeants occidentaux auront à débattre en ce début d'année 1994. Après deux années de violences aveugles il est en effet devenu clair pour tout le monde que la poursuite de la guerre dans l'ex-Yougoslavie menace directement la paix de l'Europe. Outre le fait qu'elle cause des pertes humaines insupportables et qu'elle provoque des dégâts économiques énormes, elle tend à déborder les frontières de l'ex-Yougoslavie et, par là-même, à déstabiliser tout le sud du vieux continent. Experts et responsables politiques en sont maintenant conscients: si l'année qui commence ne voit pas le conflit s'achever, il sera impossible d'en empêcher l'extension à toute la région et probablement au-delà.

Une occasion unique

Le sommet de Bruxelles ne ramènera certainement pas la paix dans l'ex-Yougoslavie comme par l'effet d'un coup de baguette magique. Mais il peut mettre en marche le mécanisme qui fera enfin taire les armes en Bosnie-Herzégovine et ailleurs.

Il n'est pas si fréquent, en effet, que les chefs d'Etat et de Gouvernement d'Europe et d'Amérique du nord se réunissent autour de la même table pour débattre d'un problème d'actualité; et la solennité même de la rencontre donne aux décisions qui en émanent une force exceptionnelle. Or la question yougoslave a pris une ampleur telle qu'elle éclipse aujourd'hui tous les autres problèmes. Délivrés de la menace que faisait peser sur eux le conflit Est-Ouest, les pays de l'OTAN savent qu'ils doivent impérativement ramener la paix dans les Balkans sous peine de ne jamais toucher les dividendes du grand dégel entre les deux parties de l'Europe.

L'occasion est donc unique pour la communauté occidentale de dire haut et fort sa détermination de mettre fin au conflit. Non pas en tapant du poing sur la table, comme elle l'a fait jusqu'à présent sans prendre les mesures qui prouveraient sa détermination, mais en adoptant les dispositions politiques et militaires qui contraindront les belligérants à déposer les armes. Si les Etats-Unis et les grandes puissances européennes décident enfin de parler d'une seule et même voix, nul, à Belgrade, à Sarajevo ou à Zagreb, ne pourra faire semblant de ne pas entendre; et la contrainte deviendra si forte que les plus extrémistes des dirigeants de l'ex-Yougoslavie seront forcés de s'incliner.

Observant la scène et les acteurs de ce drame, j'ai la conviction qu'une déclaration ferme des pays de l'Alliance atlantique, à Bruxelles, le 10 janvier, aurait pour effet de changer l'attitude de ceux qui jouent avec une habileté diabolique des divergences et des oppositions européennes pour poursuivre leurs buts de guerre. Sans doute une telle déclaration ne suffirait-elle pas pour réconcilier-les frères ennemis yougoslaves mais elle constituerait un avertissement net et précis pour les responsables croates, serbes et bosniaques; et surtout elle rendrait l'espoir aux populations victimes de ce conflit d'un autre âge. A ce titre elle marquerait une rupture décisive avec la suite d'événements tragiques qui ont marqué les deux dernières années.

La rôle de la Russie

Qu'il me soit permis ici de suggérer aux chefs d'Etat et de Gouvernement qui vont se rencontrer dans la capitale politique de l'Europe de ne pas chercher à régler

seuls la question yougoslave, mais de tout faire pour obtenir l'appui actif d'une très grande puissance qui ne peut rester absente de son règlement; je veux parler de la Russie.

Parce qu'ils font partie du peuple slave et parce qu'ils ont toujours exercé une influence forte sur les pays de cette région du monde, les Russes peuvent et doivent jouer un rôle à leur mesure dans les négociations qui mettront fin au conflit dans l'ex-Yougoslavie. Rien de durable ni de solide ne peut se faire sans eux, surtout aujourd'hui où ils ont rejoint le camp des nations démocratiques.

Tout le problème, précisément, est de les convaincre que le moment est venu d'imposer la paix dans les Balkans et, pour cela, d'accomplir les gestes nécessaires pour qu'ils se joignent aux autres puissances européennes.

Aussi difficile que soit sa situation interne, la Russie est appelée à retrouver dans les affaires de l'Europe la place qu'une idéologie destructrice lui avait fait perdre. Elle ne peut être tenue à l'écart des grands problèmes qui se posent à un continent en pleine mutation dont les peuples réapprennent à vivre ensemble après une trop longue séparation. Et le règlement de la question yougoslave est une bonne occasion d'instaurer la coopération efficace qui sera dans l'avenir le meilleur garant de la paix.

Même si les intérêts de la Russie ne sont pas exactement les mêmes que ceux des Etats-Unis, de la Grande Bretagne, de la France ou de l'Allemagne, il ne doit pas être très difficile d'établir un programme minimal sur lequel chacun puisse donner son accord. L'intangibilité des frontières, le refus de toute partition territoriale fondée sur des critères ethniques, le respect des droits de l'Homme, l'octroi aux forces de l'ONU de moyens leur permettant d'imposer la paix, toutes ces dispositions figurent dans les résolutions adoptées par les Nations Unies; il ne s'agit donc maintenant que de les faire appliquer strictement.

L'important, dans le moment présent, est de faire en sorte que les combats s'arrêtent dans l'ex-Yougoslavie et que l'on cesse enfin de parler dans le vide. La paix est sans doute à portée de main; il faut maintenant la saisir et ne plus la lâcher.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 32

15. Janvier 1994

Madame, Monsieur,

Le "sommet" de l'Otan, à Bruxelles, n'a donc rien décidé. Pas plus que la conférence de Genève, où les négociations se succèdent sans jamais obtenir de résultat, il n'a débouché sur la moindre décision concrète. Preuve s'il en fallait une que les grandes puissances ne comprennent pas la gravité du problème ou, s'ils la comprennent, sont incapables d'agir faute de volonté commune.

Devant tant de désintérêt et d'impuissance le désespoir serait total si, au même moment, une voix ne s'élevait pas pour dire à voix haute ce que les victimes de la guerre, dans l'ex-Yougoslavie, murmurent ou pensent: à savoir que ce ne sont pas les peuples qui veulent et conduisent la guerre mais de petits groupes mûs par l'instinct de puissance et qui ne peuvent s'imposer que par la violence, la terreur, l'arbitraire.

Cette voix est celle d'un homme d'Eglise, le Cardinal Jean-Marie Lustiger, qui en quelques mots a replacé le drame à sa véritable place lors de l'émission de Jean-Marie Cavada, La Marche du Siècle, le 10 janvier.

Le refus de la guerre

Qu'a donc dit Monseigneur Lustiger d'une voix calme et d'autant plus impressionnante qu'elle utilisait des mots simples pour dire une vérité simple?

D'abord, que la guerre dans l'ex-Yougoslavie n'est pas un conflit ethnique, c'est-à-dire l'opposition de peuples décidés à s'exclure les uns les autres, ni une guerre de religion; ayant parlé sur place avec les membres de toutes les communautés - orthodoxes, musulmans, juifs, catholiques - il a acquis la conviction que les peuples sont étrangers à ce conflit.

Ensuite, que ce sont les ambitions et les appétits de quelques uns qui ont fait de la Bosnie-Herzégovine la terre de désolation qu'elle est devenue.

Enfin, que les hommes et les femmes chassés de leurs terres y reviendront sitôt les hostilités terminées parce que, depuis des siècles, c'est là que leurs familles vivent et qu'ils n'envisagent pas de vivre ailleurs.

Le Cardinal Jean-Marie Lustiger a dit en peu de mots ce que la plupart des Bosniaques, des Croates, des Macédoniens, des Serbes et des Slovènes pensent. Sans emphase, mais avec une tranquille certitude, il a résumé les aspirations et les espoirs de plusieurs millions d'hommes, de femmes et d'enfants, victimes directes ou indirectes de la guerre, qui ont tout perdu sauf l'espoir.

Pour nous qui observons jour après jour, semaine après semaine, mois après mois, les discussions stériles de Genève, de Bruxelles et d'ailleurs le contraste était extraordinaire entre les paroles émouvantes de ce prêtre et la vaine comédie diplomatique que se jouent des Etats soucieux de paraître, mais bien décidés à ne pas agir. D'un côté la pompe inutile des rencontres officielles, de l'autre le message d'un homme qui ressent dans sa chair le malheur d'un peuple sacrifié et qui exprime sa compassion en termes accessibles par le plus grand nombre.

Je ne doute pas un instant, pour ma part, que la parole du Cardinal ait, dans son extrême modération, plus d'effet à long terme que les discussions des Chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Bruxelles pour célébrer la solidarité atlantique. Ayant eu le privilège de m'entretenir avec lui des affaires de l'ex-Yougoslavie, je peux témoigner que sa tristesse n'est pas feinte.

Croire qu'il suffirait de quelques phrases prononcées devant une caméra pour changer le sens de l'Histoire serait faire preuve de naïveté. Mais il suffit d'une conviction exprimée au bon moment pour que germe l'idée qui un jour fera la décision. Sans exagérer outre mesure l'importance des propos de Monseigneur Lustiger, je crois qu'ils annoncent une prise de conscience générale, chez les Européens en général et les Français en particulier, du caractère insupportable de cette guerre.

Sans doute ne sont ils encore qu'un cri. Mais ce cri qui tranche terriblement avec le silence tumultueux des puissants de la Terre.

Les vertus de l'utopie

Et puisque l'exemple vient de haut rappelons une fois encore que ce n'est pas en donnant à l'injustice force de loi que l'on mettra fin à une guerre intestine qui déshonore l'Europe.

Si l'on veut régler le problème yougoslave avant qu'il embrase l'Europe il faut en revenir à des critères claires, logiques: refuser le partage des territoires selon des critères ethniques, combattre la rectification des frontières par la force, traiter les criminels - tous les criminels - comme ils le méritent, imposer la paix sur le terrain et refuser les simulacres d'action, étendre l'embargo à tous les belligérants, exiger le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

Quitte à passer pour un utopiste, je tiens à répéter ici qu'il suffirait d'un geste marquant la volonté des grandes puissances - Etats-Unis, Union européenne, Russie - de ne plus tolérer l'intolérable pour que sur le terrain les seigneurs de la guerre s'inclinent et que les peuples fassent entendre leur voix. Abandonnés de tous, les victimes de cette guerre ignoble n'ont pas le courage de se rebeller contre leurs oppresseurs; mais s'ils avaient si peu que ce soit l'impression d'être écoutés par le reste du monde, ils feraient front contre ceux qui se font un bouclier de leurs corps.

En vérité, il n'est pas d'oppression que les peuples un jour ou l'autre ne finissent par rejeter. Tout simplement parce que l'homme ne peut vivre longtemps, à notre époque en tout cas, sans jouir de ces libertés élémentaires que sont la liberté de vivre en paix sur la terre de ses ancêtres, la liberté de parler avec ses voisins, la liberté de penser sans être soumis à la dictature du plus fort.

J'ignore comment les peuples de l'ex-Yougoslavie parviendront à secouer la tyrannie qui les écrase, mais je sais que le jour est proche où ils retrouveront ces libertés là.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 33

1. Février 1994

Madame, Monsieur,

*A*ussi longtemps que l'Europe continuera de chercher une solution à la crise yougoslave en acceptant de discuter sur la base de principes immoraux et irréalistes, elle ira d'échec en échec. Croire qu'il sera possible de mettre fin à la guerre en foulant aux pieds les droits les plus élémentaires de la personne humaine, en ignorant la volonté des peuples de vivre ensemble comme ils l'ont toujours fait dans le passé, en prenant en compte des critères de séparation ethnique qui sont la négation du droit et de la démocratie, c'est faire preuve d'une très grande naïveté ou du plus complet cynisme.

Le résultat d'une telle démarche est, en tout cas, parfaitement clair aujourd'hui: non seulement les combats continuent mais encore la communauté internationale, Nations-Unies en tête, se reconnaît impuissante à contenir les belligérants.

Le consensus apparent qui unissait les grandes puissances - Etats-Unis, Russie, Union européenne - a volé en éclats et, fait plus grave encore, la dissension s'est installée entre chefs militaires et responsables politiques au sein de l'Onu. Loin de s'apaiser le conflit ne cesse de s'envenimer et de creuser entre les démocraties un fossé de plus en plus profond.

Deux principes clés

Dire qu'une telle évolution nous surprend serait contraire à la vérité. Depuis le début des hostilités nous répétons que la paix ne reviendra pas dans les Balkans tant que deux principes essentiels n'auront pas été reconnus par tous et pris comme base d'un règlement politique.

1. D'abord, le respect du caractère multiethnique et religieux des Etats engagés dans le conflit.
2. Ensuite le refus de toute modification par la force des frontières reconnues par la communauté internationale.

Toute atteinte portée directement ou indirectement à l'un ou l'autre de ces principes ne peut que favoriser la poursuite des conflits, des violences, des exactions. Mais, en sens inverse, toute décision fondée sur eux irait nécessairement dans le sens de la paix.

Observateur attentif du drame qui se joue dans mon pays, j'ai le sentiment que ces deux vérités commencent à être perçues par ceux-là même qui font la guerre au mépris du droit des gens. Et lorsque je vois que Belgrade et Zagreb concluent un accord visant à établir des relations diplomatiques, je me dis que le refus d'admettre l'autre, qui se trouve à l'origine de cette guerre, est peut-être sur le point de céder la place à une appréciation plus réaliste de la situation.

Je ne crois pas, pour ma part, qu'en excluant l'un ou l'autre des belligérants de la communauté des nations et en faisant peser sur leurs peuples un embargo dont les seules victimes sont les faibles, on fera taire les armes. Depuis le début du conflit dans l'ex-Yougoslavie je suis convaincu que seul le dialogue fera renaître la paix; non pas un dialogue fondé, comme aujourd'hui à Genève, sur l'exclusion prônée par quelques seigneurs de la guerre pour qui la paix serait la pire des choses, mais le dialogue des peuples par l'intermédiaire de leurs vrais représentants.

L'heure de la France

Il suffirait, me semble-t-il, qu'une grande voix s'élève aujourd'hui et rappelle les deux principes énoncés plus haut pour que la situation change du tout au tout.

Après deux années de destructions, seuls quelques acharnés éprouvent encore dans l'ex-Yougoslavie le désir de se battre. La grande majorité des Bosniaques, des Croates, des Serbes aspire à la paix, c'est-à-dire à vivre sur les terres où les générations d'hommes et de femmes ont vécu sans songer à se déchirer.

Cette voix pourrait, devrait, être celle de la France: d'abord, parce que depuis le début la France est sur le terrain la puissance occidentale la plus engagée dans la recherche de la paix; ensuite, parce qu'elle a su condamner les crimes sans confondre dans le même opprobre les peuples et leurs dirigeants; enfin parce qu'elle conserve une grande influence dans la région même si elle a le sentiment de n'être pas écoutée lorsqu'elle parle de la paix.

Alors que toutes les solutions envisagées pour faire cesser les combats ont échoué, un plan de paix proposé par elle et fondé, comme nous l'avons suggéré, sur l'existence de régions multiethniques autonomes au sein des Etats reconnus par la communauté internationale et l'acceptation par tous du principe de non recours à la force pour modifier les frontières entraînerait vraisemblablement l'adhésion de tous.

Chacun sait que la guerre s'achèvera bientôt faute de combattants; mais chacun sait aussi que le plus difficile est de trouver un langage commun aux belligérants. Or, garantir les droits des minorités - de toutes les minorités - au sein des Etats nés de la Yougoslavie et s'engager à ne pas user de la force pour en changer le périmètre sont des idées simples, acceptables par tous, qui ont, de plus, l'avantage d'être en adéquation parfaite avec les principes de la démocratie.

A ceux qui doutent de la possibilité de faire accepter un pareil programme je dirai que la paix dans les Balkans sera construite sur des idées simples, non sur des plans déraisonnables parce qu'ils ne tiennent pas compte des réalités historiques.

Il ne faudra plus très longtemps pour que l'on s'aperçoive que l'utopie d'hier est devenue la seule manière réaliste d'aborder et de résoudre le problème. Et ce ne sera pas la première fois dans l'Histoire que le rêve s'imposera comme la solution la plus pratique à un problème apparemment insoluble. Ceux qui, au plus fort de la seconde guerre mondiale, conçurent la Communauté européenne, en ont fait il y a un demi-siècle la plus éclatante des démonstrations.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 34

15. Février 1994

Madame, Monsieur,

*N*ous ne savons pas quelles pourraient être les conséquences d'une intervention militaire de l'Otan en Bosnie-Herzégovine, mais nous savons en revanche très bien ce qui résulterait inéluctablement d'une division du pays sur la base de critères ethniques ou religieux et nous savons encore beaucoup mieux de quel prix serait payé un règlement de la question yougoslave limité à cette seule République

Ayant dit cent fois ce que je pense d'une solution qui consacrerait le morcellement de la Bosnie je ne reviendrai pas sur le sujet sauf pour rappeler que le respect des frontières reconnues par la communauté internationale est un préalable indispensable à toute recherche de la paix dans la région. Je voudrais en revanche évoquer un problème dont, semble-t-il, personne ne se soucie et qui surgira dès que les armes se seront tuées dans l'ex-Yougoslavie.

Ce problème est celui des relations que les frères ennemis d'aujourd'hui entretiendront demain lorsque Sarajevo aura été délivrée de l'étreinte mortelle qui l'étouffe et lorsque la Bosnie-Herzégovine aura enfin trouvé la paix.

Préparer l'après-guerre

Soulever la question alors que rien n'est résolu et qu'une nouvelle escalade est possible dans la guerre semblera déplacé à beaucoup. J'ai pourtant la conviction que c'est précisément maintenant qu'elle doit être posée.

Admettons en effet que la raison finisse par l'emporter sur la pression et que les frères ennemis de Bosnie se réconcilient. Supposons qu'ayant abandonné leurs armes au vestiaire ils acceptent de laisser leurs peuples vivre enfin libres de toute entrave dans une société redevenue stable et sûre. Que se passera-t-il?

La Bosnie-Herzégovine, ancrée comme elle l'est en plein coeur de l'ancienne Yougoslavie, ne pourra évidemment pas vivre en autarcie. Il lui faudra d'une manière ou d'une autre échanger avec ses voisins du nord et du sud, de l'est et de l'ouest les biens qu'elle produit et ceux qui lui font défaut. La liberté politique dont elle jouira n'aura aucun sens si elle ne s'accompagne pas de la liberté indispensable du commerce et de la circulation des hommes.

L'une des plus graves erreurs du plan Owen-Stoltenberg est d'ailleurs que les accès de l'Adriatique et de la Sava seraient fermés pour elle alors que l'une et l'autre de ces voies naturelles lui sont indispensables. Et l'on sait par expérience que créer de nouveaux corridors de Dantzig serait la cause de conflits sans fin.

En tout état de cause il faudra dans l'avenir organiser les relations de la Bosnie avec la Croatie et la Serbie de telle façon qu'elle puisse de nouveau communiquer avec le reste de l'Europe. Je ne vois pour ma part qu'une seule solution à ce problème essentiel: c'est que se crée entre les Républiques de l'ancienne Yougoslavie, dès la fin des hostilités, une communauté aux structures très souples qui laisse chacun des Etats libre de ses mouvements tout en favorisant les échanges qui sont le fondement même de l'économie de marché. Séparer les combattants en Bosnie-Herzégovine et les amener à coopérer pour trouver une issue politique à la guerre n'a pas de sens si l'on ne se préoccupe pas simultanément d'organiser les relations futures au sein de l'espace yougoslave. Le monde moderne compte suffisamment d'ensembles composites dans lesquels des peuples et des nations très différents cohabitent harmonieusement pour que l'on trouve sans difficulté un modèle pour une telle organisation. Mais ce serait commettre une erreur grave que d'attendre pour s'en inspirer la fin des combats et la signature d'un accord de paix à Genève ou ailleurs.

L'exemple européen

Il me semble en tout état de cause que si la communauté internationale s'efforçait maintenant d'imaginer l'après-guerre elle hâterait la fin de la guerre elle-même. En dessinant, même à grands traits, les relations qui pourraient s'instaurer dans l'ex-Yougoslavie entre les anciens belligérants elle redonnerait espoir à ces millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui vivent le drame au quotidien, désespérant de jamais en sortir. Et cet espoir pèserait à coup sûr d'un poids très grand dans la balance des négociations de paix.

L'Europe, dévastée par la guerre, ne s'est décidée elle-même à envisager l'avenir que lorsque de grandes voix se sont élevées pour lui en parler non plus en

termes d'affrontements mais en termes de coopération. Et si des hommes comme Jean Monnet n'avaient pas évoqué en pleine guerre la future communauté européenne il aurait fallu probablement bien des décennies pour que les plaies de la guerre se referment.

Si une telle démarche a été possible alors que la seconde guerre mondiale battait son plein, pourquoi ne le serait-elle pas aujourd'hui dans les Balkans? Le fossé qui séparait les peuples de la vieille Europe était assurément beaucoup plus large et plus profond que celui qui divise les pays de l'ancienne Yougoslavie; et pourtant cela n'a rien empêché.

Notre Fondation réfléchit depuis plusieurs mois à ce qui devra être fait demain pour rassembler la Bosnie, la Croatie, la Serbie, mais aussi la Macédoine et l'Albanie dans une même communauté. J'ai moi-même dessiné dans mes « Propositions », publiées il y a un an, les grandes lignes d'un tel projet. Ces idées sans doute ne sont ni parfaites ni idéales; elles doivent être discutées, critiquées, complétées, mais elles peuvent aussi servir de base à un projet concret auquel tous les pays intéressés pourraient se rallier.

Aussi étrange que cela puisse paraître c'est maintenant que doit se penser dans le calme et la sérénité, loin de la zone des combats, l'avenir des Balkans. Si l'on veut que cet avenir soit pacifique il faut accepter de regarder très loin devant soi, bien au-delà des deux ou trois prochaines années qui verront s'ébaucher la reconstruction de la Bosnie-Herzégovine. Ce qu'il convient de préparer c'est le prochain demi-siècle, c'est-à-dire cette longue période de temps qui verra les Etats nés de la Yougoslavie s'arrimer solidement à l'Union européenne et devenir l'un des principaux facteurs de stabilité de l'Europe du sud.

Le sort des générations à venir ne sera heureux que si les hommes d'aujourd'hui se montrent capables de bâtir un édifice communautaire solide.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 35
1.-15. Mars 1994

Madame, Monsieur,

Deux événements, survenus presque simultanément, m'ont conduit à concentrer en une seule parution les deux lettres de notre Fondation prévues pour le mois de mars: le premier est l'accord conclu à Washington entre les Croates et les Musulmans de Bosnie-Herzégovine, le second est l'offensive menée par la Grèce contre la Macédoine. L'un et l'autre appellent de notre part des remarques car ils concernent des aspects fondamentaux de la guerre dans l'ex-Yougoslavie.

1. L'accord de Washington reconnaît pour la première fois officiellement une réalité que nous n'avons pas cessé de décrire depuis deux ans: celle de l'imbrication des peuples qui rend impossible toute partition de la Bosnie-Herzégovine fondée sur des critères ethniques. Après des mois de violence aveugle, des dizaines de milliers de morts et de blessés, des destructions incalculables, voici donc que deux des belligérants acceptent enfin de regarder la vérité en face. C'est un progrès considérable qui n'absout pas les crimes commis au nom d'une idéologie suicidaire mais qui ouvre la voie à une solution raisonnable, humaine du conflit.

Puisque les frères ennemis en viennent, après s'être entretués, aux principes que nous ne cessons de proclamer franchissons un degré de plus dans le raisonnement et regardons ce qui peut maintenant se passer.

Il est évident que l'accord de Washington n'aura de pérennité que s'il est étendu par cercles concentriques à l'ensemble de l'ex-Yougoslavie. En limiter l'application aux seules régions que se disputent Croates et Musulmans n'aurait aucun sens étant donné la situation qui règne sur le reste des territoires bosniague et croate. Il faut donc y associer d'abord les Serbes de Bosnie et de Krajina, puis les Serbes de Serbie et les Monténégrins, et enfin tous les peuples de l'ex-Yougoslavie. Alors seulement la paix reviendra dans les Balkans.

La forme que prendra ou que pourrait prendre le futur ensemble importe peu. L'essentiel est que l'accord de Washington, première tentative sérieuse de mettre fin à la guerre, marque le début du processus de construction d'une communauté à géométrie variable dans laquelle les Etats garderont leur indépendance tout en coopérant et en respectant les peuples qu'ils abritent.

Deux conditions sont indispensables pour que le mouvement initié dans la capitale des Etats-Unis se poursuive: la première est que l'Europe reconnaisse l'échec de son plan de paix-le plan Owen-Stoltenberg - dont l'application aurait eu pour seul résultat de propager la guerre; la seconde est que les Occidentaux fassent aux Russes la place qui leur revient dans le processus de paix. Pour avoir méconnu tragiquement la réalité yougoslave, les puissances européennes ont largement contribué au malheur des populations qu'elles affirmaient vouloir protéger. Elles doivent maintenant accueillir à la table de négociation, avec les mêmes pouvoirs et les mêmes devoirs qu'elles, un pays dont l'inguitude est au moins aussi grande que la leur et qui peut exercer une influence modératrice sur les Serbes.

2. Cela est d'autant plus nécessaire que l'Europe ne brille guère dans la seconde affaire qui nous occupe aujourd'hui; je veux parler du comportement indigne de la Grèce face à la Macédoine. Comment ne pas voir en effet qu'en décrétant la fermeture de ses frontières du nord afin d'affamer sa voisine, Athènes commet une insupportable atteinte au droit des peuples? Comment des nations démocratiques, qui se targuent de défendre les droits de l'homme et des minorités, peuvent-elles laisser l'une des leurs, de surcroît présidente en exercice de leur Union, prendre des décisions iniques et contraires à tous les principes qu'elles défendent?

Il y a dans l'affaire macédonienne quelque chose de terriblement destructeur qui ne peut échapper à personne. Si l'un des pays qui composent la communauté européenne s'octroie de façon unilatérale le pouvoir d'étouffer un pays qui ne lui a fait aucun mal et si ses partenaires se contentent de protestations platoniques il arrivera un jour à l'Europe ce qui lui est arrivé il y a quelque soixante ans lorsque le IIIe Reich décida de soumettre par la force les pays qui l'entouraient.

La Macédoine a été reconnue par la communauté internationale; elle siège à l'Onu; l'Allemagne, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Russie lui ont fait place à ses côtés; la Maison Blanche a même fait le geste d'envoyer sur ses frontières des soldats. La laisser asphyxier par la Grèce pour une obscure querelle de drapeau est un crime que rien ne peut excuser.

Si donc l'Union européenne ne parvient pas à faire revenir la Grèce sur ses positions il ne lui reste plus qu'à chasser Athènes de son sein. Et si la Grèce continue malgré cela de persister dans son triste dessein il faut que la communauté internationale, réunie au sein des Nations Unies, ait le courage de faire de même. Ce n'est qu'en exigeant de ses membres le respect du droit et des règles édictées par les nations démocratiques que l'on parviendra à instaurer sur notre planète une paix durable.

Cela exige sans doute de la constance et du courage. Mais c'est à ce prix seulement que l'on assurera aux peuples et aux hommes une vie heureuse.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 36

1. Avril 1994

Madame, Monsieur,

Tout le monde en conviendra: la paix relative qui s'est instaurée à Sarajevo et dans la plupart des zones de la Bosnie-Herzégovine où se déroulaient des combats est fragile. Elle ne tient qu'à un fil qui peut à tout instant être rompu par une maladresse, une incompréhension, une provocation.

Il faut donc la consolider et pour cela convaincre Belgrade que le moment est venu de trouver une solution raisonnable au conflit. Quelles que soient en effet les pressions exercées sur les belligérants, la question yougoslave ne sera réglée que le jour où les Républiques nées de l'ancienne Yougoslavie s'assoieront autour d'une table pour définir les modalités d'un accord équitable permettant à leurs populations de vivre sans crainte d'être chassées des terres de leurs ancêtres. Et, bien entendu, la Serbie a son mot à dire dans cette affaire comme la Croatie et la Bosnie-Herzégovine.

L'action conjointe des Etats-Unis et de la Russie

Ceci suppose que tous ceux qui sont impliqués dans la recherche de la paix fassent en sorte que leurs actions en faveur de la paix convergent. Valable pour l'Europe dont les interventions contradictoires ont trop souvent aggravé le mal qu'elles prétendaient combattre, cette remarque l'est plus encore pour les deux puissances qui peuvent aujourd'hui exercer une influence déterminante sur les frères ennemis: les Etats-Unis et la Russie.

J'entends bien que la situation en Bosnie-Herzégovine a commencé à changer lorsque Moscou et Washington ont manifesté leur volonté de mettre un terme à la guerre. Mais jusqu'à présent leur action n'a pas été coordonnée de telle façon qu'un plan de paix global s'impose à tous. Pour l'instant chacun fait cavalier seul et se préoccupe de marquer des points, ce qui peut aboutir à de nouvelles ruptures.

Il ne suffit donc pas, pour mettre fin à la guerre, de parler ou de menacer; il faut aussi agir ensemble.

Cela est d'autant plus facile aujourd'hui que la solution apparaît évidente. Dessinée en filigrane dans l'accord entre les Croates et les Musulmans signé à Washington il y a quelques jours, elle est celle même que nous n'avons cessé de proposer depuis deux ans: respect des frontières des Républiques yougoslaves telles qu'elles ont été reconnues par la communauté internationale, autonomie des régions historiques qui composent chaque République, protection des minorités ethniques ou religieuses, création d'une Communauté à géométrie variable regroupant dans un même ensemble les Républiques de l'ancienne Yougoslavie. Ces principes de bon sens étant contraires aux plans élaborés jusqu'ici, il faut dire clairement que le plan Owen-Stoltenberg a vécu et cesser de s'y référer.

C'est alors seulement que la paix reviendra dans les Balkans. Fondé sur des bases naturelles, le schéma que nous proposons est logique, cohérent, équilibré. Il répond aux exigences de l'histoire et de la géographie. Il correspond surtout aux aspirations des populations civiles qui n'ont pas voulu cette guerre et qui aspirent à retrouver leurs maisons et leurs terres.

Il se peut que les esprits ne soient pas encore tout à fait mûrs à Sarajevo, à Zagreb et à Belgrade pour accepter une telle solution mais les faits se chargeront vite de convaincre les plus réticents; et si les Etats-Unis et la Russie jettent tout leur poids dans la balance la guerre ne sera bientôt qu'un mauvais souvenir.

Rendre à chacun ses biens

Dans ce contexte un problème va très vite devenir primordial: c'est la réinstallation des hommes, des femmes et des enfants qui ont fui leur foyer dans l'ex-Yougoslavie pour s'échapper à la guerre.

Si l'on en croit les chiffres cités à Bruxelles par l'Union européenne ils sont actuellement 4.500.000 déplacés ou réfugiés qui errent en attendant que la guerre s'achève. 4.500.000 personnes qui ont tout perdu et qui vont tout tenter, sitôt la paix revenue, pour regagner leurs villes et leurs villages d'origine. De tels mouvements de population ne peuvent pas s'improviser. Ils doivent être préparés avec le plus grand soin si l'on veut éviter que ce retour soit générateur de conflits sans fin.

Dans un moment comme celui que nous vivons, où l'attention se fixe sur les grands événements historiques tels que la levée du siège de Sarajevo ou les négociations de Washington et de Moscou, c'est à ce problème là, concret, précis, qu'il

faut d'abord penser. Pour réussir la paix il faudra en effet permettre d'abord la réinstallation dans les foyers de ces millions de personnes auxquelles la guerre a tout enlevé.

Il n'est pas besoin d'être un expert pour mesurer la complexité extrême d'une situation qui peut rapidement devenir explosive alors même que par ailleurs les responsables politiques se seraient mis d'accord pour régler leurs différends. Les Européens qui ont vécu pendant et après la seconde guerre mondiale de grands déplacements de population savent par expérience la somme énorme de difficultés que de tels mouvements provoquent. Ils sont mieux à même que quiconque d'en apprécier les risques.

Réfléchir à cette vaste question, imaginer des solutions pratiques, créer dans chaque région le cadre juridique et institutionnel qui garantira le respect des droits de chacun, définir les arbitrages qui permettront de régler les conflits individuels et collectifs au fur et à mesure qu'ils apparaîtront sont autant de gestes qu'il faut accomplir dans les semaines à venir sans attendre que les armes se soient définitivement tues dans l'ex-Yougoslavie.

Une fois encore c'est en prévoyant ce qui peut se passer que l'on donnera ses véritables chances à la paix.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 37

15. Avril 1994

Madame, Monsieur,

Ceux qui ont cru que la paix reviendrait en Bosnie-Herzégovine parce que l'Otan faisait étalage de sa force ont aujourd'hui la preuve de leurs illusions. Non seulement les combats se poursuivent dans plusieurs zones mais encore Sarajevo elle-même n'est pas à l'abri d'un nouveau drame.

Cette situation était malheureusement prévisible. Pour une raison simple dont il est difficile de comprendre qu'elle n'ait pas été prise en compte: c'est que seul un accord formel entre les grandes puissances peut imposer aux belligérants un cessez-le-feu durable. Or chacun sait que l'une au moins d'entre elles, la Russie, n'a pas eu son mot à dire lorsqu'il s'est agi d'intervenir militairement pour protéger les Casques bleus menacés; situation d'autant plus surprenante que ce pays a lui-même envoyé des unités en Bosnie-Herzégovine et qu'à ce titre au moins il était en droit de demander un minimum de concertation.

Dans la longue liste des occasions perdues cette erreur politique mérite de figurer en bonne place. Elle montre en effet à quel point les hommes chargés de ramener la paix dans l'ex-Yougoslavie sont loin des réalités du terrain et se trouvent du même coup dans l'incapacité de mener à bien leur mission.

L'égoïsme sacré des grandes puissances

On peut à la rigueur comprendre que les Etats-Unis, l'Europe et la Russie poursuivent dans cette affaire des buts différents. Mais le danger d'une explosion générale dans les Balkans est tel aujourd'hui que la raison devrait l'emporter sur les préoccupations égoïstes. Lorsque l'on considère ce qui se passe un peu plus au sud de la Bosnie entre la Grèce et la Macédoine, entre l'Albanie et la Grèce on comprend qu'une explosion beaucoup plus grave encore est possible, voire probable, dans une région où les passions ethniques et religieuses sont portées à leur paroxysme.

L'essentiel dans le moment présent est de mettre fin à la guerre qui ravage la Bosnie-Herzégovine: tout le monde en convient mais personne ne consent les gestes nécessaires pour y parvenir; les Américains et les Européens croient qu'il suffit de gesticuler dans les airs pour faire taire les armes au sol, les Russes s'imaginent que l'appartenance de l'ex-Yougoslavie au monde slave leur confère un atout décisif pour imposer leur arbitrage. Les uns et les autres font fausse route et ne peuvent espérer régler la question yougoslave sur ces bases.

Seuls une concertation de tous les instants, un accord sur les buts et les méthodes, une volonté affichée d'agir ensemble sont capables d'inverser un processus qui conduit à une reprise générales des hostilités entre Serbes, Croates et Musulmans, à une extension de la guerre au Kosovo, à la Macédoine et à l'Albanie, voire même à une relance de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest. Si les Etats-Unis, la Russie et l'Union européenne veulent effectivement ramener la paix dans l'ex-Yougoslavie leurs dirigeants doivent cesser d'agir en ordre dispersé en pratiquant un clientélisme dangereux qui conforte chaque camp dans sa détermination à poursuivre les combats.

Cela suppose une grande sagesse politique qui conduise chacun à admettre le point de vue de l'autre et à agir en conséquence. Si l'on admet aujourd'hui que le premier but à atteindre est la fin des combats il faut que les représentants américains, russes et européens présents en Bosnie-Herzégovine manuvrent de façon concertée pour instaurer la paix; il faut en même temps que les gouvernements affichent leur volonté de mettre fin à la guerre et mettent en luvre tous les moyens à leur disposition pour convaincre les belligérants de leur détermination. Quelques geste suffiraient pour créer un climat propice à la suspension définitive des hostilités; ils ne sont pas forcément spectaculaires mais doivent être accomplis en commun et porter sur des points précis, non sur des idées vagues.

Ce qui se joue aujourd'hui dans les Balkans ce n'est pas seulement le sort de l'ex-Yougoslavie, c'est aussi l'équilibre à venir du sud de l'Europe, les relations futures entre le monde européen et le monde slave. L'enjeu est tel que si les réflexes de défiance l'emportent sur la volonté de coopérer l'Europe toute entière hypothéquera de nouveau son destin pour un demi-siècle au moins.

Abandonner le plan Owen-Stoltenberg

Dans ce contexte l'un des gestes les plus significatifs qui pourrait et devrait être fait est l'abandon pur et simple du plan de paix établi à Genève et connu sous le nom de plan Owen-Stoltenberg.

Parce qu'il entérine le partage de la Bosnie-Herzégovine selon des critères ethniques ce plan est tout à la fois irréaliste et immoral; il donne raison à ceux qui ont creusé un sillon sanglant entre Croates, Serbes et Musulmans; il ne peut que provoquer une suite sans fin de drames. Son abandon comme base de règlement du conflit yougoslave est un préalable indispensable à toute négociation sérieuse.

Avec une obstination qui en dit long sur leur méconnaissance du problème les Européens ne cessent de prôner l'application de ce plan en Bosnie-Herzégovine. Ils s'interdisent par la même de jouer un rôle dans la réconciliation des frères ennemis. La paix, si elle revient un jour en Bosnie, reposera en effet sur la reconnaissance de ce fait d'évidence que les communautés ethniques ou religieuses sont trop imbriquées les unes dans les autres pour être réparties sur le territoire de façon artificielle.

Nous ne rappellerons pas ici les propositions que notre Fondation a formulés il y a plus d'un an sur ce sujet. Mais il est clair que plus le temps passe plus les faits nous donnent raison. Les Républiques indépendantes nées de l'éclatement de la Yougoslavie ne trouveront pas leur salut dans des partages ethniques ou religieux contre nature; elles parviendront à la paix le jour où elles auront accepté le fait qu'elles sont composites par essence et qu'elles doivent se doter de régimes politiques très fortement décentralisés. La paix, n'en doutons pas, reprendra ses droits dès que les hommes consentiront à donner aux régions historiques de l'ex-Yougoslavie l'autonomie à laquelle elles ont toujours aspiré.

Le plan Owen-Stoltenberg propose de construire la paix sur la violation des droits les plus sacrés de la personne humaine. Il est en contradiction formelle avec tous les principes de la démocratie. Il ne peut donc en aucun cas être pris comme base d'une négociation raisonnable. Plus tôt les Occidentaux en prendront acte plus vite on s'attaquera enfin aux vrais problèmes.

Mais le temps presse.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 38

1. Mai 1994

Madame, Monsieur,

La tragédie de Gorazde illustre de façon caricaturale ce qui arrive lorsque l'on cherche à imposer une solution artificielle à un problème humain. Elle se répétera dans le proche avenir si les grandes puissances persistent dans leur volonté de créer des enclaves ethniques en Bosnie-Herzégovine. La création de ces enclaves ne peut, en effet, qu'encourager les conflits sur le terrain; elle conduit les assiégeants à multiplier les agressions et incite les assiégés à essayer de rompre l'encercllement, puis à distordre la vérité pour se faire entendre de l'opinion publique internationale

Persister dans cette voie ne peut que conduire à une impasse générale et perpétuer la guerre alors même que la preuve est faite que la force ne résoudra durablement aucun problème.

Combien de morts faudra-t-il encore pour que l'on reconnaisse cette vérité là? Combien de souffrances devra-t-on supporter avant que l'on renonce à une politique si manifestement contraire à la réalité historique et humaine?

Diplomatie secrète

Dans le déferlement continu des mauvaises nouvelles qui nous assaille quotidiennement une lueur d'espoir est cependant apparue à la faveur de la tragédie de Gorazde.

C'est l'annonce d'une prochaine rencontre au sommet des Etats-Unis, de la Russie, de l'Union européenne et des Nations Unies pour tenter de trouver une issue au drame yougoslave. Cette rencontre, il y a plusieurs mois que nous la suggérons, considérant que seul un accord formel et une action concertée des grandes puissances parviendront à faire taire les armes dans les Balkans. Le fait qu'elle ait été décidée constitue assurément un progrès important dans la bonne direction et nous ne pouvons que nous en réjouir.

Qu'il nous soit permis toutefois de dire qu'une telle conférence ne peut avoir des effets positifs que si elle est préparée avec un soin extrême: préparée avec un soin extrême cela veut dire de façon très concrète qu'elle fait l'objet d'une réflexion commune préalable permettant de dégager un consensus sur le fond; cela veut dire aussi et surtout que les discussions se déroulent dans le secret le plus absolu.

Chacun sait en effet que, dans l'ombre, des groupes de pression puissants et organisés agissent depuis le début de la guerre dans l'ex-Yougoslavie pour faire échouer toutes les tentatives de conciliation; maniant avec une habileté consommée la séduction, la menace, l'intimidation et des formes plus concrètes encore de persuasion ces groupes faussent le jeu diplomatique normal. Ils empêchent les spécialistes d'accomplir leur travail avec toute la sérénité nécessaire, agitent les médias en leur fournissant des informations fausses ou déformées, s'appuient sur l'opinion publique mondiale qu'ils tentent de façonner au mieux des intérêts qu'ils défendent.

Dans un tel contexte fait de pression et de désinformation il n'est d'autre moyen de parvenir à une solution viable que de soustraire aux pressions ceux qui ont la lourde tâche de proposer aux gouvernements un règlement d'ensemble. Or il se trouve que jusqu'à présent toutes les discussions se sont déroulées sur la place publique plaçant les responsables au premier rang, exposés à tous les coups. Il est donc temps que la diplomatie publique cède la place à la diplomatie secrète.

A ceux qui s'offusqueront d'une telle proposition je rétorquerai que dans le monde hyper médiatisé dans lequel nous vivons la discrétion tend à redevenir une vertu cardinale. Non seulement elle est une condition indispensable à toute négociation sérieuse, mais encore elle autorise seule les audaces sans lesquelles il n'y aura jamais de paix durable dans les Balkans.

Le plus vite possible

Et puisque nous en sommes là je voudrais répéter une fois encore que la première des conditions à remplir pour progresser vers la paix dans l'ex-Yougoslavie est de renoncer définitivement au plan Owen-Stoltenberg.

Fondé sur l'acceptation d'un principe inique, moralement inacceptable et politiquement dangereux, qui est celui du partage de la Bosnie-Herzégovine selon des critères ethniques, ce plan ne peut que projeter les Balkans dans une guerre de cent ans. Le prendre comme base d'un règlement dans l'ex-Yougoslavie c'est refuser la paix.

Ce préalable levé, car il s'agit bien d'un préalable, il faut tout faire pour que la conférence au sommet se réunisse le plus vite possible. A quoi pourraient bien servir en effet de nouveaux délais sinon à multiplier les occasions d'agression, à accroître les souffrances des populations civiles, à faire le jeu de ceux qui veulent perpétuer la guerre pour servir des intérêts personnels?

La réunion des quatre Grands est urgente, impérative: parce que la guerre n'a que trop duré dans l'ex-Yougoslavie, parce que des tensions inquiétantes se font jour dans le sud des Balkans, parce que de nouvelles convoitises s'exercent sur la Dalmatie et sur l'Istrie, parce que, tout simplement, il y a déjà eu trop de morts, trop de blessés, trop de personnes déplacées dans cette région du monde.

La paix ne peut plus attendre.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 39

1. Juin 1994

A Monsieur le Président François Mitterrand
A Monsieur le Président Boris Eltsine
A Monsieur le Président Bill Clinton
A Monsieur le Premier ministre John Major
A Monsieur le Secrétaire général Boutros Boutros Ghali
A Monsieur le Président Jacques Delors,

Après deux années d'une guerre sauvage qui a détruit la Yougoslavie, ravagé une partie des Balkans, causé des dizaines de milliers de morts et de blessés, lancé sur les routes de l'exode des millions d'hommes, de femmes et d'enfants, vous vous êtes décidés à prendre la seule mesure qui peut mettre fin à la violence: vous réunir afin d'imposer la paix aux belligérants. Sans doute n'êtes vous pas responsables du drame qui se joue depuis deux ans dans l'ex-Yougoslavie. Mais si vous aviez pris dès le début la mesure du problème, si au lieu d'attendre vous aviez adopté les décisions que la situation imposait à l'évidence, si vous aviez fait preuve de détermination au lieu d'afficher vos désaccords, les armes se seraient tues depuis longtemps dans les Balkans et nul n'aurait songé à institutionnaliser le partage ethnique des régions contestées. En laissant le champ libre aux extrémistes qui se partageaient les dépouilles de la Yougoslavie vous avez pris la responsabilité de laisser ce conflit dégénérer au risque de mettre une nouvelle fois le feu à l'Europe. .

Permettez donc à ceux qui, comme nous, n'ont cessé depuis le début du drame de vous demander d'intervenir, de rappeler les règles de bon sens dont l'adoption, lors de votre rencontre au sommet, ramènerait à coup sûr la paix dans l'ex-Yougoslavie.

D'abord comprendre...

Vous savez bien que les Républiques qui constituaient jadis la Yougoslavie et qui, aujourd'hui, se déchirent, ne se sont pas dressées les unes contre les autres pour vider d'obscures querelles ethniques dont l'origine remonterait à la nuit des temps. Elles sont formées par un seul peuple - le peuple des Slaves du sud-, dont plus de

75 % parle une seule et même langue - le serbo-croate - et qui habite depuis des siècles le même espace géographique - les Balkans-. Ce peuple pratique des religions diverses- orthodoxe, catholique ou musulmane- mais sa culture, ses traditions, son art de vivre sont communs. Rien ni personne ne pourra jamais élever en son sein des barrières artificielles, encore moins le diviser durablement.

Vous devez donc abandonner l'idée inacceptable qui sert de base au plan Owen - Stoltenberg et dont l'application ne ferait qu'aggraver la crise au lieu de la résoudre.

Cessez de croire que les peuples yougoslaves ne veulent plus vivre ensemble comme ils l'ont toujours fait dans le passé. Si la fin du communisme a signifié pour eux la descente aux enfers c'est seulement parce que des hommes ambitieux, dénués de scrupules et avides de pouvoir ont voulu se tailler des fiefs personnels dans l'ex-Yougoslavie. Utilisant la haine et l'exclusion comme des armes pour accomplir leurs desseins ils ont multiplié les provocations, élevé la haine et l'injustice au rang d'instruments politiques, utilisé les grands moyens de communication pour manipuler l'information à leur profit. En s'appuyant sur de petits groupes d'extrémistes ils ont ainsi réussi à tracer un sillon sanglant dans la chair du pays.

Vous devez comprendre que le peuple yougoslave, dans ses différentes composantes croate, bosniaque ou serbe, n'a pas épousé la cause de ceux qui le poussaient sur la voie de l'exclusion. S'il a pu à un moment ou à un autre prêter l'oreille aux propos nationalistes qui lui étaient tenus il n'a jamais soutenu la mauvaise querelle de ses dirigeants. Bien au contraire, chaque fois que l'occasion lui en a été donnée il a manifesté son désir de vivre en paix dans une société pluraliste où chacun pourrait pratiquer la religion qu'il a librement choisie et cela sur le lieu même où il est né et où ses ancêtres ont vécu.

N'oubliez surtout pas que la guerre a redoublé de violence chaque fois que l'on s'est penché sur les cartes d'état-major et que l'on a prétendu fonder la paix sur le partage ethnique du territoire de l'une ou l'autre des républiques yougoslaves.

... et ensuite agir

C'est cette réalité là, incontournable, que vous devez maintenant reconnaître pour réparer les erreurs commises tout au long de ces deux années de guerre. Elle seule, en effet, peut conduire à une solution durable du conflit.

Il y a tout juste un an notre Fondation éditait un livre de où elle dessinait, avec l'aide d'experts internationaux réputés, le cadre d'un règlement global de la crise

yougoslave. Prenez donc ces propositions comme base de votre plan de paix: elles sont tout à la fois réalistes et justes parce qu'elles écartent toute idée de partage ethnique de la Bosnie-Herzégovine comme de toute autre république yougoslave.

Les principes qu'elles posent sont simples:

1. Redonner vie aux régions historiques des Balkans, ces entités autonomes où les ethnies et les religions se côtoyaient autrefois sans se combattre.
2. Confirmer solennellement les frontières des républiques yougoslaves et leur permettre par la suite de créer une Communauté à géométrie variable au sein de laquelle chaque république vivra libre et indépendante en déléguant les seules responsabilités qu'elle ne peut raisonnablement assumer.
3. Par votre détermination commune, à la condition qu'elle soit ferme et sans détour, convaincre les Serbes de se rallier à l'accord conclu à Washington entre les Bosniaques et les Croates, accord qui est un premier pas dans la bonne direction mais qui ne peut rien régler s'il n'est pas étendu; il ne faut jamais oublier, en effet, que dans leur immense majorité les Serbes de Bosnie ne sont pas des extrémistes et que beaucoup d'entre eux vivent dans des territoires considérés à tort comme des régions musulmanes.
4. Faire en sorte que cette communauté puisse s'agréger sans retard à l'Union européenne qui sera à l'avenir le plus sûr garant de la paix dans les Balkans.

S'il n'est pas de plus ardente obligation aujourd'hui que celle de permettre aux quatre millions de Yougoslaves déplacés par la guerre de retrouver leur foyer seul un plan fondé sur ces quatre principes peut la remplir. Vous avez le pouvoir, vous avez le devoir de l'imposer à ceux qui continuent de se battre au mépris des droits les plus élémentaires de la personne humaine. Si vous ne le faites pas, non seulement vous serez coupables au regard de l'Histoire mais encore vous aurez à faire face à une guerre qui embrasera tout le sud de l'Europe.

L'occasion qui s'offre à vous peut mettre en harmonie la justice et la paix: il pourrait ne pas y en avoir d'autre. Ne la laissez pas passer.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 40

1. Juillet 1994

Madame, Monsieur,

A Genève vient de se dérouler une réunion d'intellectuels yougoslaves qui fera date dans l'Histoire. Non contents en effet d'affirmer leur foi dans la paix et la démocratie, ces hommes et ces femmes n'ont pas hésité à proclamer leur conviction que la solution du conflit dans l'ex-Yougoslavie viendra de la tolérance et du respect d'autrui.

Parce qu'il est juste et qu'il reprend des idées qui nous sont chères, je crois nécessaire de porter à votre connaissance le texte de la déclaration adoptée par la conférence.

DECLARATION

I

"Sous le haut patronage de l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture), le Conseil d'Etat de la République et le Canton de Genève, une conférence des intellectuels indépendants pour la paix dans l'ex-Yougoslavie s'est tenue entre le 27 et le 30 juin 1994 dans cette ville, sur le lac de Léman."

"Entre autres, MM Federico MAYOR, Directeur Général de l'UNESCO, Olivier VODOZ, Vice-Président du Conseil d'Etat de Genève et François FOUINAT, représentant personnel du Haut Commissaire pour les Réfugiés, se sont adressés au 27 participants à la rencontre venant de toutes les parties de l'ex-Yougoslavie."

II

"Dans un débat démocratique et à travers l'échange de leurs opinions, les participants à la conférence se sont accordés sur le fait que les conflits armés dans les Balkans doivent être arrêtés au plus vite et par tous les moyens possibles, en accord avec toutes les résolutions adoptées jusqu'ici par le Conseil de sécurité des Nations Unies; ils se sont entendus également sur le fait que toutes les personnes concernées, sans exception, devraient y prendre part."

III

"Nous considérons que la paix n'est possible que sur les bases suivantes:

- Le refus des changements de frontières reconnues internationalement, par la force ou par des diktats.*
- Le respect de l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine en tant qu'Etat démocratique, multinational et multiconfessionnel, qui est devenu le symbole de la défense et de la sauvegarde de l'Europe d'Helsinki.*
- Le refus des changements démographiques obtenus par la force, le génocide, la purification ethnique", le transfert soi-disant humanitaire - "bénévole" des populations, ou par toute autre forme de pression.*
- L'annulation de tous les accords et actes unilatéraux sur les transferts de propriété obtenus par la violence et la pression.*
- Le retour des réfugiés dans leurs foyers en toute liberté et sécurité, en y incluant les dédommagements correspondants et la création de conditions préalables pour la vie en liberté et en sécurité.*
- L'accélération des procédures juridiques contre les crimes et les criminels de guerre, incluant le traitement des viols comme des crimes de guerre, avec une protection particulière des témoins et des victimes durant le procès aussi bien que par la suite.*
- Nous proposons que l'UNESCO engage des poursuites contre les responsables de la destruction d'édifices sacrés, de monuments culturels et de sites naturels.*
- Le refus de ces principes pour l'établissement de la paix dans la région de l'ex-Yougoslavie crée un dangereux précédent. Il favorise le changement des frontières par la force, la création d'Etats ethniquement purs et une idéologie expansionniste basée sur le racisme qui incite au retour du fascisme et du nazisme, non seulement dans les Etats successeurs de l'ancienne Yougoslavie, mais aussi dans l'Europe toute entière."*

IV

"En conséquence, la Conférence considère:

- que la paix ne peut être acquise sans la reconnaissance mutuelle des Etats successeurs de l'ex-Yougoslavie et sans l'accélération du processus de succession;*
- que la paix est impossible sans la réalisation de la démocratie parlementaire, des droits civiques et de la citoyenneté, des droits de l'homme, des droits des minorités individuelles et collectives;*

- *qu'il est nécessaire de rendre possible le rétablissement entre les individus et les groupes des communications coupées du fait de la guerre et de la dissolution de l'ex-Yougoslavie.*
- *que les médias portent également une large responsabilité dans la guerre en ex-Yougoslavie; la paix ne saurait être instaurée sans l'existence de médias indépendants qui recherchent la vérité au lieu de propager ce que les leaders nationaux proclament être la vérité;*
- *que sont contraires à ces principes toutes les interdictions et limitations, qu'elles soient imposées par les autorités nationales ou internationales, du travail des journalistes, de la libre circulation des informations et des échanges culturels;*
- *qu'il est nécessaire de créer et de cultiver un climat dans lequel la compréhension mutuelle et l'amitié ne seront pas criminalisées politiquement et manipulées;*
- *qu'en vue d'arrêter la guerre au plus tôt et de réduire les tensions mutuelles, il est nécessaire d'intensifier les contacts mutuels individuels et de groupes, ainsi que les activités des organisations non-gouvernementales;*
- *qu'il est nécessaire d'accélérer les programmes d'aide de l'UNESCO, de l'UNICEF, de l'OMS, du HCR, de l'Union européenne et des organisations non-gouvernementales, dans le but d'endiguer les graves conséquences de la guerre dont les victimes ont été toutes les couches de la société, et en particulier les femmes et les enfants;*
- *qu'un des premiers actes à accomplir pour effacer le spectre de la haine doit être la restauration de tous les édifices sacrés détruits, qui devraient être restaurés par ceux qui contrôlent de facto les territoires sur lesquels ces édifices étaient situés.*

Les participants à la conférence ont exposé de nombreuses autres propositions d'actions concrètes qui seront publiées dans un délai raisonnable."

V

"Il est particulièrement important de préciser que:

- *Nous soutenons et encourageons les négociations entre les représentants de la République de Croatie et des Serbes des territoires sous le contrôle de la communauté internationale, en vue de trouver une solution pacifique et progressive, en accord avec toutes les décisions du Conseil de sécurité, en respectant les droits de l'homme et des minorités, aussi bien sur le territoire sous le contrôle des autorités croates que sur le territoire sous le contrôle de la communauté internationale.*
- *Nous soutenons les efforts de la communauté internationale en vue de prévenir une extension de la guerre en Ancienne République Yougoslave de Macédoine ou dans toute autre partie de l'ex-Yougoslavie. Nous proposons que le dialogue soit*

engagé entre les pays voisins visant à préserver la paix et à développer une coopération généralisée.

- *Nous soutenons les efforts accomplis pour résoudre le problème du foyer de guerre potentiel, que constitue le Kosovo, sur la base de principes démocratiques, de l'établissement d'institutions démocratiques et du dialogue.*
- *Nous soutenons les efforts engagés pour créer les bases réelles d'une vie commune en Voïvodine et au Sandzak, par le biais du dialogue démocratique et dans le respect total des droits et de l'identité de chaque communauté ethnique vivant dans ces régions."*

VI

"En accord avec les opinions exprimées en commun, les participants à la conférence de Genève sur la paix dans l'ex-Yougoslavie ont décidé de prendre l'initiative pour établir une conférence permanente sous le patronage de l'UNESCO et de la République et du Canton de Genève en tant que forum unique non-gouvernemental."

"En conséquence, nous demandons à tous ceux qui souhaitent contribuer à faire cesser les hostilités dès que possible et à instaurer la paix, de s'engager activement, en tant qu'individus, groupes, ou organisations non-gouvernementales, dans la propagation des idées de la Société civile, de l'Etat de droit et dans l'intégration de l'ensemble de l'espace de l'ex-Yougoslavie dans la communauté de l'Europe."

"Les participants à la conférence proposent qu'une de leurs prochaines rencontres ait lieu à Sarajevo."

Il va de soi que notre Fondation soutient toutes les initiatives que les participants à la conférence de Genève ont pris.

Ouvrant depuis des mois pour qu'une solution humaine et équitable soit trouvée au conflit qui déchire l'ex-Yougoslavie, nous ne pouvons qu'appuyer les efforts des intellectuels indépendants. Et nous espérons que tous les hommes et les femmes de bonne volonté se rallieront à eux.

Boris Vukobrat

Président

LISTE DE PARTICIPANTS

Ivica CERESNJES Président de la communauté juive de Sarajevo

Ivan-Zvonimir CICAŠ, Président de Helsinki Watch, Zagreb

Biserka GALL, Peintre, Paris

Sacha GOLDMAN, Producteur de cinéma, Paris

Jurij GUSTINCIC, Journaliste de Ljubljana

Dusan JOVANOVIĆ, Metteur en scène de théâtre

Zorica JOSIĆ, Psychologue, Paris

Zlatko KRAMARIĆ, Maire de Osijek

Dusan MAKAVEJEVIĆ, Metteur en scène de cinéma, Belgrade

Orhideja MARTINOVIĆ, Avocat, spécialiste des Droits de l'Homme, Zagreb

Dragoljub NAJMAN, Secrétaire Exécutif du Conseil InterAction, ancien Sous-Directeur-Général de l'UNESCO, Paris

Aleksandar NENADOVIĆ, Journaliste, ancien Rédacteur en chef de "Politika", Belgrade

Bozo NOVAK, Journaliste, Ancien Directeur de "Vjesnik", Zagreb

Nikola PETROVIĆ-NJEGOS, Architecte, Prince du Monténégro

LETTRE N° 41

1. Août 1994

Madame, Monsieur,

*S*il ne fait pas de doute, pour nous qui observons la scène internationale, que la création du Groupe de Contact sur la Yougoslavie constitué des Etats-Unis, de la Russie, de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni institue une nouvelle forme de coopération internationale; une coopération qui répond bien aux exigences de notre époque et dans laquelle chacune des grandes puissances concernées trouve son compte puisque, grâce au Groupe de Contact, les Etats-Unis n'apparaissent plus comme les seuls gendarmes du monde, la Russie reprend sa place dans le concert des grandes puissances, l'Allemagne se voit enfin reconnaître un rang diplomatique conforme à son poids économique, la France et le Royaume-Uni ne se trouvent pas dilués dans l'Union européenne

De nombreux signes montrent que cette institution s'apprête d'ailleurs à élargir le champ de ses interventions bien au delà du cas yougoslave. Adaptée aux dures réalités du monde moderne et suffisamment légère pour échapper à la paralysie des grandes institutions internationales, elle est appelée tôt ou tard à multiplier ses actions en faveur de la paix. La preuve en est que d'ores et déjà on y discute de toutes les grandes questions qui agitent les régions troublées de la planète.

En d'autres termes, et l'on ne peut que s'en réjouir, la guerre qui sévit dans l'ex-Yougoslavie a favorisé l'émergence d'une institution nouvelle, informelle, dépourvue certes d'un véritable pouvoir de décision mais capable de concilier les points de vue des grandes puissances et d'aider à la définition d'une politique commune, préalable indispensable à toute action cohérente sur le terrain.

Notre Fondation, qui a pour objet de réfléchir aux modes de gestion des crises adaptés aux problèmes de notre temps, ne peut que saluer l'apparition de cette institution sur la scène internationale. Dès le départ du conflit en Yougoslavie elle avait souligné que si la solution de la crise dépendait pour l'essentiel des Yougoslaves eux-mêmes, l'accord des grandes puissances - en particulier de la Russie et des Etats-Unis - était un préalable indispensable à tout règlement négocié.

Respecter l'unité et la diversité des peuples yougoslaves

Nous n'en sommes que plus à l'aise pour nous étonner que le Groupe de Contact n'ait pas réussi à sortir des sentiers battus et que son premier acte soit contraire à sa mission. Ne prône-t-il pas en effet, simultanément, l'unité de la Bosnie-Herzégovine et son partage suivant des critères ethniques? Une contradiction qui ne peut que prolonger les hostilités!

Il est clair pourtant, après l'échec des plans de paix fondés sur ce même principe, que la guerre ne prendra fin dans l'ex-Yougoslavie que le jour où la communauté internationale aura abandonné l'idée néfaste de diviser le pays sur la base de critères ethniques. Le fait est tellement évident pour qui connaît la réalité des Balkans, avec son extraordinaire imbrication humaine et religieuse, que l'on est choqué de voir des diplomates chevronnés proposer des solutions qui n'ont aucune chance de réussir durablement.

Il se peut que la pression internationale contraigne durant quelques mois Croates, Serbes et Musulmans de Bosnie à feindre d'accepter la partition qui leur est imposée; mais il est certain que tôt ou tard, et plutôt tôt que tard, le conflit repartira de plus belle.

Nous n'avons pas cessé de le dire depuis deux ans: la paix ne reviendra dans l'ex-Yougoslavie que le jour où l'on comprendra qu'il est illusoire et dangereux de vouloir séparer des peuples qui n'en font qu'un. Et, de ce point de vue, je voudrais dénoncer ici le scandale qui consiste à organiser une division de la Bosnie dont les Bosniaques ne veulent pas, qui leur a été imposée par des dirigeants indignes et qui est contraire aux principes les plus fondamentaux du droit international.

Qu'il me soit permis à ce propos de souligner au passage l'incohérence d'une politique qui prône au Rwanda le retour des réfugiés dans leur foyer mais qui interdit dans le même temps aux Bosniaques de regagner leurs villes et leurs villages. A très court terme une telle incohérence ne peut être que la source de terribles désordres.

Le Groupe de Contact ne jouera son rôle que s'il change radicalement de politique par rapport aux positions prises par ses prédécesseurs. Ceci veut dire en termes très concrets qu'il doit rappeler deux principes essentiels:

1. La Bosnie est une République dont il faut respecter l'unité et la diversité: l'unité, c'est-à-dire le respect de ses frontières, de l'intégrité de son territoire; la diversité, c'est-à-dire le respect de la mosaïque humaine qui la compose. Cela peut

être fait par l'instauration d'un système politique démocratique fondé sur la reconnaissance et l'autonomie des régions historiques qui la constituent, système politique dont la Suisse, avec bien d'autres nations, a démontré depuis longtemps la viabilité.

2. La Bosnie ne peut pas vivre isolée de ses voisins. Trop de liens historiques, économiques, culturels, humains l'unissent à la Croatie, à la Serbie, au Monténégro pour qu'elle résolve seule ses problèmes; et l'on voit bien aujourd'hui que la Slovénie est trop faible pour résister aux convoitises de l'Italie, que la Macédoine est étranglée par les pratiques insupportables de la Grèce. Dans le même temps, par conséquent, où l'on instaure un système politique décentralisé sur le territoire bosniaque, il convient impérativement de travailler à la création d'une communauté des Républiques yougoslaves semblable dans son principe et ses institutions à l'Union européenne et seule capable de les protéger durablement contre les pressions extérieures.

La partition de la Bosnie: une erreur et un crime

Il n'y a là rien de révolutionnaire, ni d'excessif et je m'étonne que les puissances du Groupe de Contact ne rompent pas délibérément avec les positions prises jusqu'à ce jour par la communauté internationale. La preuve est faite en effet de façon indiscutable et depuis longtemps que la partition de la Bosnie est à la fois une erreur et un crime: une erreur parce qu'elle n'a aucune chance de ramener la paix dans le pays; un crime parce qu'elle condamne les peuples à se déchirer sans fin.

Seul le respect de la règle de bon sens selon laquelle une famille, à quelque ethnie ou religion appartienne, doit pouvoir vivre là où ses ancêtres ont vécu peut ramener la paix dans les Balkans. Et il faut être très présomptueux ou très naïf pour croire que la volonté des grandes puissances d'imposer aux peuples yougoslaves une séparation contraire à leurs aspirations les plus profondes, à leurs traditions historiques, à leur intérêt propre, pourra régler le problème.

Puisse les diplomates du Groupe de Contact se souvenir que les montages politiques les plus savants ne peuvent rien contre la volonté des Hommes.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 42
1. Septembre 1994

Madame, Monsieur,

*L*é monde entier a, depuis trois mois, les yeux fixés sur le terrible exode qui jette la population rwandaise sur les routes. Institutions humanitaires et médias se relaient pour dénoncer sans relâche le scandale insupportable que constitue le déplacement forcé de ces centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qu'une guerre absurde a jetés hors de chez eux; par l'image, par le son, par l'écrit ils décrivent le terrible désespoir et la misère physique qui sont le lot de tous ces malheureux.

Mais, beaucoup plus près de nous, tout près à vrai dire, se joue un drame identique auquel nul ne prête plus attention. Ce drame est celui des 3.800.000 personnes qui ont été chassées de leur foyer dans l'une ou l'autre des Républiques de l'ex-Yougoslavie et qui errent dans les Balkans ou dans le reste de l'Europe en attendant que la guerre finisse. 3.800.000 hommes, femmes et enfants recensés par le Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies dont l'opinion mondiale se désintéresse et qui n'attirent plus l'œil des caméras de télévision ou le micro des stations de radio.

Et pourtant cette tragédie se joue en plein cœur de l'Europe, à moins d'une heure d'avion des grandes capitales du Vieux Continent, sur une terre en tout point semblable à celle que foulent les Français, les Allemands, les Anglais, les Suisses et tous ces peuples qui ont fait du respect des Droits de l'Homme la base de leur démocratie.

Alors, pourquoi cette injustice? Pourquoi ce qui fait scandale en Afrique n'émeut-il personne en Europe? Les Bosniaques, les Serbes et les Croates réfugiés ou déplacés sont-ils une autre race d'hommes qui ne méritent ni le respect ni la compassion des nantis?

Un principe inique et dangereux

Il y a là, pour nous qui tentons de parler le langage de la raison, une incompréhensible dérive et, ce qui sans doute est pire encore, une monumentale erreur. Lorsqu'une tragédie atteint une telle ampleur, une telle magnitude sur l'échelle des séismes humains il n'est pas de solution politique qui puisse y mettre fin. Tout projet qui ne repose pas sur le retour des familles dispersées sur le lieu même où elles ont vécu est voué par avance à l'échec. Et rien au monde n'empêchera que tôt ou tard les victimes de l'exode cherchent par tous les moyens à regagner leur foyer.

C'est pourquoi nous avons toujours dit, et nous ne nous lasserons jamais de répéter, que le premier problème à résoudre, si l'on veut ramener la paix dans l'ex-Yougoslavie, est celui des réfugiés et des personnes déplacées. Non pas en les fixant là où les hasards de l'exil les ont conduites mais là où elles sont nées, ont vécu heureuses et pacifiques, ont poussé leurs racines. L'Homme est un animal social qui ne peut vivre durablement hors d'un groupe; aussi évolué soit-il il est de sa famille, de son village, de son terroir, de sa région, de son pays. Et c'est ne rien connaître à l'âme humaine que de prôner son déracinement comme solution à un conflit.

Je voudrais rappeler à ce propos que la déclaration signée à Genève au mois de juin dernier par les intellectuels yougoslaves (cf. ma lettre du 1er juillet) demandait en son point 3: « le retour des réfugiés dans leurs foyers en toute liberté et sécurité, en y incluant les dédommagements correspondants et la création de conditions préalables pour la vie en liberté et en sécurité ».

Faut-il encore une fois l'écrire, c'est très précisément la raison pour laquelle le Plan du Groupe de contact sur la Bosnie-Herzégovine nous paraît condamné à l'échec. Entérinant l'absurde principe du partage du pays selon des critères ethniques il est contraire à la nature même de l'Homme. Non seulement il est irréaliste mais encore il est inique. Et comme tel il n'y a aucune chance qu'il s'applique sur le terrain.

La preuve en est que des informations nous parviennent tous les jours montrant que le « nettoyage ethnique » se poursuit sur le terrain au mépris des décisions du Groupe de contact. La seule façon de mettre fin à la guerre est de permettre le retour des familles là où elles ont habité pendant des siècles sans songer à se battre. C'est-à-dire de faire très exactement le contraire de ce que le Groupe de contact constitué par les grandes puissances propose.

Cinq principes pour la paix

On ne saurait, me dira-t-on, avoir raison seul contre tous.

Eh bien si! Il y a dans la nature de l'Homme des ressorts, des instincts qui sont plus puissants que la passion, la logique, la foi même. Et parmi ces ressorts, ces instincts l'attachement à la terre natale est parmi les plus forts. Pour l'avoir compris alors que tout s'écroulait autour d'eux des hommes comme le Général de Gaulle et comme Winston Churchill ont su conquérir une place unique dans l'Histoire de leur pays.

Je n'ai certes pas la prétention d'occuper un jour la même place mais je sais que les événements me donneront raison. Il n'y aura pas de paix en Bosnie tant que la communauté internationale s'acharnera à entériner le partage ethnique du pays; il n'y aura pas d'issue politique au problème des Balkans tant que les 3.800.000 personnes déplacées ou réfugiées n'auront pas regagné leurs foyers. Et pour qu'elles y reviennent il faudra accepter le plan que notre Fondation a décrit il y a déjà deux ans.

1. Permettre aux familles de vivre là où leurs ancêtres ont vécu et bâti leur maison.
2. Donner aux régions historiques des Balkans l'autonomie de gestion qu'elles devraient avoir.
3. Réaffirmer les frontières nées de l'ancienne Yougoslavie et les garantir contre toute agression tout en respectant l'autonomie des régions.
4. Créer une nouvelle communauté de ces Républiques qui laisse chacune libre de ses décisions mais assure la cohérence de l'ensemble.
5. Associer le moment venu cette communauté à l'Union européenne afin d'en garantir la pérennité.

Qui oserait dire que ces principes ne sont pas l'expression d'une logique irréfutable?

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 43

1. Octobre 1994

Madame, Monsieur,

Avec le temps, des voix de plus en plus nombreuses se font entendre qui s'élèvent contre le projet de partage de la Bosnie-Herzégovine sur la base de critères ethniques. Ces voix ne sont pas celles de diplomates ou de politiciens avisés ayant compris l'impasse dans laquelle s'enferment les Républiques yougoslaves et les grandes puissances, mais celles d'intellectuels - poètes, journalistes, universitaires - qui s'élèvent contre l'atteinte irréparable portée à leur nation.

Ayant dénoncé dès le début la partition du pays comme contraire au droit international, contraire aux principes de la démocratie, contraire à l'équité, je voudrais dire ici ma joie de voir enfin la vérité apparaître petit à petit au grand jour; dire aussi mon espoir que le mouvement en faveur du respect des peuples de l'ex-Yougoslavie va s'étendre et finir par s'imposer à tous.

Des mythes dangereux

Et je citerai, à l'appui de cette affirmation, l'article qu'un dissident connu de l'ex-Yougoslavie, Mihajlo Mihajlov, vient de publier dans la revue «Problems of post-communism» (numéro d'automne 1994).

Ce texte explique en effet, de façon simple et intelligible par tous, ce que la plupart des citoyens de l'ex-Yougoslavie pensent mais ne peuvent pas ou n'osent pas dire.

Il débute par une analyse serrée des mythes qui, depuis le début du conflit dans les Balkans, faussent le jugement de ceux qui tentent de bonne foi de mettre fin aux hostilités. Ces mythes sont devenus les prémisses du règlement de notre situation.

"Le premier mythe est que le massacre sanglant entre les Serbes et les Croates ne représente que la manifestation de conflits et de haines ethniques séculaires. En réalité, les premiers conflits entre les Serbes et les Croates sont apparus au cours de la Deuxième guerre mondiale, au milieu du vingtième siècle."

“Le deuxième mythe est que l’Etat yougoslave était une « création artificielle » issue de la Conférence de Versailles. En effet, tous les Etats sont artificiels. La Yougoslavie a été proclamée le 1er septembre 1918, quelques semaines avant le début de la Conférence de Versailles.”

“Le troisième mythe est celui de l’existence d’une longue amitié historique, à la fois ethnique et stratégique, entre la Russie et la Serbie. Ce mythe est utilisé régulièrement dans les médias du monde entier pour expliquer la politique russe récente en Bosnie. Pourtant, dans les deux derniers siècles, la Russie et la Serbie ont été de véritables alliés pendant moins de quinze ans et cela au début du vingtième siècle.”

En parlant du dernier mythe, l’auteur explique que ce n’est pas la fin de la dictature qui a abouti au bain de sang. En effet, une dictature - communiste - a été remplacée par une autre - nationaliste.

“Le dernier mythe est que c’est la disparition de la dictature qui a amené aux conflits sanglants. En 1987, avant que la démocratisation ne s’amorce, la presse dans chaque République yougoslave a commencé à être de plus en plus nationaliste. Dans chaque République, les autorités avaient le monopole sur les grands médias (ce qui est le cas encore aujourd’hui). Comme l’a dit un écrivain yougoslave: « Avant que qui que ce soit ne devienne victime d’un cartouche, il était déjà exécuté dix fois par des paroles.”

Construire le raisonnement, et donc la politique, sur de tels mythes, explique l’auteur, c’est se condamner à ne pas chercher une issue durable à la guerre qui ravage l’ex-Yougoslavie; c’est surtout faire le jeu de ceux qui ont misé et misent encore sur la violence pour imposer leur loi.

« Dès le début de la crise yougoslave, écrit Mihajlo Mihajlov, la communauté internationale a manifesté une absence de vision dans la recherche des solutions aux problèmes. Son objectif était seulement d’arrêter la guerre, ce qui impliquait de récompenser ceux qui se battaient pour imposer les partages ethniques... La contradiction entre le droit des peuples à disposer d’eux-mêmes et l’inviolabilité des frontières se fauflait comme un fil rouge dans toutes les tentatives de la communauté internationale pour arrêter les combats ».

Suit une analyse pertinente du danger mortel que présente la prise en compte de critères ethniques ou religieux comme base de règlement du conflit yougoslave. Avec cette formule qui devrait figurer en lettres d’or en tête de tous les plans de paix:

« Accepter les versions nationalistes du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ce qui est devenu en pratique l'attitude de la communauté internationale, revient finalement à accepter le génocide ».

Les lecteurs de cette Lettre savent que depuis deux ans notre Fondation ne cesse de répéter la même vérité. Toute solution qui reposerait sur le partage de l'une ou l'autre des Républiques engendrera inéluctablement de nouveaux drames, de nouvelles violences, de nouvelles injustices. Et ce n'est pas en fermant les yeux sur cette évidence que la communauté internationale ramènera la paix dans les Balkans.

Cinq leçons, cinq principes

Parce qu'il dit tout cela de façon claire et compréhensible l'article de Mihajlo Mihajlov mériterait d'être publié ici en entier. Faute de place je ne citerai que sa conclusion car elle élève le débat et tire pour l'ensemble de l'humanité, en cette fin du vingtième siècle, cinq grands leçons:

1. L'humanité doit développer de nouveaux principes pour la sauvegarde des régions multiethniques; elle doit avoir une vision claire et un programme politique pour ce monde qui est devenu profondément interdépendant. Il faut donc attirer l'attention sur les erreurs commises dans la gestion de la tragédie yougoslave et en tirer les leçons.
2. L'idée de créer des Etats ethniquement purs doit être condamnée, non de façon « titiste » ni comme une simple réaction à des crimes individuels, mais de façon fondamentale comme incompatible avec la démocratie.
3. La démocratie est la seule force unificatrice qui puisse apporter une paix durable sur notre planète divisée ethniquement, nationale ment et religieusement. La Yougoslavie est un monde en miniature, un espace très sensible où se mêlent les grands courants religieux et socio-ethniques.
4. La politique russe dans les Balkans ne dépend pas d'une amitié illusoire entre la Russie et la Serbie, mais des rapports entre la Russie et l'Occident. Si la Russie et l'Occident s'accordent sur une vision du monde, alors ils s'accorderont aussi sur la question des Balkans. Si la Russie et l'Occident s'accordent seulement pour réaffirmer les principes du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de l'inviolabilité des frontières, ils se diviseront dans l'application de ces principes dans les Balkans comme ailleurs.

5. L'absence évidente de volonté politique pour résoudre le problème balkanique, est le résultat d'une absence de vision à long terme. La conséquence inévitable en est l'absence de politique cohérente et le manque d'unité chez les puissances occidentales. Le manque de vision à long terme est une maladie de l'esprit du monde démocratique. Et, dans ce sens, la guerre dans l'ex-Yougoslavie n'est que le symptôme d'une maladie plus grave.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 44

1. Novembre 1994

Madame, Monsieur,

Au prix de deux guerres mondiales et de plusieurs dizaines de millions de morts l'Europe avait fini en cette fin de siècle par se pénétrer du principe essentiel de l'intangibilité des frontières. Depuis près d'un demi-siècle elle vivait en paix avec elle-même, jouissant d'une prospérité fondée sur la stabilité interne des pays qui la composaient.

Mais voici qu'à la faveur de l'effondrement du communisme et de la disparition du bloc soviétique une poignée d'irresponsables a tenté de modifier l'ordre européen en rectifiant par la force les frontières dans l'une des régions les plus instables du Vieux Continent, les Balkans. Et loin de s'opposer à leurs entreprises les nations démocratiques ont laissé s'accomplir le dépeçage de la Yougoslavie au nom d'un droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui justifiait les entreprises les plus cruelles.

Elles ont ouvert, ce faisant, la boîte de Pandore du nationalisme, favorisé par leur abstention la violence extrême, encouragé de facto des partages ethniques qui sont à l'opposé de leurs convictions les plus profondes. Avec ce résultat que d'un bout à l'autre de l'Europe les irrédentismes se réveillent menaçant la paix du monde et faisant resurgir du passé des menaces que l'on croyait à jamais éteintes.

L'Italie, après la Grèce

Il est possible que les gouvernements européens aient cru pouvoir acheter leur tranquillité au prix de cette entorse majeure aux règles les plus sacrées de la démocratie. Mais si tel est le cas ils se sont lourdement trompés. Non seulement, en effet, les Républiques de l'ex-Yougoslavie se sont lancées dans la plus folle des guerres civiles, mais encore les puissances voisines se sont laissé gagner par l'espoir fou d'étendre leur territoire à la faveur de ce conflit.

La Grèce, la première, a cru venu le temps où elle pourrait s'étendre vers le nord; menaçant l'Albanie et frappant la Macédoine par des mesures économiques injustes elle a remis brutalement en question l'équilibre du sud des Balkans. Et l'Italie, elle-même, cette sage Italie que l'on pensait débarrassée de ses chimères, commence à jeter un regard concupiscent sur l'Istrie; sans doute n'en est-elle pas encore à réclamer Rijeka, mais la Slovénie aussi bien que la Croatie commencent à se poser des questions sur les raisons profondes de la sollicitude dont elles sont l'objet.

Nous qui suivons avec attention l'évolution de la situation dans les Balkans ne pouvons que condamner les convoitises italiennes et mettre en garde ceux qui, à Rome ou ailleurs, seraient tentés de les concrétiser. Mais nous devons aussi ajouter que rien de tout cela n'arriverait aujourd'hui si les grandes puissances s'étaient opposées dès le départ à la modification par la force des frontières existantes dans la région. Ayant failli à leur devoir quand elles pouvaient agir elles sont dépourvues de moyens d'action véritable sur le terrain; et leurs rodomontades ne peuvent dissimuler l'extrême fragilité de leurs positions face à des adversaires résolus qui ont parfaitement mesuré l'ambiguïté de leur attitude et jouent à merveille de leurs divisions.

Aussi difficile que soit une telle volte-face elles doivent maintenant admettre leur échec, en tirer les conséquences et changer de politique tant qu'il en est temps. Si elles ne le font pas elles se trouveront d'ici peu affrontées à des situations infiniment plus dangereuses que celles auxquelles elles font face dans l'ex-Yougoslavie; au nord comme au sud des Balkans les convoitises s'attiseront au point que les frontières voleront en éclats et que les conflits territoriaux se multiplieront d'un bout à l'autre de la péninsule.

Pour un pacte de stabilité en Europe

Dans une interview que publie ce mois-ci à Paris la revue *Enjeux du Monde* M. Edouard Balladur rappelle avec force qu'il ne peut y avoir de paix durable en Europe si l'on ne pose pas en préalable l'intangibilité des frontières et l'inviolabilité des territoires. Il faut, dit-il, instituer des procédures qui régleront les problèmes de voisinage par la négociation, non par la force. Et pour cela, conclut-il, il est indispensable de conclure un Pacte de stabilité qui engagera les nations de l'est et de l'ouest, du nord et du sud du continent.

Ce schéma est en effet le seul qui puisse préserver l'Europe du destin que lui promettent les erreurs commises au cours des deux dernières années; mais il doit

s'appliquer à l'ex-Yougoslavie comme aux pays Baltes, à la Pologne, à la Hongrie, à la Roumanie et bien entendu à l'Italie. Et puisque la France, par la voix de son Premier ministre, s'engage ainsi elle doit aller jusqu'au bout de sa logique, refuser tout plan de paix dans les Balkans qui serait fondé sur la violation des frontières existantes, proposer la reconnaissance solennelle de l'intégrité territoriale des Républiques yougoslaves et veiller à ce que ce principe soit respecté.

Je voudrais dire pour conclure que si une grande nation comme la France, qui demeure le pays de la liberté et des droits de l'homme, fait ainsi preuve de son attachement au respect des frontières héritées de l'Histoire alors tout redevient possible. Non seulement elle sera imitée par ses partenaires et ses alliés, mais encore elle initiera un processus de négociation qui tôt ou tard débouchera sur la paix.

La paix véritable et non pas la trêve illusoire que les propositions du Groupe de contact tendent à instituer.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 45
1. Décembre 1994

Madame, Monsieur,

La tragédie de Bihac n'était pas seulement prévisible; elle était aussi inévitable dès lors que les grandes puissances, personnifiées par le « groupe de contact », s'enfermaient dans une politique absolvant par avance toutes les conquêtes. Et, malheureusement, elle nous donne raison sur trois points essentiels:

1. Tout plan de paix qui repose sur la division de la Bosnie, selon quelque critère que ce soit, est condamné par avance. Seul le respect de l'intégrité du territoire et l'organisation de celui-ci sur la base des principes qui gouvernent les démocraties occidentales peuvent mettre fin aux violences, conduire les différentes communautés à vivre en bonne intelligence, créer les conditions indispensables pour la reconstruction du pays. Tant que la communauté internationale donnera le sentiment, vrai ou faux, qu'elle est prête à acheter la paix au prix de la partition de l'une ou de l'autre des Républiques de l'ex-Yougoslavie elle ne fera que jeter de l'huile sur le feu et les drames se multiplieront. Comment pourrait-il en aller autrement dans un espace où chacun exige toujours plus que ce qu'il a et ne se préoccupe pas de ce que l'autre veut?
2. La Bosnie devient peu à peu une pomme de discorde, un objet de conflit, entre ceux là même qui veulent lui rendre la paix. Non seulement elle dresse les grandes puissances les unes contre les autres, en particulier les Russes et les Américains, mais encore elle oppose au sein de chaque gouvernement les tenants de l'une ou l'autre politique. Ainsi que nous l'avions prédit, la guerre dans l'ex-Yougoslavie met à mal l'édifice pacifique qui se construisait en Europe depuis la chute du communisme. Elle donne des arguments à tous ceux qui, à l'Est comme à l'Ouest, regrettent le temps de la « guerre froide » et qui pensent les relations internationales en termes d'antagonismes, non de solidarité ou de coopération. Que la crise s'aggrave encore un peu plus et l'on verra réapparaître, plus vivants que jamais, les démons d'une époque que l'on croyait à jamais révolue.

3. La « libanisation » des Balkans est la conséquence inévitable de la démarche qui consiste à admettre de facto la remise en question des frontières par la force et la partition de la Bosnie selon des critères ethniques ou religieux. Ce qui vient de se passer à Bihac se reproduira demain dans toutes les régions de cet espace européen où la passion nationaliste et religieuse peut se donner libre cours. Instruits par l'expérience, les extrémistes de tout poil n'hésiteront pas à se lancer dans les aventures les plus dangereuses puisqu'ils n'auront plus à craindre les réactions d'une communauté internationale empêtrée dans ses contradictions et incapable de faire respecter le droit, la justice, la liberté qui sont les fondements de toute démocratie.

Si les faits ne confirmaient pas le sombre pronostic que nous n'avons cessé de faire ici même depuis des mois nous éprouverions de la honte à répéter une fois de plus que la paix en Bosnie est inséparable de l'intégrité territoriale du pays. Mais le drame de Bihac prouve une fois de plus que notre raisonnement est le bon. Aussi vais-je réaffirmer une fois encore les conclusions auxquelles notre Fondation est parvenue il y a déjà bien longtemps.

La paix dans l'ex-Yougoslavie est inséparable de l'unité de chacun des pays qui la composaient, du respect de son intégrité territoriale et de ses frontières. Elle ne peut, de surcroît, s'affirmer que si est instituée une démocratie pluraliste fondée sur l'économie de marché, la décentralisation administrative et l'autonomie régionale. Pour que la vie reprenne ses droits dans cet espace dévasté par la guerre, il faut que chacun puisse vivre là où ont vécu ses ancêtres, travailler avec des hommes et des femmes qui n'ont ni la même origine ethnique ni les mêmes convictions religieuses, lorsque cela est le cas. Et, bien entendu, il est indispensable que se reconstitue d'une manière ou d'une autre une communauté des Républiques yougoslaves dont l'Union européenne sera à la fois l'un des modèles et le garant.

Si, d'une manière ou d'une autre, ces quelques idées simples ne s'imposent pas aux belligérants comme à ceux qui tentent de les séparer le monde connaîtra de grands troubles. Et d'erreur en erreur les grandes puissances finiront par se retrouver dressées les unes contre les autres.

Est-ce trop demander aux démocraties occidentales, qui ont su prouver la viabilité de leur système politique et économique face au collectivisme, de respecter les principes dont elles sont si fières à juste titre? Est-ce réellement abuser que de les inciter à exiger des autres ce qu'elles s'imposent à elles-mêmes, en améliorant depuis des années ce même système?

Il est vain de croire que l'on mettra fin au conflit yougoslave en foulant aux pieds la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il est tout aussi vain de penser que l'on fera l'économie d'une crise mondiale en fermant les yeux sur ce qui se passe à Bihac et ailleurs. Bien au contraire, plus l'arbitraire et la haine l'emporteront, plus la guerre s'étendra; ainsi le veut la logique de la violence qui ne se satisfait jamais des victoires qu'elle remporte et qui exige toujours plus de sang, toujours plus de victimes, toujours plus de destructions.

Que l'on ne compte pas sur nous en tout cas pour nous taire. Les messages qui affluent vers notre Fondation de partout sont la preuve qu'en dépit des apparences les idées dont nous nous sommes faits les hérauts progressent inexorablement.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 46

1. Janvier 1995

Madame, Monsieur,

*A*lors que commence la nouvelle année, nos pensées vont vers ces peuples des Balkans que leurs dirigeants ont condamné à la violence, à la misère, à l'injustice, à ces millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui ont été contraints d'abandonner leur foyer par la plus absurde des guerres et qui errent sans but sur les routes d'Europe. Puisse 1995 apaiser leurs souffrances physiques et morales, les ramener dans leur patrie, leur rendre enfin l'espoir!

Puisse aussi ce début d'année voir les puissants de ce monde, ceux qui peuvent aider à la solution du problème yougoslave, prendre les dispositions nécessaires pour faire taire les armes partout où elles se font entendre. Et cesser pour cela de poursuivre le dangereux mirage qui les conduit au partage de la Bosnie-Herzégovine sur la base de critères ethniques ou religieux.

Des équations abstraites

Ce n'est évidemment pas en attribuant à telle ou telle communauté une portion du territoire bosniaque mais en permettant à chaque famille de retourner vivre là où elle a toujours vécu que l'on parviendra à résoudre les antagonismes présents. Parce que tout homme, toute femme est inscrit dans une lignée, avec son histoire, ses traditions, son foyer, sa mémoire, il n'est pas de calcul mathématique qui puisse créer un nouvel équilibre différent de l'ancien: la vie, dans sa complexité, ne saurait s'accommoder d'équations abstraites élaborées autour d'un tapis vert par des hommes qui ne ressentent pas dans leur chair le déchirement de la guerre. Tôt ou tard elle reprendra ses droits.

Et tôt ou tard elle imposera sa loi immuable, en Bosnie comme ailleurs. C'est pourquoi il me semble qu'au lieu de chercher à créer des frontières artificielles pour séparer les combattants il serait plus sage de penser à ce qui pourrait les conduire à coexister pacifiquement dans le même espace: imaginer les institutions qui leur permettraient de régler leurs différends autrement que par les armes, organiser les solidarités économiques et financières qui garantiront contre le chômage et l'exclusion, définir les règles qui donneront aux peuples la maîtrise de leur destin en les soustrayant au pouvoir sans partage d'une oligarchie belliqueuse.

Je rends hommage aux hommes de bonne volonté comme l'ancien Président des Etats-Unis, Jimmy Carter, qui tentent d'obtenir une trêve au milieu des combats; mais je voudrais dire ici que, malheureusement, ces interventions ne pourront pas ramener la paix dans l'ex-Yougoslavie. Et souligner le danger extrême qu'une solution du conflit ne réglant pas le problème des relations entre les Croates et les Serbes ne ferait qu'engendrer une crise plus grave encore.

Il ne fait plus de doute pour personne, après trois années de guerre sans merci, qu'aucune intervention extérieure ne parviendra à résoudre le problème yougoslave. Ni l'Union européenne, ni les Etats-Unis, ni la Russie, ni a fortiori l'Otan ne sont capables de proposer une formule qui puisse satisfaire les belligérants. Force est même de constater que chaque tentative dans ce sens a le résultat inverse de celui qui était recherché et accroît encore un peu plus la tension.

Diplomatie secrète

Dans un pareil contexte je ne vois, pour ma part, qu'une possibilité: celle qui consiste à réunir, dans le secret le plus total, les représentants des différentes forces qui s'affrontent dans l'ex-Yougoslavie pour qu'elles confrontent leurs exigences et tentent de parvenir à un compromis acceptable par tous. L'hiver, qui refroidit les ardeurs des combattants sur le terrain, est une période propice pour ce genre de rencontre.

La formule est très précisément celle qui a mis fin dans ces derniers temps aux conflits les plus inexpiables; je veux parler de la guerre du Salvador, du Liban, du conflit israélo-arabe, de la guerre d'Irlande. Elle est la seule qui permette aux hommes de jeter les bases d'une paix honorable car les discussions se déroulent loin des caméras et à l'abri de la curiosité internationale: n'étant pas tenus de gesticuler pour justifier le moindre de leurs actes, les négociateurs sont portés à parler vrai.

Il est vain de croire que des puissances tierces puissent ramener la paix dans l'ex-Yougoslavie, seuls les Yougoslaves étant en mesure de trouver un compromis entre leurs exigences contradictoires. Mais les puissances tierces peuvent servir d'intermédiaires dans la phase initiale des discussions en jouant les Messieurs "Bons offices". Et c'est déjà beaucoup!

Il me semble qu'une telle démarche aurait toutes les chances de réussir là où deux années de négociations publiques stériles ont échoué. Car les passions se sont émoussés en même temps que les ruines s'amoncelaient. Confrontés à la situation catastrophique créée par la guerre et incapables de tenir les promesses sur lesquelles ils avaient bâti leur pouvoir, les dirigeants eux-mêmes ont compris qu'ils s'enfoncent dans une guerre de cent ans dont la violence ira croissant et dont nul ne sortira vainqueur.

L'orgueil et la pression des médias internationaux aidant, il est exclu que l'un d'eux fasse le premier pas. Mais si on leur offre la possibilité de parler face à face sans qu'ils courent le risque de voir leurs propos aussitôt répétés, amplifiés et déformés, je suis convaincu qu'ils ne laisseront pas passer l'occasion.

Place donc à la diplomatie secrète!

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 47

1. Février 1995

Madame, Monsieur,

La revue "Enjeux du Monde", qui est éditée à Paris et qui est lue par de nombreux responsables politiques, donne dans sa dernière livraison - Numéro de janvier 1995 - l'information suivante:

"L'évolution de la situation en Bosnie-Herzégovine et l'échec du plan de paix proposé par le Groupe de contact ont fait ressurgir l'idée d'une renaissance de la Yougoslavie sous une forme fédérale. Cette idée, exprimée depuis le début des hostilités par la Fondation pour la paix et la gestion des crises que dirige l'homme d'affaires Boris I. Vukobrat, fait peu à peu son chemin dans les chancelleries occidentales et en Russie. Elle récuse toute idée de partage de la Bosnie à partir de critères ethniques ou religieux et préconise la constitution d'une fédération constituée des républiques yougoslaves existantes, chacune de celles-ci se transformant elle-même en fédération de régions dotées d'une très large autonomie administrative et économique. Ce projet pourrait servir de base au plan de paix que la France soumettra à ses partenaires lorsqu'elle prendra la présidence de l'Union à partir du 1er janvier prochain"

Afin de compléter cette information je vous communique le texte intégral de l'Aide-Mémoire que notre Fondation a établi et qui a été adressé récemment à de nombreuses personnalités.

Ce texte pourrait servir de base à un accord général qui permettrait le retour de la paix dans l'ex-Yougoslavie.

AIDE-MEMOIRE

Présentant les propositions et les déclarations du Président de la Fondation pour la Paix et la Gestion des Crises, Boris Vukobrat

I Objectifs

Les "Propositions pour une nouvelle communauté des Républiques de l'ancienne Yougoslavie" ont été publiées en français en janvier 1993. Ces propositions font ressortir neuf principes fondamentaux.

1. Les peuples yougoslaves doivent pouvoir décider librement de leur destin et de leur mode de gouvernement. Victimes de la violence exercée par des gouvernements autoritaires et nationalistes, ce ne sont pas eux mais leurs dirigeants qui ont voulu la guerre. Les peuples yougoslaves désirent ardemment la paix, la liberté, l'autodétermination, c'est-à-dire la démocratie; celle-ci est bien le premier principe sur lequel doit reposer la nouvelle Communauté.
2. Le deuxième principe est l'Etat de droit. La protection de l'individu ne peut, en effet, être garantie pleinement que dans un Etat de droit où les actes de la puissance publique sont subordonnés au droit, où les détenteurs du pouvoir politique sont soumis au contrôle démocratique et où un ordre juridique indépendant assure le respect du droit. L'organisation de l'Etat doit, à mon sens, se fonder sur le principe essentiel de la séparation des pouvoirs. Les fondements de l'Etat de droit sont la liberté, la dignité et la protection de l'individu; ils sont inscrits dans des conventions internationales et dans la plu part des Constitutions des Etats européens. Ils doivent aussi devenir la norme dans les Constitutions des Etats de la nouvelle Communauté.
3. Jusqu'à présent, la protection des droits individuels a été l'objet privilégié de la pensée politique. Mais l'exemple yougoslave montre combien la question de la protection des groupes ethniques est importante et requiert des solutions concrètes. Le troisième principe sur lequel il convient de construire la nouvelle Communauté est donc la protection des groupes ethniques. Les structures démocratiques, la décentralisation et la division du pouvoir, la protection individuelle des Droits de l'homme ne suffisent pas à protéger les droits de ces groupes; ceux-ci doivent être inscrits dans les Constitutions de tous niveaux politiques.
4. Le quatrième principe que je propose comme base de la nouvelle Communauté est l'interdiction de toute discrimination. Les hommes doivent être tous égaux devant la loi et nul ne doit subir de préjudice à cause de sa religion, de sa langue, de sa couleur ou de sa culture.

5. Le cinquième principe est la décentralisation du pouvoir. Plus les citoyens sont proches du processus de résolution des problèmes, mieux ils exercent leurs droits démocratiques et plus vite les problèmes sont résolus. Toute l'organisation étatique et régionale de la nouvelle Communauté doit donc être fondée sur le principe de subsidiarité. La décentralisation du pouvoir rendra plus difficiles les agressions et conduira à une meilleure protection des minorités; l'application du principe de subsidiarité valorisera et consolidera la position des Régions.
6. Le sixième principe est celui de la liberté individuelle qui est inséparable de la liberté économique. La propriété privée et la libre initiative, unies à la responsabilité sociale, peuvent seules conduire à un assainissement et à une stabilisation durables de l'économie. Sans un minimum de sécurité matérielle la liberté est une illusion. Pour que la prospérité économique revienne et, avec elle, la confiance des nations étrangères il faut un ordre politique stable; mais la stabilité politique n'est possible que si elle se fonde elle-même sur la responsabilité et l'initiative individuelles. La liberté économique doit donc elle aussi être posée en principe fondamental dans les différentes Constitutions.
7. Les frontières des Etats, telles qu'elles ont été reconnues par les organisations internationales, ne peuvent être modifiées qu'en application des règles du droit international public et dans le respect de la volonté de la population concernée. Ce septième principe doit être inscrit dans les textes fondamentaux de la nouvelle Communauté.
8. Le huitième principe est l'intégration de la Communauté dans l'Europe. Cette intégration progressive ne peut pas se faire seulement par la conclusion de traités internationaux; elle suppose aussi que le système politique et économique de la nouvelle Communauté s'appuie sur les institutions européennes (Conseil de l'Europe, Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, Convention européenne des Droits de l'homme, Communauté européenne). Ceci implique que les Régions, les Etats et la Communauté se donnent des Constitutions fondées sur les principes qui viennent d'être décrits, ainsi que les organes politiques et les juridictions correspondantes. Chaque niveau politique doit cependant assumer ses responsabilités par rapport au système tout entier.
9. Le neuvième et dernier principe sur lequel doit reposer la nouvelle Communauté est celui de l'économie de marché. Cette dernière n'a pas seulement démontré son efficacité par rapport aux systèmes économiques fondés sur le dirigisme et le collectivisme; elle est aussi une condition essentielle pour

l'intégration de la future Communauté des Républiques yougoslaves dans la Communauté européenne.

Il est évident que ces propositions n'ont pas été conçues pour le présent immédiat, mais pour l'avenir.

En outre, il convient de souligner que la création de la Communauté devra probablement s'effectuer en appliquant la méthode de la géométrie variable: un certain nombre d'Etats indépendants pourraient décider de créer une association dans le domaine de l'énergie, des transports, du système des eaux, etc., tandis qu'un autre groupe d'Etats pourrait convenir de resserrer ses liens dans le domaine de la monnaie, du commerce extérieur des investissements, etc.

Le 15 juillet 1993, conformément à la demande faite par l'ancien Président des Etats-Unis, S. E. Monsieur Gerald Ford, l'ancien Président de la République Française, S.E. Monsieur Valéry Giscard d'Estaing, l'ancien Premier Ministre du Royaume-Uni, S.E. Lord Callaghan of Cardiff et l'ancien Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne, S. E. Monsieur Helmut Schmidt, Monsieur Boris I. Vukobrat a publié, au nom de la Fondation pour la Paix et la Gestion des Crises, un Plan pour le rétablissement de la paix dans l'ancienne Yougoslavie.

Ce plan a été envoyé aux Chefs d'Etat des Etats-Unis, de la Russie, du Royaume-Uni, de la France et de l'Allemagne, de même qu'au Secrétaire Général des Nations-Unies et au Président de la Commission de l'Union Européenne.

Le Plan a été publié et distribué à la presse.

Son contenu est le suivant:

'Le plan proposé pour rétablir la paix sur le territoire de l'ex-Yougoslavie comporte treize mesures:

1. La réaffirmation de l'intangibilité des frontières entre les Républiques de l'ancienne Yougoslavie, les rectifications éventuelles ne pouvant se réaliser que par la négociation sous contrôle international.
2. La confirmation solennelle des droits des minorités au sein de chacune des Républiques de l'ancienne Yougoslavie; le refus de tout transfert de population et de toute partition fondée sur des critères ethniques.
3. Le renforcement de l'embargo sur les armes et les munitions contre toutes les Républiques de l'ex-Yougoslavie qui prennent part, directement ou indirectement, au conflit. Cet embargo, qui a été décidé par la Résolution (724) du

Conseil de Sécurité de l'ONU, n'est pas appliqué. L'ex-Yougoslavie est devenue à la faveur de la guerre le lieu géométrique de tous les trafics d'armes. Ces trafics permettent aux belligérants de s'approvisionner et donc de poursuivre les hostilités. Ils menacent directement la paix de l'Europe. L'objectif de cette mesure est de faire respecter par tous l'embargo sur les armes, y compris la Croatie et la Slovénie.

4. L'isolement de la Bosnie et l'élargissement de la mission assignée à la FORPRONU, afin que Croates, Serbes et Bosniaques ne puissent pas imposer par la force aux populations civiles un partage ethnique qui constituerait un dangereux précédent pour l'Europe toute entière. Ceci suppose le renforcement des troupes de l'ONU sur le terrain ainsi que l'isolement du territoire de la Bosnie de telle façon que la guerre ne puisse pas se poursuivre à partir de bases extérieures en Croatie, en Serbie, et au Monténégro.
5. L'adoption d'une nouvelle résolution de l'ONU prévoyant l'extension des dispositions de la Résolution 836 à la protection des populations civiles, ce qui implique l'autorisation du recours à la force lorsque celles-ci sont menacées sur le territoire de la Bosnie et de la Croatie.
6. La transformation de l'attitude passive de l'ONU dans la Krajina en action afin d'accélérer les négociations et d'empêcher que les populations civiles soient victimes de l'arbitraire des gouvernements et de la violence des milices. Assurer par conséquent dans cette région comme partout dans l'ex-Yougoslavie la libre circulation des hommes et des biens.
7. La protection de la Macédoine en garantissant cette dernière contre toute intervention extérieure qui étendrait la guerre à son territoire. Cela suppose le renforcement des effectifs des troupes internationales envoyées sur place.
8. Une intervention auprès des responsables politiques de la Croatie - M. Tudjman -, de la Serbie - M. Milosevic - et de la Bosnie pour qu'ils mettent fin aux combats. La France et la Russie devraient agir sur la Serbie, l'Allemagne et le Vatican sur la Croatie, les Etats-Unis sur la Bosnie, la Grande-Bretagne sur tous les belligérants. Une action concertée des cinq grandes puissances et du Vatican hâterait certainement la fin de la guerre.
9. L'arrêt des négociations avec les dirigeants politiques reconnus coupables de crimes de guerre, qui n'ont reçu mandat de personne et qui sont responsables des exactions commises en Bosnie. Cette mesure est essentielle pour restaurer l'autorité morale des Nations Unies accusées de complaisance envers ces hommes.

10. La garantie de la liberté de la presse dans toutes les Républiques de l'ex-Yougoslavie. Le conflit s'est nourri jusqu'à présent de la guerre médiatique que se livrent les gouvernements serbe, croate et bosniaque. Il convient de donner aux médias indépendants la possibilité d'informer librement et de les protéger contre l'arbitraire du pouvoir. Ceci peut se faire par l'octroi d'une aide internationale technique et financière aux médias demeurés libres dans les Républiques de l'ancienne Yougoslavie.
11. La création et le développement d'une station de radio indépendante, située en Europe dans un lieu où sa liberté soit pleinement garantie, qui émettrait en direction des Balkans. Cette station diffuserait des informations objectives sur la situation dans l'ex-Yougoslavie. Elle serait appuyée par la Communauté européenne et les Nations Unies.
12. L'appui de la communauté internationale pour la création et le développement hors de l'ex-Yougoslavie d'éditions internationales des médias libres destinés aux importantes communautés yougoslaves qui vivent dans les grandes villes européennes.
13. Le soutien de l'initiative du Conseil InterAction consistant à inviter la Communauté européenne, la Russie et les Etats-Unis d'Amérique à convoquer une conférence réunissant tous les Etats de la région pour qu'ils concluent un traité liant toutes les parties sur la sécurité, la garantie des frontières, la protection des minorités et la coopération économique."

Comme nous le constatons, moins d'un an et demi plus tard, ce Plan est toujours valable (à l'exception des points 4 et 6) et constitue toujours un objectif à atteindre.

Il convient d'ajouter ici que le Plan de Paix du Groupe de contact qui vise à instituer le partage ethnique de la Bosnie devrait être abandonné et remplacé par l'extension des accords de Washington. Les Serbes de Bosnie devraient être inclus dans la Fédération Bosniaque ainsi que dans la Confédération avec la Croatie, alors que la Fédération Bosniaque dans son ensemble devrait constituer une Confédération avec la Serbie (et le Monténégro).

II Les dangers

Nous sommes profondément convaincus que faute d'accepter et de mettre en oeuvre ces Propositions et ce Plan de Paix, le monde devra faire face à de graves dangers.

Le premier de ces dangers est celui de l'extension de la guerre, qui engloberait tout d'abord la Serbie et la Croatie, s'étendrait ensuite au Kosovo, à l'Albanie, à la Macédoine et atteindrait, en dernier ressort, la Grèce et la Turquie.

Le deuxième danger est de nature encore plus générale et se dessine déjà devant nos yeux. Il concerne les conflits politiques entre les Etats membres de l'OTAN qui ont suscité - sur la question de l'ex-Yougoslavie - les désaccords les plus sérieux qui se soient soulevés au sein de l'Alliance atlantique depuis la deuxième guerre mondiale.

Le troisième danger est celui d'un nouveau foyer de conflits entre l'Ouest et l'Est: en témoigne le fait que c'est au sujet de l'ex-Yougoslavie que la Russie a opposé son premier veto à l'ONU depuis la fin de la Guerre Froide.

Les Etats-Unis et la Russie devraient immédiatement entamer les "Back-Channel" discussions afin d'adopter une position commune sur les questions importantes de la politique étrangère, et notamment sur les Balkans.

III Les moyens

La solution de la crise yougoslave doit s'amorcer à Belgrade, où la crise a commencé. Belgrade reste la clé pour l'ensemble de l'ex-Yougoslavie, mais c'est seulement en remplaçant ou en changeant la politique actuelle que la solution peut être trouvée.

Nous considérons que toute tentative de remplacer ou de renverser M. Milosevic provoquerait une guerre civile en Serbie. C'est pourquoi nous sommes en faveur du changement de la politique de Belgrade. Ceci peut être obtenu:

- a) par une attitude ferme des Etats-membres du Groupe de contact
- b) et en changeant de façon radicale les acteurs du pouvoir à Belgrade."

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 48

1. Mars 1995

Madame, Monsieur,

*I*l est clair aujourd'hui que les protagonistes du drame yougoslave se préparent activement pour une nouvelle confrontation armée dès que les conditions climatiques le permettront, c'est-à-dire à la fin de l'hiver. Et il est tout aussi clair que, dans cette perspective, les troupes des Nations Unies se trouvant sur place sont un sérieux obstacle à la reprise des hostilités. Même si l'on peut comprendre la crainte du gouvernement croate que la présence de la Forpronu éternise le statu quo et aboutisse à la longue à l'acceptation du fait accompli de la part de la communauté internationale, il ne faut pas oublier l'énorme menace que ce retrait représenterait pour la paix et la stabilité. Autrement dit il ne faut pas opter pour la guerre.

L'opinion publique mondiale doit pourtant être prévenue de la façon la plus nette qu'un tel retrait, s'il se réalisait, aurait deux conséquences immédiates:

1. Un bain de sang, auprès duquel les massacres des trois dernières années apparaîtraient presque anodins. L'accumulation des armes dans un aussi petit espace géographique que les Balkans et les intérêts opposés des responsables politiques de la région sont tels, en effet, que les morts se compteraient non plus par dizaines mais par centaines de milliers.
2. Une extension du conflit vers le nord et vers le sud qui embraserait toute la région. Après la Bosnie-Herzégovine et la Croatie, ce sont la Macédoine, l'Albanie, la Grèce et la Turquie, sans oublier bien entendu, la Serbie et le Monténégro qui se trouveraient impliquées dans des affrontements suicidaires entraînant l'internationalisation du conflit.

Cette double perspective est connue des dirigeants occidentaux qui s'efforcent de trouver une issue pacifique au problème yougoslave; mais elle est très largement ignorée de leur opinion publique que les médias bercent trop souvent d'illusions. Le réveil sera donc douloureux.

Deux propositions en forme de contre-feux

Face à une situation aussi grave je pense qu'il faut dire de la façon la plus nette que tout atermoiement exposerait désormais l'Europe toute entière, et peut-être le monde, aux désordres les plus graves. Le climat politique en Méditerranée orientale et dans le monde slave, notamment en Russie, est si tendu qu'une explosion généralisée dans les Balkans ne manquerait pas d'enflammer ces zones stratégiques.

Pour éviter une telle réaction en chaîne il convient, j'en suis convaincu, de prendre immédiatement deux décisions:

1. Russes et Américains doivent se mettre autour d'une table et s'accorder sur une intervention commune. Seule leur action coordonnée est susceptible d'enrayer le processus infernal qui s'est enclenché. L'Union européenne, pour sa part, a certainement un rôle à jouer dans le règlement du conflit, mais elle ne peut rien faire si, au préalable, les Etats-Unis et la Russie ne se sont pas entendues pour agir ensemble. Cette exigence était vraie auparavant; elle l'est plus encore aujourd'hui où la violence semble sur le point de redevenir la seule forme de dialogue que pratiquent les adversaires.
2. Dans le même temps où se réalise cet accord au sommet le Conseil de Sécurité des Nations Unies doit refuser la demande qui lui a été présentée de retirer la Forpronu des lieux où elle s'interpose. Non seulement il a le pouvoir de le faire, mais encore il en a le devoir car du maintien de ses troupes dépend le maintien de la paix, cette dernière fut-elle précaire et instable. La responsabilité de l'Onu dans cette affaire est totale; elle est tout à la fois militaire, politique, morale et ce serait un crime au regard de l'Histoire de ne pas l'assumer pleinement.

Je voudrais ajouter, de ce point de vue, que le droit international joue en faveur des Nations Unies. Celles-ci ne sont pas tenues de se plier aux injonctions des Etats; elles ont pour mission de maintenir ou de rétablir la paix dès lors qu'une décision a été prise dans ce sens par ses instances dirigeantes dans les formes légales. Et l'on sait par expérience que leur rôle est généralement décisif; n'est ce pas, par exemple, le retrait des troupes de l'Onu de la zone d'interposition où elles étaient stationnées qui a rendu inévitable en 1967 la guerre entre l'Egypte et Israël?

Pas de droit sans sanction

A ceux qui disent qu'une telle décision du Conseil de Sécurité ne serait pas conforme au droit international on peut répondre que le droit international n'existe pas en tant que tel mais s'écrit par l'intermédiaire des grandes institutions - Cours de justice, Organisations internationales, Cours d'arbitrage, Communautés diverses... Le maintien des forces des Nations Unies dans les zones de combat, en ex-Yougoslavie comme ailleurs, n'a donc besoin d'aucune autre justification que celle de la volonté internationale.

Je voudrais ajouter que la Résolution du Conseil de Sécurité prise pour maintenir la Forpronu sur le terrain, en Croatie comme en Bosnie-Herzégovine, devrait comporter en outre une mise en garde solennelle à tous ceux qui tenteraient de s'attaquer à elle. Un droit qui ne s'appuie pas sur des sanctions en cas de violation caractérisée n'a aucune force. Il est donc essentiel de préciser que toute menace s'exerçant directement ou indirectement contre les « Casques bleus », de quelque côté qu'elle vienne, entraînerait une riposte immédiate.

Cette réaffirmation, indispensable, est l'une des raisons qui militent en faveur d'une initiative commune des Etats-Unis et de la Russie. Car seul ce rapprochement là peut donner une efficacité réelle à des mesures de rétorsion ou de coercition éventuelles et c'est pour cela que j'ai pris soin de le placer en tête des priorités actuelles.

La paix n'est pas un but impossible à atteindre. Mais il est temps que l'on se préoccupe sérieusement de la rétablir et de la préserver.

Boris Vukobrat
Président

INTERNATIONAL
Herald Tribune



Découvrez l'article du International Herald Tribune, publié à Paris
le 10 février 1995, avec pour titre

LA SOLUTION DU PROBLÈME YOUGOSLAVE EST LA YOUGOSLAVIE

Flora Luis

Paris – Le Ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, a convoqué une seconde conférence internationale de haut niveau avec pour sujet la Bosnie, conférence qu'il qualifia comme «scenario final pour toutes les parties impliquées». Le State Département américain est réservé. Son porte-parole a déclaré que tous sont d'accord qu'il est nécessaire de prendre certaines mesures «mais que cette conférence devrait être très bien préparée».

On tourne en rond – l'ultimatum croate aux Nations Unies pourrait causer une nouvelle guerre sur son territoire en avril; l'accord de Jimmy Carter qui a plus ou moins réussi à maintenir le cessez-le-feu en Bosnie arrive à terme au mois de mai; le leader de la majorité au Senat américain, Bob Doyle, a insisté pour que les Etats Unis lèvent unilatéralement l'embargo sur les armes. Sarajevo a connu un certain soulagement durant l'hiver mais le printemps indique que les hostilités seront de retour.

Dans les interviews remarquables faites avec les soldats sur la ligne du front, le reporter du Monde, Rémy Ourdan, rapporte qu'ils s'attendent à ce que la guerre soit prolongée à l'infini, bien qu'aucune raison valide pour cela n'existe pas. Certain parmi eux désirent

un tel résultat. Il cite Goran, un Serbe de Bosnie : «Nous pouvons établir une vie commune uniquement au sein de l'ancienne Yougoslavie».

Les mots les plus difficiles sont ceux de Damir, jeune Serbe de 26 ans, né à Pale, chef-lieu des Serbes de Bosnie et du leader serbe Radovan Karadžić: «La seule chose que je sais faire est de faire la guerre... si tous les Musulmans de la planète seraient tués, nous devrions déclarer la guerre aux autres peuples pour pouvoir continuer à tuer... Sur la ligne du front il n'y a pas de haine, nous sommes tout simplement fous. Mon travail est de tuer. Nous sommes tous morts depuis trois ans déjà. Avec mes potes, on joue à la roulette russe, on aime ça. Mais nous mettons trois balles au lieu d'en mettre une. La prochaine fois, j'y mettrai six balles. La peur n'existe plus.»

Les diplomates ne proposent aucune initiative pour établir la paix, ils ne font que diviser le territoire et retracer les cartes. Les troupes de l'ONU sont considérées comme les gardiens de la paix qui soutiennent l'idée selon laquelle demander poliment aux guerriers d'achever les combats empêchera le prolongement de la guerre. La «Communauté internationale» est en manque d'idées.

Cependant, une idée est présente au cours de ces dernières années, plaidée par un certain nombre de Yougoslaves. Cette idée promouvait que l'unique solution de la question yougoslave est finalement la Yougoslavie, sous la forme d'une confédération plus flexible que l'ancienne fédération.

C'est justement le modèle que réclamaient la Slovénie et la Croatie jusqu'en 1991, lorsqu'elles ont finalement déclarées leur indépendance, cause principale de la guerre avec la Serbie. Cette hypothèse peut présenter une base pour la résolution de la division de la Bosnie. Ainsi les Serbes de Bosnie resterait attachés à la Serbie, les Croates de Bosnie seraient liés à la Croatie, les Serbes de la Krajina en contact avec la Serbie. Ce modèle mettrait fin au danger potentiel devant lequel se trouve la Macédoine.

Cette idée est soutenue depuis un certain temps par Boris Vukobrat, Serbe né en Croatie et marié à une Musulmane, mais également soutenue de plus en plus par les peuples des anciennes républiques yougoslaves. L'idée est basée sur la demande d'instauration de la démocratie et de l'économie de marché dans tous ses républiques, en garantissant les droits des minorités et l'autonomie locale.

Mr Vukobrat a élaboré un projet détaillé soutenu par des arguments puissants que j'ai exposé dans l'article qui sortira dans le prochain numéro du magazine Foreign Policy. Cette idée est plus qu'actuelle puisque toutes les autres se sont montrées, dans l'ensemble, irréalisables et fatales. Elle est la seule qui a une réponse à la question: et si la guerre ne se termine pas? La guerre ne finira jamais si aucune réponse ne soit proposée.

Entre temps, la question de la Bosnie pèse sur les relations en Europe occidentale, relations d'importance cruciales pour le futur du continent européen. Les relations entre les Etats-Unis, l'Europe et la Russie se compliquent et cela pendant une période difficile. La pratique habituelle est de faire un bras de fer, de convoquer une conférence et de conclure que la situation est inadmissible. Mais la situation sera telle uniquement si aucune proposition sérieuse ne soit faite.

La guerre a pu être prédite à l'avance, elle a certainement pu être évitée. Il aurait fallu agir énergiquement, la diplomatie des grandes puissances du monde aurait du être beaucoup plus persistante dans la mise au point de ce nouveau modèle yougoslave au lieu de perdre du temps à chercher des solutions inefficaces.

La constatation que les peuples de l'ancienne Yougoslavie s'entretuent depuis des siècles et que leur pays était une sorte de création artificielle non-souhaitée est certainement fausse. Ce ne sont que des justifications pour décliner toute responsabilité concernant l'aide à trouver une issue convenable pour résoudre le conflit. Le peuple yougoslave endosse la responsabilité pour la guerre qui les a coutés cher mais pour autant, personne n'a intérêt à les laisser dans cette situation.

La conférence organisée sous le patronage de monsieur Juppé sera d'une grande utilité ainsi que d'une grande nécessité, en prenant compte qu'il s'agit du renouveau de la Yougoslavie. Elle permettra au State Department d'arrêter de bredouiller inutilement «que certaines mesures doivent être prises» et lui permettra de prendre les choses en main.

LETTRE N° 49

1. Avril 1995

Madame, Monsieur,

*F*aute d'avoir su convaincre les acteurs du drame yougoslave de se mettre enfin d'accord pour arrêter les combats et chercher une solution politique à leur différend, la communauté internationale se retrouve affrontée à un nouveau drame.

Non seulement elle voit les forces d'interposition qu'elle avait envoyées sur place réduites à l'impuissance mais encore elle en vient à redouter que celles-ci soient prises en otage par l'un ou l'autre des belligérants. Dans la liste des scénarios qu'elle avait dressé celui-là est probablement le pire qu'elle pouvait craindre.

Que faire devant une telle situation sinon préparer le temps - qui viendra inéluctablement - où la folie de quelques uns cédera devant la pression du plus grand nombre et permettra enfin aux pays de l'ex-Yougoslavie de vivre en bonne intelligence.

S'il est vrai, en effet, que rien ne peut se construire tant que les armes se font entendre, il l'est plus encore que, sitôt la paix revenue, il faudra établir la libre circulation des hommes, des biens et des capitaux dans ce vaste espace régional que sont les Balkans et le Sud-Est de l'Europe; surtout dans un moment où la tendance à l'intégration est plus forte que jamais sur la scène internationale et où le monde entier enregistre une augmentation rapide des échanges commerciaux - plus de 9 % en 1994.

Je suis de ceux qui pensent qu'une relation étroite existe dans le monde moderne entre les droits de l'Homme et l'économie de marché. La liberté, en effet, ne se divise pas: si l'on élève des barrières artificielles entre les pays il est inévitable que cela se traduise au plan des hommes par des atteintes multiples à la liberté de chacun; mais, en sens inverse, si l'on supprime les obstacles qui freinent ou qui interdisent les échanges on favorise du même coup la liberté de chacun. Il n'y a pas, en effet, de démocratie dans la société s'il n'y a pas de démocratie dans l'économie.

Le reproche nous sera certainement fait que l'on ne saurait penser à la reprise de la vie économique qu'une fois les hostilités arrêtées. Ma conviction, bien au contraire, est qu'il n'est possible de sortir de ce cercle vicieux qu'en offrant une alternative. La logique économique, implacable dans sa rationalité et dépassant par définition les frontières, peut servir de moteur pour que la raison reprenne enfin le dessus. La guerre finira bien un jour car les pires choses ont, elles aussi, toujours une fin. Il faut donc réfléchir à la façon dont s'organiseront dans le futur les relations économiques entre les républiques de l'ex-Yougoslavie et dans la région: loin d'être utopique, cette démarche est indispensable dans la mesure où elle permet de dessiner l'architecture des rapports futurs entre les pays de la région.

Une conférence à Paris

Partant de ce principe notre Fondation a décidé de réunir à Paris une cinquantaine de spécialistes des Balkans et des pays du Sud-Est de l'Europe afin de débattre de deux questions fondamentales:

1. Quelles formes de coopération convient-il de développer entre des pays dont les dirigeants préconisent la séparation totale dans tous les domaines afin que le passage à la démocratie et l'instauration de l'économie de marché soient rapides et complets?
2. Quel type de relations faut-il instituer entre ces pays et l'Union européenne pour que leur intégration dans la communauté des Quinze devienne possible dans un délai raisonnable, c'est-à-dire n'excède pas dix ou quinze ans?

Pour répondre à ces questions nous avons invité des économistes non seulement de toutes les républiques de l'ex-Yougoslavie mais aussi d'Albanie et de Bulgarie qui ont en commun la conviction que rien ne se construit jamais durablement dans le monde des hommes par la haine et par la violence. Réunis trois jours durant - les 7, 8 et 9 juin - dans le cadre prestigieux du Conseil Economique et Social de la République Française ces personnalités échangeront leurs réflexions sur la reconstruction de l'espace économique de la région et sur l'arrimage de ces pays à l'Union européenne.

De cette confrontation d'idées ne surgira peut-être pas un projet capable d'emporter l'adhésion de tous, mais du moins verra-t-on apparaître des lignes de force, des convergences qui permettront un jour de construire dans la région un ensemble économique viable.

Les lecteurs de cette Lettre le savent: depuis plus de deux ans l'action que mène notre Fondation vise à créer les conditions d'un semblable dialogue. Convaincus que tôt ou tard les armes se tairont, que les fauteurs de guerre seront écartés du pouvoir et que la raison reprendra le dessus, nous avons tissé un réseau de relations serrées entre des hommes et des institutions dont les compétences seront un jour indispensables pour la reconstruction des pays que la guerre a dévastés. Et si, aujourd'hui, nous les convions à débattre publiquement c'est parce que, contrairement aux apparences, le climat apparaît favorable pour une telle rencontre.

Un révélateur

Pourquoi?

Essentiellement parce que plus personne, dans l'ex-Yougoslavie ou ailleurs, ne croit que la paix peut être imposé par la force. Après plus de trois ans de guerre ininterrompue, de violences inouïes, de destructions massives, la preuve est faite, définitivement, que les armes sont impuissantes à départager les belligérants. Et dans l'esprit de beaucoup s'ancre l'idée, hier rejetée sans appel, que le moment est venu de bâtir la paix non sur un accord politique factice mais sur les réalités bien tangibles de l'économie et du commerce.

Je ne prétends pas que de la rencontre de Paris, dans deux mois, surgira comme par miracle un plan de paix suffisamment attractif pour que les belligérants de tous les côtés cessent de s'affronter; mais j'affirme qu'un semblable débat se déroulant dans un pareil lieu peut déclencher un mouvement de fond et servir de révélateur à une réalité que la force des armes empêche de faire apparaître.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 50

1. Mai 1995

Madame, Monsieur,

Le Monde fête avec éclat le cinquantième anniversaire de la libération de l'Europe. Tout ce que l'ancien et le nouveau continent compte de chefs d'Etat ou de gouvernements se déplace d'une capitale à l'autre, prononçant des discours qui parlent de souvenir, de paix, de réconciliation et se ménageant de longues apartés pour parler du présent; un présent plein de troubles et de fureurs d'où surgissent des menaces que l'on espérait éloignées à jamais, ou du moins écartées de notre univers immédiat, mais qui surgissent des Balkans plus présents que jamais.

Ce qui se passait hier à Sarajevo, à Mostar, à Banja Luka et qui se passe aujourd'hui en Slavonie occidentale et à Zagreb ne doit malheureusement rien au hasard. Et il n'était pas besoin d'être devin pour prédire ce nouveau dérapage de la guerre. Voulu par de petits groupes, nourrie par les médias la violence ne pouvait que renaître de la trêve, plus aveugle et plus injuste que jamais, dès lors que les grandes nations se refusaient à prendre les mesures indispensables pour imposer la paix aux belligérants.

Réunis à Moscou le temps d'une commémoration solennelle les puissants de ce monde n'ont plus maintenant qu'à méditer les leçons de ce nouvel échec. Pire encore il leur faut se préparer à une aggravation de la guerre: l'humanitaire et les forces d'interposition d'abord, les volontaires ensuite et, pour finir, si rien ne vient infléchir le cours des événements, les contingents. Tout cela pouvait - et peut encore - être évité grâce à une action conjointe et déterminée des Etats-Unis, de la Russie d'abord et de l'Union européenne et des Nations-Unies ensuite; mais il reste peu de temps désormais avant que le conflit prenne une tournure plus grave encore et embrase l'ensemble des Balkans.

Au conseil économique et social

Faute de pouvoir agir sur les événements je m'en tiens quant à moi à la ligne que je me suis tracée il y a deux ans: suivre l'exemple des Pères fondateurs de l'Europe qui osèrent jeter les bases de leur union alors que la guerre faisait rage sur le continent, et rassembler autour d'un projet viable tous ceux qui, demain, auront la lourde tâche de normaliser les relations dans l'espace de l'ancienne Yougoslavie. Avec comme première étape la réunion, à Paris, d'une conférence internationale à laquelle participeront des experts venus de toutes les républiques de l'ex-Yougoslavie et de la Bulgarie et de l'Albanie pour étudier les conditions d'une coopération économique et financière efficace lorsque la paix sera revenue.

Je n'aurais pas l'immodestie de prétendre aujourd'hui que cette rencontre aura une portée historique mais je constate que l'intérêt qu'elle suscite est d'ores et déjà immense. De partout affluent en effet vers nous des messages de sympathie et des encouragements; des personnalités invitées, dont beaucoup occupent de hautes fonctions dans leur pays, répondent toutes qu'elles seront présentes dans l'hémicycle du Conseil économique et social de la République Française lorsque le Président Jean Mattéoli ouvrira les débats; les institutions internationales même, qui sont généralement si pesantes, s'empressent de nous apporter leur appui. Bref, au moment même où la reprise des hostilités en Bosnie et en Croatie devrait engendrer le scepticisme et la désespérance c'est le contraire qui se produit.

Retrouver l'espoir

Dire que cette situation me surprend serait exagéré. Mais je dois avouer tout de même que le résultat dépasse mes espérances et qu'il y a là comme une preuve de bien-fondé de notre démarche. La paix, sans doute, est loin mais le nombre de ceux qui la préparent ne cesse de grandir. Et tout indique que le mouvement ainsi lancé va prendre une force irrésistible, renversant un à un tous les obstacles qui se dressent devant nous.

Il ne s'agit pas, en effet, de discuter trois jours durant dans un cadre prestigieux et devant un auditoire choisi, mais de définir les relations qui permettront aux républiques du Sud-Est de l'Europe de produire et de commercer librement lorsque les armes se seront tues. Equipements, transports, énergie, finances, monnaies, investissements: il n'est pas un élément de l'économie moderne qui ne soit directement concerné par les débats des 7, 8 et 9 juin; la paix ne pouvant

naître que des échanges, le travail qui doit être accompli durant ces trois journées est global. Et, pour être cohérent, il doit impérativement être conduit pas à pas, tout comme le fut la réflexion des hommes qui conçurent la Communauté européenne dès 1943.

Qu'il me soit permis d'ajouter une note personnelle à la préparation de cet événement. Nombreux sont nos parents, nos amis, nos relations qui ont été pris dans l'engrenage de la guerre et qui souffrent dans leur cœur, dans leur chair, de voir leur pays déchiré, ravagé, humilié. A ces hommes, à ces femmes qui n'avaient pas mérité ce terrible sort, je voudrais apporter ce bien infiniment précieux qu'est l'espoir.

Puissent les rencontres du Palais d'Iéna, atteindre ce but et tracer les voies d'une paix durable parce que fondée sur le travail et l'échange.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 51

Juin 1995

Madame, Monsieur,

Tandis que se déroulaient à Sarajevo les événements dramatiques que l'on sait notre Fondation, fidèle à son engagement, réunissait à Paris des experts économiques des pays des Balkans et du Sud-Est européen. Pendant trois jours, dans le cadre de l'hémicycle du Conseil Economique et Social à Paris et sous le regard d'observateurs de nombreux pays, nos invités ont étudié les problèmes actuels et les perspectives économiques de la région.

Voici le document qu'ils ont adopté à l'issue de leurs travaux.

«Du 7 au 9 juin 1995, à Paris, sous le haut patronage de Monsieur Jean Mattéoli, Président du Conseil Economique et Social de la République Française, à l'initiative de la Fondation pour la Paix et la Gestion des Crises, avec le soutien de la Commission de l'Union Européenne, la collaboration du Réseau international "l'Europe et les Balkans" de l'Université de Bologne, et le concours du "Monde diplomatique", une conférence a été organisée sur le thème:

BALKANS ET SUD-EST EUROPÉEN: QUEL AVENIR ÉCONOMIQUE POUR LA RÉGION?

Le Directeur scientifique de la conférence était le professeur Branko Horvat.

I

1. *Ont assisté à la Conférence 48 participants et 13 invités des pays de la région et d'autres pays concernés par les problèmes économiques de la région .*

2. Les participants à la Conférence expriment leur conviction que le développement économique des pays de la région est fortement hypothéqué par la guerre qui sévit dans une partie de la région.
3. Les participants à la Conférence ont affirmé leur grande satisfaction d'avoir eu l'occasion de se réunir en un moment où leurs contacts sont rendus difficiles afin d'étudier les problèmes liés au développement, à l'économie de marché, à la privatisation et à la coopération économique régionale en Europe du Sud-Est.
4. Les travaux de la Conférence ont été organisés autour de quatre tables rondes portant sur les thèmes suivants:
 - a) Politique économique, système et développement.
 - b) Economie de marché et privatisation.
 - c) Coopération économique régionale.
 - d) Relations avec l'Union européenne.
5. Deux propositions ont été adoptées lors de la Conférence:
 - a) d'organiser à l'avenir des réunions de même nature, chaque conférence se concentrant de préférence sur un aspect spécifique de la problématique, ce qui permettrait d'approfondir le sujet et d'en débattre plus en détail;
 - b) d'organiser le plus tôt possible une conférence sur la réhabilitation et la reconstruction économique des pays de la région qui ont été touchés ou ravagés par la guerre, conférence à laquelle seraient invités des représentants du Fonds Monétaire International, de la Banque Mondiale, des Nations unies et de l'Union européenne.

Le vendredi 9 juin 1995, la Conférence a adopté un document final qui reflète les débats sur les principaux sujets abordés.

II Politique Economique, Systeme et Developpement

Les exposés et les débats portaient sur les problèmes de la stabilité macroéconomique, de la restructuration des entreprises, des échanges internationaux, de la politique de l'emploi, des coûts sociaux de la transition et des perspectives générales de l'économie.

Les intervenants ont souligné l'importance et la responsabilité de la politique économique dans la stabilité macroéconomique, compte tenu de son impact sur la croissance économique durable. Il a également été souligné que la stabilité des prix doit être soutenue par des réformes institutionnelles, la privatisation et la restructuration microéconomique afin d'en assurer la durée. Enfin, il a été précisé que la transformation et la stabilité macroéconomiques ne peuvent s'imposer que dans un environnement de croissance économique et non de récession.

Les participants ont souligné l'importance de la restructuration des entreprises dans le processus de transition. Ils ont attiré l'attention sur le rôle que peut jouer leur autonomie dans ce contexte et sur les dangers de l'interventionisme d'Etat. Ils ont également rappelé que l'influence de la concurrence et du marché s'avère décisive lorsqu'il s'agit de la capacité des entreprises à s'adapter aux changements rapides.

L'impact crucial des échanges internationaux et inter-régionaux sur la croissance économique et le développement a été rappelé avec force, les intervenants mettant l'accent sur les conséquences néfastes de l'interruption des relations commerciales et du protectionnisme économique.

L'attention a été portée sur les coûts sociaux des changements économiques et politiques, et tout particulièrement sur les problèmes de chômage, de pauvreté et, de baisse générale du niveau de vie.

Enfin, il a été indiqué que l'avenir économique dépendait des changements de la politique économique dont le but devrait être la stabilité, la croissance économique, la libéralisation des échanges et le bien-être social.

III L'économie de Marche et la Privatisation

Les exposés, les contributions et les discussions ont concerné les rapports entre la stabilité macroéconomique et la privatisation durant la période de transition, les objectifs et les méthodes de la privatisation, le rapport entre la transformation de propriété et le développement économique, la politique industrielle et le système fiscal. Une attention toute particulière a été portée à l'analyse critique de l'évolution du processus de transformation de propriété jusqu'à présent.

Les participants ont souligné la nécessité de développer des institutions de l'économie de marché, de libéraliser l'économie et la privatisation, et en particulier de promouvoir l'entreprise libre, la concurrence et l'ouverture de l'économie.

Ils ont également rappelé l'importance d'un cadre juridique stable et de la définition précise de tous les droits de propriété dans le contexte de la privatisation.

Il a été constaté que la privatisation, accompagnée par la totalité des changements de l'environnement macroéconomique, par la politique industrielle et les réformes du système fiscal et financier, a pour but la croissance économique et l'efficacité.

Les participants ont souligné l'importance cruciale du développement du secteur privé, de la participation des salariés au marché des capitaux et de la promotion de la propriété externe.

IV La Coopération Economique Regionale

De nombreux participants à la discussion ont rappelé la nécessité d'effectuer une analyse réaliste des processus politiques et institutionnels en Europe du Sud-Est qui servira de base pour établir un régime libéral de coopération économique et créer un environnement régional stable.

La reprise de la coopération mutuelle constituerait un pas précieux sur la voie du rattachement aux processus d'intégration internationale plus vastes.

La libéralisation des échanges, les projets communs dans le domaine de l'infrastructure et le développement des institutions et des mécanismes financiers qui encourageraient d'autres formes d'intégration, sont considérés comme les meilleurs points de départ pour rétablir les liens économiques.

Il a été estimé que le manque de ressources (naturelles, financières, technologiques) des petites économies nouvellement créées, ainsi que de nombreuses limitations de l'accès aux marchés européens et mondiaux, joueront un rôle important dans le rapprochement futur des acteurs économiques régionaux.

Les participants se sont déclarés convaincus que l'Union européenne jouera un rôle significatif dans la coopération économique régionale en Europe du Sud-Est, soit par la mise au point d'un plan international pour la reconstruction après la guerre, soit par un soutien aux projets spécifiques d'intérêt européen, ou encore sur la base commerciale.

V Les Relations avec L'union Europeenne

Selon l'estimation unanime des participants, les relations avec l'Union européenne représentent un élément essentiel de la stabilisation économique, du développement, de la restructuration et de l'amplification de la coopération économique dans la région de l'Europe du Sud-Est.

La discussion a fait apparaître que l'option européenne et le rattachement progressif aux mouvements européens d'intégration représentent la seule alternative réaliste pour dépasser le sous-développement du passé et l'instabilité provoquée dans la région par des facteurs non-économiques.

Les participants ont exprimé la conviction que les pays de l'Europe du Sud-Est doivent chercher et trouver leur propre modèle d'adaptation des institutions aux réalités contemporaines par le biais des processus de libéralisation globale et régionale et en établissant les liens étroits tant avec l'Union européenne qu'entre eux-mêmes. Il ne

faut pas proposer de modèles institutionnels rigides, car tout le processus de développement de la coopération doit être fondé sur le principe du volontariat.

Il est attendu que l'Union européenne exprime son engagement dans la recherche de la stabilité et de la sécurité dans la région d'une manière plus claire et plus concrète grâce à la coopération économique.

En même temps, les pays de l'Europe du Sud-Est pourraient tirer profit du fait que l'Union européenne est prête à soutenir et à favoriser la coopération économique régionale afin de stimuler les échanges, la croissance, la production et l'emploi.

Il est attendu que l'Union européenne encourage les rencontres bilatérales des experts, des entrepreneurs et des banquiers afin de faire avancer la coopération économique.

VI

Les participants constatent que la conférence a été organisée de manière impeccable et expriment leur reconnaissance à l'organisateur pour avoir rendu possible toutes les conditions nécessaires pour un dialogue libre et créatif."

Pas plus qu'une hirondelle ne fait le printemps je ne crois que la conférence du Palais d'Iéna signifie la fin des épreuves qui accablent les Balkans.

Mais il ne fait pour moi aucun doute que la réunion en un même lieu de spécialistes venus des pays de la région pour débattre de l'avenir économique constitue un pas important dans la bonne direction. Et c'est pourquoi je crois que l'Histoire retiendra ces 7, 8 et 9 juin 1995 comme une date importante dans le processus de restauration de la paix dans cette partie du monde tant éprouvée.

Boris Vukobrat
Président

BALKANS ET SUD-EST EUROPÉEN: QUEL AVENIR POUR LA RÉGION?

ONT PRIS PART A L'OUVERTURE SOLENNELLE:

1. MATTEOLI Jean - Président du Conseil Economique et Social de la République Française
2. BENAVIDAS Pablo - Directeur à la Commission de l'Union Européenne

LISTE DES PARTICIPANTS:

1. ANASTASSOV Radoslav - chercheur, Sofia
2. BABIC Stojan - professeur, Belgrade
3. BAJEC Jurij - professeur, Belgrade
4. BASHOTA Genc - chercheur, Pristina
5. BIANCHINI Stefano - professeur, Bologne
6. BOGETIC Zeljko - chercheur, Washington
7. BOGOEV Ksente - académicien, chercheur, Skopje
8. CEROVIC Bozidar - professeur, Belgrade
9. CRNOBRNJA Mihajlo - professeur, Montréal
10. DAVICO Leon - journaliste, Messery
11. DE L'ARGENTAYE Bertrand - Directeur à la Commission de l'Union Européenne
12. FITI Taki - professeur, Skopje
13. GLIGOROV Vladimir - professeur, Vienne
14. HORVAT Branko - professeur, Zagreb
15. IVANOVIC Petar - professeur, Podgorica
16. KALDOR Mary - professeur, Brighton
17. KOZUL Zeljka - chercheur, Genève
18. KUMAR Andrej - professeur, Ljubljana
19. LABUS Mirosljub - professeur, Belgrade
20. MADZAR Ljubomir - professeur, Belgrade
21. MARJANOVIC M. Mirjana - professeur, Skopje
22. MENCINGER Joze - chercheur, Ljubljana
23. MILANOVIC Branko - chercheur, Washington
24. MILOVANOVIC Milic - professeur, Belgrade
25. MINIC Jelica - chercheur, Belgrade
26. MINXHOZI Luljeta - professeur, Tirana

LETTRE N° 52
Juillet - Août 1995

Madame, Monsieur,

Bien que ni la morale ni la logique ne plaident en faveur d'une telle solution, tous les plans de paix présentés à ce jour pour mettre fin à la guerre de Yougoslavie reposent peu ou prou sur le partage de la Bosnie-Herzégovine. Un partage qui, par définition, est artificiel puisque les peuples vivant dans cette région sont imbriqués les uns dans les autres comme les pièces d'un patchwork et forment de ce fait un tout indissociable.

La question n'est donc pas de savoir si le projet sur lequel se penchent actuellement les diplomates est juste ou injuste - il est en tout état de cause injuste -, mais s'il est tout simplement viable. Or, même si les chancelleries concernées affectent de croire qu'il a une chance de réussir, chacun sait, en son for intérieur, qu'il n'est pas viable et qu'il engendrera inéluctablement de nouveaux drames.

Le monde moderne a, en effet, une longue et douloureuse expérience de ces partitions qui coupent les pays en deux; il sait bien ce qu'il en coûte de tracer des frontières artificielles dans la chair des nations sans tenir aucun compte de la géographie, de l'histoire, de la culture, des traditions, le plus souvent millénaires. L'Allemagne, la Corée, l'Inde, le Vietnam, l'Irlande, la Palestine, Chypre furent - ou sont encore - des blessures profondes d'où ont surgi la plupart des crises graves du dernier demi-siècle. Et pour que la paix revienne sur ces terres que seule la folie politique avait divisées, il a fallu reconstruire ce que les stratèges avaient imprudemment détruit.

Ainsi le veut, ainsi le voudra toujours, l'instinct des peuples auxquels nulle contrainte jamais n'imposera des décisions contre nature. De la même façon donc que le Vietnam et l'Allemagne se sont réunifiés, de la même façon que la Corée se réunit fit lentement sous nos yeux, la Bosnie-Herzégovine, la Yougoslavie même retrouveront un jour leur unité. Ainsi le veut le poids du passé; ainsi le veut aussi l'instinct irréprouvable des hommes.

En attendant, tous ceux qui fondent l'espoir d'un retour de la paix dans les Balkans sur le partage de la Bosnie se préparent des lendemains difficiles. Outre le fait qu'ils foulent aux pieds les principes sur lesquels leurs démocraties reposent et au nom desquels ils prétendent intervenir dans les Balkans, ils commettent deux erreurs fatales:

1. Ils reconnaissent publiquement que la force prime le droit et que la communauté internationale n'a aucun pouvoir.
2. Ils cautionnent le "nettoyage ethnique" comme mode de règlement des conflits et l'élèvent au rang de pratique normale de gouvernement.

Pour avoir laissé s'accomplir de semblables infamies, Européens, Américains et Russes ont payé le prix fort il y a tout juste cinquante ans: cinquante millions de morts, dix-sept millions de personnes déplacées en Europe, des tragédies individuelles et collectives comme le monde n'en avait jamais connu auparavant... Et pour finir un nouveau conflit - la guerre froide - qui les opposa quarante années durant. Si les hommes d'Etat d'aujourd'hui prenaient le soin de regarder en arrière ils seraient plus courageux et ne se résigneraient pas à accepter l'inacceptable pour se débarrasser d'un problème qui les dépasse.

Ces évidences, et quelques autres, j'ai tenté de les exposer à Moscou et à Washington lors de voyages que j'ai effectués récemment en Russie et aux Etats-Unis à l'invitation de hauts responsables des deux pays. Prenant comme base de raisonnement les travaux de notre Fondation qui, depuis près de trois ans, s'efforce de tracer les voies d'une solution pacifique et naturelle à la crise yougoslave, j'ai cherché à faire passer un message simple: le partage de la Bosnie-Herzégovine serait un acte irréfléchi qui tôt ou tard mettrait le feu à toute l'Europe. Les Etats-Unis et la Russie peuvent, s'ils unissent leurs efforts, empêcher cette erreur historique et imposer une paix juste fondée sur le droit, non sur la violation des règles les plus sacrées du droit des peuples. Mais ils doivent agir de concert et surtout refuser de cautionner une solution contraire au droit et à la morale.

Pour que ce message soit clair j'ai remis à mes interlocuteurs une note dont les points principaux sont les suivants:

1. La solution du problème yougoslave, et plus généralement, du problème des Balkans passe par une association étroite mais souple des Etats qui composent la Région: Bosnie, Croatie, Albanie, Macédoine, Serbie, Monténégro. Mais il est indispensable au préalable de faire respecter les frontières de ces pays.

2. Seuls la reconnaissance et le respect de ces frontières peuvent permettre le retour dans leurs foyers des plus de quatre millions de personnes que la guerre a déplacées.
3. Pour ce qui concerne la Bosnie, il faut favoriser l'émergence d'une confédération souple, reconnue dans ses frontières. Une Bosnie multiconfessionnelle dans laquelle chacun pourrait pratiquer librement la religion de son choix.
4. Enfin les grandes puissances engagées dans le conflit - Etats-Unis, Russie, Union européenne - doivent peser de tout leur poids sur les belligérants pour qu'ils acceptent enfin de chercher une solution pacifique à leurs différends et cessent enfin de dresser leurs peuples les uns contre les autres.

Il n'y a sans doute rien de révolutionnaire dans ces propositions, mais il ne sert à rien de construire des schémas complexes alors que la réalité est simple. Bien au contraire, j'ai la conviction que l'on ne parviendra à résoudre l'équation actuelle que si l'on cesse de compliquer une situation déjà trop embrouillée. La raison, le bon sens peuvent certainement réussir là où ont échoué les meilleurs experts.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 53
Septembre 1995

Madame, Monsieur,

*N*ous ne mèlerons décidément pas notre voix à celle des acteurs et des observateurs qui célèbrent à l'envie l'accord conclu à Washington entre Croates, Musulmans et Serbes. Non que nous ne nous réjouissons du progrès que constitue une telle avancée par rapport à la guerre, mais parce qu'il laisse de côté le problème-clé dont la solution commande en tout état de cause le retour de la paix dans les Balkans; je veux parler des réfugiés

Tous les experts sont d'accord sur les chiffres: plus de quatre millions de personnes, - soit 50% environ de la population totale de la Croatie et de la Bosnie et Herzégovine - ont dû quitter leurs foyers, chassées par les armes, au cours des quatre années terribles qui viennent de s'écouler dans l'ex-Yougoslavie. Réfugiés ou déplacés, ces quatre millions d'hommes, de femmes et d'enfants vivent dans des conditions difficiles, souvent même effroyables, et ne rêvent que de retrouver un jour leur maison, leur village, leur région. S'imaginer que cette masse humaine se résignera à l'exil qui lui est imposé de façon inique est une illusion dangereuse.

Vers de nouveaux drames

C'est pourquoi je ne crois pas, nous ne croyons pas, à la pérennité du plan de paix qui se construit à Washington sous la houlette du Président des Etats-Unis avec l'accord plus ou moins contraint de l'Europe et de la Russie. Fondé peu ou prou, même si cela n'est pas dit officiellement, sur le partage ethnique de la Bosnie, ce plan engendrera inévitablement de nouveaux drames s'il est appliqué dans sa forme présente. Parce qu'il n'apporte pas de solution au problème des réfugiés qui errent d'un bout à l'autre des Balkans, ou qui ont trouvé un refuge précaire hors de l'ex-Yougoslavie, il est condamné par avance.

Je sais bien que l'on me reprochera de dire tout haut ce que les diplomates taisent obstinément. Mais peut-on rester muet lorsque les démocraties donnent force de loi à une violation caractérisée des droits les plus élémentaires de la personne humaine? Et faut-il accepter l'inacceptable sous le prétexte qu'une apparence de paix dans les Balkans est indispensable à la réélection d'un chef d'Etat, fut-il celui de la plus grande puissance du monde?

Si le problème des réfugiés n'est pas réglé avant tout le reste il n'y aura pas de paix durable en Bosnie, en Croatie, en Serbie. Et la seule façon de le régler est d'assurer le retour des personnes déplacées à l'endroit même d'où elles ont été chassées par la guerre. Ce qui ne peut évidemment se réaliser que dans un système politique où le droit se substitue à la force brute et où la liberté de se déplacer est garantie à chacun.

Le droit du sol

En donnant force de loi à l'épuration ethnique pratiquée dans l'ex-Yougoslavie les grandes puissances s'imaginent pouvoir acheter la paix à bon compte. Elles ne font en réalité que réunir les conditions d'un conflit beaucoup plus grave encore. Déjà, la Croatie se croit autorisée à dépouiller les ressortissants serbes de leurs biens au mépris du droit des gens. Déjà, les minorités présentes sur le territoire bosniaque s'approprient à faire valoir par les armes le droit de rentrer chez elles qui leur est refusé par la communauté internationale. Déjà, se multiplient les vendettas d'un bout à l'autre du territoire sans aucun égard pour l'accord artificiel conclu à New York. Le moins que l'on puisse dire est que le rameau d'olivier brandi outre-Atlantique est bien loin d'être devenu l'arme des belligérants sur le terrain.

Je n'ai pas cessé de l'écrire depuis deux ans, et je ne cesserai pas de l'écrire: tout pacte qui repose sur le partage ethnique de l'un des Etats de l'ex-Yougoslavie est condamné d'avance. Non seulement il provoquera de nouveaux malheurs, mais encore il finira par mettre le feu aux Balkans tout entiers. Et ce ne sont pas cinquante mille casques bleus, ni même cent mille qui changeront quelque chose à cet état de fait. Parce qu'il est viscéralement attaché à la terre qui l'a vu naître, l'homme ne renoncera jamais à faire valoir ses droits sur sa maison et sur son sol. S'il ne parvient pas à les faire respecter par le droit il aura toujours recours à la violence, dut-il pour cela mettre son pays à feu et à sang. Et rien ne pourra jamais lutter contre cette inclination naturelle.

Avant donc de s'attaquer au problème des institutions de la future confédération bosniaque, il faut apporter une réponse claire et juste à cette grande question.

Mieux vaudrait s'en convaincre avant qu'il ne soit trop tard.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 54

Octobre 1995

Madame, Monsieur,

Toute action, toute intervention qui peut aider au rétablissement de la paix dans l'ex-Yougoslavie doit évidemment être saluée et encouragée. Mais toute action, toute intervention qui aurait comme but, ou comme conséquence, d'imposer à toutes forces le silence des armes et qui hypothèquerait la qualité de la paix en consacrant une situation injuste doit être condamnée; pour des raisons morales sans doute, mais aussi pour des raisons politiques, car un règlement artificiel du conflit yougoslave engendrerait inévitablement de nouveaux et terribles conflits.

La communauté internationale, dit-on, est prête à accepter un règlement dont les bases seraient la partition de la Bosnie selon des critères ethniques ou religieux. Si cette information est vraie, le rétablissement de la paix dans l'ex-Yougoslavie sera fragile et temporaire, parce que jamais les peuples concernés n'admettront la consécration du nettoyage ethnique pratiqué au fil des mois, en Bosnie et ailleurs, par toutes les parties, les Serbes aussi bien que les Bosniaques et surtout, ces derniers temps, les Croates. Seul le retour dans leur foyer des hommes et des femmes chassés par la guerre a une chance de mettre fin durablement au conflit.

Ceci dit, supposons maintenant que les Etats-Unis, la Russie et l'Europe prennent tant qu'il en est temps conscience des dangers de leur position présente et fondent la paix, comme nous ne cessons de le demander depuis des mois, sur le retour des réfugiés dans leur foyer, sur le refus de toute partition ethnique ou religieuse, sur la reconnaissance des frontières de la Bosnie. Que faudrait-il de plus pour que la paix soit durable dans l'ex-Yougoslavie?

Cinq conditions

La réponse, sur ce point essentiel, est nette: il ne peut y avoir de véritable paix dans l'ex-Yougoslavie tant qu'un plan de reconstruction n'est pas défini et tant que la Communauté internationale ne se mobilise pas pour relever le pays de ses ruines. De la même façon que l'Europe, ravagée par la guerre, est parvenue, grâce au plan Marshall, à effacer les déchirures du plus terrible des conflits, de la même façon l'espace yougoslave peut, dans le même laps de temps, devenir une zone de prospérité. Ce que l'homme a détruit l'homme peut toujours le reconstruire; sauf évidemment la vie.

Gardons nous cependant de croire que c'est en déversant sur les Balkans des milliards de dollars que les grandes puissances parviendront à acheter la paix. Dans cette grande affaire que sera la naissance d'un espace yougoslave prospère, où les plaies industrielles et collectives seront pansées en partie grâce à la générosité occidentale, rien ne serait plus dangereux que d'ouvrir des lignes de crédit sans condition; alors, en effet se créerait une situation insupportable qui reporterait sur les générations futures le poids de la reconstruction et pourrait se produire un détournement de l'aide qui enrichirait les seigneurs de la guerre mais ne participerait en rien au redressement des pays victimes de la guerre.

Lorsqu'a été créée la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), au lendemain de la chute du Mur de Berlin, il a été spécifié de façon expresse - article 1 de la Charte - que seuls pourraient bénéficier de ses crédits les pays qui respecteraient les cinq conditions suivantes:

- Etablissement de l'état de droit.
- Introduction d'un système politique multi-partis.
- Elections libres sous le contrôle d'observateurs internationaux.
- Défense des droits de l'Homme.
- Introduction de l'économie de marché.

Ces cinq conditions ne sont pas nouvelles. Elles ont été définies il y a longtemps et constituent une sorte de garantie minimum assurant les donateurs que leur contribution participera effectivement à l'instauration de démocraties politiques et économiques là où la dictature et le collectivisme régnaient en maître. Leur application est d'autant plus indispensable dans le cas de la Yougoslavie que les puissances occidentales semblent reconnaître comme interlocuteurs les hommes qui ont précipité, par aveuglement, par ambition ou par cupidité, leurs peuples dans la guerre.

Une telle erreur - car il s'agit, je l'ai dit et je le répète, d'une grave erreur - ne peut être corrigée que par l'instauration de règles contraignantes. Relever les pays de l'ex-Yougoslavie de leurs ruines est assurément une tâche essentielle; mais l'argent ne peut servir à rien s'il n'est pas mis, d'abord, au service de la démocratie et de son support obligé, l'économie de marché. Tant il est vrai que la démocratie politique ne peut exister sans démocratie économique.

Le choix des hommes

J'ajoute, à titre personnel, que le temps est proche où il faudra confier à des Yougoslaves le soin de définir et de mettre en oeuvre, sous le contrôle de l'Union européenne, l'équivalent pour les Balkans du plan Marshall. La qualité de ces hommes et de ces femmes sera déterminante, car de leur action dépendra la réussite ou l'échec des programmes de reconstruction. Aussi ne faudrait-il pas oublier, lorsque le moment sera venu, de se demander pour chacun d'eux quelle fut son attitude durant les années de guerre.

Il n'est pas trop tôt, aujourd'hui, pour réfléchir à ce qui se passera dans l'ex-Yougoslavie lorsque les belligérants accepteront enfin d'imposer le silence à leurs armes. Une paix improvisée, mal préparée et dont les fondements ne seraient pas démocratiques, est par avance vouée à l'échec; mais une paix construite sur les cinq principes énoncés plus haut, appliquée par des hommes justes et fondée sur une gestion équitable, rigoureuse de l'aide internationale aurait toutes les chances de durer.

Réfléchissons y, parlons en.

Boris Vukobrat
Président

Madame, Monsieur,

La paix qui se dessine dans les Balkans n'est certainement pas celle qui répond aux aspirations profondes des peuples yougoslaves. Mais enfin c'est la paix, un pas essentiel sur la voie d'un règlement politique du conflit; et, par ailleurs, la formule imposée aux belligérants est susceptible de modifications qui pourront la rendre acceptable.

Réjouissons-nous donc et rendons hommage aux hommes qui ont su la construire: le Président des Etats-Unis, Bill Clinton, le Secrétaire d'Etat, Warren Christopher, le négociateur Richard Holbrooke. Faire taire les armes et substituer le dialogue à la violence paraissent il y a deux mois à peine un espoir insensé; l'utopie devenue réalité, il convient maintenant de saluer ceux qui en furent les acteurs, même si la solution adoptée n'est pas la meilleure, loin s'en faut.

Trois vérités

A tous ceux qui, tels les Européens, se plaignent d'avoir été frustrés de leur victoire diplomatique et qui reprochent aux Américains de n'avoir été que les ouvriers de la onzième heure, je voudrais rappeler trois vérités qui ne sont pas nécessairement agréables à entendre:

- La première est que s'ils ont échoué là où les Etats-Unis ont réussi, c'est parce qu'ils ont été incapables de peser de tout leur poids quand il en était temps pour changer le cours des événements. Aussi opiniâtre et courageuse que leur action ait été depuis le début du conflit, leur action sur le terrain n'a pas été appuyée comme elle aurait dû l'être sur le plan diplomatique; et c'est précisément là ce qui distingue un Etat d'une coalition d'Etats: lorsque le premier s'engage, il le fait avec toute sa puissance et sa détermination, mais lorsque la seconde s'y résout, il est rare qu'elle ait la cohésion nécessaire pour imposer ses vues. L'Europe, dans cette affaire, a prouvé à la face du monde qu'elle n'est pas encore une grande puissance.

- La deuxième est que les Etats-Unis ont une expérience des manoeuvres de ce type qui leur confère une efficacité indéniable. Sans doute mettent-ils généralement longtemps à s'engager, mais quand il s'y résignent, c'est avec la volonté ferme de réussir et avec toute la puissance dont ils sont capables. Les Européens en savent quelque chose puisque par deux fois, en 1917 et en 1944, c'est l'intervention des Américains sur leur sol qui les a sauvés du désastre. Que cela se produise une nouvelle fois, à l'occasion de la guerre dans l'ex-Yougoslavie, n'a rien d'étonnant et les Européens devraient en tirer les conclusions logiques au lieu de s'en plaindre.
- La troisième, la plus importante, est que rien n'est encore joué dans l'ex-Yougoslavie. Je dirai même que tout commence à partir du moment où les armes se taisent. Or l'Europe a une carte maîtresse entre ses mains: celle de la proximité géographique, de la communauté historique, de la parenté culturelle avec les peuples yougoslaves. Par sa puissance économique et financière, par son influence politique elle peut jouer dans la construction de la paix un rôle que les Etats-Unis, trop éloignés du vieux continent en général et des Balkans en particulier, ne pourront pas jouer. Dès lors qu'elle fait taire les divergences qui lui ont interdit d'imposer la paix dans l'ex-Yougoslavie, elle se trouve dans la meilleure des positions pour faire triompher le droit en s'assurant que les décisions prises à Dayton sont bien appliquées, que les réfugiés peuvent regagner leur foyers, que la justice reprend ses droits. Néanmoins, il est clair que ce qui va se passer maintenant dépend pour une bonne part des acteurs sur le terrain.

Notre fondation, qui n'a pas cessé de lutter depuis deux ans pour faire triompher ces idées, se tient bien entendu à la disposition de l'Europe pour aider à la réalisation de ce grand dossier.

Les Balkans et l'Europe

Ceci est d'autant plus vrai que les Etats indépendants issus de l'ex-Yougoslavie aspirent à s'agréger à l'Union européenne, considérant à juste titre que leurs problèmes économiques et sociaux seront plus facilement résolus le jour où ils participeront à la prospérité des Quinze. Quoi de plus facile en effet pour l'Union européenne que de rappeler aux frères ennemis qui ont mis à feu et à sang leur pays que l'Europe est une construction démocratique et que l'on ne peut en faire partie si l'on ne respecte pas les principes dont elle se réclame: liberté politique, économie de marché, respect des droits de l'Homme et des minorités...

La grande faiblesse des accords de Dayton est d'avoir donné une légitimité politique à des hommes qui avaient choisi délibérément la guerre pour faire triom-

pher leurs ambitions; elle est aussi d'avoir consacré des principes immoraux et injustes tels que le partage d'un territoire selon des critères ethniques ou religieux. Or ces décisions contreviennent formellement à l'esprit et à la lettre des traités qui fondent l'Union européenne. Il est donc très simple pour les Européens de rappeler à ceux qui prétendent s'associer à leur communauté que seul le respect du droit et de la justice les y autorisera. Il est normal également que l'Europe exige des responsables et des peuples de l'ex-Yougoslavie qu'ils fassent preuve, avant de faire partie de la famille européenne, de leur capacité à collaborer et à vivre en bon voisinage, en renforçant les liens économiques et en établissant la libre circulation des personnes et des biens.

L'Allemagne, la France, la Grande Bretagne, qui se plaignent d'avoir été mis à l'écart du processus de paix doivent maintenant se rendre compte qu'elles sont en position de force. Qu'elles offrent à tous les pays de l'ex-Yougoslavie de se rapprocher de l'Union européenne pour panser plus vite leurs plaies; mais qu'elles en profitent pour exiger d'eux l'adoption des principes démocratiques sans lesquels il n'est pas de société libre. La nécessité aidant, on verra comme par miracle s'effacer les divisions artificielles et dangereuses qui servent actuellement de base aux accords de paix.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 56

Janvier 1996

Madame, Monsieur,

Ayant été les premiers à saluer la paix qui se dessinait il y a quelques mois, lorsque les Etats Unis jetèrent tout leur poids dans la balance afin d'obtenir que les armes se taisent enfin dans les Balkans, nous sommes les premiers à nous réjouir des accords de Dayton. Mais cela ne nous empêchera nullement de dire que cette paix, imposée à des belligérants qui n'en voulaient pas, peut tourner au désastre si elle ne se construit pas sur des bases solides, c'est à dire si les dirigeants des trois pays concernés - Bosnie, Croatie, Serbie-Monténégro -, restent sourds aux aspirations de leurs peuples

Mostar, Sarajevo, la Slavonie orientale, Gorazde, Prevlaka... sont autant de points noirs sur une carte que les diplomates ont dessinée à leur façon. Chacun d'eux peut à tout instant devenir le détonateur de nouvelles violences et provoquer une reprise de la guerre, alors même que l'opinion publique mondiale croit résolu le problème posé par l'ex-Yougoslavie. Et s'il en est ainsi, c'est que la paix, voulue par les Etats Unis avec l'assentiment de l'Europe et de la Russie, se trouve fondée sur la plus injuste des situations: celle des frontières dessinées par la force et basées sur le partage ethnique de territoires qui, jusque 1h, avaient été unis.

Je crois, pour ma part, que les négociateurs de Dayton ont pris une immense responsabilité au regard de l'Histoire en construisant la paix sur un principe injuste, immoral et, comme tel, condamnable sans appel. Mais je pense aussi que la suspension de la guerre est une occasion unique de rebâtir ce que la folie des hommes a détruit, et qu'il est possible, malgré tout, de tirer profit d'une paix dont l'assise est aussi incertaine.

Trois propositions

Plus que jamais, donc, notre Fondation s'affirme décidée à agir pour que ces quatre années de guerre ne soient pas le prélude à de nouvelles violences mais permettent enfin à l'ex-Yougoslavie de jouer le rôle que la géographie et l'histoire lui ont dévolu.

Nos propositions, compte tenu de la situation présente dans l'ex-Yougoslavie, s'ordonnent suivant quatre grands axes:

1. La façon dont les accords de Dayton sont appliqués ne permet pas d'espérer que le retour des réfugiés - ceux de la Bosnie-Herzégovine, mais aussi ceux de la Krajina - soit réellement rendu possible. Ces hommes, ces femmes et ces enfants pourraient alors constituer une armée de mécontents, qui serait facilement mobilisée par les extrémistes de tous bords promettant à chacun le retour par la force dans son foyer.
2. Il est indispensable que les Etats issus de l'ancienne Fédération yougoslave - Bosnie, Croatie, Macédoine, Serbie-Monténégro, et même Slovaquie - engagent au plus tôt le processus de réintégration économique qui seul peut leur permettre de résoudre les énormes problèmes de l'après-guerre. Ce processus doit s'étendre aux communications, aux transports, à l'énergie, et à toutes les formes de coopération qui assuraient jadis l'unité du territoire yougoslave, et qui sont, à l'opposé, des tendances à la division et au morcellement, actuellement favorisées. Croire que chacun d'eux pourra se passer des échanges de biens, de personnes et de services avec les autres, alors que l'imbrication économique et sociale était totale avant les années de guerre, serait une illusion mortelle. Si, d'ailleurs, les Américains et les Européens veulent tenir le calendrier laborieusement mis au point à Dayton et confirmé à Paris, il leur faudra veiller à ce que le processus soit devenu irréversible avant la fin de l'année en cours.

Le problème est plus difficile à résoudre qu'il n'y paraît au premier abord. Certes, les peuples victimes de la guerre aspirent à produire et à commercer librement comme ils le faisaient autrefois. Mais l'intérêt de leurs dirigeants n'est pas de faciliter un rapprochement économique qui aurait pour effet immédiat de rompre l'isolement sur lequel est bâti leur pouvoir; il est, au contraire, de maintenir le plus longtemps possible fermées les frontières avec les autres pays de l'ex-Yougoslavie.

L'enjeu que représente aujourd'hui l'intégration économique de l'espace yougoslave n'est pas moins capital pour le processus de paix qui s'amorce. Plus elle sera rapide, et plus la facture acquittée par les Occidentaux pour assurer le maintien de relations non conflictuelles entre les anciens belligérants sera réduite. Fondés sur une vision manichéenne et artificielle de la situation dans l'ex-Yougoslavie, les accords de Dayton peuvent certainement être corrigés par l'instauration de relations économiques étroites entre les différentes entités nées de la guerre; mais il faut pour cela aller très vite et rendre irréversible le processus d'intégration.

3. Le troisième axe est celui de l'information. Chacun le sait et le reconnaît, l'une des armes principales de la guerre qui s'achève fut la désinformation, c'est-à-dire l'utilisation des mots et des images, de l'écrit et du son, pour attiser les haines, dresser les hommes les uns contre les autres, travestir la vérité, déformer les faits. Maniée avec une science certaine par des gens qui avaient appris à l'utiliser à l'époque où le communisme régnait en maître sur la Yougoslavie, cette arme fut à l'origine de la plupart des massacres perpétrés durant ces années terribles.

Les Américains l'ont si bien compris que, en même temps que leurs troupes prennent position sur le territoire bosniaque sous le drapeau de l'OTAN, ils mettent en place une radio qui émettra en anglais dans les régions de Sarajevo et de Tuzla et qui fera, pour la première fois depuis le début des hostilités, entendre la voix de la liberté, de l'équité, de la solidarité et de la tolérance. Sans doute, une radio placée entre les mains d'unités militaires ne peut-elle prétendre être un modèle d'objectivité, mais constitue un immense progrès par rapport à la situation précédente, où seules s'échangeaient des invectives et des appels au meurtre.

Le signal étant donné, il nous paraît indispensable que les moyens de communication mis en place diffusent dans un premier temps des informations en langue serbo-croate, la seule qui soit accessible aux populations civiles, puis, dans un deuxième temps, servent de base à l'édification d'un véritable réseau audiovisuel qui diffusera une information vérifiée, sereine et impartiale. La mise en place de structures démocratiques, sans lesquelles il n'y aura pas de paix durable dans l'ex-Yougoslavie ne peut se faire que si, au préalable, il est mis fin aux exactions verbales et télévisuelles qui ont rendu la guerre possible.

4. Le quatrième axe est celui de l'ouverture vers la Méditerranée. Il y a un peu plus d'un mois - du 26 au 28 novembre 1995 -, à Barcelone, vingt-sept ministres qui

représentaient les quinze pays de l'Union européenne et douze pays riverains de la Méditerranée - ont signé un Pacte visant à créer, dans les cinq années à venir, une nouvelle et puissante communauté politique, économique et financière. Non contents d'affirmer leur solidarité et leur appartenance à une civilisation commune, ils ont décidé de consacrer 4,6 milliards d'écus - 6,1 milliards de dollars - au développement de l'est et du sud de ce vaste ensemble. Ainsi s'est amorcé un rééquilibrage de la politique européenne qui, jusqu'alors, apparaissait presque exclusivement tournée vers l'Est.

Il se trouve qu'à l'époque où la paix régnait dans les Balkans, l'ex-Yougoslavie tenait une place importante dans l'équilibre stratégique de la région. Riveraine de l'Adriatique, mais en prise directe sur l'Europe centrale et orientale, elle était perçue comme une pièce maîtresse de l'échiquier méditerranéen. Et, comme le pays avait la réputation, justifiée, d'être jaloux de son indépendance, il jouissait d'un respect universel au sein de la communauté internationale.

Ce schéma, conforme à la situation géographique de la Yougoslavie, a bien sûr été détruit par la guerre. Mais l'ex-Yougoslavie n'a pas changé de place sur la mapemonde et les mêmes raisons qui faisaient d'elle une puissance incontournable en Méditerranée la rendent indispensable aujourd'hui pour l'équilibre de la région. Il faut donc que les Etats indépendants issus de la guerre s'entendent pour parler d'une même voix dans le concert des nations euro-méditerranéennes qui s'amorce; aucun d'eux, en effet, ne comptera s'il se présente seul à la table des négociations. Et ce qui se joue aujourd'hui dans la suite de la conférence de Barcelone est trop important pour que la Bosnie, la Croatie et la Serbie-Monténégro se permettent de l'ignorer.

Un commencement

La paix signée à Paris n'est certainement pas la plus juste ni la plus raisonnable. Mais elle a le mérite d'exister. Simplement, il convient de la considérer non comme une fin mais comme un commencement, et par conséquent lui apporter par petites ou grandes touches les correctifs nécessaires.

Le processus d'intégration de la Bosnie peut réussir s'il s'accompagne de la réintégration, au sens plus large du terme, d'autres régions de l'ex-Yougoslavie, ce qui permettrait de jeter les bases d'une paix durable dans la région. Mais, faute de créer une telle dynamique de la paix et si l'on consacre les frontières artificielles"deux scénarios sont possibles: ou bien les troupes de l'OTAN seront obligées de rester sur place indéfiniment, ou bien une nouvelle guerre s'embrasera aussitôt que ces troupes auront quitté le sol de l'ex-Yougoslavie.

Tout le monde en convient mais il n'est pas inutile de le rappeler: la paix ne se décrète pas; elle se construit jour après jour. Alors, puisque les grandes puissances ont réussi à faire taire les armes sur le terrain, mettons à profit le temps qui vient pour jeter les bases d'une nouvelle communauté yougoslave: une communauté de nations libres, comme l'est l'Union européenne, elles-mêmes constituées d'entités cohérentes sur le plan géographique et culturel jouissant d'une large autonomie - les régions.

Au terme de l'évolution il arrivera ce qui doit arriver: l'ex-Yougoslavie, différente sans doute mais toujours bien vivante, redeviendra un groupe de nations avec lequel il -faudra compter.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 57

Avril 1996

Madame, Monsieur,

Dans quelques semaines vont se dérouler en Albanie des élections générales qui auront une grande importance compte-tenu de la situation régnant dans les Balkans. Alors, en effet, que la paix semble revenir à pas comptés dans l'ex-Yougoslavie en dépit des tensions qui demeurent sur le terrain, la question albanaise, elle, demeure entière. Si elle s'est trouvée reléguée au second plan par la violence du conflit qui a déchiré quatre années durant la Bosnie- Herzégovine, elle n'en demeure pas moins intacte et fait plâner une grave menace sur l'ensemble de la région.

Le problème étant connu de tous, je ne rentrerai pas dans le détail, mais je rappellerai seulement que des minorités albanaises nombreuses vivent dans les différents pays balkaniques, notamment la Macédoine et la Grèce. Au sein de la Fédération yougoslave, qui unit la Serbie et le Monténégro, elles sont très fortement implantées puisqu'elles représentent la majorité de la population du Kosovo et une minorité au Monténégro.

Pour une conférence préparatoire

Certains auraient pu penser que la fin de la guerre en Bosnie entraînerait la réduction des tensions dans cette région, tensions qui, à plusieurs reprises dans le passé récent, ont été sur le point de nourrir un nouveau conflit territorial, ethnique et religieux. Mais la question n'a pas été traitée lors des négociations qui ont mis fin aux hostilités et, de ce fait, demeure dangereusement ouverte. Si l'on veut que la paix revienne durablement dans les Balkans, il faut donc maintenant l'aborder de face.

A trop attendre, en effet, on verrait se reproduire au Kosovo le scénario tragique qui a coûté la vie en Bosnie à des dizaines de milliers de gens, qui a jeté sur les routes de l'exil quatre millions d'hommes, de femmes et d'enfants, qui a provoqué des destructions sans fin. Et cela, évidemment, personne ne le souhaite alors que peu à peu l'espoir d'une paix durable s'insinue dans les esprits.

Notre Fondation, partant de la constatation que tout atermoiement dans le règlement de la question albanaise pourrait entraîner une réaction en chaîne dans les Balkans, se propose de réunir une conférence internationale concernant l'avenir du Kosovo. Elle considère qu'une occasion unique s'offre de devancer, afin de les prévenir, des événements qui sont aussi inéluctables, si rien n'est fait, que ceux dont l'ex-Yougoslavie fut le théâtre à partir de 1991. Et comme elle ne voit se dessiner aucune initiative dans ce sens, elle considère qu'il est de son devoir de prendre une nouvelle fois les devants.

Notre idée est de réunir une quarantaine de personnalités venant de tous les pays concernés par la question albanaise et de convier à ces deux ou trois journées d'étude des représentants qualifiés de la communauté internationale. Des experts albanais, macédoniens, monténégrins et serbes confronteraient leurs points de vue et leurs propositions sur le problème des minorités albanaises en général, et la question du Kosovo en particulier.

La situation dans la région étant ce qu'elle est, il est évident qu'une seule conférence ne permettrait pas de résoudre des problèmes d'une telle envergure et avec des racines aussi profondes. Mais, du moins, permettrait-elle de confronter les opinions, de permettre un vrai dialogue et, par là même de créer un environnement favorable pour des discussions de fond.

Nous vivons une époque où la résurgence des conflits traditionnels menace à tout instant de provoquer des conflagrations destructrices. Faute de pouvoir anticiper les conflits, les institutions internationales et les grandes puissances s'efforcent de gérer le moins mal possible le lent processus qui conduit à la paix. Mais le temps nécessaire pour mettre en place les arbitrages indispensables favorise la multiplication des drames individuels et collectifs. Il faut donc apprendre à prévenir tant qu'il en est temps les drames que l'on sait inévitables.

C'est ce que nous voudrions obtenir de cette conférence, non pas en lui assignant comme but de définir les termes d'un accord ambitieux, mais en lui proposant de dessiner le cadre dans lequel pourraient s'organiser les négociations à venir: profil des participants, calendrier des discussions, modalités pratiques des débats, place et rôle des instances internationales, recherche des institutions sous l'auspice desquelles la négociation pourrait être menée.

Un processus empirique

Il nous semble qu'il ne faut plus tarder à engager le dialogue sur la question albanaise et qu'une occasion historique s'offre de ne pas rééditer les erreurs tragiques

ayant conduit à la guerre dont l'ex-Yougoslavie a été le théâtre. Mais, l'expérience aidant, il nous apparaît aussi qu'un grand pragmatisme est indispensable si l'on veut éviter de figer les positions des protagonistes du drame. Procéder de façon empirique en délimitant le cadre des négociations, en établissant la liste des participants de la future conférence internationale et en comparant les méthodes susceptibles de faire réussir les négociations nous paraît la meilleure voie à suivre.

Qu'il me soit permis de préciser, en conclusion, que ce schéma, soumis à quelques très hautes personnalités internationales en charge du dossier yougoslave, a rencontré un accueil favorable. Je ne suis donc pas le seul à penser et à dire qu'il faut profiter du mouvement actuel en faveur de la paix pour asseoir autour d'une même table les experts afin de trouver une issue pacifique à la question albanaise.

Puisse donc cet appel en faveur de la raison être entendu avant qu'il soit trop tard!

Boris Vukobrat
Président

Madame, Monsieur,

Il arrive que la Lettre publiée tous les mois par notre Fondation suscite, comme il est normal, des réactions. Celles-ci sont le plus souvent positives, mais il se trouve parfois des lecteurs qui expriment leur désaccord avec les idées que nous défendons. Et l'opinion de ces contradicteurs nous intéresse au plus haut point car elle nous permet, soit d'affiner notre jugement, soit de préciser notre pensée.

Tel est le cas du peintre Slobodan Jevtic, qui vient de m'adresser une longue missive dont je voudrais donner ici de larges extraits car elle illustre, me semble-t-il, une attitude largement répandue concernant le Kosovo et la question albanaise; attitude qui pourrait générer de grands drames et contre laquelle nous nous efforçons de lutter.

La thèse...

Voici les arguments de notre contradicteur qui commente la Lettre d'avril 1996 (N° 57) consacrée à la question albanaise:

"Je comprends votre volonté d'influer sur les changements qui se produisent dans les Balkans. Mais il existe en Europe d'autres foyers de crise liés aux problèmes nationaux, ethniques ou constitutionnels.

Avez-vous eu l'idée, par exemple, de convoquer un "forum d'intellectuels" afin de prendre en considération la question corse? Sur la base de quels critères la "Constitution" française peut-elle s'imposer au peuple corse?

Vous savez certainement que la "Savoie" veut être reconnue comme un Etat. Vous pourriez aussi vous pencher sur le sort des Alsaciens, ou des Basques. Et que dire du conflit irlandais qui déchire la Grande Bretagne?

Dans toutes ces régions d'Europe, il existe un phénomène de stratification ethnique. Mais personne n'ose bouger le petit doigt et traiter le problème en réunissant une conférence comme celle que vous préconisez pour le Kosovo.

De quel droit nous ingérerions nous donc dans les problèmes des Albanais, des Macédoniens, des Grecs, des Serbes et des Bulgares? S'agit-il du droit du plus fort ou bien d'une excuse pour pacifier la région et permettre l'implantation en sécurité du capital américain sur la côte de la pauvre Albanie?

Dans quel camp êtes-vous donc, cher Monsieur? Il me semble qu'il est facile de découvrir ce qui se cache derrière votre attitude: une goutte de transfusion américaine dans ce chaos économique vous suffirait. Mais voyez dans quelle folie, dans quelle horreur l'ingérence irréflective de "personnalités étrangères" (Genscher, Badinter...) a plongé la Yougoslavie...

C'est donc avec crainte que j'attends de votre réunion, de vos débats, le dépeçage du Kosovo.

Pardonnez-moi de ne pas partager votre opinion. Je n'ose aller trop loin dans mon raisonnement. Mais j'ai de plus l'impression que, pour vous aussi, la Croatie doit devenir la "Grande Croatie", la Bosnie musulmane la "Grande Bosnie", alors que la Serbie, avec ses 12 millions d'âmes, ne peut pas être grande et unie".

... et notre réponse

Ma réponse à cette argumentation tiendra en trois points qui se complètent les uns les autres:

1. Il existe une grande différence entre les problèmes corse, basque ou irlandais et le problème albanais, qui rend impossible toute comparaison: c'est qu'en dépit de la violence avec laquelle s'expriment parfois les séparatistes, de telles crises, dans les pays démocratiques, font l'objet de consultations électorales régulières qui démontrent de manière irréfutable que les séparatistes sont une minorité. Tel n'est pas le cas pour la population du Kosovo, qui n'a jamais profité de l'occasion de s'exprimer librement sur la question. Si la démocratie existait réellement au Kosovo, il y a longtemps que le peuple aurait été consulté. Nous pouvons également espérer que, dans une démocratie qui se respecte, le problème de l'appartenance ethnique ou de la modification des frontières deviendrait sans importance.
2. Quand notre Fondation propose de réunir une conférence internationale sur la question albanaise, elle ne cherche pas à favoriser l'émergence d'une "Grande

Albanie" par le dépeçage de la Serbie, de la Macédoine et de la Grèce. Elle s'efforce seulement d'éviter la réédition de ce qui s'est passé dans l'ex-Yougoslavie en général et dans la Bosnie-Herzégovine en particulier.

En organisant une telle conférence nous n'entendons pas soumettre aux participants des solutions toutes faites; nous n'espérons même pas aboutir par miracle, en quelques jours de discussions, à une solution. Nous essayons seulement d'offrir un cadre au sein duquel les experts de toutes les parties concernées pourront se retrouver, mettre au point une approche commune du problème et convenir d'une méthodologie.

Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir, de solution simple et immédiate au problème albanais. Et l'idée lancée récemment par le Président de l'Académie des sciences serbe concernant le partage du Kosovo porte en elle le germe d'une véritable catastrophe. L'expérience douloureuse de la Bosnie et les controverses suscitées par l'application des Accords de Dayton montrent bien que le dépeçage d'une région ou d'un pays n'est jamais une solution raisonnable, mais engendre inévitablement de nouveaux conflits.

3. La raison pour laquelle il est indispensable d'impliquer les grandes puissances dans la recherche d'une solution à la question albanaise - à la différence de ce qui se passe pour les problèmes corse, basque ou irlandais - c'est que la communauté internationale ne se mobilise vraiment que lorsqu'une crise menace la paix internationale. Or tel est le cas de la question albanaise.

Laisser la Serbie traiter seule ce problème serait une erreur grave, même si Belgrade est incontournable dans la recherche d'une solution juste. La question albanaise ne se limite pas, en effet, au Kosovo; elle se pose, avec une intensité différente, en Serbie du sud, au Monténégro, en Macédoine, en Grèce. On ne saurait donc résoudre la question du Kosovo sans régler le problème albanais dans l'ensemble des Balkans.

J'ajouterai que l'intérêt de Belgrade n'est pas de chercher à régler seul ce problème. Il est clair que ni la Macédoine, ni la Grèce ne renonceront à une partie de leur territoire; pas plus, d'ailleurs, que l'Albanie n'est prête à une telle amputation. Si donc les dirigeants de Belgrade tentent de trouver une solution en consultation étroite avec leurs voisins, ils se feront des alliés et non des adversaires. En revanche, leur attitude présente, fondée sur le refus de négocier, institue un monopole dans la recherche d'une solution qui est inacceptable pour la communauté internationale. Elle risque de provoquer une pression sur les Serbes qui nuira inévitablement à leurs intérêts en les obligeant à résoudre le problème du Kosovo indépendamment de la question albanaise.

L'intérêt du peuple albanais, quant à lui, est évident: il est de ne pas plonger à son tour dans une crise dont il serait la première victime mais, au contraire, de vivre libre et heureux dans chacun des pays où il se trouve installé sans toucher aux frontières existantes, c'est-à-dire sans déstabiliser un équilibre politique et territorial qui a été si difficilement acquis.

La communauté internationale, enfin, doit se porter garante de l'application des accords qui seront conclus et contribuer à dissiper le climat de méfiance règnant actuellement dans les Balkans. Espérons que, cette fois, elle saura se montrer efficace dans la prévention d'un nouveau conflit plutôt que de chercher à éteindre le feu une fois que la situation aura échappée à tout contrôle.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 59
Septembre 1996

Madame, Monsieur,

Lorsque, il y a quatre ans, nous avons élaboré, dans le cadre de la Fondation pour la paix et la gestion des crises, le concept de régionalisation et d'intégration du territoire de l'ex-Yougoslavie, et plus généralement des Balkans, beaucoup ont jugé que nous étions des utopistes.

Mais, aujourd'hui, cette idée se trouve placée au cœur de la politique qui tente de ramener durablement la paix dans cette partie du monde et ses partisans sont devenus nombreux; si nombreux que nous souhaiterions parfois ne pas voir certains l'approuver.

L'intérêt européen

Au cours de leur visite des pays de la région, Jacques Santer, président de la Commission de l'Union européenne, et Lamberto Dini, président du Conseil des ministres, se sont résolument prononcés pour une semblable approche. Cette dernière, ont-ils expliqué, est bâtie sur la conviction que le chemin de l'adhésion des pays de la région à l'Union européenne passe par le respect absolu des accords de paix et la coopération régionale, qui contribueront le mieux à la stabilisation des Balkans.

Le message que ces deux hauts responsables européens entendaient délivrer à leurs interlocuteurs était que la coopération "n'est pas une option mais une nécessité" et que "toute stratégie individuelle d'entrée dans l'Europe est hors de question". "Dans vos rapports avec l'Union européenne, ont-ils dit de façon explicite, ne demandez pas pour vous-mêmes les avantages que vous n'êtes pas prêts à accorder aux autres Etats de la région".

L'aspect le plus encourageant de cette approche nouvelle du problème est que l'Europe semble avoir enfin compris où se trouve son propre intérêt et que cet intérêt coïncide parfaitement avec celui des peuples de l'ex-Yougoslavie.

Lors d'une table-ronde qui s'est tenue récemment à Belgrade, l'explication de ce changement a été donnée par les rédacteurs de la revue géopolitique italienne "Limes", Luccio Caracciolo et Michel Koriman, eux-mêmes créateurs du projet "Euroslavie" que certains ont jugé identique au nôtre. Le problème, ont-ils exposé, est d'empêcher que l'épidémie yougoslave ne se répande en Europe. Citant l'Italie du nord et la Corse, ils ont fait remarquer qu'il existe sur le Vieux continent une bonne quarantaine de questions du même type non résolues qui peuvent alimenter chacune un brasier. Souvenez-vous, ont-ils ajouté, qu'il y a dix ans à peine la Yougoslavie était le pays socialiste le plus stable et le plus riche. Ce qui paraissait inimaginable alors - un bain de sang - s'est produit au cœur de l'Europe et peut à tout instant se reproduire dans d'autres lieux. Conclusion logique: il faut à tout prix favoriser une approche régionale au sein de l'Union européenne et fonder la stabilité du continent sur elle.

Nous ne disons pas autre chose nous-mêmes depuis quatre ans.

L'intérêt national

Je ne voudrais pas répéter une fois encore les arguments que notre Fondation a développés depuis sa création, mais simplement rappeler ce qu'il faut faire pour imposer la paix de façon durable et apporter la prospérité à des nations si souvent trompées.

L'intérêt des peuples et des Etats de la région d'adopter une approche commune est lié à leur intérêt d'entrer dans l'Union européenne, c'est-à-dire de devenir membres à part entière des institutions européennes. Il est évident que l'Europe ne les acceptera pas avec leurs disputes, leur intolérance, leurs guerres, leurs haines, leur virus meurtrier. Pris séparément, les Etats de l'ex-Yougoslavie ne représentent rien; unis, ils représentent peu, mais il pèsent tout de même d'un certain poids.

La première condition pour qu'un rapprochement avec l'Europe soit possible est évidemment l'arrêt de la guerre que les accords de Dayton ont rendu possible. Dans la période qui vient il faut construire la paix et explorer toutes les solutions qui la feront durable. Ceci implique d'abord le renoncement aux conceptions extrémistes, au nationalisme et aux projets de création d'Etats "grands", "ethniquement purs", "nationaux", ou "intégristes"; et ceci concerne la Serbie aussi bien que la Croatie, la Bosnie, l'Albanie, la Bulgarie, la Grèce, ou n'importe quel Etat. J'ajoute que ceux qui ont causé la détresse de millions de personnes en les séparant, en partageant terres, peuples, familles, et qui auraient même séparé, s'ils l'avaient pu, l'air que nous respirons, doivent être démis de leurs fonctions.

La deuxième condition est que tous les Etats se reconnaissent mutuellement dans leurs frontières internationalement reconnues. Non parce que ces frontières sont bonnes ou mauvaises, mais parce que leur reconnaissance constitue le préalable indispensable de la paix et que leur modification doit se faire uniquement par négociation et consentement mutuel. Il faut ensuite faire en sorte que ces frontières n'aient plus d'importance en les ouvrant à la libre circulation des personnes, des biens, du capital, des informations, des idées.

Il y a un an notre Fondation a organisé à Paris une conférence sur le thème du "développement économique des Balkans et de l'Europe du sud-est". Le fait que l'Union européenne nous ait apporté son soutien, soulignant la nécessité d'œuvrer pour le resserrement des liens économiques dans la région, constituait un signal fort. Déjà, dans le document final adopté par les experts les plus éminents des Etats de l'ex-Yougoslavie, de l'Albanie, de la Bulgarie, il est écrit, et c'est un signe qui ne trompe pas: "le renouvellement de la coopération mutuelle serait un pas important sur la voie de l'insertion de la région dans le processus d'intégration internationale".

La troisième condition est de créer, grâce aux droits et libertés individuelles ou collectives - que l'on protégera le plus possible -, un cadre dans lequel les individus et la collectivité considéreront qu'il importe peu de savoir comment s'appellera l'Etat dans lequel chacun vivra, car ce sera un Etat qui les protégera et leur permettra de se développer économiquement, politiquement, culturellement, socialement.

Comment réaliser cette idée

Le plus grand obstacle auquel se heurte l'idée de la coopération et de l'intégration régionale est celui que représentent les intérêts des dirigeants qui se maintiennent au pouvoir non pour assurer le bien-être de leurs peuples, ou pour assumer les responsabilités qui en découlent, mais par amour du pouvoir et des avantages que cela leur apporte.

L'idée de la réintégration des pays de la région a toujours été, et continue encore aujourd'hui, d'être mal accueillie par les dirigeants des mini-Etats balkaniques. Elle est condamnée par les présidents des Etats, par les chefs de leur diplomatie, par leurs conseillers, par les propagandistes et les médias officiels parce qu'elle va dans le sens de l'intérêt des peuples et mettrait fin au règne de l'arbitraire.

Les dirigeants des pays balkaniques ont compris le message que leur adressaient les responsables européens. Ils sont bien conscients qu'ils ne pourront pas entrer dans l'Union européenne sans coopération et intégration régionale. Mais ils ne

veulent pas s'y résoudre. Et leurs motifs sont clairs dans la mesure où l'entrée dans l'Europe impliquerait l'adoption du comportement, des normes et des standards européens qui impliquent eux-mêmes démocratie politique et économique, respect des droits de l'Homme et des groupes ethniques, liberté de la presse et aussi alternance au pouvoir.

Les idées vivent et se développent. Elles peuvent aussi se concrétiser. C'est pourquoi la question "comment" apparaît aussi importante que la question "quoi".

Vue de l'extérieur, la réponse à cette dernière interrogation passe par l'action commune de toutes les puissances mondiales influentes et concernées qui se sont groupées dans le Groupe de contact. Vue de l'intérieur, elle passe par la création de systèmes politiques fondés sur l'Etat de droit et sur le respect des normes qui fondent les sociétés modernes. Le fait de savoir "qui" gouverne a peu d'importance dès lors qu'un homme politique ne peut se trouver à la tête d'un Etat que s'il agit dans l'intérêt de tous les citoyens.

Le plus important, aujourd'hui, est que les idées de prospérité, de progrès, de coopération, d'intégration s'imposent non seulement à Paris ou à Rome, mais aussi là où c'est le plus important, c'est-à-dire à Belgrade, à Zagreb, à Sarajevo, à Banja Luka, à Rijeka, à Skopje, à Sofia, à Tirana... Il est juste de reconnaître, cependant, que ces idées y ont toujours existé et que la voix de la raison n'a jamais cessé de se faire entendre: la tolérance face à l'extrémisme, la coopération face au conflictuel, l'intégration face au démantèlement, la construction face à la destruction, le progrès face à la régression, le réel face au mythique, le juste face à l'injuste, le légitime face au despotique, le démocratique face au totalitaire.

Certes, les tendances extrêmes ont été les plus fortes ces dernières années. Mais il est dans l'intérêt de tous que la modération prenne le dessus et que l'alternance devienne une institution.

J'espère qu'en définitive le bon sens et les idées comme celles que nous développons conduiront à la définition d'intérêts communs, comme le font les forces de la nature lorsque les masses d'eau qui descendent d'une même montagne par mille ruisseaux trouvent l'apaisement dans le lit d'une même rivière.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 60

Octobre 1996

Madame, Monsieur,

Les faits sont têtus. Pour avoir refusé d'admettre cette vérité première, les dirigeants des Républiques yougoslaves ont jeté leurs peuples dans la guerre, la communauté internationale s'est trouvée contrainte d'agir pour empêcher le feu de s'étendre à l'ensemble des Balkans et, aujourd'hui, les braises mal éteintes menacent de se rallumer.

Les faits sont pourtant simples. Ils se résument en cette formule de la journaliste américaine Flora Lewis: "La solution du problème yougoslave est la Yougoslavie" (1). Autrement dit, le conflit ne prendra véritablement fin que lorsque les frères ennemis accepteront de renouer des relations normales et cesseront de croire qu'il leur est possible de tirer un trait de plume sur plusieurs siècles d'histoire commune.

L'aspect le plus nouveau de la question est que le principal négociateur des accords de paix, l'Américain Richard Holbrooke, en vient à tenir lui-même des propos identiques. Après avoir favorisé une solution qui entérine peu ou prou le partage de la Bosnie-Herzégovine - on vient d'en avoir la preuve lors des dernières élections - n'a-t-il pas déclaré, à son retour aux Etats-Unis, que le développement des relations économiques entre Belgrade et Sarajevo, Zagreb et Banja Luka est la véritable clé du retour à la paix?

La voie confédérale

En prononçant de telles paroles, le diplomate américain ne faisait que constater ce que nous répétons ici même depuis près de trois ans: la paix reviendra dans les Balkans le jour où les gens et les biens circuleront à nouveau librement dans l'espace yougoslave; toute solution qui serait fondée sur un principe contraire est par avance vouée à l'échec et entraînera à coup sûr la reprise des hostilités.

¹ Flora Luis: „Rešenje jugoslovenskog problema je Jugoslavija" (*The International Herald Tribune*, 10. Février 1995).

Je sais bien que la tendance actuelle, dans les milieux occidentaux, est de laisser s'instaurer un partage de la Bosnie que garantirait la présence sur le terrain de forces importantes de l'OTAN. Après l'Ifor 1, l'Ifor 2, l'Ifor 3 etc... Mais on sait par expérience ce qu'une telle partition a comme conséquences; Chypre, le Cachemire, les deux Corées sont là, comme des abcès toujours purulents, pour démontrer que la violence, la haine entre les communautés et l'instabilité politique sont le prix qu'il faut payer pour ces divisions contre nature.

Dans le cas de la Bosnie, il est certain que l'application d'une pareille formule aurait des effets beaucoup plus graves encore dans la mesure où l'imbrication des confessions demeure inextricable, la plupart des familles étant mixtes et les frontières artificielles tracées par la guerre n'empêchant nullement les différentes communautés de chercher à se rejoindre. Il en résulterait une série de conflits sans fin qui contraindrait les pays occidentaux à maintenir sur place des forces militaires considérables.

La plus sûre façon d'installer une guerre sans fin au cœur de l'Europe est d'aller au bout de cette logique là.

Ceci étant dit, il existe une autre solution, une autre branche de l'alternative: celle, précisément, que nous avons formulée dès le début des hostilités dans l'ex-Yougoslavie et que nous proposons en vain depuis des mois. Mais puisque, semble-t-il, les meilleurs esprits commencent à admettre qu'elle pourrait bien finalement être la bonne, il convient d'en préciser les contours.

Tout repose sur l'idée que seule l'intégration économique de l'espace yougoslave, c'est à dire des Républiques nées de l'éclatement de la Yougoslavie, peut donner un fondement durable à la paix. Comme cela s'est passé en Europe au lendemain de la seconde guerre mondiale, il faut donc commencer par tisser entre les pays un réseau serré de relations économiques, commerciales et financières. Sans toucher aux frontières qui ont été reconnues par la communauté internationale et sans chercher à rapprocher les peuples de façon artificielle, il est indispensable de restaurer les courants d'échanges traditionnels, de recréer les infrastructures qui rendent possibles ces échanges et, par touches successives, de parvenir à la définition d'instruments monétaires communs.

Un modèle existe: c'est l'Europe des Quinze qui, de simple Marché commun s'est muée, au terme d'une longue mutation, en Communauté économique, puis en Union politique et qui se dotera dans quelques mois d'une monnaie unique.

Des cercles concentriques

Sur le plan politique, le seul schéma qui puisse abattre les barrières dressées par la guerre entre les communautés, garantir la multiconfessionnelle et assurer l'édification d'un espace économique viable est l'instauration d'une double confédération: entre la Bosnie et la Croatie, d'une part, entre la Yougoslavie et la Bosnie, d'autre part. Reliés les uns aux autres comme des cercles concentriques, les Etats nés de l'ex-Yougoslavie en viendraient ainsi à nouer des contacts permanents qui tariraient rapidement les sources de conflit.

On remarquera qu'un tel système résoudrait au passage le problème des relations entre la Croatie et la Yougoslavie. Directement ou par l'intermédiaire de la Bosnie, les deux Républiques pourraient s'engager dans une coopération économique et politique qui se révélerait vite fructueuse pour chacune d'elles.

Les faits, je le répète, sont têtus. Si les gouvernements veulent résoudre l'équation apparemment insoluble qu'ils ont posée et si la communauté internationale veut échapper à une longue suite de drames et de dépenses inutiles, il faut explorer sans plus tarder la voie ainsi tracée. Et l'expérience européenne prouve, en effet, qu'il n'est pas de litige, aussi ancien et irréductible soit-il, qui ne finisse par s'apaiser lorsque les hommes acceptent d'échanger des biens et des services.

La paix par le commerce, le commerce par la paix: la méthode est aussi vieille que l'humanité! Elle est donc éprouvée.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 61

Mars 1997

Madame, Monsieur,

L'Institut français des relations internationales, qui compte parmi les organismes de recherche les plus côtés d'Europe, et la Fondation pour la paix et la gestion des crises, que j'ai l'honneur de présider, ont décidé de s'associer pour explorer le futur des Balkans. Mettant leurs moyens en commun, ils ont organisé le 12 février, à Paris, une journée de réflexion sur le thème: "Etat des lieux et perspectives de coopération dans l'ex-Yougoslavie".

Cette conférence, strictement privée, a réuni une quarantaine de personnalités de premier plan, dont près de la moitié venaient directement de Banja Luka, de Belgrade, de Ljubljana, de Podgorica, de Pristina, de Sarajevo, de Skopje, de Zagreb. Co-présidée par Thierry de Montbrial, directeur de l'Ifri, et Dragoljub Najman, membre du conseil d'administration de notre Fondation, elle a permis la confrontation des idées que les meilleurs économistes et politologues de l'ex-Yougoslavie professent aujourd'hui où la paix fait timidement sa réapparition en Bosnie-Herzégovine et où elle est menacée au Kosovo.

Les débats devant rester confidentiels, je ne saurais commenter les propos qui ont été tenus par tel ou tel dans le cadre de cette conférence. Mais je voudrais rappeler ici les quatre grands thèmes inscrits au programme de cette réunion et en résumer d'un mot les conclusions.

1. La situation économique. Le conflit a plongé les Etats issus de l'ex-Yougoslavie dans une grave dépression économique. Il est possible que le processus de "balkanisation" qui en est résulté se poursuive, mais alors la situation empirera encore. En revanche, le développement d'une véritable coopération économique dans la région permettrait vraisemblablement de résoudre des problèmes qui aujourd'hui paraissent insolubles.

2. La situation politique. Elle se caractérise par la faiblesse des institutions démocratiques, la tentation des clivages ethniques, les atteintes aux libertés individuelles, le sort détestable réservé aux minorités, le non-respect de la propriété privée. Pour la faire évoluer, il n'est pas d'autre voie possible que l'instauration de la démocratie politique et économique dans tout l'espace de l'ex-Yougoslavie.
3. La question nationale. Le nationalisme est à l'origine des grands troubles qui se sont produits dans la région au cours des cinq dernières années. Pour le combattre il est indispensable de respecter les frontières existantes, d'appliquer les accords de paix - en particulier ceux de Dayton - et d'user de moyens pacifiques pour résoudre les problèmes inter-ethniques non résolus (celui du Kosovo notamment).
4. La coopération régionale. Comme cela s'est produit au lendemain de la seconde guerre mondiale entre la France et l'Allemagne, elle jouera certainement un rôle clé dans la réconciliation définitive des peuples. Mais il faut procéder de façon pragmatique et commencer par normaliser les relations politiques, économiques et sociales au sein des Etats nés de l'éclatement de la Yougoslavie.

En ma qualité de président de la Fondation pour la paix et la gestion des crises, j'ajouterai quelques réflexions personnelles à propos d'une rencontre qui, j'en suis convaincu, apparaîtra un jour comme une date importante du processus de retour de la paix dans les Balkans.

- Les accords de Dayton, s'ils ont organisé la suspension des hostilités en Bosnie-Herzégovine, n'ont rien résolu. De leur application peut sortir le meilleur comme le pire, une paix durable aussi bien qu'un partage ethnique de l'ex-Yougoslavie d'où naîtraient des conflits en chaîne. Il est donc indispensable de les conforter par des dispositions capables de supprimer les sources potentielles d'affrontements.
- Au premier rang de ces dispositions figure la démocratie politique, c'est-à-dire l'instauration de l'état de droit dans des Etats où continue de régner, en dépit d'apparences trompeuses, l'arbitraire des pouvoirs hérités de l'ère communiste. Les Balkans ne se stabiliseront que le jour où chacun des pays qui les composent acceptera le verdict du suffrage universel, garantira la liberté de la presse, respectera les libertés individuelles et collectives, organisera l'indépendance des pouvoirs législatif et judiciaire.
- Les pays de l'ex-Yougoslavie ne peuvent espérer entrer dans l'Union européenne tant qu'ils entretiendront entre eux des relations conflictuelles. La

communauté des Quinze serait prête à les accueillir, mais elle n'entend pas arbitrer leurs différends et, surtout, elle n'acceptera aucune entorse aux principes qui la gouvernent. Si les Républiques nées de l'éclatement de la Yougoslavie veulent être un jour membres à part entière de l'Union, elles devront en accepter toutes les règles, en particulier la démocratie et l'économie de marché et prouver de façon concrète qu'elles y adhèrent sans restriction.

- Ceci suppose que des échanges normaux s'établissent dès à présent entre elles. Les économistes qui participaient à la rencontre du 12 février ont tous fait remarquer que la guerre n'a pas détruit l'espace économique yougoslave; il suffirait, ont-ils souligné, que les barrières se lèvent pour que le commerce reprenne ses droits, entraînant avec lui un dégel des relations politiques qui serait à son tour le plus sûr gage de paix entre les anciens belligérants. L'exemple de l'Allemagne et de la France est là encore une fois pour démontrer que l'économie peut créer rapidement entre des adversaires irréductibles les liens solides et confiants.
- Plutôt donc que de chercher à construire la paix sur des rapports de force dont la communauté internationale serait obligatoirement la garante, via une force d'interposition permanente aussi coûteuse que pesante, il faut maintenant penser à instaurer une zone de libre-échange dans les Balkans, qui donnera un jour naissance à un marché commun, prélude lui-même à une communauté politique. Ce schéma a été expérimenté avec succès en Europe de l'Ouest dès la fin de la seconde guerre mondiale; il n'y a aucune raison pourqu'il ne donne pas d'aussi bons résultats dans l'ex-Yougoslavie.

Je sais bien qu'il est présomptueux de résumer en quelques lignes des débats qui ont occupé une journée entière, mais je ne crois pas trahir la pensée des hommes et des femmes qui y ont participé en relevant ces différents points. Et je suis heureux que leurs convictions rejoignent les nôtres, car pendant près de cinq ans nous avons développé ces mêmes thèses dans l'indifférence, voire l'hostilité, générale.

La guerre aidant, les yeux commencent à se désiller non seulement dans l'ex-Yougoslavie mais aussi en Europe, aux Etats-Unis et en Russie. J'en veux pour preuve les conclusions adoptées par le Conseil de l'Union européenne les 28 et 29 octobre derniers qui, toutes, convergent vers une approche pragmatique du problème yougoslave et, hasard ou nécessité, reprennent nos propres idées.

Dès le départ, nous avons écrit ici même que la paix reviendrait dans les Balkans le jour où la démocratie politique se conjuguerait avec la démocratie économique, où les liens commerciaux et financiers suspendus par la guerre reprendraient leur

force, où les centaines de milliers d'hommes et de femmes chassés de leurs foyers pourraient retourner sans crainte là où ils ont toujours vécu, où l'organisation politique et sociale des Républiques yougoslaves ne serait plus fondée sur des clivages ethniques mais sur les réalités historiques et culturelles, où, finalement, le passé servirait à organiser le futur et non l'inverse.

Le temps est proche où ces évidences vont acquérir force de loi et s'imposer à tout le monde. Telle est la leçon que je tire des dix heures de débat qui se sont déroulées, un certain jour de février 1997, en plein cœur de la capitale de la France. Est-il nécessaire d'ajouter que j'y vois l'amorce d'un changement radical dans la recherche d'une solution définitive du problème yougoslave?

Boris Vukobrat
Président

ETAT DES LIEUX ET PERSPECTIVES DE COOPÉRATION DANS L'EX-YOUGOSLAVIE

Colloque organisé par l'Ifri et la Fondation pour la paix et la gestion des crises
12. Février 1997.

LISTE DE PARTICIPANTS

Gilles ANDRÉANI, Centre d'Analyse et de Prévision, Ministère des Affaires Etrangères

Sophia CLÉMENT, Chargée de recherche, Institut de sécurité de l'UEO

Thierry de MONTBRIAL, Directeur, Ifri

Hansjörg EIFF, Ambassadeur à l'OSCE, Délégation allemande, Vienne

Nicole GNESOTTO, Chargée de recherche, Ifri

Pierre GOUFFRANT, BACM, Ministère de la Défense

Jean-Jacques INDERMÜHLE, ancien Ambassadeur de Suisse

Hans KOSCHNIK, ancien Administrateur de l'Union européenne pour Mostar

Amiral Pierre LACOSTE, Président, Conseil National du Comité National de liaison Défense, Armée, Nation

René LERAY, Chef FF du Service central de planification pour les relations extérieures, Commission de l'UE

Jean MATTÉOLI, Président, Conseil économique et social de la République française

Général Philippe MORILLON

Jean-Paul PIGASSE, Ecrivain et Chargé de recherche

Alain ROUILLARD, Directeur adjoint, Direction de l'Europe continentale, Ministère des Affaires étrangères

Irmgard SCHWAETZER, ancien Ministre, Bonn

Hans STARK, Chargé de recherche, l'Ifri

Hubert VÉDRINE, Avocat, ancien Secrétaire général de la Présidence de la République française

Henry WYNAENDTS, Ambassadeur des Pays-Bas à Paris

Milan BOZIC, Professeur, Faculté des sciences naturelles et mathématiques, Belgrade

Leon DAVICO, Conseiller spécial du Secrétaire-Général de l'UNESCO, Genève

Vojin DIMITRIJEVIC, Professeur, Faculté de droit, Belgrade

Vladimir GLIGOROV, Chargé de recherche, Institut pour les études économiques comparatives, Vienne

Branko HORVAT, Professeur, Directeur, Institut des Hautes Etudes, Zagreb

Maden IVANIC, Professeur, Faculté d'économie, Banja Luka

Bogomir KOVAC, Professeur, Faculté d'économie, Ljubljana

Miroљjub LABUS, Professeur, Faculté d'économie, Belgrade

Zlatko LAGUMDZIJA, Professeur, Faculté d'économie, Sarajevo

Dragoljub NAJMAN, membre du Conseil d'Administration de la Fondation pour la paix et la gestion des crises

Dusan POPOVSKI, ancien Ambassadeur de Yougoslavie à Paris, Skopje

Zarko PUHOVSKI, Professeur, Faculté de Philosophie, Zagreb

Nijaz SKENDERAGIC, Député, Assemblée de la Fédération de Bosnie-Herzégovine, Sarajevo

Stipe SUVAR, Professeur, Département de sociologie, Faculté de philosophie, Zagreb

Azem VLASI, Avocat, Pristina Boris Vukobrat, Président, Fondation pour la paix et la gestion des crises

Veselin VUKOTIC, Professeur, Faculté d'économie, Podgorica

LETTRE N° 62

Juin 1997

Madame, Monsieur,

Rares ont été les occasions, depuis que notre Fondation participe activement à la recherche d'une solution pour mettre fin à la tragédie dans laquelle les leaders des États issus de l'ancienne Yougoslavie ont plongé leurs peuples, où j'ai pu vous informer de quelque chose de positif et d'encourageant, comme c'est le cas aujourd'hui.

Une délégation des mouvements d'étudiants qui se sont illustrés en Serbie durant l'hiver 1996 - 1997 s'est rendue à Paris du 28 avril au 1er mai, à l'invitation de notre Fondation. Ce séjour peut à juste titre être retenu comme une date mémorable, car la délégation, composée de six étudiants représentant les mouvements qui ont organisé et mené les protestations, a restauré l'image de la vraie Serbie.

C'est pourquoi les noms et les fonctions de ces hommes et de ces femmes jeunes, qui ont présenté dans la capitale française l'image de la Serbie de l'avenir, méritent d'être retenus: Miodrag Gavrilovic, Président de la Fédération d'étudiants, à l'origine des protestations durant quatre mois et qui présida le conseil d'initiative; Dusan Vasiljevic, porte-parole officiel des mouvements de protestation, qui osa dès le premier jour critiquer ouvertement un régime qui avait démontré, en procédant au vol électoral, son absence de scrupules et la confirma en faisant couler le sang de son peuple; Aleksa Grgurevic, le plus jeune parmi les étudiants, qui eut la force, pendant quatre mois, sans aucun support financier, d'organiser et de coordonner les actions menées dans les rues de Belgrade, aujourd'hui Président d'une nouvelle organisation issue des protestations, Initiative d'étudiants, prête, s'il le faut, à reprendre immédiatement la lutte; Nikola Stefanovic, qui fût l'un des leaders des protestations d'étudiants à Nis, deuxième ville de Serbie, connue jusqu'alors comme le bastion de M. Milosevic; Aleksandra Molnar, leader du mouvement d'étudiants de Novi Sad, ville qui ne subit pas un vol électoral important mais dont les étudiants montrèrent un haut degré de conscience et de solidarité; Jelena Urosevic, porte-parole des étudiants à Kragujevac, le centre universitaire au cœur de la Serbie.

"L'honneur et le plaisir", selon leurs propres termes, d'accueillir ces jeunes gens sont revenus aux plus hauts représentants de l'État français et à de nombreuses personnalités de la vie publique, estudiantine, universitaire et politique. La délégation, qui a montré au monde un visage jusqu'alors caché de la Serbie, a rencontré les représentants français de la jeunesse des partis politiques et du mouvement syndical étudiant. Elle s'est entretenue avec des personnalités telles que M. Denis Tillinac, Mme Danièle Mitterrand, M. Jack Lang, mais aussi avec les représentants d'institutions telles que le Sénat - M. Maurice Schumann -, le Conseil économique et social - M. Jean Mattéoli, son Président -, le Ministère des Affaires Étrangères, l'Académie Française, le Comité Helsinki pour les droits de l'Homme, la Justice - en la personne du Bâtonnier et juge à la Cour européenne des droits de l'Homme M. Louis Edmond Petit - , l'Université de Paris - Mme Gendrou-Massalou, recteur -; cette dernière a accepté l'invitation des étudiants à venir en Serbie une semaine seulement après leur séjour à Paris.

Dans toutes ces rencontres, les étudiants ont fait preuve d'une grande maturité et ont démontré qu'ils étaient conscients de leur responsabilité. Ils ont attiré l'attention de leurs interlocuteurs sur le fait qu'il sera impossible d'organiser sans eux, à l'avenir, des protestations démocratiques.

L'importance, à la fois symbolique et politique, de l'accueil réservé, à Paris, aux étudiants de Serbie est considérable. Elle se reflète dans la renommée des interlocuteurs français qui ont reçu la délégation d'étudiants, mais aussi dans le message qu'ils leur ont fait passer. Ainsi, Monsieur Rouillard a fait remarquer à ses interlocuteurs que le fait même d'être reçus au Quai d'Orsay démontrait la sympathie de la France pour la jeunesse démocratique de Serbie.

Mais, dans la situation où se trouve leur pays, les résultats concrets de cette visite sont tout aussi importants. Durant tous les entretiens, les étudiants ont souligné que les buts de leur visite étaient, avant tout, le retour des organisations d'étudiants serbes dans le monde, l'échange d'étudiants et de professeurs, ainsi que l'accès aux livres étrangers, le développement et le renforcement de la liberté et de l'autonomie de l'université, le regroupement des étudiants de Serbie au sein d'organisations libres qui ne sont pas soumises au régime, le maintien de l'esprit des protestations, l'établissement des normes démocratiques et légales dans la société - surtout la liberté des médias et les conditions électorales équitables -; l'affirmation des principes de l'économie de marché, de la séparation du pouvoir, du respect de la Constitution, des lois et des droits de l'Homme et, finalement, le changement de l'image négative des citoyens serbes dans le monde. Ils ont également attiré l'attention sur le fait que les protestations ont démontré que le peuple

a tourné le dos à M. Milosevic, mais aussi qu'il n'avait pas une confiance absolue dans l'opposition; de ce fait, les étudiants sont devenus une troisième force, alternative, ce qui implique une grande responsabilité, dont ils sont conscients et qu'ils sont prêts à assumer. Une telle approche a donné des résultats concrets: non seulement les contacts ainsi établis se sont poursuivis, mais aussi il a été décidé que les représentants français se rendront en Serbie pour participer aux conférences que les étudiants organiseront. Les représentants des étudiants serbes ont pris part à la conférence internationale des étudiants à Montpellier; il a été décidé de réaliser un échange d'étudiants, de professeurs et de livres, d'organiser un stage pour les étudiants de Serbie en France, d'établir une communication télévisée directe entre les étudiants de Serbie et la Cour européenne des droits de l'homme.

Avenir et espoir sont les deux mots que j'utilise le plus fréquemment dans mes lettres, mais aussi dans bien d'autres occasions où je m'efforce de contribuer à la recherche d'une solution pacifique, juste et démocratique à la crise qui secoue l'ancienne Yougoslavie. A l'issue de la visite des étudiants de Serbie à Paris, j'ai compris encore mieux qu'avant à quel point ces deux mots sont justes et, plus important encore, réalistes.

Je voudrais être plus personnel et dire ici que je suis fier de ce que ces jeunes gens se sont montrés capables de faire. Ils ont fait preuve de leur capacité de parler, de penser et d'agir conformément aux principes du monde démocratique, ces mêmes principes pour lesquels nous oeuvrons, nous aussi, sans désespérer. Nous avons pu entendre ces jeunes défendre non seulement les positions que nous avons nous mêmes prises, mais aussi formuler une réflexion approfondie sur les idées les plus nobles qui fondent la démocratie.

Pour tout cela, je tiens à dire, en conclusion, que l'avenir et l'espoir existent, plus forts que jamais. Après avoir appris sur les étudiants tout ce que les médias en rapportaient, nous avons pu constater, grâce à notre rencontre à Paris, que leur mérite est encore plus grand. La réussite de cette visite, son importance concrète, symbolique et même politique, m'encouragent à réitérer ce que j'ai écrit en tête de cette Lettre: rares sont les occasions où il m'est possible de parler de façon positive de la situation dans l'ex-Yougoslavie et c'est une raison suffisante pour répéter les mots qui ont le plus d'importance dans une telle situation - l'avenir et l'espoir.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 63

Août 1997

Madame, Monsieur,

*L*une des causes fondamentales de la guerre dans l'ex-Yougoslavie, qui pourrait être à l'origine d'une nouvelle escalade, est la nature non-démocratique des régimes qui gouvernent les Etats de l'ex-Yougoslavie, notamment en Serbie et en République fédérale de Yougoslavie, en Croatie et en Bosnie. Les accords de Dayton ayant démontré que seule une intervention unanime de la communauté internationale peut amener ces régimes et leurs leaders à se comporter conformément aux règles démocratiques, la pression internationale demeure la clé qui permettra de faire disparaître les causes de la crise, tout comme elle a permis de soigner ses symptômes.

Un événement important est sur le point de se produire qui peut marquer un tournant positif ou négatif, dans l'évolution de l'ex-Yougoslavie. Je veux parler des élections présidentielles et législatives de Serbie, prévues pour le 21 septembre. La communauté internationale peut y jouer un rôle clé, d'une part, en assurant la régularité de la campagne électorale et du scrutin, d'autre part en faisant entrer les Albanais du Kosovo dans la vie politique, ce qui favoriserait la démocratisation de la Serbie toute entière et permettrait de progresser sur la voie du règlement du problème brûlant du Kosovo.

Des élections justes

Le régime de Slobodan Milosevic, en grande partie du fait des désaccords et de l'incompétence des dirigeants des partis d'opposition pro-démocratique, a réussi à consolider ses structures et à retrouver une position plus confortable sur la scène politique, mais non économique et sociale. En employant la méthode de vote bloqué à l'Assemblée nationale, il a imposé des conditions électorales

qui ne laissent aucune chance aux partis d'opposition pro-démocratique. Il suffit pour s'en convaincre de préciser que les commissions électorales sont dirigées par ceux-là même qui se trouvaient à leur tête lors des élections municipales l'année dernière et qui ont commis le hold-up électoral dénoncé par des manifestations populaires durant trois mois. De plus, l'une des lois électorales les plus importantes, celle qui est relative aux circonscriptions, a été changée sans l'accord des partis d'opposition, bien évidemment au profit du régime en place. La situation dans les médias ne s'étant guère améliorée, la propagande du régime continue de "sataniser" l'opposition et de favoriser le parti de Slobodan Milosevic en tenant la plus grande partie de la population dans l'ignorance et en l'abreuvant d'informations fausses ou malveillantes. La venue des observateurs de l'OSCE peut certainement contribuer à la régularité des scrutins, mais la question de savoir si cela suffirait pour que aussi bien la campagne que les élections soient démocratiques demeure ouverte.

Dans de telles conditions, l'opposition pro-démocratique donne une grande impression de confusion et de désunion, certains partis annonçant qu'ils se présenteront aux élections et d'autres qu'ils les boycotteront. Cependant, dès lors qu'il s'agit de soigner les causes et non les symptômes de la maladie, la question de savoir s'il y aura boycott ou non n'est pas d'une importance cruciale. S'il y a boycott, en effet, le régime utilisera des partis satellites qui lui confieront une légitimité et si les vrais partis d'opposition, qui n'ont aucune chance de gagner, se présentent aux élections dans ces conditions, c'est eux qui lui apporteront cette légitimité. En tout état de cause, aucun progrès sur la voie de la démocratie ne sera accompli.

Il est donc essentiel de créer des conditions équitables, démocratiques, justes pour tous les partis et formations politiques, d'éviter le boycott des élections, mais de préparer et d'organiser celles-ci de telle façon qu'elles constituent un premier pas réel - et non formel - vers un système démocratique en Serbie. C'est cet aspect qui a, semble-t-il, échappé aux observateurs extérieurs - notamment, à en juger par leurs déclarations publiques, à ceux des Etats-Unis.

Les élections au Kosovo

Un facteur particulièrement important de ces élections - essentiel en vérité pour le règlement de la crise politique en Serbie et dans l'ex-Yougoslavie - est le Kosovo. Or, non seulement ce problème n'a pas été résolu depuis qu'il est devenu public dans la deuxième moitié des années quatre-vingts, mais, avec le temps, il est devenu de plus en plus grave et complexe.

Du fait de l'atteinte brutale portée à la situation constitutionnelle, autrefois autonome, du Kosovo, le statut constitutionnel de la région qui jouissait dans le passé d'une réelle autonomie reste incertain. En dépit des tentatives faites pour ouvrir un dialogue sur ce problème entre les deux parties - serbe et albanaise - et plus encore avec les opposants politiques, le débat ne s'établit pas et les parties campent sur des positions irréconciliables. Notre Fondation a tenté, à plusieurs reprises dans les dernières années - et notamment au début de cette année - d'initier un dialogue politique, sans conclusion ou solution fixées à l'avance; mais, alors que les deux parties se déclaraient prêtes en principe et jugeaient bonnes les intentions de notre Fondation, la rencontre entre les représentants des deux camps ne s'est pas produite.

Dans un tel contexte, les Albanais et leurs partis n'ont pas l'intention de se présenter aux élections en Serbie car ils sont convaincus que cela ne leur apporterait aucun bénéfice. Considérant qu'ils n'ont aucune chance de se faire entendre au Parlement serbe, ils ne s'attendent pas à être compris ou soutenus par aucun parti et croient que le fait de se présenter aux élections ne fera que donner une légitimité à la Serbie alors que celle-ci a foulé aux pieds leurs droits constitutionnels et ne donne aucun signe de sa volonté de changer d'attitude. La population albanaise, majoritaire dans cette province serbe qui est aujourd'hui pratiquement sous administration policière et militaire, n'accepte pas pour cette raison son appartenance à la Serbie et à la Fédération yougoslave et exige la reconnaissance de la République indépendante du Kosovo. Dans les dernières années, elle a construit un Etat parallèle et a rejeté tout lien avec les organismes ou structures officiels d'Etat. Elle boycotte donc régulièrement les élections, au niveau local, serbe ou yougoslave.

Ce boycott, en dépit du fait que nombre d'arguments albanais doivent être reçus, a plusieurs conséquences négatives:

1. La population albanaise s'éloigne de plus en plus de l'Etat auquel elle appartient, car sa volonté d'indépendance en tant qu'Etat est grande, ce qui conduit tout droit à la guerre.
2. Le régime serbe y puise un prétexte constant pour la répression.
3. Le boycott donne aux extrémistes de tous bords la possibilité de radicaliser à tout moment la question du Kosovo.
4. Il donne automatiquement les mandats aux élus qui appartiennent au parti du régime.

Ainsi, grâce à la nouvelle loi électorale, les Albanais, s'ils s'abstiennent maintenant, offriront au régime quarante-deux sièges au sein d'un Parlement qui compte 250 élus.

Soigner les causes, non les symptômes

La communauté internationale a décidé de résoudre le problème du Kosovo en subordonnant le retour de la Serbie dans les institutions internationales et la levée du "mur extérieur" des sanctions à l'octroi et au respect des droits de l'Homme et des droits nationaux des Albanais du Kosovo, qui sont réellement opprimés. En même temps, elle a opté sans ambiguïté pour que la solution de la question du Kosovo soit trouvée dans le cadre de l'Etat actuel et non par le biais de la sécession du Kosovo; elle a conscience en effet que la tentative de changer les frontières dans l'ex-Yougoslavie a abouti aux horreurs de la guerre de Bosnie et sait que la guerre au Kosovo pourrait être encore plus terrible, avec le danger de la voir s'étendre à toute la région et d'englober l'Albanie, la Macédoine, la Grèce, la Bulgarie et la Turquie.

Soigner les causes - la nature non-démocratique du régime en Serbie et en République Fédérale de Yougoslavie -, n'est pas possible si l'on ne résout pas la question du Kosovo. C'est pourquoi, si des conditions électorales justes et démocratiques sont garanties, il est particulièrement important que les Albanais et leurs partis se présentent aux prochaines élections et gagnent les quarante-deux sièges qui leur reviennent au sein du Parlement serbe. Cela constituerait un pas vers la démocratisation de la Serbie et vers la solution du problème du Kosovo. Ainsi s'ouvrirait l'espace pour l'indispensable dialogue sur le statut politique et constitutionnel de la région.

Il reste à espérer que la prise de conscience de cette nécessité l'emportera dans les cercles officiels et de l'opposition pro-démocratique serbes et albanais, mais aussi au sein de la communauté internationale. Cette dernière devrait tout faire pour soigner les causes afin de ne pas être obligée, plus tard, de panser des plaies horribles et incurables, ou à nouveau de compter les victimes.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 64
Septembre 1997

Madame, Monsieur,

À deux semaines de distance, j'ai eu l'occasion de présenter les idées de notre Fondation concernant le règlement définitif de la crise dans l'ex-Yougoslavie aux plus hauts responsables politiques à Washington et à Moscou.

Le haut niveau des responsabilités assumées par les personnalités avec lesquelles je me suis entretenu en ces deux occasions et la qualité de leurs réflexions me conduisent aujourd'hui à vous informer en détail de ces discussions. A l'heure, en effet, où les grandes puissances prennent enfin conscience des limites de leur action et de l'impossibilité où elles se trouvent de préserver durablement la paix dans les Balkans, de nouvelles approches apparaissent plus que jamais nécessaires.

L'attention toute particulière et la compréhension avec lesquelles ont été accueillis mes propos me prouvent qu'il y a eu une réelle évolution dans l'approche des grandes puissances vers le problème de l'ex-Yougoslavie.

Onze points clés

Mes discussions, aux États-Unis comme en Russie, ont porté sur les réflexions et propositions suivantes:

1. La situation politique, dans les pays de l'ex-Yougoslavie, à l'exception peut-être de la Slovénie, se caractérise par l'absence d'espérance pour le présent et de vision pour le futur. Ceci vaut pour les peuples comme pour les gouvernements.
2. Le seul objectif de ceux qui détiennent actuellement le pouvoir en Bosnie, en Croatie, en Serbie est de s'y maintenir à tout prix. Il en résulte une résurgence de ultra nationalisme dans toute l'ex-Yougoslavie et le retour aux tensions qui marquèrent les années 1991-92-93.
3. Les partis d'opposition, qui sont nombreux, ne constituent une alternative acceptable dans aucune des Républiques de l'ex-Yougoslavie. Ils sont, en effet, minés par des querelles internes qui les rendent incapables d'agir efficacement face aux pouvoirs en place, lesquels exploitent sans vergogne leurs divisions.

4. Les Accords de Dayton ont entraîné la suspension des hostilités en Bosnie, mais n'ont pas ramené la paix dans les Balkans. On s'achemine lentement mais sûrement dans cette région vers une solution de type chypriote, où les communautés vivront séparées par des forces internationales qui devront être maintenues sur place de façon permanente.
5. Le défaut principal des Accords de Dayton, notre Fondation n'a pas cessé de le dire depuis leur signature, a été de renforcer les frontières qui entérinent le partage ethnique de la Bosnie au lieu d'assurer la protection des frontières reconnues par la communauté internationale. Il interdit l'instauration d'une paix durable dans la région.
6. Ceci est d'autant plus évident que les armes affluent vers l'ex-Yougoslavie. Tandis que l'on se préoccupe de ramasser et détruire les armes obsolètes, les parties en conflit sont approvisionnées en armes ultramodernes, ce qui crée les conditions de nouveaux affrontements.
7. La paix ne peut être que le résultat de la réintégration de la Bosnie dans ses frontières antérieures, du retour des réfugiés dans les villes et les villages dont ils ont été chassés par la guerre et de l'instauration d'une coopération économique véritable entre la Bosnie, la Croatie, la Macédoine, la Serbie et même la Slovénie.
8. Une telle paix n'est pas concevable tant que les dirigeants bosniaques, croates et serbes, qui ont provoqué et conduit la guerre dans l'ex-Yougoslavie, demeurent en place. Le Secrétaire d'État américain Madeleine Albright s'est elle-même rendu compte, lors de sa récente visite dans les Balkans, que l'objectif de ces responsables n'est pas de créer entre eux les conditions d'une coexistence pacifique mais seulement de demeurer au pouvoir par tous les moyens.
9. Les gouvernements occidentaux jouent la carte de la stabilité dans les Balkans et, dans ce but, renforcent la position des dirigeants bosniaques, croates et serbes. Or, seul l'avènement de démocraties véritables dans les Républiques de l'ex-Yougoslavie créera les conditions d'une stabilité durable. Les dirigeants actuels ne voulant pas instaurer la démocratie chez eux, le calcul des occidentaux est voué à l'échec.
10. Notre Fondation insiste sur le fait qu'il ne peut y avoir de paix et de stabilité durables dans l'ex-Yougoslavie si les principes suivants ne sont pas instaurés et respectés par les gouvernants: état de droit, multipartisme, élections libres, liberté des médias, respect des droits de l'Homme, instauration de l'économie de marché.

11. Elle souligne que lorsque les démocraties acceptent de déroger à ces principes dans l'espoir de stabiliser une situation conflictuelle, elles favorisent l'écllosion de nouveaux conflits. Les principes démocratiques ne sont pas négociables, dans les Balkans comme dans les autres régions du monde.

Une approbation de principe

Discutés les uns après les autres, ces différents points ont suscité de façon générale l'approbation de mes interlocuteurs dont, pourtant, les approches et les intérêts apparaissent très différents. Alors qu'au début du conflit qui a ensanglanté les Balkans, nos idées étaient perçues, même de la part des interlocuteurs bienveillants, comme utopiques, il s'est avéré, lors de mes dernières visites à Washington et à Moscou, que les dirigeants américains et russes les considèrent maintenant comme une approche raisonnable pour sortir de cette crise qui menace la stabilité du sud-est Européen.

Un autre point important, sur lequel j'ai attiré l'attention de mes interlocuteurs, est l'inutilité des efforts consentis pour persuader les dirigeants bosniaques, croates et serbes de donner à leurs peuples la liberté et la démocratie auxquelles ils aspirent. Tant que l'on ne peut contourner ceux qui sont au pouvoir, il est vain de fonder la recherche de la démocratie et de la liberté des médias sur ceux-là même qui ont bâti leur puissance sur l'autocratie et la guerre. Malheureusement, certains événements récents m'amènent à conclure que la "réal-politik", qui a déjà fait tant de dégâts, dans le passé récent, comme dans le cours de l'Histoire, est toujours d'actualité et que les grandes puissances sont, encore une fois, à court d'idées pour réaliser de véritables progrès dans la démocratisation qui fait si cruellement défaut dans l'ex-Yougoslavie.

En revanche, il m'est apparu que toutes les personnalités rencontrées à Moscou et à Washington prennent conscience lentement mais sûrement du rôle important que pourraient jouer les Albanais du Kosovo (20% de la population de la République Fédérale de Yougoslavie) dans le règlement global de la crise s'ils participent aux élections législatives et présidentielles de Serbie prévues pour l'automne prochain. La raisonnement concernant ce point a été exposé en détail dans ma dernière Lettre du Président.

En troisième lieu, j'ai souligné, encore une fois, l'importance d'une action plus forte de la communauté internationale en matière de la liberté des médias. Il ne faut jamais oublier le rôle néfaste que les médias ont joué dans la préparation de la tragédie dans l'ex-Yougoslavie et cette cruelle vérité qu'avant même que la

première victime tombe frappée d'une balle dans l'ex-Yougoslavie, elle avait déjà été tuée dix fois par la plume d'un journaliste. Pour faire face à ce phénomène, il ne suffit pas de bannir les médias extrémistes et de supprimer leurs relais; il est nécessaire de mener une action positive pour soutenir les médias indépendants qui survivent tant bien que mal sous le joug de régimes autoritaires et pour donner plus de place à cette problématique dans les médias libres occidentaux.

Pour conclure, provisoirement, j'ai acquis la conviction, au cours de ce mois de juillet 1997, que Russes et Américains sont plus déterminés que jamais à obtenir un règlement durable de cette crise. Sans exagérer l'influence de notre Fondation, je me permets d'espérer que grâce aux efforts que nous déployons depuis cinq ans, nous avons joué un certain rôle dans cette prise de conscience.

Est-il besoin d'ajouter que cela renforce notre détermination à poursuivre sur la voie que nous avons choisie dès le début des hostilités dans l'ex-Yougoslavie?

Boris Vukobrat

Président

LETTRE N° 65

Janvier 1997

Madame, Monsieur,

M. Milan Milutinovic, proche collaborateur du président de la R.F. de Yougoslavie Slobodan Milosevic et, avant les élections, chef de la diplomatie yougoslave, vient d'être élu président de la République de Serbie. Ce dénouement, survenu après plusieurs mois d'incertitude électorale, conduit à une réflexion sur ce qu'est et ce que sera la position internationale de la Serbie et de la Yougoslavie dans la période à venir. Je crois donc utile de vous adresser la traduction d'un article consacré à ce problème que j'ai rédigé pour le prestigieux quotidien de Belgrade «Nasa Borba», qui l'a publié dans son supplément dominical des 27-28 décembre 1997

Entre-temps, l'Union européenne a supprimé les avantages commerciaux qu'elle avait accordés à Belgrade, confirmant ainsi mon analyse qui était parue sous le titre:

LA DESTRUCTION DE L'INTÉRIEUR

"La position internationale de la Serbie et de la Yougoslavie n'a jamais été pire, même à l'époque des sanctions les plus dures. Je ferai abstraction des émotions que cette situation internationale catastrophique éveille, notamment chez ceux qui vivent en dehors de la Yougoslavie, actuelle et ancienne, et qui se souviennent avec nostalgie du prestige dont leur pays jouissait de par le monde. Ils étaient fiers alors d'être Yougoslaves, alors que maintenant, même s'ils n'ont pas honte des choix qu'ils ont faits, ils sont contraints de donner raison à ceux qui commencent tout entretien par des questions ou des constatations désagréables. Plus que ces émotions, ce qui importe c'est la vie quotidienne dégradée que provoque cette position détestable, la pire qu'un pays puisse occuper aujourd'hui. Rares cependant sont ceux qui se rendent compte de la gravité de la situation, la plupart des autres se leurrant dans leur conviction que le pire est passé et que la levée du mur extérieur des sanctions est une question de temps.

Non seulement, en effet, ce mur ne sera pas levé aussi longtemps que les conditions posées par la communauté internationale ne seront pas remplies, mais le danger du rétablissement de sanctions plus sévères encore n'a jamais été aussi grand. Or, beaucoup oublient qu'il a été précisément décidé à Dayton que les sanctions seront rétablies si toutes les conditions prévues ne sont pas remplies.

Pour le moment, la communauté internationale, avec les États-Unis pour chef de file, n'a toujours pas recouru à cette extrémité pour des raisons qui relèvent avant tout de ce que l'on appelle le "réalisme politique". Mais ces raisons ne cessent de changer et ce sont elles, précisément qui ne tarderont pas à provoquer un retour des sanctions et des effets catastrophiques du mur extérieur si la politique officielle de Belgrade ne change pas.

Durant l'incertitude préélectorale, la communauté internationale, quelque peu inquiète de l'éventualité de voir Vojislav Seselj prendre le pouvoir, mais surtout convaincue que l'actuel régime de Belgrade était en mesure de mettre en oeuvre ce qu'il avait promis, ne s'est pas hâté de suivre cette démarche. Mais ce sursis ne se justifiant plus, il y a lieu maintenant de s'attendre à ce qu'une pression plus intense soit exercée sur Belgrade pour l'obliger à accomplir ce qui lui est demandé avant toute réintégration dans les institutions internationales, politiques, financières ou autres.

Belgrade, cependant, ne manifeste pas la moindre volonté de se plier à ces exigences. Comme tant de fois auparavant, les dirigeants yougoslaves s'obstinent à choisir la pire des voies en manifestant un entêtement absurde et inutile; il suffit pour s'en convaincre de rappeler leur comportement au Kosovo et leur décision de quitter la Conférence de Bonn.

La communauté internationale finira par comprendre que proposer à Belgrade la "carotte" proverbiale ne mène à rien et qu'il lui faudra, pour être plus convaincante, recourir de nouveau au bâton.

Les raisons qui dictent ce pronostic sont très claires. Rappelons-nous qu'après bien des hésitations, les grandes puissances ont réussi à mettre sur pied le "Groupe de contact" et à contraindre les leaders balkaniques de signer la paix. Il n'y a pas de doute que la communauté internationale a besoin de la paix dans la région afin de protéger, avant tout, ses propres intérêts. Pour éviter que n'éclate une nouvelle crise, la communauté internationale fera tout ce qui est nécessaire afin de forcer les parties, et notamment Belgrade, à faire ce qui est exigé d'elles.

Or, personne n'ignore ce qui reste à accomplir. Le Traité de Dayton doit être mis en oeuvre jusqu'à son dernier point. Certes, il présentait au départ une certaine ambi-

guité dans la mesure où il proclamait une Bosnie homogène et la divisait, ensuite, en deux entités distinctes; avec le temps, cependant, il s'est avéré que la communauté internationale n'envisage pas de considérer ces entités comme les noyaux d'une future division, mais seulement comme une manifestation de l'égalité des droits et de la volonté politique des peuples constitutifs de Bosnie et de leurs représentants.

En d'autres termes, la division de la Bosnie n'aura pas lieu et les rêves de ceux qui voulaient la diviser resteront ce qu'ils sont: des songes qui tournent au cauchemar. Le monde entend bien ce délire: dans le cadre du Traité de Dayton, l'extradition des criminels de guerre et leur comparution devant le Tribunal de La Haye est une certitude; il reste seulement à savoir de quelle manière les coupables s'y rendront. Cela vaut aussi bien pour les "seigneurs de la guerre" serbes de Bosnie que pour ceux qui se trouvent en Yougoslavie. Les uns et les autres seront extradés au terme d'un accord avec les autorités en place, d'une intervention des forces de l'OTAN en Bosnie, ou de l'activation des sanctions contre Belgrade s'agissant des criminels réfugiés sur cette rive de la Drina.

Le point suivant est le Kosovo, un problème qui plus que tout autre menace la paix non seulement en Serbie et en Yougoslavie, mais aussi dans toute la région des Balkans. Si le Kosovo venait à exploser, le conflit entraînerait en effet automatiquement l'Albanie et la Macédoine; une intervention de la Turquie, de la Bulgarie et de la Grèce serait par ailleurs inévitable. Nous aurions alors affaire à un conflit entre des pays membres de l'OTAN et des pays du Partenariat pour la paix, que la communauté internationale-ne doit permettre à aucun prix.

L'obstination de la partie serbe aux négociations sur la succession est telle que même Sir Arthur Watts, un Britannique type, a perdu son sang froid, rappelant aux participants que les négociations sont autre chose que des marchandage dans un souk. Les acteurs internationaux se montrent encore moins patients: la mise en oeuvre des recommandations de Gonzalez ne veut dire rien d'autre que l'instauration de rapports véritablement démocratiques et le fait que le président Clinton, en prolongeant les effets du mur extérieur des sanctions, ait insisté sur la reconnaissance de la victoire électorale de Milo Djukanovic est une preuve supplémentaire de l'attention portée aux événements de Yougoslavie et une illustration de la fermeté du monde quant à la concrétisation de ses exigences. En effet, le refus pour un dirigeant de reconnaître la défaite électorale de son protégé est contraire aux principes de la démocratie; si bien que le cas monténégrin n'est qu'une nouvelle illustration du comportement non démocratique du régime de Belgrade.

Avant d'aborder les retombées catastrophiques de ce refus, je dois dire que ce que la communauté internationale demande à Belgrade est aussi dans l'intérêt de la Yougoslavie elle-même. Même si celle-ci ne nous demandait pas de remplir toutes les conditions et ne menaçait pas de nous laisser sombrer dans la pire des catastrophes si nous ne nous plions aux exigences, même si nous n'étions pas menacés par les sanctions et même si notre économie n'était pas bloquée comme elle l'est, c'est pour nous-mêmes que nous devrions faire ce que l'on nous demande. Une Bosnie homogène, multiethnique, où les Serbes et les autres peuples coopéreraient harmonieusement entre eux-mêmes mais aussi avec leurs voisins, est dans leur propre intérêt comme dans celui du peuple serbe et de son Etat- mère. L'extradition des inculpés pour crime de guerre au tribunal de La Haye délivrerait la nation de la culpabilité collective.

Une solution politique du problème du Kosovo est indispensable pour la région elle-même et pour ceux qui l'habitent. Le retard pris dans la mise en oeuvre de cette solution se solde par un nombre de plus en plus grand de victimes et par un divorce toujours plus grave du Kosovo, d'un côté, de la Serbie et de la Yougoslavie, de l'autre.

L'établissement de rapports démocratiques au sein de l'État, tant dans le domaine politique que dans le domaine économique est, par nature, l'unique voie qui conduise à une vie normale. Mais, même s'il n'en était pas ainsi, les conditions posées par la communauté internationale devraient être remplies; et même dans l'hypothèse où les plus sévères des sanctions ne viendraient pas nous frapper, le mur extérieur, à lui seul nous serait fatal. La présence de nos sportifs dans le monde, la possibilité de prendre l'avion à l'aéroport de Surcin pour voyager en Europe, d'importer des produits de consommation, donnent sans doute l'apparence d'une situation quasi normale; mais ils ne peuvent guère redresser une situation économique qui a déjà touché le fond de l'abîme.

Sans relance de la production, sans capitaux il n'y a pas et il ne pourra pas y avoir d'argent, ni pour les sportifs, ni pour les voyages, ni, ce qui est beaucoup plus important, pour l'importation des produits nécessaires à la simple survie: du pétrole ou du gaz naturel aux produits de consommation. La misère continuera de se propager.

La seule façon de mettre fin à ce cycle infernal est de relancer la production, ce qui est impossible sans apports en capitaux, l'unique source de ces capitaux, les investissements et les crédits étrangers, demeurent inaccessibles derrière le mur extérieur des sanctions qui, à en croire les officiels de Belgrade, n'existe pratiquement pas.

Parmi les conséquences catastrophiques de l'isolement international dans lequel la Serbie et la R.F. de Yougoslavie se confinent elles-mêmes et qui restent invisibles au

premier coup d'œil, figure en bonne place le fait que d'autres pays prennent position sur des marchés d'où il sera impossible par la suite de les déloger.

Les capitaux et les programmes de production occidentaux concernent en effet des produits insignifiants comme le dentifrice, mais aussi des biens d'importance stratégique; or, les producteurs de ces biens ont déjà trouvé des partenaires pour attaquer le marché de l'est européen, si bien qu'il en reste peu qui n'aient trouvé des accords en République Tchèque, en Pologne, en Hongrie, en Croatie ou ailleurs. La position internationale de la Serbie et de la R.F. de Yougoslavie n'a donc jamais été pire, même à l'époque des sanctions les plus sévères, car, entre-temps, ses réserves internes se sont épuisées. L'opinion publique ne pouvait avoir conscience de ce désastre, car, dans le cas contraire, elle aurait trouvé le moyen de se manifester.

Non moins préoccupant est le fait que, de toute évidence, le régime lui-même ne veut pas ou ne peut pas se rendre compte de cette situation. Car, dans le cas contraire, il cesserait d'agir contre lui-même. Comme nous savons par expérience qu'il ne se soucie que de l'intérêt personnel de l'oligarchie au pouvoir, autrement dit de sa survie, nous devons admettre que ce régime oeuvre précisément à sa perte: l'État et la société sont détruits de l'intérieur; les troubles sociaux, le mécontentement de l'armée, de la police, du corps médical, des enseignants, des ouvriers, des retraités, des étudiants, des minorités nationales, de tout le monde en somme, ne cessent de s'amplifier et s'amplifieront jusqu'au moment où, d'une manière, ou une autre, une guerre civile éclatera. Dans cette situation, tout ce que l'on peut attendre est l'adoption de solutions extrêmes, accompagnées de la violence.

Il ne reste plus en fait à ce régime que très peu de temps pour comprendre qu'il est dans son intérêt de faire ce qu'on lui demande, que c'est le seul moyen de sauver non seulement ses propres citoyens et leur État, mais de se sauver aussi lui-même; que finalement, c'est le seul moyen de se maintenir encore un certain temps au pouvoir ou, du moins, de survivre dans la compétition démocratique."

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 66

Février 1998

Madame, Monsieur,

Les positions que je présente dans mes lettres, celles que je défends aussi bien à titre personnel que dans le cadre des activités de notre Fondation depuis 1992, s'avèrent, de jour en jour, de mois en mois, d'année en année, être fondées et constituer une véritable alternative à la situation qui prévaut dans l'ex-Yougoslavie. Cependant, j'ai reçu récemment d'un vieil ami une lettre, rédigée sur un ton critique, qui pose quelques questions et exprime des doutes, voire même des réserves à l'égard de nos positions. Ce courrier m'a incité à reconsidérer certains des postulats sur lesquels nous fondons notre action, à les confronter à la situation sur le terrain, pour constater - et je ne dissimulerai pas le plaisir que cela me cause - que ce que nous défendons depuis l'origine est parfaitement justifié.

Puisque dans sa lettre, mon ami m'adresse des critiques, le mieux est de les présenter l'une après l'autre en m'efforçant d'y répondre.

La coopération plutôt que des conflits

L'auteur de ces critiques conteste, en premier lieu, que le démembrement de l'ancienne Yougoslavie ait été une erreur, soutenant qu'il faut reconnaître celui-ci comme une réalité. "Le démantèlement de l'ancienne Yougoslavie, écrit-il, a résulté des rapports socio-politiques objectifs qui prévalaient dans l'ancienne communauté et toute tentative de restitution "in integrum" doit être qualifiée de non réaliste."

A cela je répondrai, d'abord, que ni moi ni notre Fondation n'avons jamais contesté le droit des peuples à l'autodétermination, pas plus que nous n'avons discuté la réalité des États nouvellement créés. Bien au contraire, nous avons plaidé dès le début pour leur reconnaissance réciproque, en un moment où cette position était perçue par certains de ces États comme un coup très grave porté à leur souveraineté et, par d'autres, comme une haute trahison.

En second lieu, nous n'avons jamais proposé la création d'une nouvelle Yougoslavie dans l'espace de l'ancienne et nous n'avons jamais prôné la réunification des États nés de son démantèlement. Ce que notre Fondation a proposé et considère toujours comme la meilleure des solutions est l'établissement de relations étroites entre les pays issus de l'ancienne Yougoslavie, des relations qui pourraient assurer une coopération permettant de surmonter les conflits d'intérêts. Nous suggérons donc la création d'une association, d'une organisation, d'une union - et non d'un État - qui permettrait à chaque pays d'établir des liens avec les autres en fonction de ses intérêts propres. Plus simplement encore, nous proposons que les États issus de l'ancienne Yougoslavie s'associent comme l'ont fait les puissances européennes depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale, évoluant de l'Accord sur le charbon et l'acier vers l'Union européenne et réglant leurs problèmes mutuels, ou leurs conflits d'intérêts, par la voie d'accords et de coopération sans recourir aux confrontations et aux hostilités.

Cette association me paraît d'autant plus indispensable que certains régimes, nés de la décomposition de l'ex-Yougoslavie, s'efforcent par tous les moyens de l'empêcher, craignant sans doute qu'elle finisse par ébranler leur propre emprise sur les peuples qu'ils gouvernent. Ainsi, peut-on lire dans la nouvelle Constitution croate (article 17 de la Gazette Officielle) cette formule insensée contre laquelle, ni l'Europe, ni les États-Unis, ni aucune démocratie ne se sont élevés :

"Il est interdit d'entamer la procédure de création d'association entre la République de Croatie et d'autres États au sein d'une alliance dans le cas où une telle association aboutirait, ou pourrait aboutir, au renouvellement d'une structure étatique commune yougoslave ou de quelque formation étatique balkanique que ce soit." Qu'il soit bien clair pour tout le monde que nous nous battons, nous, pour que se développe précisément dans les Balkans une communauté de nations libres, liées entre elles par une coopération étroite et respectant les principes démocratiques que les autres pays d'Europe se sont imposés.

"La volonté de ceux qui gouvernent les États issus de l'ex-Yougoslavie de perpétuer leur pouvoir est parfaitement légitime", écrit ensuite notre critique, affirmant : "dans tous les États issus de l'ex-Yougoslavie, la démocratie a avancé à tel point que les peuples, s'ils l'avaient vraiment voulu, se seraient déjà débarrassés de leurs autocrates".

La légitimité, pour ceux qui la détiennent, de la volonté de demeurer au pouvoir n'est assurément pas contestable, mais ce qui l'est plus ou moins, dans les anciennes Républiques yougoslaves, ce sont les méthodes utilisées pour y parvenir.

Et ce sont précisément ces méthodes que nous mettons en cause: Du contrôle et de la manipulation des médias, jusqu'au contrôle que les partis au pouvoir exercent sur les institutions étatiques - y compris l'armée, la police et les entreprises les plus importantes -, en passant par la provocation et la guerre, le tout pour se maintenir au pouvoir. L'exemple le plus éclatant de ce que l'on peut faire pour se maintenir au pouvoir est probablement l'actuelle R.F. de Yougoslavie; encore que dans les autres anciennes Républiques yougoslaves la situation ne soit pas foncièrement meilleure puisque, ni trois mois de protestations en Serbie accueillies par l'Europe et le monde avec sympathie, ni les élections au Monténégro qui ont provoqué le changement de l'équipe au pouvoir, n'ont suffi pour que "le peuple se débarrasse des autocrates". Et cela pour la simple raison que ces derniers mettent en oeuvre tous les instruments de la manipulation et de la contrainte afin d'empêcher l'alternance du pouvoir.

L'intégrité de la Bosnie

"Je ne suis pas sûr que le maintien de l'intégrité étatique de la Bosnie soit la meilleure solution. Quand les gens ne veulent pas vivre ensemble, toute tentative de leur imposer une vie commune se solde inévitablement par des résultats négatifs. C'est pourquoi je partage de plus en plus votre critique des Accords de Dayton, mais en m'appuyant sur une argumentation contraire à la vôtre", poursuit mon correspondant en laissant entendre que lesdits accords de Dayton n'ont pas garanti l'intégrité de la Bosnie.

Je lui donnerais volontiers raison s'il ne confondait pas les causes et les conséquences. Il n'est pas vrai en effet, que les Bosniaques (aussi bien les Bosniaques Musulmans que les Serbes et les Croates de Bosnie) ne veulent pas vivre ensemble, encore moins qu'il n'en sont pas capables. Même pendant la guerre, les scènes de terreur les plus horribles ont alterné avec l'assistance mutuelle, voire le sacrifice pour autrui, et cela en un moment où manifester tant soit peu de compassion envers quelqu'un qui appartenait à une autre nation ou une autre religion était plus dangereux que commettre le pire des crimes. En réalité, la guerre n'a pas été menée par les peuples; ces derniers ont été poussés à se battre par leurs leaders respectifs, qui utilisaient les médias pour provoquer la peur, la haine et le besoin de vengeance. Cette peur et cette haine n'ont jamais existé par elles-mêmes; et si, au fil des siècles, elles se sont parfois manifestées, elles ont toujours été provoquées artificiellement, le pays une fois la folie passée, revenant toujours à une vie harmonieuse, non pas en dépit des différences mais plutôt grâce à elles et grâce aux traits communs des peuples. Toutes les tentatives faites pour déchirer la Bos-

nie, la diviser, ont en réalité abouti aux dévastations, à la souffrance et à la mort, comme ce fut le cas récemment.

L'idée de la division de la Bosnie est bien une conséquence de la volonté des oligarchies des trois peuples bosniaques de se maintenir au pouvoir, une volonté qui est contraire aux intérêts et à la volonté des hommes et des femmes de Bosnie, des trois peuples et des trois religions. A contrario, la volonté de sauvegarder l'intégrité de la Bosnie ne vient pas seulement d'un sentiment abstrait de justice, ni même de la pure nostalgie; elle est aussi une nécessité politique, pour au moins trois raisons:

- La première est que seule une Bosnie unifiée peut empêcher la reconnaissance et la légitimation du nettoyage ethnique, qui, une fois posé comme principe, pourrait avoir des conséquences dramatiques sur le plan international.
- La deuxième raison est que seule une Bosnie unifiée peut permettre le retour des réfugiés chez eux.
- La troisième est qu'en cas de division, un nouveau conflit serait inévitable, car au lieu de se désarmer, les trois parties, en Bosnie, continuent de s'armer.

"La chyprisation reflète la réalité politique", affirme notre critique à propos du retour des réfugiés, en ajoutant que des frontières encore plus rigides que celles qui existent déjà devraient être tracées entre les communautés ethniques si chacun retrouvait son foyer. Cette position n'est pas seulement inhumaine; elle repose en outre sur des prémices erronées. Quelle que soit la réalité politique, elle n'est jamais invariable; bien au contraire, toute réalité politique est le reflet d'un moment. Permettre la "chyprisation", c'est à dire la division de la Bosnie, empêcher les réfugiés de regagner leurs foyers ou leur faire comprendre "l'absurdité de leurs revendications" - car c'est en ces termes que notre critique entend l'idée du retour des réfugiés - consacrerait la situation qui existe à l'heure actuelle dans l'ex-Yougoslavie. Or c'est bien cette "réalité" là qui fut à l'origine de la guerre; c'est donc elle qu'il faut changer et c'est à ce changement que je m'emploie dans le cadre de notre Fondation.

La transformation de la réalité politique, la structuration des sociétés et des États sur les principes démocratiques, le respect des droits de l'homme et des droits des minorités nationales, l'économie de marché, la liberté des médias, la création de sociétés et d'États aux frontières ouvertes disposés à la coopération et à l'interpénétration, dotés de structures de pouvoir remplaçables et responsables, la fondation d'États de droit, la participation aux courants mondiaux, les principes de ré-

gionalisation et d'intégration, l'instauration de sociétés où tout serait subordonné aux intérêts de l'individu et non à ceux du pouvoir, voilà les valeurs que je défends. Que la réalité sur le terrain ne corresponde pas à cette vision est une raison de plus pour accentuer l'action que nous avons entreprise en faveur du changement.

Je note, d'ailleurs, que nos appels en faveur de ces valeurs, qui se sont fait entendre dès le début du conflit sans rencontrer d'écho, ont fini avec le temps par bénéficier de l'appui de la communauté internationale. Aujourd'hui, sur le terrain, dans les États issus de l'ancienne Yougoslavie, il est de plus en plus de particuliers, d'institutions et d'organisations dont l'approche de la paix se fonde précisément sur les principes qui inspirent l'activité de notre Fondation.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 67
Décembre 1998

Madame, Monsieur,

En Serbie comme dans l'ensemble de la Yougoslavie, la volonté exprimée par la communauté internationale de voir la démocratie progresser enfin s'avère de plus difficile à concrétiser.

Au train où vont choses, aucune information importante en provenance du monde extérieur ou concernant la vie politique, économique et sociale du pays, ne pourra bientôt plus parvenir aux hommes et aux femmes à qui elle est destinée. En dépit des efforts que font l'opinion démocratique et les professionnels des médias pour assurer la liberté d'information et d'opinion, la communication risque de sombrer dans un trou noir.

L'adoption, par l'Assemblée Nationale de Serbie, d'une nouvelle Loi sur l'information a, en effet, déclenché une nouvelle vague de répression contre les médias indépendants. Avant le vote de ce texte, le Gouvernement de la Serbie avait promulgué un décret encadrant l'activité des médias dont la rigueur se trouvait justifiée par la menace des bombardements préparés par les avions de l'OTAN.

En application de cette réglementation avait été décrétée la fermeture des rédactions des quotidiens Nasa Borba, Danas et Dnevni Telegraph, puis avait été lancée une véritable «traque» aux médias électroniques indépendants qui aboutit aux interdictions d'émettre frappant la Télévision de Pirot, la Radio City de Nis, la Radio Senta et la Radio Indeks.

Le régime de Belgrade a donc profité de la situation politique pour régler définitivement leurs comptes à ceux qui pensent d'une manière différente.

La preuve en est qu'une loi sur les universités, adoptée un peu avant la loi sur l'information, a étouffé l'enseignement supérieur. L'élite intellectuelle s'est vue ainsi imposer des contraintes qui non seulement sont défavorables à toute activité scientifique et éducative, mais étouffent également toute créativité et initiative. De nombreux professeurs d'université sont désormais dépourvus de moyens pour poursuivre leur activité professionnelle, voir même pour mener une existence décente.

La répression des médias et les attaques portées contre ceux qui osent critiquer le pouvoir en place ne sont pas une nouveauté. Elles sont pratiquées depuis des années, très précisément depuis que le régime en place, se voyant impuissant à résoudre les problèmes politiques et économiques, s'est mis à nourrir le sentiment d'insécurité des citoyens provoquant, du même coup, une vague de nationalisme destructrice.

Cette vague a d'abord emporté quelque 1.500 personnes travaillant dans les centres de radio-télévision, celui de Pristina notamment, dont le seul défaut était leur origine albanaise. Puis le régime a réglé ses comptes avec ses adversaires serbes, tandis que les journalistes d'origine non-serbe faisaient l'objet d'une répression systématique. Et lorsque, en 1992, Vjislav Seselj a dénoncé publiquement une trentaine de journalistes de la Radio-Télévision de Serbie, affirmant que ceux-ci ne pouvaient pas exercer leur métier dans le cadre de la radio-télévision d'Etat, il s'est avéré que la plupart étaient d'origine croate, musulmane, macédonienne et non serbe.

En janvier 1993, les 1100 personnes chassées de la Radio-Télévision de Serbie figuraient toutes sur la liste de Seselj et étaient membres du syndicat nouvellement créé «*Nezavisnost*» («*Indépendance*»). Accusés d'«*autonomisme*», plusieurs dizaines de journalistes furent alors contraints de cesser d'exercer leur métier à la Radio-Télévision de Novi Sad, et de nombreux autres durent quitter le quotidien *Politika*, l'agence de presse *Tanjug* ou les rédactions directement contrôlées par le régime.

L'illusion que le régime laisserait tranquilles les médias indépendants, qui devaient déjà accomplir leurs tâches dans des conditions particulièrement difficiles, a été démentie à plusieurs reprises. Après avoir mené à bien l'épuration des médias sur lesquels elle était en mesure d'exercer une influence directe, l'oligarchie au pouvoir n'a pas abandonné ses méthodes les plus répressives: interdictions, procès, terreur, saisies, amendes draconiennes, blocage de la distribution de journaux, bref mise en oeuvre de tout ce qui pouvait rendre la vie impossible aux médias indociles.

Le but de ces mesures était évident: le public ne devait avoir connaissance d'aucune opinion divergente. Coincé par la question du Kosovo, le régime tenait à occulter les informations concernant son activité que beaucoup auraient pu identifier comme contraire aux intérêts du peuple. Il ne savait pas comment empêcher la mobilisation du corps électoral kosovar qui ne lui était évidemment pas favorable.

Le ressentiment du peuple à l'égard des structures au pouvoir, qui ne cesse de croître, peut à la longue s'avérer décisif pour la chute du régime actuel. Mais sur le plan culturel, la Loi sur l'information publique a éloigné la Serbie de l'Europe et du monde contemporain.

Il est vrai que la loi précédente et la batterie de textes législatifs réglementant l'activité des médias en Serbie et en Yougoslavie n'étaient pas à la hauteur des acquis démocratiques puisque, même avant le vote du dernier texte législatif sur l'information, la contradiction des lois existantes permettait à l'Etat d'agir au gré de ses besoins: soutenir les médias qui soutenaient le régime, compromettre ou interdire l'activité de ceux qui se faisaient l'écho des opinions divergentes ou critiques. A présent, cependant, le travail normal des journalistes et des rédactions est devenu impossible, puisque la pensée libre et critique est menacée d'amendes pouvant aller jusqu'à 800.000 dinars, soit quatre cents fois le salaire moyen des journalistes. Ceux qui luttaient pour un journalisme libre et autonome sont donc conduits à s'autocensurer ou à arrêter complètement leur activité, aggravant de la sorte la situation déjà difficile de leurs familles.

La volonté d'appliquer la nouvelle loi dans toute sa rigueur s'est matérialisée deux jours à peine après son adoption puisque deux amendes de 800.000 dinars chacune et deux autres de 400.000 dinars ont été prononcées contre le rédacteur en chef et les journalistes de la revue *Evropljanin* («L'Européen»), soit au total 2.400.000 dinars d'amendes pour une seule rédaction.

Aux hommes épris de démocratie il n'est pas nécessaire d'expliquer les conséquences d'une telle situation. La possibilité d'une manipulation médiatique complète et le manque d'informations vraies portent atteinte à un segment important des droits de l'Homme et réduisent au minimum les chances de progrès culturel. Les rêves des auteurs de scénarios les plus noirs dans les milieux politiques les plus influents vont engendrer inéluctablement de réguler leurs comptes aux «ennemis», aux «traîtres» et à ceux qui sont «à la solde des étrangers».

Le mal, à la vérité, ne peut en rester là. La Serbie telle qu'elle est aujourd'hui risque en effet de devenir un foyer de conflits non seulement sur son territoire national,

mais aussi dans l'ensemble des Balkans et en Europe. Les mesures prises dernièrement par les autorités en Serbie ne sont qu'une illustration de plus de la nature de régime de Slobodan Milosevic et de son épouse Mirjana Markovic. On ne peut que se féliciter des voix qui élèvent du monde démocratique contre les représailles dont les médias sont victimes en Serbie. Mais il faut espérer qu'à l'avenir ces voix et l'efficacité des acteurs internationaux seront plus prononcées.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 68

Juillet 1999

Madame, Monsieur,

*L*a période des conflits armés en Yougoslavie est terminée – espérons qu’elle l’est pour de bon. Ceci a bouclé le cercle tragique de dix années de crise qui a eu pour résultat le démembrement de l’ancienne RSFY, des victimes humaines innombrables et des dégâts matériels énormes.

Le dernier de la série de conflits armés – les deux mois et demi de châtiments infligés à la RF de Yougoslavie pour de longues années d’une politique erronée – n’a amélioré la situation d’un seul point. Bien au contraire, de nouvelles tragédies sont survenues, des morts, des destructions, des centaines de milliers de réfugiés. Les bombardements ont résulté par une homogénéisation ethnique et, dans un premier moment, par un appui renforcé au régime.

La fondation pour la paix et la gestion des crises avait fait ressortir la certitude de cette évolution dans de nombreuses interventions et analyses publiques qui précédaient l’action de l’OTAN. Je vous rappelle avoir constaté, dans la Lettre du président de la Fondation d’octobre 1998, à propos de l’intervention annoncée de l’OTAN, ce qui suit:

« Bien qu’il soit clair que la politique déraisonnable du régime serbe et yougoslave doive être condamnée et sanctionnée de manière appropriée, le recours à la force militaire de l’OTAN sous forme d’éventuels bombardements des objectifs sur le territoire de la Yougoslavie, n’apporterait rien de bon. A côté des conséquences les plus graves – les victimes innocentes, et il y en aurait certainement, il n’y a pas besoin d’expliquer aux connaisseurs de la situation et de la mentalité prédominante en Serbie que l’effet en serait tout contraire, car on assisterait à une

encore plus grande homogénéisation nationaliste et à une animosité accrue à l'égard de la communauté internationale. En même temps, une pression accrue, voire des pogroms viendraient frapper tous ceux qui s' » étaient opposés jusque là à la politique fatale du régime. De même, il est difficile d' » imaginer quelle serait la démarche suivante de la diplomatie mondiale, tandis que le dialogue serbo-albanais interne serait complètement remis en cause. » Notre appréhension que le recours à la force n'aboutirait à aucun résultat positif, et que l'espace nécessaire à l'action des forces démocratiques et des éléments de la société civile serait dramatiquement réduit, s'est avérée justifiée. Malheureusement, les longues années de nos efforts de faire comprendre que le problème du Kosovo devait être réglé comme une des questions globales de la région des Balkans, dans le cadre d'une procédure démocratique et, bien entendu, sans le changement des frontières, n'ont pas rencontré l'appui escompté. Déjà vers la fin de l'année dernière, à propos des possibilités d'une solution de la crise au Kosovo, j'avais dit:

Les propositions de solutions relevant du principe de l'autonomie du Kosovo, y compris une autonomie législative, judiciaire et policière, sont raisonnables, à condition de ne mettre aucunement en cause l'intégrité territoriale de la RFY. Je suis d'avis aussi que le recours à une solution transitoire et provisoire, comme à une phase intermédiaire, devrait faciliter les efforts en faveur d'un dénouement politique des confrontations fort complexes au Kosovo et ouvrir la possibilité de trouver une solution durable, lorsque les conditions nécessaires à cet effet auront été réunies. Cette phase intermédiaire comprend la présence de forces internationales de contrôle de la paix renouvelée, mais aussi de toutes les activités politiques qui se déroulent durant cette période. »

Après tout ce qui est arrivé en Yougoslavie il est nécessaire d'aider ce pays d'emprunter enfin fermement la bonne voie, celle de la démocratisation et du renouveau. Le monde doit éprouver la responsabilité pour le renouveau des conditions de vie là où, suite à l'intervention internationale, le seuil existentiel a été sensiblement baissé. Bien entendu, en Yougoslavie elle-même, beaucoup de choses doivent encore être accomplies. Avant tout s'impose un tournant vers une politique d'ouverture, de tolérance, d'amélioration des relations interethniques, de liberté des médias et d'activité politique, vers un parlementarisme réel et efficace. Il est nécessaire que sur la scène publique apparaissent plus courageusement et avec plus de fermeté des groupes et des particuliers non compromis et non « consommés », qu'ils agissent organisés en partis politiques, en organisations extrapartites, ou individuellement. Le secteur des organisations non gouvernementales rassemblant les personnes capables d'articuler tout l'éventail des inté-

rêts et des besoins de la société civile, peuvent représenter une grande valeur et une force de propulsion nécessaire aux changements qui s'imposent. Ces forces devraient bénéficier de tout appui, aussi bien dans le pays que venant des milieux internationaux. C'est précisément à propos du Kosovo, et dans le cadre des réflexions sur la suite de la démocratisation de la Serbie, que j'avais remarqué dans ma Lettre du président d'août 1997:

La communauté internationale a décidé de régler le problème du Kosovo en conditionnant le retour de la Serbie dans les institutions internationales et la levée du 'mur extérieur des sanctions' par la reconnaissance et le respect des droits de l'homme et des minorités nationales au Kosovo, qui sont réellement menacés. Agir sur les causes, sur la nature non démocratique du régime en Serbie et en RF de Yougoslavie, ne sera pas possible avant que ne soit résolue la question du Kosovo. »

Avec le rétablissement de la paix aux termes des exigences et des recommandations de la communauté internationale et avec le déploiement sur le terrain des forces internationales de contrôle et de support du processus de paix, les conditions sont enfin réunies pour aborder le problème d'un autre côté aussi. Cela veut dire d'inciter et affirmer les tendances à l'établissement d'une société ouverte, civile, et d'apporter ainsi l'appui nécessaire aux groupes sociaux et aux particuliers qui aspirent réellement à la démocratie.

Nous invitons tous les facteurs influents dans le monde à apporter, par tous les moyens disponibles, leur assistance au redressement de la Yougoslavie. Les sanctions et embargos se sont avérés jusqu'à présent inefficaces, et la Fondation en avait bien averti les partisans. L'acceptation de la RF de Yougoslavie au sein des organisations et des institutions internationales incitera de la meilleure façon possible le processus des courants sociaux et économiques souhaitables. Ceci permettrait aux potentiels humains et à tous les autres potentiels de s'épanouir pleinement, et cela est le meilleur moyen de permettre à un pays de s'intégrer plus solidement dans la communauté internationale et de cesser à jamais d'être un facteur d'instabilité.

De même, on parle de divers projets de renouveau et de reconstruction, du Pacte de stabilité aux intégrations nouvelles, avec pour objectif la démocratisation et la modernisation des Balkans. Notre fondation a parlé très tôt, encore à l'époque où la guerre en Bosnie battait son plein, en fin juin 1993, de ce qui est aujourd'hui à l'origine de tous les projets et de toutes les propositions. En effet, nous avons souligné à cette époque-là et répété ensuite à plusieurs reprises, que la structure

régionale « est le cadre naturel de la vie politique, économique et sociale dans cette partie du monde ». Aussi pouvons-nous maintenant nous féliciter de l'acceptation de cette idée par les facteurs cruciaux de l'opinion internationale.

La Fondation appuie résolument la revendication des partis politiques d'orientation démocratique, de nombreuses organisations non gouvernementales, des syndicats indépendants, que l'Église Orthodoxe Serbe a rejoints aussi, ainsi que de beaucoup d'institutions et de particuliers, à la démission de Slobodan Milošević. Une démocratisation et un développement véritables de la région ne peuvent intervenir que si la Serbie s'affranchit de cette politique sinistre, incarnée dans la personnalité de son président. L'idée d'un gouvernement d'experts transitoire, composé de ceux qui n'avaient pas pris part aux crimes ni à la criminalisation de la société, nous semble se présenter comme l'unique voie possible de l'issue définitive de dix ans de cauchemar.

Boris Vukobrat
Président

Madame, Monsieur,

*S*il y a maintenant trois mois que les hostilités ont pris fin dans la fédération yougoslave, que les bombardements de l'OTAN ont cessé au Kosovo et en Serbie, que la paix a repris ses droits, en apparence du moins, dans cette partie des Balkans. Trois mois durant lesquels les Nations unies ont tenté de résoudre les problèmes innombrables nés de la guerre fratricide que se livraient les factions en présence et de réconcilier les communautés qui se dressaient les unes contre les autres.

Au terme de ces cent jours, quel bilan peut-on dresser de l'intervention de l'OTAN et quelles conséquences celle-ci ne manquera-t-elle pas d'avoir dans le proche avenir?

A cette double question on ne saurait répondre sans rappeler au préalable les objectifs que l'OTAN s'était fixée lorsqu'elle décida de recourir à la force armée pour mettre un terme aux exactions serbes au Kosovo: protéger les Albanais vivant dans cette région, déstabiliser le régime de Slobodan Milosevic, ramener la paix dans les Balkans.

Un bilan globalement négatif

Nous sommes contraints de dire, en conclusion d'un examen attentif de la situation, que les résultats enregistrés au terme de ces trois mois d'intervention aérienne sont exactement inverses de ceux qui étaient recherchés à l'origine.

- Pour ce qui concerne, en premier lieu, le Kosovo il faut bien reconnaître que les Albanais vivant dans la région, loin d'être protégés par l'intervention de l'OTAN, ont été soumis à partir du 24 mars à la terreur de l'armée ou des milices serbes, puis à l'horreur des frappes opérées par les bombardiers de l'Alliance. Ils n'ont jamais autant souffert que durant cette période.

Les Serbes du Kosovo quant à eux, et, de façon plus générale, les non Albanais vivant dans la région ont été victimes d'un nettoyage ethnique systématique sous le regard indifférent, pour ne pas dire complaisant, de la KFOR, ce qui exclut, pour l'instant du moins, toute possibilité de construire un Kosovo multiethnique.

- Pour ce qui concerne, ensuite, la Serbie il est évident que Slobodan Milosevic n'a pas été déstabilisé par l'intervention de l'OTAN. Non seulement il est demeuré au pouvoir, mais encore il a réussi une nouvelle fois à diviser et à marginaliser l'opposition serbe, profitant de l'occasion pour se poser une nouvelle fois en héraut de l'unité et de l'indépendance serbe.

Il a d'autant mieux réussi dans cette entreprise que les premières décisions prises par l'administrateur délégué des Nations Unie au Kosovo (introduction du deutsche-mark comme monnaie officielle, transformation de l'UCK en police, application sélective de la résolution 1244 de Conseil de sécurité de l'ONU) ont renforcé sa position en Serbie même.

Il convient d'ajouter à ce qui précède que la KFOR est manifestement condamnée à demeurer sur place pendant plusieurs années. D'une part, en effet, aucun gouvernement serbe ne pourra renoncer à la souveraineté de la Serbie sur le Kosovo ; d'autre part, le désir d'indépendance, voire même l'aspiration à l'édification de la « Grande Albanie », ne fera que grandir avec le temps ; enfin, l'agressivité des éléments les plus extrêmes de l'UCK va inévitablement s'affermir.

Pour couronner le tout, la position intérieure de Slobodan Milosevic a été notablement renforcée par les sanctions internationales qui ne gênent en rien la nomenklatura serbe, mais frappent en revanche très durement la population. Ces mesures ne font qu'accroître la main mise de l'Etat sur l'économie du pays et favoriser le marché noir, donc la criminalité. Elles permettent aux autorités serbes d'empêcher toute évolution vers un système économique de type libéral.

- Pour ce qui concerne les Balkans dans leur ensemble, l'intervention armée de l'OTAN laisse, au final, la région plus instable que jamais. Qu'il s'agisse du Monténégro, de la Macédoine, de la Voïvodine, de la Roumanie ou de la Bulgarie, tous les Etats épargnés jusque là par la crise des Balkans sont désormais touchés. L'Albanie est encore plus déséquilibrée sur le plan interne qu'avant les frappes de l'OTAN. Les pays riverains du Danube sont lourdement pénalisés par l'interruption du trafic sur le fleuve. Enfin, les drogues dures - principalement l'héroïne - en provenance du Kosovo envahissent l'Union européenne.

Et maintenant quelles solutions?

Si l'objectif poursuivi par la communauté internationale est d'écarter Slobodan Milosevic comme cela est dit et répété sur tous les tons depuis six mois dans les milieux dirigeants de l'OTAN, il nous paraît indispensable de prendre sans tarder les dispositions suivantes:

1. Cesser de soutenir l'opposition politique nationaliste en Serbie avec l'espoir qu'elle finira par prendre le pouvoir, mais apporter, en revanche, un soutien sans faille aux syndicats libres, aux organisations non gouvernementales et aux formations politiques qui ne se sont pas compromis avec le pouvoir ou avec les partis nationalistes. Autrement dit, s'appuyer sur la société civile et soutenir la plate-forme, à la rédaction de laquelle notre Fondation a participé et que de nombreuses organisations serbes ont récemment adoptée comme programme.
2. Renforcer la pression qui s'exerce sur les tenants actuels du pouvoir en Serbie et sur leurs proches en agissant sur tous les leviers disponibles: visas et titres de voyage, études et stages à l'étranger, comptes bancaires hors de Serbie, etc... Faire ainsi comprendre aux dirigeants que le temps de l'impunité est passé et qu'ils doivent désormais rendre des comptes à leur peuple et à la communauté internationale.
3. Lever immédiatement l'embargo et les sanctions qui frappent le peuple serbe tout en favorisant le plus possible l'ouverture de la Serbie vers l'extérieur. Ceci peut se faire sans difficulté majeure en facilitant les déplacements à l'étranger, en multipliant les incitations à l'initiative privée, en luttant contre le marché noir et la criminalité économique, en aidant les acteurs économiques à instaurer progressivement l'économie de marché.
4. Pour ce qui concerne le Monténégro, prendre au sérieux les menaces et les provocations de Slobodan Milosevic et prévenir les risques de guerre civile qui en découlent.
5. Au Kosovo même, favoriser ouvertement les éléments modérés - Ibrahim Rugova par exemple - et prendre ses distances avec les éléments les plus durs de l'UCK auxquels, de toutes façons, il faudra s'opposer un jour ou l'autre. Organiser le retour de la communauté serbe et, de façon plus générale, appliquer d'une manière non sélective la résolution 1244 de Conscient de sécurité de l'ONU.

6. Vis-à-vis enfin des autres pays de la région:

- ° Stabiliser l'Albanie en lui donnant les moyens de résoudre ses problèmes économiques et financiers et affermir l'autorité du gouvernement en lui fournissant l'aide dont il a le plus grand besoin.
- Renforcer la Macédoine en l'assistant elle aussi de façon massive sur le plan économique, sauvegarder son intégrité et son unité, l'aider à résoudre son contentieux avec la Grèce.
- Amener enfin le gouvernement hongrois à pratiquer une politique modérée vis-à-vis des minorités hongroise ethniques existant en Roumanie, Serbie et Slovaquie.

Toutes ces mesures sont à la portée des Etats et des gouvernements qui travaillent à ramener la paix dans les Balkans. Mais pour qu'elles s'imposent il faut qu'une volonté politique clairement exprimée les ait énoncées au préalable sans ambiguïté. Et c'est bien là le fond du problème.

Boris Vukobrat
Président

LETTRE N° 70
Novembre 1999

Madame, Monsieur,

Les 26 et 27 octobre derniers se sont réunis à Belgrade, sous la dénomination "Les voies du changement", des partis politiques, des organisations non-gouvernementales, des syndicats, des associations d'étudiants, ainsi que des groupes d'experts de Serbie. Tous les participants - qui représentaient 71 organisations au total - ont adopté le texte des "Principes fondamentaux du rassemblement" et 48 partis ou organisations ont signé "La Déclaration de la volonté de coopération" qui fixe les objectifs communs et les moyens de lutter contre le pouvoir actuel ; plusieurs autres ont manifesté le désir d'y adhérer.

Les débats ont porté sur les moyens d'agir ensemble et sur les principaux changements démocratiques à mettre en oeuvre demain. L'événement, organisé par la Fondation pour la Paix et la Gestion des Crises en collaboration avec l'Union des Syndicats « Indépendance », s'est déroulé en présence d'une dizaine de représentants des Etats qui ont maintenu leurs missions diplomatiques à Belgrade, du représentant des Nations-Unies et de nombreux journalistes. En Serbie même, ce rassemblement a fait l'objet de nombreux commentaires dans les médias.

L'événement, indubitablement, a jeté une lueur d'espoir au coeur des ténèbres dans lesquelles, après dix années de gouvernement de Slobodan Milosevic et les bombardements de l'OTAN, la Serbie a plongé. Il indique clairement le chemin à suivre pour résoudre la crise en Serbie et ramener la paix dans les Balkans. Il préfigure aussi la naissance d'une troisième force politique en Serbie et laisse deviner quelle sera son ampleur future.

Qui compose cette troisième force politique?

Tous ceux qui ont défilé lors des grandes manifestations de 1996-1997, dont les médias du monde entier se firent l'écho, constituent cette troisième force politique: les citoyens qui ne votent pas, ceux qui votent pour l'opposition faute de mieux, les organisations non-gouvernementales, les syndicats indépendants, les rares intellectuels demeurés libres, la classe moyenne qui s'est brusquement appauvrie, les jeunes sans avenir, les étudiants privés de perspectives malgré leurs études et qui manifestent sans cesse, les ouvriers qui - pour se nourrir - ne disposent d'aucune terre à la campagne, les paysans que l'Etat pille à l'occasion de chaque moisson, les chômeurs et ceux qui sont en passe de le devenir, les minorités qui craignent pour leur avenir, les réfugiés de Krajina, de Slavonie, de Bosnie et du Kosovo, la troisième génération d'émigrés qui n'a pas été contaminée par le nationalisme au cours des dix dernières années. Mais aussi ceux au nom desquels personne ne parle et auxquels personne ne pense ; les oubliés, abandonnés à leur solitude et les insatisfaits, le plus souvent désespérés ; ceux qui représentent une majorité silencieuse dont l'opinion politique demeure encore mal formulée. Si tous ceux-là s'unissent et commencent à coopérer, ils formeront le mouvement pour la liberté, le front pour les changements démocratiques, la nouvelle force susceptible de modifier le visage de la Serbie.

Cet espoir n'est-il pas déjà en germe dans ce rassemblement de partis politiques, d'organisations non-gouvernementales, de syndicats indépendants, d'associations d'étudiants et de groupes d'experts?

Quelles seront les méthodes d'action de cette troisième force politique?

Depuis sa création, les actes et les lettres de la Fondation pour la Paix et la Gestion des Crises affirment les principes fondamentaux nécessaires à l'établissement de la démocratie et à la construction d'une société civile en ex-Yougoslavie, dans les Balkans et tout particulièrement en Serbie.

La Serbie, pays dont dépend la paix, doit être au centre de nos réflexions. La décentralisation et la régionalisation du pouvoir, tels sont ces principes fondamentaux que nous défendons sans cesse. En effet, dans l'avenir, il ne reviendra plus à l'Etat de transmettre une partie de son pouvoir aux régions qui incarnent une sorte d'unité historique et économique, mais bien aux régions de transmettre à l'Etat une partie de leurs pouvoirs en fonction de leurs besoins et de leurs décisions. Ainsi, la démocratie économique et politique - l'une n'allant pas sans l'autre

- sera réalisée à partir de la base et non pas imposée ou freinée depuis le haut par la violence du pouvoir étatique, la manipulation médiatique, ou les complots des partis politiques.

Les populations pourront, en toute liberté, exprimer leurs besoins et les harmoniser. Par voie de conséquence les élites politiques aujourd'hui toutes puissantes se retrouveront privées de leur pouvoir et dans l'impossibilité de nuire. Sur les territoires des Etats nationalistes actuels - tantôt ouvertement anti-démocratiques tantôt adeptes d'un parlementarisme de façade - pourra alors commencer la construction de sociétés civiles.

Tout ceci n'est-il qu'utopie? Assurément pas. Il s'agit plutôt d'un pragmatisme politique dont l'exemple de certains Etats modernes démontre le réalisme et qui constitue, à vrai dire, le seul projet possible dans les Balkans où Histoires, peuples, cultures, confessions religieuses et coutumes sont des plus hétérogènes. Le chaos des différences exacerbées pourra ainsi se transformer en une richesse polyphonique, en une synthèse.

L'actuel rassemblement des partis politiques, des organisations non-gouvernementales, des syndicats indépendants, des associations d'étudiants et des groupes d'experts ainsi que leur future action commune n'annoncent-ils pas tout cela?

La troisième force politique peut-elle modifier la conjoncture en Serbie?

Les plus optimistes d'entre nous n'osent pas affirmer que la troisième force politique en Serbie est enfin constituée, ni même que les organisations non-gouvernementales et les syndicats indépendants peuvent, du jour au lendemain, modifier la conjoncture. D'autant plus qu'un tel projet se heurte au pouvoir criminel en place et, soyons honnêtes, à certains partis d'opposition. Le processus, reconnaissons le, n'en est qu'à ses débuts.

Il exigera encore de nombreux efforts, de la volonté, de l'énergie et beaucoup de perspicacité politique. Mais le projet est un premier pas dans la bonne direction. Un premier pas qui appelle la proposition que voici.

Ces dernières années, l'Union Européenne, la Russie et les Etats-Unis ont fait ce qu'ils ont jugé opportun de faire pour calmer et résoudre la crise en ex-Yougoslavie. Les résultats - suffisamment connus de tous pour ne pas être formulés ici - se sont soldés par des échecs. Les nationalismes, les manipulations auxquelles se sont livrées les élites culturelles et politiques, ne sont pas les seuls responsables

de la situation. Les conflits politiques opposant les démocraties occidentales, leurs bonnes intentions, ont également pavé la route qui mène à l'enfer balkanique. Le prix économique des hésitations et des ignorances, déjà élevé, ne tardera pas à devenir énorme. Pour sortir rapidement et facilement de cette voie sans issue, l'Union Européenne, les Etats-Unis et la Russie doivent mettre toute leur puissance économique et politique du côté des démocraties futures et soutenir avec fermeté la formation et l'action de la troisième force politique qui, en Serbie, s'efforce lentement et péniblement d'accéder à la liberté d'expression. Ne serait-ce pas là un pas décisif dans la bonne direction?

La réponse à cette dernière question, évidemment, est positive. Mais le pas décisif dépend des administrations au pouvoir et de l'opinion susceptible de les influencer. En un mot: il dépend de nous tous.

Boris Vukobrat
Président



Boris Vukobrat est né le 5 mars 1940 à Zagreb. Diplômé de la Haute Ecole du Commerce Extérieur de Belgrade, il a travaillé comme journaliste dans la revue *Ekonomska politika*, d'où il a été licencié car ses trois articles qui avaient pour sujet les conséquences catastrophiques de la fuite des cerveaux au début des années 60 ont été jugées politiquement inconvenients. Vers la fin 1965, en compagnie de son épouse, il s'installe à Paris et mènent une vie très modeste. Il travaille comme ouvrier chez Renault et étudie la langue et la civilisation française à la Sorbonne et poursuit également ses études à la Haute école Polytechnique de Commerce Extérieur à Paris. Suite à ses études, il trouve un emploi dans la société Copechim. Avec le temps, il finit par devenir le numéro un de cette compagnie qui devient l'un des leaders mondiaux en matière du commerce international de produits pétroliers et pétrochimiques.

Il s'engagea tout particulièrement dans le commerce entre l'ancienne URSS et les autres pays de l'Europe de l'est et à la France et les autres pays d'Europe occidentale. Son engagement dans le développement des relations économiques entre la Russie et la France lui vaut en 1983 l'ordre du **chevalier de la Légion d'Honneur**. Il devint ainsi le plus jeune étranger à avoir été décoré de cette plus haute distinction française décerné pour les mérites en temps de paix. Il devient aussi mécène de l'Académie Française, un privilège qui n'est pas accordé à tout le monde. En 1990 il avait fondée, avec Butros Butros Ghali, Franco Agnelli et l'Académie Française, l'Université Francophone de l'Université Senghor d'Alexandrie. Pour une seconde fois, en 1993, il devient **officier de la Légion d'Honneur**. Cette distinction lui est décernée du fonds personnel de président Mitterrand pour ses efforts de paix dans le cadre de la Fondation.

Sa fortune personnelle s'accroissant, Boris Vukobrat investit dans sa patrie d'origine et ouvre des agences de la Copechim dans les chefs lieu de toutes les républiques de l'ancienne Yougoslavie. Il créa aussi à Konavli un domaine horticole dont la production et l'activité commerciale répondait aux normes internationales les plus élevées, prouvant ainsi qu'en Yougoslavie aussi une gestion et une production au plus haut niveau mondial étaient possibles à condition d'appliquer les principes de l'économie et de la technologie modernes. Le domaine a été complètement détruit pendant les opérations de guerre dans la région de Dubrovnik, en 1991.

Lorsque la guerre éclata dans l'ancienne Yougoslavie, Boris Vukobrat décida de s'engager au maximum pour que le conflit prenne fin. Il élaborer un projet en vue d'une nouvelle communauté des républiques de l'ancienne Yougoslavie, fonde sur les idées de régionalisation et d'intégration. Ce projet fut distribué à des centaines d'experts – politologues, économistes, sociologues, juristes, écrivains et journalistes – avec la demande d'y apporter leurs suggestions. Partant des suggestions reçues et des résultats des tables rondes qui avaient pour but de promouvoir la **Proposition** et qui avaient réunis une quarantaine d'experts de différentes orientations, il finit par élaborer, en septembre 1992, les **Propositions en vues d'une nouvelle communauté des républiques de l'ex-Yougoslavie**. Ces Propositions ont été élaborées dans le cadre de la Fondation pour la Paix et la Gestion de Crises, fondée entre-temps en Suisse dans le but d'analyser la situation dans les pays de l'ancienne Europe de l'est et pour proposer des solutions concrètes aux problèmes apparus lors du passage du totalitarisme à la démocratie, du collectivisme à l'économie de marché. Ce projet fut accueilli avec une attention particulière de l'opinion mondiale. L'ancien président soviétique Mikhaïl Gorbatchev demanda à Boris Vukobrat de préparer sur les mêmes bases un projet de solution de la crise dans l'ancienne URSS. La Fondation pour la Paix et la Gestion de Crises s'acquitta de cette tâche en engageant un groupe de plus éminents experts russes d'orientations politiques différentes. Les propositions ont été réunies dans l'ouvrage **Les propositions pour la Russie et la Communauté des Etats Indépendants**.

Boris Vukobrat est le co-fondateur et le Président Honoré de l'Association des organisations non-gouvernementales de l'Europe de sud-est – CIVIS. L'Association a été établie par les représentants des ONG de Serbie et de l'Europe de sud-est, le 4 juin 2007.

CIVIS est actif dans les domaines du dialogue interreligieux, dans la promotion des droits de l'homme et des valeurs de la société civile ainsi que dans le domaine de l'intégration européenne des Balkans d'ouest.